

# **Caisse Régionale du Languedoc**

**INFORMATIONS AU**

**TITRE DU PILIER 3**

**Au 31 décembre 2022**

# Sommaire

---

<b>1. INDICATEURS CLES (EU KM1)</b>	<b>4</b>
<b>2. COMPOSITION ET PILOTAGE DU CAPITAL</b>	<b>6</b>
2.1 Cadre réglementaire applicable	7
2.2 Supervision et périmètre prudentiel	8
2.3 Politique de capital	8
2.4 Fonds propres prudentiels	9
2.5 Adéquation du capital	12
2.6 Ratio de levier	20
2.7 Liens en capital entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales	25
2.8 Conglomérat financier	27
<b>3. ANNEXES AUX FONDS PROPRES PRUDENTIELS</b>	<b>28</b>
<b>4. COMPOSITION ET EVOLUTION DES EMPLOIS PONDERES</b>	<b>32</b>
4.1 Synthèse des emplois pondérés	32
4.2 Risque de crédit et de contrepartie	45
4.3 Risque de contrepartie	106
4.4 Techniques de réduction du risque de crédit et de contrepartie	121
4.5 Expositions sur actions du portefeuille bancaire	122
4.6 Expositions de titrisation	123
4.7 Risques de marché	124
4.8 Risque opérationnel	126
<b>5. RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITE</b>	<b>129</b>
5.1 Gestion du Risque de Liquidité	129
<b>6. RISQUES DE TAUX D'INTERET GLOBAL</b>	<b>137</b>
6.1 Informations qualitatives sur la gestion du risque de taux des activités du portefeuille bancaire	137
6.2 Informations quantitatives sur le risque de taux	143
<b>7. ACTIFS GREVES</b>	<b>145</b>
<b>8. POLITIQUE DE REMUNERATION</b>	<b>149</b>
<b>9. INFORMATIONS SUR LES RISQUES EN MATIERE ENVIRONNEMENTALE, SOCIALE ET DE GOUVERNANCE (RISQUES ESG)</b>	<b>157</b>
9.1 Tableau 1 - Informations qualitatives sur le risque environnemental	160
9.2 Tableau 2 - Informations qualitatives sur le risque social	180
9.3 Tableau 3 - Informations qualitatives sur le risque de Gouvernance	197
9.4 Portefeuille bancaire - Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique	199
9.5 Portefeuille bancaire - Indicateurs du risque physique potentiellement lié au changement climatique : Expositions soumises à un risque physique (Modèle 5)	206

9.6	Autres mesures d'atténuation du changement climatique non couvertes dans le règlement (UE) 2020/852 (Modèle 10)	211
10.	<b>ANNEXES</b>	<b>212</b>

# 1. INDICATEURS CLÉS (EU KM1)

## INDICATEURS CLÉS PHASES AU NIVEAU DE CAISSE RÉGIONALE DU LANGUEDOC (EU KM1)

Le tableau des indicateurs clés ci-dessous répond aux exigences de publication des articles 447 (points a à g) et 438 (b) de CRR2. Il présente une vue globale des différents ratios prudentiels de solvabilité, de levier et de liquidité de l'établissement, leurs composants et les exigences minimales qui leur sont associées.

À noter que les montants composant les ratios prudentiels de solvabilité et de levier affichés ci-après tiennent compte des dispositions transitoires relatives aux instruments de dette hybride. Ils incluent également le résultat conservé de la période.

EU KM1 - Indicateurs clés phasés en milliers d'euros		31/12/2022	30/09/2022	30/06/2022	31/03/2022	31/12/2021
<b>Fonds propres disponibles (montants)</b>						
1	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	3 005 755	2 864 900	2 850 165	2 860 724	2 860 562
2	Fonds propres de catégorie 1	3 005 755	2 864 900	2 850 165	2 860 724	2 860 562
3	Fonds propres totaux	3 052 096	2 910 413	2 893 942	2 902 817	2 896 016
<b>Montants d'exposition pondérés</b>						
4	Montant total d'exposition au risque	11 971 135	11 504 658	11 160 101	10 947 084	11 016 009
<b>Ratios de solvabilité (en % des RWA)</b>						
5	Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (%)	25,11%	24,90%	25,54%	26,13%	25,97%
6	Ratio de fonds propres de catégorie 1 (%)	25,11%	24,90%	25,54%	26,13%	25,97%
7	Ratio de fonds propres totaux (%)	25,50%	25,30%	25,93%	26,52%	26,29%
<b>Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)</b>						
EU 7a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
EU 7b	dont : à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de pourcentage)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
EU 7c	dont : à satisfaire avec des fonds propres de catégorie 1 (points de pourcentage)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
EU 7d	Exigences totales de fonds propres SREP (%)	8,00%	8,00%	8,00%	8,00%	8,00%
<b>Exigence globale de coussin et exigence globale de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)</b>						
8	Coussin de conservation des fonds propres (%)	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%
EU 8a	Coussin de conservation découlant du risque macroprudentiel ou systémique constaté au niveau d'un État membre (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
9	Coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (%)	0,03%	0,03%	0,03%	0,03%	0,03%
EU 9a	Coussin pour le risque systémique (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
10	Coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
EU 10a	Coussin pour les autres établissements d'importance systémique (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
11	Exigence globale de coussin (%)	2,53%	2,53%	2,53%	2,53%	2,53%
EU 11a	Exigences globales de fonds propres (%)	10,53%	10,53%	10,53%	10,53%	10,53%
12	Fonds propres CET1 disponibles après le respect des exigences totales de fonds propres SREP (%)	17,50%	17,30%	17,93%	18,52%	18,29%

EU KM1 - Indicateurs clés phasés en milliers d'euros		31/12/2022	30/09/2022	30/06/2022	31/03/2022	31/12/2021
<b>Ratio de levier</b>						
13	Mesure de l'exposition totale	32 510 195	31 702 048	31 696 521	31 522 778	31 105 318
14	Ratio de levier (%)	9,25%	9,04%	8,99%	9,08%	9,20%
<b>Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (en pourcentage de la mesure de l'exposition totale)</b>						
14a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
14b	dont: à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de pourcentage)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
14c	Exigences de ratio de levier SREP totales (%)	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
<b>Exigence de coussin lié au ratio de levier et exigence de ratio de levier globale (en pourcentage de la mesure de l'exposition totale)</b>						
14d	Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
14e	Exigence de ratio de levier globale (%)	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
<b>Ratio de couverture des besoins de liquidité</b>						
15	Actifs liquides de qualité élevée (HQLA) totaux (valeur pondérée - moyenne)	2 610 028	3 706 079	3 833 431	3 717 081	3 548 087
16a	Sorties de trésorerie — Valeur pondérée totale	2 666 420	2 620 210	2 552 359	2 537 313	2 463 682
16b	Entrées de trésorerie — Valeur pondérée totale	241 215	389 233	211 827	254 431	224 503
16	Sorties de trésorerie nettes totales (valeur ajustée)	2 425 205	2 230 977	2 340 532	2 282 881	2 239 178
17	Ratio de couverture des besoins de liquidité (%)	107,62%	166,12%	163,78%	162,82%	158,50%
<b>Ratio de financement stable net</b>						
18	Financement stable disponible total	27 141 731	25 664 546	25 193 891	25 484 523	25 133 882
19	Financement stable requis total	25 835 240	23 321 207	22 644 469	23 010 255	22 762 797
20	Ratio NSFR (%)	105,06%	110,05%	111,26%	110,75%	110,42%

## 2. COMPOSITION ET PILOTAGE DU CAPITAL

---

Dans le cadre des accords de Bâle 3, le règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (*Capital Requirements Regulation*, dit "CRR") tel que modifié par CRR n°2019/876 (dit "CRR 2") impose aux établissements assujettis (incluant notamment les établissements de crédit et les entreprises d'investissement) de publier des informations quantitatives et qualitatives relatives à leur activité de gestion des risques. Le dispositif de gestion des risques et le niveau d'exposition aux risques de la Caisse Régionale du Languedoc sont décrits dans la présente partie et dans la partie "Gestion des risques".

Les accords de Bâle 3 s'organisent autour de trois piliers :

- **le Pilier 1** détermine les exigences minimales d'adéquation des fonds propres et le niveau des ratios conformément au cadre réglementaire en vigueur ;
- **le Pilier 2** complète l'approche réglementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée la banque, sur la base de méthodologies qui lui sont propres (cf. partie "Adéquation du capital en vision interne") ;
- **le Pilier 3** instaure des normes en matière de communication financière à destination du marché ; cette dernière doit détailler les composantes des fonds propres réglementaires et l'évaluation des risques, tant au plan de la réglementation appliquée que de l'activité de la période.

La Caisse Régionale du Languedoc a fait le choix de communiquer les informations au titre du Pilier 3 dans une partie distincte des Facteurs de risque et Gestion des risques, afin d'isoler les éléments répondant aux exigences prudentielles en matière de publication.

Le pilotage de la solvabilité vise principalement à évaluer les fonds propres et à vérifier qu'ils sont suffisants pour couvrir les risques auxquels la Caisse Régionale du Languedoc est, ou pourrait être exposée compte tenu de ses activités.

Pour la réalisation de cet objectif, la Caisse Régionale du Languedoc mesure les exigences de capital réglementaire (Pilier 1) et assure le pilotage du capital réglementaire en s'appuyant sur des mesures prospectives à court et à moyen terme, cohérentes avec les projections budgétaires, sur la base d'un scénario économique central.

Par ailleurs, la Caisse Régionale du Languedoc s'appuie sur un processus interne appelé ICAAP (*Internal Capital Adequacy and Assessment Process*), développé conformément à l'interprétation des textes réglementaires précisés ci-après. L'ICAAP comprend en particulier :

- une gouvernance de la gestion du capital, adaptée aux spécificités des filiales du Groupe qui permet un suivi centralisé et coordonné au niveau Groupe ;
- une mesure des besoins de capital économique, qui se base sur le processus d'identification des risques et une quantification des exigences de capital selon une approche interne (Pilier 2) ;
- la conduite d'exercices de stress tests ICAAP, qui visent à simuler la destruction de capital après trois ans de scénario économique adverse ;
- le pilotage du capital économique (cf. partie "Adéquation du capital en vision interne") ;
- un dispositif d'ICAAP qualitatif qui formalise notamment les axes d'amélioration de la maîtrise des risques.

L'ICAAP est en forte intégration avec les autres processus stratégiques de la Caisse Régionale du Languedoc tels que l'ILAAP (*Internal Liquidity Adequacy and Assessment Process*), l'appétence au risque, le processus budgétaire, le plan de rétablissement, l'identification des risques.

Enfin, les ratios de solvabilité font partie intégrante du dispositif d'appétence au risque appliqué au sein de la Caisse Régionale du Languedoc (décrit dans le chapitre "Gestion des risques").

## 2.1 Cadre réglementaire applicable

Renforçant le dispositif prudentiel, les accords de Bâle 3 ont conduit à un rehaussement de la qualité et du niveau des fonds propres réglementaires requis et ont introduit la prise en compte de nouveaux risques dans le dispositif prudentiel.

En complément, un cadre réglementaire spécifique, permettant une alternative à la mise en faillite des banques a été instauré suite à la crise financière de 2008.

Les textes concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne le 26 juin 2013. Ils comprennent la directive 2013/36/EU (*Capital Requirements Directive*, dite CRD 4) et le règlement 575/2013 (*Capital Requirements Regulation*, dit CRR) et sont entrés en application le 1<sup>er</sup> janvier 2014, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes.

La directive 2014/59/EU, "Redressement et résolution des banques" ou *Bank Recovery and Resolution Directive* (dite BRRD), a été publiée le 12 juin 2014 au Journal officiel de l'Union européenne et est applicable en France depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Le règlement européen "Mécanisme de Résolution Unique" ou *Single Resolution Mechanism Regulation* (dit SRMR, règlement 806/2014) a été publié le 15 juillet 2014 et est entré en vigueur le 19 août 2016, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes.

Le 7 juin 2019, quatre textes constituant le "paquet bancaire" ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne :

- CRR 2 : Règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le Règlement (UE) n° 575/2013 ;
- SRMR 2 : Règlement (UE) 2019/877 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le règlement (UE) n° 806/2014 ;
- CRD 5 : directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2013/36/EU ;
- BRRD 2 : directive (UE) 2019/879 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2014/59/EU.

Les règlements SRMR 2 et CRR 2 sont entrés en vigueur 20 jours après leur publication, soit le 27 juin 2019 (toutes les dispositions n'étant toutefois pas d'application immédiate). Les directives CRD 5 et BRRD 2 ont été respectivement transposées le 21 décembre 2020 en droit français par les ordonnances 2020-1635 et 2020-1636 et sont entrées en vigueur 7 jours après leur publication, soit le 28 décembre 2020.

Le règlement 2020/873 dit 'Quick-Fix' a été publié le 26 juin 2020 et est entré en application le 27 juin 2020, venant amender les règlements 575/2013 ('CRR') et 2019/876 ('CRR2').

Dans le régime CRR 2/CRD 5, quatre niveaux d'exigences de fonds propres sont calculés :

- le ratio de fonds propres de base de catégorie 1 ou ratio *Common Equity Tier 1* (CET1) ;
- le ratio de fonds propres de catégorie 1 ou ratio *Tier 1* ;
- le ratio de fonds propres totaux ;
- le ratio de levier.

Le calcul de ces ratios est phasé de façon à gérer progressivement :

- la transition entre les règles de calcul Bâle 2 et celles de Bâle 3 (les dispositions transitoires ont été appliquées aux fonds propres jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2022 aux instruments de dette hybride) ;
- les critères d'éligibilité définis par CRR 2 (jusqu'au 28 juin 2025, s'agissant des instruments de fonds propres) ;
- les impacts liés à l'application de la norme comptable IFRS9

## 2.2 Supervision et périmètre prudentiel

Les établissements de crédit et certaines activités d'investissement agréés visés à l'annexe 1 de la directive 2004/39/CE sont assujettis aux ratios de solvabilité, de résolution et de grands risques sur base individuelle ou, le cas échéant, sous-consolidée.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a accepté que certaines filiales du Groupe puissent bénéficier de l'exemption à titre individuel ou, le cas échéant, sur base sous-consolidée dans les conditions prévues par l'article 7 du règlement CRR. Dans ce cadre, la Caisse Régionale du Languedoc a été exemptée par l'ACPR de l'assujettissement sur base individuelle.

Le passage sous supervision unique le 4 novembre 2014 par la Banque centrale européenne n'a pas remis en cause les exemptions individuelles accordées précédemment par l'ACPR.

## 2.3 Politique de capital

### Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A.

Lors de la journée Investisseurs du 22 juin 2022, le Groupe a dévoilé sa trajectoire financière pour le Plan moyen terme « Ambitions 2025 », qui s'inscrit dans la continuité du précédent Plan dont les résultats financiers ont été atteints avec un an d'avance :

- Les objectifs de ratio de solvabilité CET1 à fin 2025 pour le Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A. sont très supérieurs aux exigences réglementaires. Le Groupe Crédit Agricole est en effet le plus solide parmi les G-SIB européens. Le modèle mutualiste a permis une génération organique de capital CET1 de 60 points de base par an au niveau du Groupe Crédit Agricole entre 2015 et 2021.
- La cible de CET1 pour le Groupe Crédit Agricole à horizon 2025 est supérieure ou égale à 17 %. Celle pour le TLAC est supérieure ou égale à 26 % hors dette senior préférée éligible.
- La structure du Groupe, efficace et flexible, permet de fixer une cible optimisée de ratio CET1 pour Crédit Agricole S.A. sur toute la durée du Plan moyen terme, à 11 %, et un plancher, à tout instant, de 250 points de base au-dessus des exigences SREP (avec une stratégie d'optimisation du compartiment AT1). La croissance des revenus devrait être supérieure à celle des actifs pondérés par les risques (Risk-Weighted Assets ou RWAs) pour Crédit Agricole S.A., et l'impact de Bâle 4 devrait être neutre en 2025 pour Crédit Agricole S.A.
- Enfin, la cible de distribution du dividende pour Crédit Agricole S.A. est de 50 % en numéraire, et ce, même en cas de fluctuation du ratio CET1 autour de la cible fixée dans le Plan moyen terme. Elle permet de respecter un juste équilibre entre rémunération attractive et financement de la croissance de Crédit Agricole S.A.. En 2023, Crédit Agricole S.A. a l'intention de soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale de ses actionnaires le versement additionnel de 0,20€ par action qui n'avait pas été distribué au titre du dividende 2019. Les augmentations de capital réservées aux salariés devraient par ailleurs être associées à des opérations de rachat d'actions (sous réserve de l'approbation du Superviseur), visant à compenser leur effet dilutif.

### Caisses régionales

Grâce à leur structure financière, les Caisses régionales ont une forte capacité à générer du capital par la conservation de la majeure partie de leur résultat. Le capital est également renforcé par les émissions de parts sociales réalisées par les Caisses locales.

## Filiales

Les filiales de Crédit Agricole S.A. sous contrôle exclusif et assujetties au respect d'exigences en fonds propres sont dotées en capital à un niveau cohérent, prenant en compte notamment les exigences réglementaires locales et les besoins en fonds propres nécessaires au financement de leur développement.

## 2.4 Fonds propres prudentiels

Bâle 3 définit trois niveaux de fonds propres :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou Common Equity Tier 1 (CET1) ;
- les fonds propres de catégorie 1 (Tier 1), constitués du Common Equity Tier 1 et des fonds propres additionnels de catégorie 1 ou Additional Tier 1 (AT1) ;
- les fonds propres totaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 (*Tier 2*).

L'ensemble des tableaux et commentaires ci-après inclut le résultat conservé de la période Fonds propres de base de catégorie 1 ou Common Equity Tier 1 (CET1)

### 2.4.1 Fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1)

Ils comprennent :

- le capital ;
- les réserves, y compris les primes d'émission, le report à nouveau, le résultat net d'impôt après distribution ainsi que les autres éléments du résultat global accumulés incluant notamment les plus ou moins-values latentes sur les actifs financiers détenus à des fins de collecte et vente et les écarts de conversion ;
- les intérêts minoritaires, qui font l'objet d'un écrêtage, voire d'une exclusion, selon que la filiale est un établissement de crédit éligible ou non ; cet écrêtage correspond à l'excédent de fonds propres par rapport au niveau nécessaire à la couverture des exigences de fonds propres de la filiale et s'applique à chaque compartiment de fonds propres ;
- les déductions, qui incluent principalement les éléments suivants :
  - les détentions d'instruments CET1, au titre des contrats de liquidité et des programmes de rachat,
  - les actifs incorporels, y compris les frais d'établissement et les écarts d'acquisition,
  - la prudent valuation ou "évaluation prudente" qui consiste en l'ajustement du montant des actifs et des passifs de l'établissement si, comptablement, il n'est pas le reflet d'une valorisation jugée prudente par la réglementation (voir détail dans le tableau EU PV1 ci-après),
  - les impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des déficits reportables,
  - les insuffisances de provisions par rapport aux pertes attendues pour les expositions suivies en approche notations internes ainsi que les pertes anticipées relatives aux expositions sous forme d'actions,
  - les instruments de fonds propres détenus dans les participations du secteur financier inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments CET1 dans le total des instruments de fonds propres

détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise),

- les impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles pour le montant qui dépasse un plafond individuel de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %),
- les instruments de CET1 détenus dans les participations du secteur financier supérieures à 10 % (dits investissements importants) pour le montant qui dépasse un plafond individuel de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %),
- la somme des impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles et des instruments de CET1 détenus dans les participations financières supérieures à 10 % (dits investissements importants) pour le montant qui dépasse un plafond commun de 17,65 % des fonds propres CET1 de l'établissement, après calculs des plafonds individuels explicités ci-dessus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %).

## 2.4.2 Fonds propres additionnels de catégorie 1 ou Additional Tier 1 (AT1)

Ils comprennent :

- les fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) éligibles qui correspondent aux instruments de dette perpétuelle, dégagés de toute incitation ou obligation de remboursement (en particulier le saut dans la rémunération ou *step up clause*) ;
- les déductions directes d'instruments AT1 (dont *market making*) ;
- les déductions d'instruments de fonds propres détenus dans les participations du secteur financier inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments AT1 dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise) ;
- les déductions d'instruments AT1 détenus dans les participations du secteur financier supérieures à 10 % (dits investissements importants) ;
- les autres éléments de fonds propres AT1 ou autres déductions (dont les intérêts minoritaires éligibles en AT1).

La Caisse Régionale du Languedoc n'émet pas d'instruments de fonds propres AT1.

Le règlement CRR 2 ajoute des critères d'éligibilité. Par exemple, les instruments émis par un établissement installé dans l'Union européenne qui relèvent d'un droit de pays tiers doivent comporter une clause de bail-in (renflouement interne) pour être éligibles. Ces dispositions s'appliquent pour chacune des catégories d'instruments de fonds propres AT1 et Tier 2.

## 2.4.3 Fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)

Ils comprennent :

- les instruments de dette subordonnée qui doivent être d'une durée minimale de cinq ans et pour lesquels :
  - les incitations au remboursement anticipé sont interdites,

- une décote s'applique pendant la période des cinq années précédant leur échéance ;
- les déductions de détentions directes d'instruments *Tier 2* (dont *market making*) ;
- l'excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligibles déterminées selon l'approche notations internes, limité à 0,6 % des emplois pondérés en IRB (*Internal Rating Based*) ;
- les déductions d'instruments de fonds propres détenus dans les participations du secteur financier inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments *Tier 2* dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise) ;
- les déductions d'instruments *Tier 2* détenus dans les participations financières supérieures à 10 % (dits investissements importants), majoritairement du secteur des assurances ;
- les éléments de fonds propres *Tier 2* ou autres déductions (dont les intérêts minoritaires éligibles en *Tier 2*).

Le montant des instruments *Tier 2* retenu dans les ratios non phasés correspond aux instruments de fonds propres de catégorie 2 éligibles au CRR n°575/2013 tel que modifié par CRR n°2019/876 (CRR 2).

Ces instruments sont publiés annuellement et détaillés, en annexe dans le tableau EU CCA « Principales caractéristiques des instruments de fonds propres ». Ils correspondent aux titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI), aux titres participatifs (TP) et aux titres subordonnés remboursables (TSR).

#### 2.4.4 Dispositions transitoires

Pour faciliter la mise en conformité des établissements de crédit avec CRR 2/CRD 5, des assouplissements ont été consentis à titre transitoire, grâce à l'introduction progressive des nouveaux traitements prudentiels sur les fonds propres.

Toutes ces dispositions transitoires ont pris fin au 1<sup>er</sup> janvier 2018, excepté celles portant sur les instruments de dette hybride qui s'achèvent le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

CRR 2 est venu compléter ces dispositions en introduisant une nouvelle clause de maintien des acquis (ou clause de grand-père) : les instruments non éligibles émis avant le 27 juin 2019 restent éligibles en dispositions transitoires jusqu'au 28 juin 2025.

Pendant la phase transitoire, le montant de *Tier 1* retenu dans les ratios correspond à la somme :

- des fonds propres additionnels de catégorie 1 éligibles sous CRR 2 (AT1) ;
- des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 éligibles CRR émis avant le 27 juin 2019.

Pendant la phase transitoire, le montant de *Tier 2* retenu dans les ratios correspond à la somme :

- du *Tier 2* éligible CRR 2 ;
- des instruments de fonds propres de catégorie 2 éligibles CRR émis avant le 27 juin 2019.

#### 2.4.5 Situation au 31 décembre 2022

#### FONDS PROPRES PRUDENTIELS SIMPLIFIÉS

---

Fonds propres prudentiels simplifiés (en milliers d'euros)	31/12/2022	31/12/2021
	phasé	phasé
<b>FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1 (CET1)</b>	<b>3 005 755</b>	<b>2 860 562</b>
dont Instruments de capital	1 535 707	1 510 206
dont Réserves	3 170 926	3 185 729
dont Filtres prudentiels et autres ajustements réglementaires	(1 700 878)	(1 835 025)
<b>FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATEGORIE 1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL TIER 1</b>	<b>3 005 755</b>	<b>2 860 562</b>
Instruments Tier 2	-	-
Autres éléments Tier 2	46 341	35 453
<b>TOTAL CAPITAL</b>	<b>3 052 096</b>	<b>2 896 016</b>
<b>MONTANT TOTAL D'EXPOSITION AU RISQUE (RWA)</b>	<b>11 971 135</b>	<b>11 016 009</b>
<b>Ratio CET1</b>	<b>25,11%</b>	<b>25,97%</b>
<b>Ratio Tier 1</b>	<b>25,11%</b>	<b>25,97%</b>
<b>Ratio Total capital</b>	<b>25,50%</b>	<b>26,29%</b>

Par souci de lisibilité, les tableaux complets sur la composition des fonds propres (EU CC1 et EU CC2) sont présentés en annexe.

### Évolution sur la période

Les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) non phasés s'élèvent à 3 005 755 milliers d'euros au 31 décembre 2022 et font ressortir une hausse de 145 193 milliers d'euros par rapport à la fin de l'exercice 2021.

Cette variation s'explique principalement du fait de l'intégration du résultat prudentiel de l'exercice 2022. L'augmentation du capital des Caisses Locales, la plus-value sur SAS La Boétie et le retraitement des engagements de paiement (Dépôts de garanties FGDR) sont aussi à l'origine de la variation des fonds propres CET1.

## 2.5 Adéquation du capital

L'adéquation du capital en vision réglementaire porte sur les ratios de solvabilité et sur le ratio de levier. Chacun de ces ratios rapporte un montant de fonds propres prudentiels à une exposition en risque ou en levier. Les définitions et les calculs de ces expositions sont développés dans la partie "Composition et évolution des emplois pondérés". La vision réglementaire est complétée de l'adéquation du capital en vision interne, qui porte sur la couverture du besoin de capital économique par le capital interne.

### 2.5.1 Ratios de solvabilité

Les ratios de solvabilité ont pour objet de vérifier l'adéquation des différents compartiments de fonds propres (CET1, Tier 1 et fonds propres totaux) aux emplois pondérés issus des risques de crédit, des risques de marché et des risques opérationnels. Ces risques sont calculés soit en approche standard soit en approche interne (cf. partie "Composition et évolution des emplois pondérés").

### Exigences prudentielles

Les exigences au titre du Pilier 1 sont régies par le règlement CRR. Le superviseur fixe en complément, de façon discrétionnaire, des exigences minimales dans le cadre du Pilier 2.

L'exigence globale de capital ressort comme suit :

Exigences de fonds propres SREP	31/12/2022	31/12/2021
Exigence minimale de CET1 au titre du Pilier 1	4,50%	4,50%
Exigence additionnelle de Pilier 2 (P2R) en CET1	0,00%	0,00%
Exigence globale de coussins de fonds propres	2,53%	2,53%
<b>Exigence de CET1</b>	<b>7,03%</b>	<b>7,03%</b>
Exigence minimale d'AT1 au titre du Pilier 1	1,50%	1,50%
P2R en AT1	0,00%	0,00%
Exigence minimale de Tier 2 au titre du Pilier 1	2,00%	2,00%
P2R en Tier 2	0,00%	0,00%
<b>Exigence globale de capital</b>	<b>10,53%</b>	<b>10,53%</b>

### Exigences minimales au titre du Pilier 1

Les exigences en fonds propres fixées au titre du Pilier 1 comprennent un ratio minimum de fonds propres CET 1 de 4,5 %, un ratio minimum de fonds propres Tier 1 de 6 % et un ratio minimum de fonds propres globaux de 8 %.

### Exigence globale de coussins de fonds propres et seuil de restrictions de distribution

La réglementation a prévu la mise en place de coussins de fonds propres, à couvrir intégralement par des fonds propres de base de catégorie 1 et dont l'exigence globale ressort comme suit :

Exigences globales de coussins de fonds propres	31/12/2022	31/12/2021
Coussin de conservation phasé	2,50%	2,50%
Coussin systémique phasé	0,00%	0,00%
Coussin contracyclique	0,03%	0,03%
<b>Exigence globale de coussins de fonds propres</b>	<b>2,53%</b>	<b>2,53%</b>

Plus spécifiquement :

- le coussin de conservation (2,5 % des risques pondérés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019) vise à absorber les pertes dans une situation de stress économique intense ;
- le coussin contracyclique (taux en principe fixé dans une fourchette de 0 à 2,5 %) vise à lutter contre une croissance excessive du crédit. Le taux est fixé par les autorités compétentes de chaque Etat (le Haut Conseil de Stabilité Financière – HCSF – dans le cas français) et le coussin s'appliquant au niveau de l'établissement résulte alors d'une moyenne pondérée par les valeurs exposées au risque (EAD) pertinentes des coussins définis au niveau de chaque pays d'implantation de l'établissement ; lorsque le taux d'un coussin contracyclique est calculé au niveau d'un des pays d'implantation, la date d'application est 12 mois au plus après la date de publication sauf circonstances exceptionnelles ;
- le coussin pour le risque systémique (entre 0 % et 3 % dans le cas général et jusqu'à 5 % après accord de la Commission européenne et plus exceptionnellement au-delà) vise à prévenir ou atténuer la dimension non cyclique du risque. Il est fixé par les autorités compétentes de chaque Etat (le HCSF dans le cas français) et dépend des caractéristiques structurelles du secteur bancaire, notamment de sa taille, de son degré de concentration et de sa part dans le financement de l'économie.

- les coussins pour les établissements d'importance systémique (entre 0 % et 3 % dans le cas général et jusqu'à 5 % après accord de la Commission européenne et plus exceptionnellement au-delà) ; pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SII) (entre 0 % et 3,5 %) ou pour les autres établissements d'importance systémique (O-SII), (entre 0 % et 2 %). Ces coussins ne sont pas cumulatifs et, de manière générale, sauf exception, c'est le taux du coussin le plus élevé qui s'applique. Seul le Groupe Crédit Agricole fait partie des établissements d'importance systémique et a un coussin de 1 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019. La Caisse Régionale du Languedoc n'est pas soumise à ces exigences. Lorsqu'un établissement est soumis à un coussin pour les établissements d'importance systémique (G-SII ou O-SII) et à un coussin pour le risque systémique, les deux coussins se cumulent.

À ce jour, des coussins contracycliques ont été activés dans 6 pays par les autorités nationales compétentes. Compte tenu des expositions portées par la Caisse Régionale du Languedoc dans ces pays, le taux de coussin contracyclique s'élève à 0.03 % au 31 décembre 2022.

Par ailleurs, le HCSF a reconnu depuis 2019 la réciprocité d'application du coussin pour risque systémique activé par les autorités estoniennes et depuis juillet 2021 la réciprocité d'application du coussin pour risque systémique activé par les autorités norvégiennes. Compte tenu des modalités d'application de ce coussin et de la matérialité des emplois pondérés portés par la Caisse Régionale du Languedoc dans ces pays, le taux de coussin pour risque systémique est à 0% au 31 décembre 2022.

Les tableaux ci-après répondent aux exigences de publication de l'article 440 (a et b) de CRR2.

## RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES EXPOSITIONS DE CRÉDIT PERTINENTES POUR LE CALCUL DU COUSSIN CONTRACYCLIQUE (EU CCYB1)

31/12/2022 (en milliers d'euros)	Expositions générales de crédit		Expositions de crédit pertinentes - risque de marché		Expositions de titrisation Valeur exposée au risque pour le portefeuille hors négociation	Valeur d'exposition totale	Exigences de fonds propres				Montants d'exposition pondérés	Pondérations des exigences de fonds propres (%)	Taux de coussin contracyclique (%)
	Valeur exposée au risque selon l'approche standard	Valeur exposée au risque selon l'approche NI	Somme des positions longues et courtes des expositions relevant du portefeuille de négociation pour l'approche standard	Valeur des expositions du portefeuille de négociation pour les modèles internes			Expositions au risque de crédit pertinentes – risque de crédit	Expositions de crédit pertinentes - risque de marché	Expositions de crédit pertinentes – positions de titrisation dans le portefeuille hors négociation	Total			
Angola	-	2	-	-	-	2	-	-	-	-	1	0,00%	0,00%
Algerie	-	18	-	-	-	18	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Afrique du Sud	-	146	-	-	-	146	2	-	-	2	20	0,00%	0,00%
Allemagne	-	27 286	-	-	-	27 286	676	-	-	676	8 454	0,08%	0,00%
Andorre	-	341	-	-	-	341	5	-	-	5	62	0,00%	0,00%
Argentine	-	4	-	-	-	4	-	-	-	-	1	0,00%	0,00%
Arménie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Australie	-	631	-	-	-	631	4	-	-	4	56	0,00%	0,00%
Autres - Non souverain	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Autriche	-	2 565	-	-	-	2 565	45	-	-	45	563	0,01%	0,00%
Azerbaïdjan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Bahamas	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Bahrein	-	178	-	-	-	178	-	-	-	-	4	0,00%	0,00%
Bangladesh	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Belgique	-	16 972	-	-	-	16 972	372	-	-	372	4 652	0,05%	0,00%
Benin	-	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Bermudes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Bresil	-	46	-	-	-	46	1	-	-	1	6	0,00%	0,00%
Bulgarie	-	4	-	-	-	4	-	-	-	-	-	0,00%	1,00%
Burkina Faso	-	158	-	-	-	158	1	-	-	1	8	0,00%	0,00%
Republique Tchèque	-	88	-	-	-	88	-	-	-	-	2	0,00%	1,50%
Caimanes- Iles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Cambodge	-	12	-	-	-	12	-	-	-	-	4	0,00%	0,00%

31/12/2022 (en milliers d'euros)	Expositions générales de crédit		Expositions de crédit pertinentes - risque de marché		Expositions de titrisation Valeur exposée au risque pour le portefeuille hors négociation	Valeur d'exposition totale	Exigences de fonds propres				Montants d'exposition pondérés	Pondérations des exigences de fonds propres (%)	Taux de coussin contracyclique (%)
	Valeur exposée au risque selon l'approche standard	Valeur exposée au risque selon l'approche NI	Somme des positions longues et courtes des expositions relevant du portefeuille de négociation pour l'approche standard	Valeur des expositions du portefeuille de négociation pour les modèles internes			Expositions au risque de crédit pertinentes – risque de crédit	Expositions de crédit pertinentes - risque de marché	Expositions de crédit pertinentes – positions de titrisation dans le portefeuille hors négociation	Total			
Cameroun	-	161	-	-	-	161	-	-	-	-	2	0,00%	0,00%
Canada	-	2 267	-	-	-	2 267	21	-	-	21	260	0,00%	0,00%
Chili	-	153	-	-	-	153	-	-	-	-	3	0,00%	0,00%
Chine	-	816	-	-	-	816	4	-	-	4	51	0,00%	0,00%
Chypre	-	5	-	-	-	5	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Colombie	-	12	-	-	-	12	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Congo-Brazzaville	-	58	-	-	-	58	1	-	-	1	11	0,00%	0,00%
Congo- République démocratique du	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Coree du sud	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Costa Rica	-	12	-	-	-	12	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Cote d'Ivoire	-	541	-	-	-	541	1	-	-	1	12	0,00%	0,00%
Croatie	-	3	-	-	-	3	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Cuba	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Curacao	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Danemark	-	352	-	-	-	352	3	-	-	3	33	0,00%	2,00%
Djibouti	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dominicaine- République	-	28	-	-	-	28	-	-	-	-	4	0,00%	0,00%
Egypte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Emirats Arabes Unis	-	4 947	-	-	-	4 947	43	-	-	43	538	0,01%	0,00%
Equateur	-	81	-	-	-	81	1	-	-	1	11	0,00%	0,00%
Espagne	-	5 213	-	-	-	5 213	41	-	-	41	514	0,01%	0,00%
Estonie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	1,00%
Etats-Unis	-	50 769	-	-	-	50 769	1 618	-	-	1 618	20 221	0,20%	0,00%
Finlande	-	10	-	-	-	10	-	-	-	-	1	0,00%	0,00%
France	803 825	22 132 108	-	-	-	22 935 933	757 934	-	-	757 934	9 474 179	93,98%	0,00%
Royaume uni	-	29 295	-	-	-	29 295	754	-	-	754	9 422	0,09%	1,00%
Grece	-	22	-	-	-	22	-	-	-	-	6	0,00%	0,00%
Gabon	-	281	-	-	-	281	1	-	-	1	9	0,00%	0,00%
Ghana	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%

31/12/2022 (en milliers d'euros)	Expositions générales de crédit		Expositions de crédit pertinentes - risque de marché		Expositions de titrisation Valeur exposée au risque pour le portefeuille hors négociation	Valeur d'exposition totale	Exigences de fonds propres				Montants d'exposition pondérés	Pondérations des exigences de fonds propres (%)	Taux de coussin contracyclique (%)
	Valeur exposée au risque selon l'approche standard	Valeur exposée au risque selon l'approche NI	Somme des positions longues et courtes des expositions relevant du portefeuille de négociation pour l'approche standard	Valeur des expositions du portefeuille de négociation pour les modèles internes			Expositions au risque de crédit pertinentes – risque de crédit	Expositions de crédit pertinentes - risque de marché	Expositions de crédit pertinentes – positions de titrisation dans le portefeuille hors négociation	Total			
Guernesey	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Hongrie	-	16	-	-	-	16	-	-	-	-	1	0,00%	0,00%
Hong kong	-	676	-	-	-	676	1	-	-	1	15	0,00%	1,00%
Inde	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Irlande	-	2 890	-	-	-	2 890	33	-	-	33	410	0,00%	0,00%
Islande	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	0,00%	2,00%
Iles vierges Britanniques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Indonesie	-	4	-	-	-	4	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Iran	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Israel	-	116	-	-	-	116	1	-	-	1	11	0,00%	0,00%
Italie	-	5 335	-	-	-	5 335	240	-	-	240	3 006	0,03%	0,00%
Jamaïque	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Japon	-	14	-	-	-	14	-	-	-	-	1	0,00%	0,00%
Jersey	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Jordanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Kenya	-	142	-	-	-	142	1	-	-	1	11	0,00%	0,00%
Kirghizistan	-	4	-	-	-	4	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Koweït	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Luxembourg	-	6 779 183	-	-	-	6 779 183	42 773	-	-	42 773	534 668	5,30%	0,50%
Lao- rep. démocratique populaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Lettonie	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Liban	-	158	-	-	-	158	-	-	-	-	1	0,00%	0,00%
Liberia	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Liechtenstein	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Lituanie	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Madagascar	-	11	-	-	-	11	-	-	-	-	1	0,00%	0,00%
Malaisie	-	1 267	-	-	-	1 267	7	-	-	7	91	0,00%	0,00%
Mali	-	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%

31/12/2022 (en milliers d'euros)	Expositions générales de crédit		Expositions de crédit pertinentes - risque de marché		Expositions de titrisation Valeur exposée au risque pour le portefeuille hors négociation	Valeur d'exposition totale	Exigences de fonds propres				Montants d'exposition pondérés	Pondérations des exigences de fonds propres (%)	Taux de coussin contracyclique (%)
	Valeur exposée au risque selon l'approche standard	Valeur exposée au risque selon l'approche NI	Somme des positions longues et courtes des expositions relevant du portefeuille de négociation pour l'approche standard	Valeur des expositions du portefeuille de négociation pour les modèles internes			Expositions au risque de crédit pertinentes – risque de crédit	Expositions de crédit pertinentes - risque de marché	Expositions de crédit pertinentes – positions de titrisation dans le portefeuille hors négociation	Total			
Malte	-	6	-	-	-	6	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Man- Ile de	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Maroc	-	780	-	-	-	780	7	-	-	7	83	0,00%	0,00%
Marshall- Iles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Maurice	-	658	-	-	-	658	2	-	-	2	23	0,00%	0,00%
Mauritanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Mexique	-	73	-	-	-	73	-	-	-	-	4	0,00%	0,00%
Monaco	-	16	-	-	-	16	-	-	-	-	5	0,00%	0,00%
Mongolie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Mozambique	-	1 193	-	-	-	1 193	2	-	-	2	20	0,00%	0,00%
Pays-Bas	-	37 392	-	-	-	37 392	1 241	-	-	1 241	15 513	0,15%	0,00%
Namibie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Norvege	-	595	-	-	-	595	4	-	-	4	49	0,00%	2,00%
Nouvelle-Calédonie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Nouvelle-Zélande	-	143	-	-	-	143	1	-	-	1	13	0,00%	0,00%
Oman	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Philippines	-	3	-	-	-	3	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Portugal	-	1 324	-	-	-	1 324	30	-	-	30	371	0,00%	0,00%
Panama	-	289	-	-	-	289	-	-	-	-	4	0,00%	0,00%
Paraguay	-	8	-	-	-	8	-	-	-	-	1	0,00%	0,00%
Perou	-	264	-	-	-	264	3	-	-	3	32	0,00%	0,00%
Pologne	-	211	-	-	-	211	1	-	-	1	16	0,00%	0,00%
Qatar	-	40	-	-	-	40	-	-	-	-	2	0,00%	0,00%
Russie	-	60	-	-	-	60	-	-	-	-	5	0,00%	0,00%
Roumanie	-	99	-	-	-	99	3	-	-	3	38	0,00%	0,50%
Arabie Saoudite	-	259	-	-	-	259	1	-	-	1	13	0,00%	0,00%
Singapour	-	2 513	-	-	-	2 513	5	-	-	5	66	0,00%	0,00%
Senegal	-	529	-	-	-	529	2	-	-	2	23	0,00%	0,00%
Serbie	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	1	0,00%	0,00%
Seychelles	-	2	-	-	-	2	-	-	-	-	1	0,00%	0,00%

31/12/2022 (en milliers d'euros)	Expositions générales de crédit		Expositions de crédit pertinentes - risque de marché		Expositions de titrisation Valeur exposée au risque pour le portefeuille hors négociation	Valeur d'exposition totale	Exigences de fonds propres				Montants d'exposition pondérés	Pondérations des exigences de fonds propres (%)	Taux de coussin contracyclique (%)
	Valeur exposée au risque selon l'approche standard	Valeur exposée au risque selon l'approche NI	Somme des positions longues et courtes des expositions relevant du portefeuille de négociation pour l'approche standard	Valeur des expositions du portefeuille de négociation pour les modèles internes			Expositions au risque de crédit pertinentes – risque de crédit	Expositions de crédit pertinentes - risque de marché	Expositions de crédit pertinentes – positions de titrisation dans le portefeuille hors négociation	Total			
Slovaquie	-	3	-	-	-	3	-	-	-	-	-	0,00%	1,00%
Suisse	-	14 230	-	-	-	14 230	124	-	-	124	1 548	0,02%	0,00%
Suede	-	8 748	-	-	-	8 748	462	-	-	462	5 776	0,06%	1,00%
Syrienne- République arabe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Taiwan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Tanzanie- République unie de	-	6	-	-	-	6	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Thaïlande	-	159	-	-	-	159	1	-	-	1	12	0,00%	0,00%
Togo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Tunisie	-	179	-	-	-	179	2	-	-	2	20	0,00%	0,00%
Turquie	-	287	-	-	-	287	-	-	-	-	4	0,00%	0,00%
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Uruguay	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Venezuela	-	10	-	-	-	10	-	-	-	-	1	0,00%	0,00%
Viet nam	-	261	-	-	-	261	-	-	-	-	4	0,00%	0,00%
Yemen	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
<b>Total</b>	<b>803 825</b>	<b>29 135 757</b>	-	-	-	<b>29 939 582</b>	<b>806 478</b>	-	-	<b>806 478</b>	<b>10 080 973</b>	<b>100,00%</b>	

## MONTANT DU COUSSIN DE FONDS PROPRES CONTRACYCLIQUE SPÉCIFIQUE À L'ÉTABLISSEMENT (EU CCYB2)

		31/12/2022
1	<b>Montant total d'exposition au risque</b>	<b>11 971 135</b>
2	Taux de coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement	0,03%
3	Exigence de coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement	3 357

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuible (MMD), somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions, vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et fonds propres totaux.

Au 31 décembre 2022, la Caisse Régionale du Languedoc dispose d'une marge de sécurité de 1497 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 1 792 millions d'euros de capital CET1.

	Exigence SREP CET1	Exigence SREP Tier 1	Exigence globale de capital
Exigence minimale de Pilier 1	4,50%	6,00%	8,00%
Exigence de Pilier 2 (P2R)	0,00%	0,00%	0,00%
Coussin de conservation	2,50%	2,50%	2,50%
Coussin systémique			
Coussin contracyclique	0,03%	0,03%	0,03%
<b>Exigence SREP (a)</b>	<b>7,03%</b>	<b>8,53%</b>	<b>10,53%</b>
<b>31/12/2022 Ratios de solvabilité phasés (b)</b>	<b>25,11%</b>	<b>25,11%</b>	<b>25,50%</b>
Distance à l'exigence SREP (b-a)	1 808 pb	1 658 pb	1 497 pb
<b>Distance au seuil de déclenchement du MMD</b>			<b>1 497 pb (1792,1 M€)</b>

## 2.6 Ratio de levier

### 2.6.1 Cadre réglementaire

Le ratio de levier a pour objectif de contribuer à préserver la stabilité financière en agissant comme filet de sécurité en complément des exigences de fonds propres fondées sur le risque et en limitant l'accumulation d'un levier excessif en période de reprise économique. Il a été défini par le Comité de Bâle dans le cadre des accords de Bâle 3 et transposé dans la loi européenne via l'article 429 du CRR, modifié par le règlement délégué 62/2015 en date du 10 octobre 2014 et publié au *Journal officiel de l'Union européenne* le 18 janvier 2015.

Le ratio de levier est le rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et l'exposition en levier, soit les éléments d'actifs et de hors-bilan après certains retraitements sur les dérivés, les opérations entre entités affiliées du Groupe, les opérations de financements sur titres, les éléments déduits du numérateur et le hors-bilan.

Depuis la publication au *Journal officiel de l'Union européenne* le 7 juin 2019 du règlement européen CRR 2, le ratio de levier fait l'objet d'une exigence minimale de Pilier 1 de 3% applicable à compter du 28 juin 2021.

La publication du ratio de levier est obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 au moins une fois par an : les établissements peuvent choisir de publier un ratio non phasé ou un ratio phasé. Si l'établissement décide de modifier son choix de publication, il doit effectuer, lors de la première publication, un rapprochement des données correspondant à l'ensemble des ratios publiés précédemment, avec les données correspondant au nouveau ratio choisi.

La Caisse Régionale du Languedoc a retenu comme option de publier le ratio de levier en format phasé.

## Situation au 31 décembre 2022

Les éléments ci-après répondent aux exigences de publication de l'article 451 de CRR2.

## INFORMATIONS QUALITATIVES SUR LE RATIO DE LEVIER (EU LRA)

Le ratio de levier de la Caisse Régionale du Languedoc s'élève à 9,25 % sur une base de Tier 1 phasé au 31 décembre 2022.

Le ratio de levier est en hausse de 44 point de pourcentage sur l'année 2022 qui s'explique par la hausse des fonds propres. Le ratio reste à un niveau élevé, supérieur de 6,25 point de pourcentage à l'exigence.

Le ratio de levier n'est pas un ratio sensible aux facteurs de risque et à ce titre, il est considéré comme une mesure venant compléter le dispositif de pilotage de la solvabilité et de la liquidité limitant déjà la taille de bilan.

## RATIO DE LEVIER – DÉCLARATION COMMUNE (EU LR2)

		Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR			
		Montants Phasés		Montants Non Phasés	
		31/12/2022	30/06/2022	31/12/2022	30/06/2022
(en milliers d'euros)					
<b>Total des expositions au bilan (excepté dérivés et OFT)</b>					
1	Éléments inscrits au bilan (dérivés et OFT exclus, mais sûretés incluses)	35 161 023	33 341 820	35 161 023	33 341 820
2	Rajout du montant des sûretés fournies pour des dérivés, lorsqu'elles sont déduites des actifs du bilan selon le référentiel comptable applicable	-	-	-	-
3	(Déduction des créances comptabilisées en tant qu'actifs pour la marge de variation en espèces fournie dans le cadre de transactions sur dérivés)	-	-	-	-
4	(Ajustement pour les titres reçus dans le cadre d'opérations de financement sur titres qui sont comptabilisés en tant qu'actifs)	-	-	-	-
5	(Ajustements pour risque de crédit général des éléments inscrits au bilan)	-	-	-	-
6	(Montants d'actifs déduits lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1)	(1 684 548)	(1 847 146)	(1 684 548)	(1 847 146)
7	<b>Total des expositions au bilan (excepté dérivés et OFT)</b>	<b>33 476 475</b>	<b>31 494 674</b>	<b>33 476 475</b>	<b>31 494 674</b>
<b>Expositions sur dérivés</b>					

		Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR			
		Montants Phasés		Montants Non Phasés	
		31/12/2022	30/06/2022	31/12/2022	30/06/2022
(en milliers d'euros)					
8	Coût de remplacement de toutes les transactions dérivées SA-CCR (c'est-à-dire net des marges de variation en espèces éligibles)	2 038 422	1 417 165	2 038 422	1 417 165
EU-8a	Dérogation pour dérivés: contribution des coûts de remplacement selon l'approche standard simplifiée	-	-	-	-
9	Montants de majoration pour l'exposition future potentielle associée à des opérations sur dérivés SA-CCR	229 488	204 045	229 488	204 045
EU-9a	Dérogation pour dérivés: Contribution de l'exposition potentielle future selon l'approche standard simplifiée	-	-	-	-
EU-9b	Exposition déterminée par application de la méthode de l'exposition initiale	-	-	-	-
10	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (SA-CCR)	-	-	-	-
EU-10a	(jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (approche standard simplifiée)	-	-	-	-
EU-10b	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients (méthode de l'exposition initiale)	-	-	-	-
11	Valeur notionnelle effective ajustée des dérivés de crédit vendus	-	-	-	-
12	(Différences notionnelles effectives ajustées et déductions des majorations pour les dérivés de crédit vendus)	-	-	-	-
13	<b>Expositions totales sur dérivés</b>	<b>2 267 910</b>	<b>1 621 210</b>	<b>2 267 910</b>	<b>1 621 210</b>
<b>Expositions sur opérations de financement sur titres (OFT)</b>					
14	Actifs OFT bruts (sans prise en compte de la compensation) après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes	-	-	-	-
15	(Valeur nette des montants en espèces à payer et à recevoir des actifs OFT bruts)	-	-	-	-
16	Exposition au risque de crédit de la contrepartie pour les actifs OFT	22 850	-	22 850	-
EU-16a	Dérogation pour OFT: Exposition au risque de crédit de contrepartie conformément à l'Article 429 sexies, paragraphe 5, et à l'Article 222 du CRR	-	-	-	-
17	Expositions lorsque l'établissement agit en qualité d'agent	-	-	-	-
EU-17a	(Jambe CCP exemptée des expositions sur OFT compensées pour des clients)	-	-	-	-
18	<b>Expositions totales sur opérations de financement sur titres</b>	<b>22 850</b>	<b>-</b>	<b>22 850</b>	<b>-</b>
<b>Autres expositions de hors bilan</b>					
19	Expositions de hors bilan en valeur notionnelle brute	4 344 490	4 240 427	4 344 490	4 240 427
20	(Ajustements pour conversion en montants de crédit équivalents)	(2 204 130)	(2 136 463)	(2 204 130)	(2 136 463)
21	(Provisions générales déduites lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1 et provisions spécifiques associées aux expositions de hors bilan)	-	-	-	-
22	<b>Expositions de hors bilan</b>	<b>2 140 360</b>	<b>2 103 964</b>	<b>2 140 360</b>	<b>2 103 964</b>
<b>Expositions exclues</b>					
EU-22a	(Expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'Article 429 bis, paragraphe 1, point c), du CRR)	(5 397 399)	(3 523 327)	(5 397 399)	(3 523 327)
EU-22b	(Expositions exemptées en vertu de l'Article 429 bis, paragraphe 1, point j), du CRR (au bilan et hors bilan))	-	-	-	-
EU-22c	(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement – Investissements publics)	-	-	-	-
EU-22d	(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement – Prêts incitatifs)	-	-	-	-
EU-22e	(Exclusions d'expositions découlant du transfert de prêts incitatifs par des banques (ou unités de banques) qui ne sont pas des banques publiques de développement)	-	-	-	-
EU-22f	(Exclusions de parties garanties d'expositions résultant de crédits à l'exportation)	-	-	-	-

		Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR			
		Montants Phasés		Montants Non Phasés	
		31/12/2022	30/06/2022	31/12/2022	30/06/2022
(en milliers d'euros)					
EU-22g	(Exclusions de sûretés excédentaires déposées auprès d'agents tripartites)	-	-	-	-
EU-22h	(Exclusions de services liés aux DCT fournis par les établissements/DCT, en vertu de l'Article 429 bis, paragraphe 1, point o), du CRR)	-	-	-	-
EU-22i	(Exclusions de services liés aux DCT fournis par des établissements désignés, en vertu de l'Article 429 bis, paragraphe 1, point p), du CRR)	-	-	-	-
EU-22j	(Réduction de la valeur d'exposition des crédits de préfinancement ou intermédiaires)	-	-	-	-
EU-22k	<b>(Total des expositions exemptées)</b>	<b>(5 397 399)</b>	<b>(3 523 327)</b>	<b>(5 397 399)</b>	<b>(3 523 327)</b>
<b>Fonds propres et mesure de l'exposition totale</b>					
23	<b>Fonds propres de catégorie 1</b>	<b>3 005 755</b>	<b>2 850 165</b>	<b>3 005 755</b>	2 850 165
24	<b>Mesure de l'exposition totale</b>	<b>32 510 195</b>	<b>31 696 521</b>	<b>32 510 195</b>	<b>31 696 521</b>
<b>Ratio de levier</b>					
25	Ratio de levier (%)	9,25%	8,99%	9,25%	8,99%
EU-25	Ratio de levier (hors incidence de l'exemption des investissements publics et des prêts incitatifs) (%)	9,25%	8,99%	9,25%	8,99%
25a	Ratio de levier (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) (%)	9,25%	8,99%	9,25%	8,99%
26	Exigence réglementaire de ratio de levier minimal (%)	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
EU-26a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
EU-26b	dont: à constituer avec des fonds propres CET1	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
27	Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
EU-27a	Exigence de ratio de levier global (%)	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
<b>Choix des dispositions transitoires et expositions pertinentes</b>					
EU-27b	Choix en matière de dispositions transitoires pour la définition de la mesure des fonds propres	Transitoire	Transitoire	Non-Transitoire	Non-Transitoire
<b>Publication des valeurs moyennes</b>					
28	Moyenne des valeurs quotidiennes des actifs OFT bruts, après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants	-	94 668	-	3 535
29	Valeur de fin de trimestre des actifs OFT bruts, après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants	-	-	-	96 292
30	Mesure de l'exposition totale (en incluant l'incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	32 510 195	31 791 190	32 510 195	29 800 289
30a	Mesure de l'exposition totale (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	32 510 195	31 791 190	32 510 195	29 800 289
31	Ratio de levier (en incluant l'incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	9,25%	8,97%	9,25%	8,79%
31a	Ratio de levier (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	9,25%	8,97%	9,25%	8,79%

## RÉSUMÉ DU RAPPROCHEMENT ENTRE ACTIFS COMPTABLES ET EXPOSITIONS AUX FINS DU RATIO DE LEVIER (EU LR1)

		31/12/2022	
		Montants Phasés	Montants Non Phasés
<i>(en milliers d'euros)</i>			
1	Total de l'actif selon les états financiers publiés	36 631 249	36 631 249
2	Ajustement pour les entités consolidées d'un point de vue comptable mais qui n'entrent pas dans le périmètre de la consolidation prudentielle	-	-
3	(Ajustement pour les expositions titrisées qui satisfont aux exigences opérationnelles pour la prise en compte d'un transfert de risque)	-	-
4	(Ajustement pour l'exemption temporaire des expositions sur les banques centrales (le cas échéant))	-	-
5	(Ajustement pour actifs fiduciaires comptabilisés au bilan conformément au référentiel comptable applicable mais exclus de la mesure totale de l'exposition au titre de l'Article 429 bis, paragraphe 1, point i), du CRR)	-	-
6	Ajustement pour achats et ventes normalisés d'actifs financiers faisant l'objet d'une comptabilisation à la date de transaction	-	-
7	Ajustement pour les transactions éligibles des systèmes de gestion centralisée de la trésorerie	-	-
8	Ajustement pour instruments financiers dérivés	810 173	810 173
9	Ajustement pour les opérations de financement sur titres (OFT)	22 850	22 850
10	Ajustement pour les éléments de hors bilan (résultant de la conversion des expositions de hors bilan en montants de crédit équivalents)	2 140 360	2 140 360
11	(Ajustement pour les corrections de valeur à des fins d'évaluation prudente et les provisions spécifiques et générales qui ont réduit les fonds propres de catégorie 1)	-	-
EU-11a	(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'Article 429 bis, paragraphe 1, point c), du CRR)	(5 397 399)	(5 397 399)
EU-11b	(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'Article 429 bis, paragraphe 1, point j), du CRR)	-	-
12	Autres ajustements	(1 697 037)	(1 697 037)
13	<b>Mesure de l'exposition totale</b>	<b>32 510 195</b>	<b>32 510 195</b>

## VENTILATION DES EXPOSITIONS AU BILAN (EXCEPTÉ DÉRIVÉS, SFT ET EXPOSITIONS EXEMPTÉES) (EU LR3)

		31/12/2022
		Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR
(en milliers d'euros)		
<b>EU-1</b>	<b>Total des expositions au bilan (excepté dérivés, OFT et expositions exemptées), dont:</b>	<b>32 643 612</b>
EU-2	Expositions du portefeuille de négociation	-
EU-3	Expositions du portefeuille bancaire, dont:	32 643 612
EU-4	Obligations garanties	-
EU-5	Expositions considérées comme souveraines	879 851
EU-6	Expositions aux gouvernements régionaux, banques multilatérales de développement, organisations internationales et entités du secteur public non considérés comme des emprunteurs souverains	2 151 034
EU-7	Établissements	519 992
EU-8	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	14 453 700
EU-9	Expositions sur la clientèle de détail	4 750 973
EU-10	Entreprises	5 967 290
EU-11	Expositions en défaut	369 934
EU-12	Autres expositions (notamment actions, titrisations et autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit)	3 550 839

## 2.7 Liens en capital entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales

Les relations en capital entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales sont régies selon les termes d'un protocole conclu entre ces dernières et Crédit Agricole S.A., préalablement à l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A. En application de ce protocole, le contrôle des Caisses régionales sur Crédit Agricole S.A. s'exerce à travers la société SAS Rue La Boétie, détenue en totalité par les Caisses régionales. SAS Rue La Boétie a pour objet la détention d'un nombre d'actions suffisant pour lui conférer à tout moment plus de 50 % du capital et des droits de vote de Crédit Agricole S.A.

### 2.7.1 Adéquation du capital en vision interne

Dans l'optique d'évaluer et de conserver en permanence des fonds propres adéquats afin de couvrir les risques auxquels elle est (ou peut être) exposée, la Caisse Régionale du Languedoc complète son dispositif d'adéquation du capital en vision réglementaire par l'adéquation du capital en vision interne. De ce fait, la mesure des exigences de capital réglementaire (Pilier 1) est enrichie par une mesure du besoin de capital économique (Pilier 2), qui s'appuie sur le processus d'identification des risques et sur une évaluation selon une approche interne. Le besoin de capital économique doit être couvert par le capital interne qui correspond à la vision interne des fonds propres disponibles définie par le Groupe.

L'évaluation du besoin de capital économique est un des éléments de la démarche ICAAP qui couvre également le programme de stress-tests afin d'introduire une vision prospective de l'impact de scénarios plus défavorables sur le niveau de risque et sur la solvabilité de la Caisse Régionale du Languedoc

Le suivi et la gestion de l'adéquation du capital en vision interne est développé conformément à l'interprétation des principaux textes réglementaires :

- les accords de Bâle ;
- la CRD 5 via sa transposition dans la réglementation française par l'ordonnance du 21 décembre 2020 ;
- les lignes directrices de l'Autorité bancaire européenne ;
- les attentes prudentielles relatives à l'ICAAP et l'ILAAP et la collecte harmonisée d'informations en la matière.

L'ICAAP est avant tout un processus interne et il appartient à chaque établissement de le mettre en œuvre de manière proportionnée. La mise en œuvre, mais également l'actualisation de la démarche ICAAP à leur niveau, sont ainsi de la responsabilité de chaque filiale.

## ICAAP INFORMATION (EU OVC)

---

Les éléments ci-après répondent aux exigences de publication de l'article 438 (points a et c) de CRR2.

Le Groupe a mis en œuvre un dispositif de mesure du besoin de capital économique au niveau du Groupe Crédit Agricole, de Crédit Agricole S.A. et des principales entités françaises et étrangères du Groupe.

Le processus d'identification des risques majeurs vise, dans une première étape, à recenser de la manière la plus exhaustive possible l'ensemble des risques susceptibles d'impacter le bilan, le compte de résultat, les ratios prudentiels ou la réputation d'une entité ou du Groupe et à les classer par catégorie et sous catégories, selon une nomenclature homogène pour l'ensemble du Groupe. Dans une seconde étape, l'objectif est d'évaluer l'importance de ces risques d'une manière systématique et exhaustive afin d'identifier les risques majeurs.

Le processus d'identification des risques allie plusieurs sources : une analyse interne à partir d'informations recueillies auprès de la filière Risques et des autres fonctions de contrôle et une analyse complémentaire fondée sur des données externes. Il est formalisé pour chaque entité et pour le Groupe, coordonné par la filière Risques et approuvé par le Conseil d'administration.

Pour chacun des risques majeurs identifiés, la quantification du besoin de capital économique s'opère de la façon suivante :

- les mesures de risques déjà traités par le Pilier 1 sont revues et, le cas échéant, complétées par des ajustements de capital économique ;
- les risques absents du Pilier 1 font l'objet d'un calcul spécifique de besoin de capital économique, fondé sur des approches internes ;
- de manière générale, les mesures de besoin de capital économique sont réalisées avec un horizon de calcul à un an ainsi qu'un quantile (probabilité de survenance d'un défaut) dont le niveau est fonction de l'appétence du Groupe en matière de notation externe ;
- enfin, la mesure du besoin de capital économique tient compte de façon prudente des effets de diversification résultant de l'exercice d'activités différentes au sein du même Groupe, y compris entre la banque et l'assurance.

La cohérence de l'ensemble des méthodologies de mesure du besoin de capital économique est assurée par une gouvernance spécifique au sein du Groupe.

La mesure du besoin de capital économique est complétée par une projection sur l'année en cours, en cohérence avec les prévisions du *capital planning* à cette date, de façon à intégrer l'impact des évolutions de l'activité sur le profil de risques.

Sont pris en compte pour l'évaluation du besoin de capital économique au 31 décembre 2022 l'ensemble des risques majeurs recensés lors du processus d'identification des risques. La Caisse Régionale du Languedoc mesure notamment le risque de taux sur le portefeuille bancaire, le risque de variation de valeur du portefeuille titres, le risque d'activité et risque stratégique, le risque de crédit, le risque de prix de la liquidité.

La Caisse Régionale du Languedoc s'assure que l'ensemble du besoin de capital économique est couvert par le capital interne, vision interne des fonds propres, définie en tenant compte du principe de continuité d'exploitation.

Outre le volet quantitatif, l'approche du Groupe repose également sur un volet qualitatif complétant les mesures de besoin de capital économique par des indicateurs d'exposition au risque et de contrôle permanent des métiers. Le volet qualitatif répond à trois objectifs :

- l'évaluation du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle des entités du périmètre de déploiement selon différents axes, cette évaluation étant une composante du dispositif d'identification des risques ;
- si nécessaire, l'identification et la formalisation de points d'amélioration du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle permanent, sous forme d'un plan d'action formalisé par l'entité ;
- l'identification d'éventuels éléments qui ne sont pas correctement appréhendés dans les mesures d'ICAAP quantitatif.

## 2.8 Conglomérat financier

### **PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES D'ASSURANCE NON DÉDUITES DES FONDS PROPRES (INS1)**

---

### **INFORMATIONS RELATIVES AUX EXIGENCES EN FONDS PROPRE ET AU RATIO D'ADÉQUATION DU CAPITAL DES CONGLOMÉRATS FINANCIERS (INS2)**

---

La Caisse Régionale du Languedoc n'est pas concernée par la publication des tableaux INS1 « Participations dans des entreprises d'assurance non déduites des fonds propres » et INS2 « Informations relatives aux exigences en fonds propre et au ratio d'adéquation du capital des conglomérats financiers ».

### 3. ANNEXES AUX FONDS PROPRES PRUDENTIELS

#### DIFFÉRENCES ENTRE LES PÉRIMÈTRES DE CONSOLIDATION COMPTABLE ET RÉGLEMENTAIRE ET CORRESPONDANCE ENTRE LES ÉTATS FINANCIERS ET LES CATÉGORIES DE RISQUES RÉGLEMENTAIRES (LI1)

31/12/2022

31/12/2022		Valeurs comptables telles que déclarées dans les états financiers publiés	Valeurs comptables selon le périmètre de consolidation prudentielle	Valeurs comptables des éléments				
				Soumis au cadre du risque de crédit	Soumis au cadre du risque de crédit de contrepartie	Soumis au cadre des titrisations	Soumis au cadre du risque de marché	Non soumis à des exigences de fonds propres ou soumis à des déductions des fonds propres
(en milliers d'euros)								
Actif								
1	Caisse, banques centrales	152 262	152 262	152 262	-	-	-	-
2	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	417 884	417 884	237 690	180 194	-	180 194	-
3	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	180 194	180 194	-	180 194	-	180 194	-
4	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	237 690	237 690	237 690	-	-	-	-
5	Instruments dérivés de couverture	1 290 032	1 290 032	-	1 290 032	-	-	-
6	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 154 478	2 154 478	2 154 478	-	-	-	-
7	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	23 590	23 590	23 590	-	-	-	-
8	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 130 888	2 130 888	2 130 888	-	-	-	-
9	Actifs financiers au coût amorti	32 548 670	32 548 670	32 548 670	-	-	-	-
10	Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 167 855	4 167 855	4 167 855	-	-	-	-
11	Prêts et créances sur la clientèle	26 588 764	26 588 764	26 588 764	-	-	-	-
12	Titres de dettes	1 792 051	1 792 051	1 792 051	-	-	-	-
13	Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(1 113 556)	(1 113 556)	-	-	-	-	(1 113 556)
14	Actifs d'impôts courants et différés	118 602	118 602	118 602	-	-	-	-
15	Compte de régularisation et actifs divers	946 320	946 320	940 378	-	-	-	5 942
16	Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-
17	Participation aux bénéfices différés	-	-	-	-	-	-	-
18	Participation dans les entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-
19	Immeubles de placement	28 668	28 668	28 668	-	-	-	-
20	Immobilisations corporelles	87 865	87 865	87 865	-	-	-	-
21	Immobilisations incorporelles	24	24	-	-	-	-	24
22	Ecart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-

31/12/2022

31/12/2022		Valeurs comptables telles que déclarées dans les états financiers publiés	Valeurs comptables selon le périmètre de consolidation prudentielle	Valeurs comptables des éléments				
				Soumis au cadre du risque de crédit	Soumis au cadre du risque de crédit de contrepartie	Soumis au cadre des titrisations	Soumis au cadre du risque de marché	Non soumis à des exigences de fonds propres ou soumis à des déductions des fonds propres
(en milliers d'euros)								
	Total de l'actif	36 631 249	36 631 249	36 268 613	1 470 226	-	180 194	(1 107 590)

31/12/2022

31/12/2022		Valeurs comptables telles que déclarées dans les états financiers publiés	Valeurs comptables selon le périmètre de consolidation prudentielle	Valeurs comptables des éléments				
				Soumis au cadre du risque de crédit	Soumis au cadre du risque de crédit de contrepartie	Soumis au cadre des titrisations	Soumis au cadre du risque de marché	Non soumis à des exigences de fonds propres ou soumis à des déductions des fonds propres
(en milliers d'euros)								
Passif								
1	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-
2	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	170 569	170 569	-	-	-	-	170 569
3	Passifs financiers détenus à des fins de transaction	170 569	170 569	-	-	-	-	170 569
4	Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-	-
5	Instruments dérivés de couverture	65 709	65 709	-	-	-	-	65 709
6	Passifs financiers au coût amorti	29 009 651	29 009 651	-	292 157	-	-	28 717 494
7	Dettes envers les établissements de crédit	18 512 404	18 512 404	-	292 157	-	-	18 220 247
8	Dettes envers la clientèle	10 394 315	10 394 315	-	-	-	-	10 394 315
9	Dettes représentées par un titre	102 932	102 932	-	-	-	-	102 932
10	Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(27 456)	(27 456)	-	-	-	-	(27 456)
11	Passifs d'impôts courants et différés	10 646	10 646	10 646	-	-	-	-
12	Comptes de régularisation et passifs divers	2 552 028	2 552 028	29 454	-	-	-	2 522 574
13	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-
14	Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-	-	-	-	-	-
15	Provisions	101 400	101 400	-	-	-	-	101 400
16	Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-	-
17	Total dettes	31 882 547	31 882 547	40 100	292 157	-	-	31 550 290
18	Capitaux propres	4 748 702	4 748 702	-	-	-	-	4 748 702
19	Capitaux propres - part du groupe	4 737 846	4 737 846	-	-	-	-	4 737 846
20	Capital et réserves liées	1 541 355	1 541 355	-	-	-	-	1 541 355
21	Réserves consolidées	2 532 120	2 532 120	-	-	-	-	2 532 120

31/12/2022

31/12/2022		Valeurs comptables telles que déclarées dans les états financiers publiés	Valeurs comptables selon le périmètre de consolidation prudentielle	Valeurs comptables des éléments				
				Soumis au cadre du risque de crédit	Soumis au cadre du risque de crédit de contrepartie	Soumis au cadre des titrisations	Soumis au cadre du risque de marché	Non soumis à des exigences de fonds propres ou soumis à des déductions des fonds propres
(en milliers d'euros)								
22	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	446 641	446 641	-	-	-	-	446 641
23	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-
24	Résultat de l'exercice	217 730	217 730	-	-	-	-	217 730
25	Participations ne donnant pas le contrôle	10 856	10 856	-	-	-	-	10 856
	Total de passif	36 631 249	36 631 249	40 100	292 157	-	-	36 298 992

Les valeurs comptables sur le périmètre de consolidation réglementaire (colonne b) ne sont pas égales à la somme de leur ventilation par type de risque (colonne c à g).

## PRINCIPALES SOURCES D'ÉCARTS ENTRE LES VALEURS COMPTABLES ET RÉGLEMENTAIRES DES EXPOSITIONS (LI2)

		Total	Éléments soumis au 31 décembre2022			
			Cadre du risque de crédit	Cadre des titrisations	Cadre du risque de crédit de contrepartie	Cadre du risque de marché
(en milliers d'euros)						
1	Valeur comptable des actifs selon le périmètre de consolidation prudentielle (selon le modèle EU LI1)	37 738 839	36 268 613	1 470 226	-	180 194
2	Valeur comptable des passifs selon le périmètre de consolidation prudentielle (selon le modèle EU LI1)	332 257	40 100	292 157	-	-
3	Montant total net selon le périmètre de consolidation prudentielle	37 406 582	36 228 513	1 178 069	-	180 194
4	Montants hors bilan	15 801 504	3 805 264	2	-	-
5	Différences de valorisation	2 242 688	34 375	2 208 313	-	
6	Différences dues à des règles de compensation différentes, autres que celles déjà incluses dans la ligne 2	(236 278)	-	(236 278)	-	
7	Différences dues à la prise en compte des provisions	543 160	543 160	-	-	
8	Différences dues à l'utilisation de techniques d'atténuation du risque de crédit (ARC)	-	-	-	-	
9	Différences dues aux facteurs de conversion du crédit	(567 525)	-	-	-	
10	Différences dues aux titrisations avec transfert de risque	-	-	-	-	
11	Autres différences	(3 028 936)	(2 176 928)	(852 008)	-	
12	Montants d'exposition pris en compte à des fins réglementaires	40 732 482	38 434 383	2 298 099	-	-

## **DESCRIPTION DES DIVERGENCES ENTRE LES PÉRIMÈTRES DE CONSOLIDATION (LI3 : ENTITÉ PAR ENTITÉ)**

---

La Caisse régionale du Languedoc ne constate pas de divergence entre les périmètres de consolidation comptable et réglementaire.

## **EXPLICATIONS DES ÉCARTS ENTRE LES MONTANTS COMPTABLES ET LES EXPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES (EU LIA)**

---

La Caisse régionale du Languedoc ne constate pas d'écart entre les montants comptables et les expositions réglementaires.

## **AUTRES INFORMATIONS QUALITATIVES SUR LE CHAMP D'APPLICATION (EU LIB)**

---

La Caisse régionale du Languedoc n'est pas concernée par la publication du tableau « Autres informations qualitatives sur le champ d'application ».

## 4. COMPOSITION ET ÉVOLUTION DES EMPLOIS PONDÉRÉS

### 4.1 Synthèse des emplois pondérés

#### 4.1.1 Emplois pondérés par type de risque (EU OV1)

Les emplois pondérés au titre du risque de crédit, des risques de marché et du risque opérationnel s'élèvent à 11 971 135 milliers d'euros au 31 décembre 2022 contre 11 504 658 milliers d'euros au 30 septembre 2022. Les emplois pondérés au titre du risque de crédit, des risques de marché et du risque opérationnel s'élevaient à 11 016 009 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

		Montant total d'exposition au risque (TREA)		Exigences totales de fonds propres
		31/12/2022	30/09/2022	31/12/2022
<b>1</b>	<b>Risque de crédit (hors CCR)</b>	<b>11 046 770</b>	<b>10 714 999</b>	<b>883 742</b>
2	Dont approche standard	838 571	771 999	67 086
3	Dont approche NI simple (F-IRB)	4 744 230	4 620 582	379 538
4	Dont approche par référencement	-	-	-
EU 4a	Dont actions selon la méthode de pondération simple	2 422 349	2 289 438	193 788
5	Dont approche NI avancée (A-IRB)	3 041 621	3 032 979	243 330
<b>6</b>	<b>Risque de crédit de contrepartie - CCR</b>	<b>137 555</b>	<b>133 080</b>	<b>11 004</b>
7	Dont approche standard	24 484	20 340	1 959
8	Dont méthode du modèle interne (IMM)	-	-	-
EU 8a	Dont expositions sur une CCP	-	-	-
EU 8b	Dont ajustement de l'évaluation de crédit — CVA	113 070	112 740	9 046
9	Dont autres CCR	-	-	-
<b>15</b>	<b>Risque de règlement</b>	<b>43</b>	<b>-</b>	<b>3</b>
<b>16</b>	<b>Expositions de titrisation dans le portefeuille hors négociation (après le plafond)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
17	Dont approche SEC-IRBA	-	-	-
18	Dont SEC-ERBA (y compris IAA)	-	-	-
19	Dont approche SEC-SA	-	-	-
EU 19a	Dont 1 250 % / déduction	-	-	-
<b>20</b>	<b>Risques de position, de change et de matières premières (Risque de marché)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
21	Dont approche standard	-	-	-
22	Dont approche fondée sur les modèles internes	-	-	-
EU 22a	<b>Grands risques</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>23</b>	<b>Risque opérationnel</b>	<b>786 768</b>	<b>656 579</b>	<b>62 941</b>

EU 23a	Dont approche élémentaire	-	-	-
EU 23b	Dont approche standard	21 409	19 433	1 713
EU 23c	Dont approche par mesure avancée	765 360	637 146	61 229
24	<b>Montants inférieurs aux seuils de déduction (soumis à pondération de 250 %)</b>	<b>267 431</b>	<b>235 587</b>	<b>21 394</b>
25	<b>Total</b>	<b>11 971 135</b>	<b>11 504 658</b>	<b>957 691</b>

Les emplois pondérés s'établissent à 11 971 135 milliers d'euros au 31 décembre 2022, en hausse de 466 477 milliers d'euros (soit + 4 %) sur le trimestre, en raison notamment de la souscription de nouveaux OPCVM et titres, du financement de nouveaux tiers, de la production engagée (majoritairement sur la clientèle entreprise et PME) et le transfert de classification pour d'autres.

La variation sur les titres de participations (Sacam Mutualisation, Crédit Agricole Logement Patrimoine et Avances SA La Boétie), vient également augmenter les emplois pondérés.

Le risque opérationnel est en hausse de 130 189 milliers d'euros sur le trimestre du fait de l'actualisation des scénarios majeurs.

A contrario, des clôtures réalisées, notamment sur les entreprises et PME, viennent diminuer les emplois pondérés.

La progression des emplois pondérés des métiers est constatée principalement sur les branches suivantes :

- Entreprises (+ 91 282 milliers d'euros)
- Etablissements (+ 67 625 milliers d'euros)
- Clientèle de détail (+ 14 687 milliers d'euros)
- Actions (+ 132 910 milliers d'euros)

## APPROCHE DE L'ÉTABLISSEMENT EN MATIÈRE DE GESTION DES RISQUES (EU OVA)

Le Conseil d'Administration du Crédit Agricole du Languedoc exprime annuellement son appétence au risque par une déclaration formelle. Pour l'année 2022 celle-ci a été discutée et validée en Conseil d'Administration le 28 janvier 2022. Cette déclaration est une partie intégrante et directrice du cadre de référence de la gouvernance englobant la stratégie, les objectifs commerciaux, le pilotage des risques et la gestion financière globale de la Caisse Régionale. Les orientations stratégiques du Plan à moyen terme « Impulsion 2024 », de la déclaration d'appétence, du processus budgétaire et de l'allocation des ressources sont cohérentes entre elles.

### Profil de risque global

L'activité de banque de détail de la Caisse Régionale l'expose principalement à un risque de crédit, avec un stock de défaut en baisse régulière et un taux de provisionnement prudent. Les risques de marché et financiers sont limités et encadrés.

Les risques auxquels la Caisse Régionale est exposée sont présentés plus en détail dans les sections « Facteurs de risque » :

- Risque de crédit
- Risques de marché et de gestion actif-passif
- Risques opérationnels
- Risques de non-conformité

## ■ Risques juridiques

Ces risques sont identifiés et suivis au travers de dispositifs de gestion des risques adaptés et appropriés eu égard au profil et à la stratégie de la Caisse Régionale.

### Organisation de la gestion des risques

La fonction de gestion des risques est au cœur du dispositif de contrôle interne de la Caisse Régionale, mis en œuvre par tous les acteurs intervenant de l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale. Au Crédit Agricole du Languedoc, cette fonction est placée sous la direction du Responsable de la Fonction de Gestion des Risques (RFGR), qui est en charge de la mesure des risques et de leur surveillance. Ce dernier :

- est formellement nommé et directement rattaché au Directeur Général, tout comme le responsable du Contrôle périodique ;
- supervise l'ensemble des unités de contrôle de dernier niveau de son périmètre ;
- bénéficie de moyens humains, techniques et financiers adaptés : en effet, il doit disposer de l'information nécessaire à sa fonction et d'un droit d'accès systématique et permanent à toute information, document, instance (comités...), outil ou encore systèmes d'information, et ce sur tout le périmètre dont il est responsable. De plus, il est associé aux projets de l'entité, suffisamment en amont pour pouvoir assurer son rôle de manière effective.

Le RFGR tient informé les dirigeants effectifs et l'organe de surveillance de l'évolution du risque et du degré de maîtrise du risque au sein de la Caisse Régionale et les alerte de tout risque de déviation par rapport aux politiques risques. Il les informe des performances et des résultats du dispositif de prévention, dont ils valident les principes d'organisation et leur soumet toute proposition d'amélioration du dispositif rendue nécessaire par l'évolution des activités ou de l'environnement.

Cette action s'inscrit dans le cadre des instances de gouvernance, tout particulièrement :

- Le **Comité des Risques** (émanation du Conseil d'Administration) : il se réunit au trimestre et sa mission est de conseiller le Conseil d'Administration sur la stratégie globale de l'établissement en matière de risques. Il est notamment en charge de l'analyse des facteurs clés de la déclaration d'appétence au risque ainsi que de la revue de l'information semestrielle et du Rapport de Contrôle Interne ;
- Le **Comité de Contrôle Interne** (présidé par le Directeur Général) : il se réunit au trimestre. Sa mission est d'assurer la surveillance des risques, le suivi de l'efficacité et de la cohérence des dispositifs de contrôle interne ainsi que la coordination des fonctions de contrôle ;
- Le **Comité Risque** (interne) et le **Comité Financier** : tous deux mensuels et présidés par le Directeur Général Adjoint de la Caisse Régionale, ces comités sont respectivement en charge du suivi et de la supervision des risques de crédit et des risques financiers (marché, liquidité, taux) de l'entité. Ils sont garants des définitions annuelles et du suivi des indicateurs d'appétence au risque sur leur domaine de compétence.

### Gouvernance du dispositif de contrôle interne

Le Conseil d'Administration et la Direction Générale jouent un rôle primordial dans le dispositif de contrôle interne :

- Le **Conseil d'Administration**, mensuel, établit et valide la stratégie de la Caisse Régionale et son cadre d'appétence au risque. Il est conseillé par le Comité des Risques, qui supervise la politique de gestion des risques et le dispositif de contrôle interne. Les fonctions de contrôle composant le contrôle interne (gestion des risques, conformité, contrôle périodique) ont un accès direct au Conseil d'Administration via le Comité des Risques.

■ La **Direction Générale**, quant à elle :

- propose la stratégie de la Caisse Régionale et une fois validée par le Conseil d'Administration la met en œuvre ;
- prend toutes les décisions qui s'imposent dans les limites du cadre des délégations accordées par le Conseil d'Administration ;
- informe le Conseil d'Administration sur la situation des risques de l'entité.

Enfin, le **Comité de Contrôle Interne**, trimestriel et présidé par la Direction Générale, assure opérationnellement la surveillance des risques, le suivi de l'efficacité et de la cohérence des dispositifs de contrôle interne ainsi que la coordination des fonctions de contrôle.

### Le Risque de Crédit

Le **risque de crédit** se matérialise lorsqu'une contrepartie n'est pas en mesure d'honorer ses obligations et sa dette vis-à-vis de la Caisse Régionale dans le délai imparti. Le risque d'insolvabilité de ses clients et contreparties est l'un des principaux risques auxquels le Crédit Agricole peut être exposé.

La maîtrise des risques de crédit est un enjeu majeur pour les établissements bancaires et financiers et à ce titre, l'une des missions fondamentales des organes exécutifs.

Au niveau du groupe Crédit Agricole, c'est la Ligne Métier Risque qui définit les normes, met en place et diffuse les outils de pilotage permettant d'identifier d'une part, et de maîtriser d'autre part, le risque inhérent à l'activité.

Au niveau de la Caisse Régionale, la mise en œuvre de ces outils de pilotage du risque relève du Comité de Direction avec l'appui du Contrôle Permanent et du Contrôle Central des Risques et grâce à une mobilisation effective des différents acteurs concernés.

### Les méthodologies et systèmes de mesure des risques sont les suivantes :

- **Les systèmes de notation interne** : Depuis fin 2007, l'ACPR a autorisé le Crédit Agricole et, en particulier, les Caisses Régionales, à utiliser les systèmes de notation interne au Groupe pour le calcul des exigences en fonds propres réglementaires au titre du risque de crédit pour la banque de détail.

Sur le périmètre de la banque de détail, la Caisse Régionale utilise les modèles Groupe définis par Crédit Agricole S.A. pour évaluer les risques.

Sur le périmètre de la clientèle CORPORATE, la Caisse Régionale dispose de méthodologies de notation Groupe utilisant des critères tant quantitatifs que qualitatifs, appréciés au cas par cas par le gestionnaire puis, depuis 2016, validés de manière indépendante, par le Contrôle Central des Risques.

- **La consolidation des risques de crédit** : Les règles de délégation crédits s'appuient sur l'approche en risques liés qui permet de consolider la totalité du risque de contrepartie pris par la Caisse Régionale sur un bénéficiaire à un moment donné.

La notion de Groupe de Risque apportée par la réforme Bâle II a permis d'automatiser en partie ce regroupement des engagements.

- **La mesure du risque de crédit** : La mesure des expositions au titre du risque de crédit intègre les engagements tirés et les engagements confirmés non utilisés.

La mesure du risque est appréciée au travers du taux de défaut ainsi qu'au travers de différents niveaux de risque bâlois (regroupement de notes bâloises dont les sensibles).

### Suivi du risque de crédit

La Caisse Régionale répond strictement aux règles prudentielles fixées par le Comité de la Réglementation Bancaire et Financière (cf. règlement CBF 93-05 du 21 décembre 1993 relatif au contrôle des Grands Risques) et rappelées dans la CRD4.

Elle respecte ainsi le seuil de 25% de fonds propres que ne doivent pas dépasser les engagements sur un seul bénéficiaire.

La Caisse Régionale procède également aux déclarations périodiques à Crédit Agricole S.A. à destination de l'ACPR :

- trimestriellement les 20 plus « grands risques » au format CRD4,
- annuellement la liste des 20 plus grands groupes en termes d'engagements nets pondérés (division des risques).

### Les mécanismes de réduction du risque de crédit

La politique crédit intègre les préconisations de la CR en matière de garanties : choix des garanties selon la qualité du client et du projet, en s'appuyant sur la note Bâle II et les différents scores nationaux ; et valorisation de ces garanties à l'octroi et au cours de la vie du crédit.

En complément de sa politique interne de partage de risques, la Caisse Régionale a opté pour une couverture de ses grands risques éligibles auprès de FONCARIS à partir de 50 M€ d'encours en risques liés.

Sur les crédits habitat, la garantie caution CAMCA est privilégiée lorsque les conditions d'éligibilité et de qualité clients (prise en compte du score habitat et de la note bâloise) sont réunies afin d'améliorer le taux de couverture risque.

### Le Risque de marché

Le **risque de marché** représente le risque d'incidence négative sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marchés notamment : les taux d'intérêts, les taux de change, le cours des actions, le prix des matières premières, ainsi que de leur volatilité implicite.

L'encadrement des risques de marché de la Caisse régionale repose sur des stress scénarios nationaux et locaux donnant lieu à encadrement par des limites et/ou seuils d'alerte.

Ces indicateurs font l'objet d'un suivi par le Contrôle Permanent : il s'agit des stress scénarii (Stress groupe sur le portefeuille JVR et CAM et Stress adverse 1 an uniquement sur le portefeuille JVR) et d'indicateurs complémentaires (seuils d'alerte en cas de perte de la valeur de portefeuille de placement au-delà d'un certain montant).

.

#### ■ **Le risque de gestion du bilan**

Les principaux risques financiers issus du bilan de la Caisse Régionale sont le risque de taux d'intérêt et le risque de liquidité et de refinancement. Ces risques font l'objet d'un reporting régulier en Comité Financier et en Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration valide les règles de gestion ainsi que les limites de risque sur proposition du Comité Financier.

#### ■ **Le risque de taux d'intérêt global**

Le Risque de Taux est « le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan, à l'exception, le cas échéant, des opérations soumises aux risques de marché (« trading book ») ».

La Caisse Régionale a pour objectif la couverture du risque en cas de variation des taux d'intérêt sur l'ensemble de ses produits de bilan et de hors bilan. La politique de la Caisse Régionale consiste à utiliser des instruments de couvertures « vanille » pour couvrir son risque de taux. Les actifs à taux fixe sont couverts par des swaps emprunteurs de taux fixe contre EUR3M. Le gap de taux est mesuré tous les trimestres. Des seuils sur les gaps à taux fixe et inflation et sur l'impact VAN sont fixés : en cas de dépassement, les positions doivent être coupées.

#### ■ Le risque de change

Le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise. La Caisse Régionale dispose d'une limite sur l'exposition au risque de change au travers la détention d'un portefeuille d'OPCVM.

#### ■ Les risques de liquidité et financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si l'entreprise n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Ces engagements comprennent notamment les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunt et de placement.

La Caisse Régionale met en place un dispositif d'identification, de mesure, d'analyse et de gestion du risque de liquidité, qui lui permet de disposer à tout moment des liquidités suffisantes pour honorer ses engagements exigibles.

La politique de gestion de la liquidité de la Caisse Régionale repose sur l'adossement global des ressources aux actifs à financer en capitaux et en durées. Elle se concrétise, d'une part, par une politique de collecte clientèle et, d'autre part, par une politique de refinancement auprès de Crédit Agricole S.A. et des marchés financiers.

Le pilotage de la liquidité s'appuie sur une mesure quotidienne du déficit de liquidité et une projection mensuelle du déficit à long terme.

La Caisse Régionale dispose de plusieurs sources de refinancement : le refinancement TLTRO 3, le refinancement MLT et les émissions SFH (Société de Financement de l'Habitat du Crédit Agricole).

#### ■ La politique de couverture

La Caisse régionale du Languedoc couvre ses positions de taux mesurés par les impasses de taux au travers de swaps de macro couverture de juste valeur. La justification de la macro couverture est effectuée chaque trimestre par l'utilisation de tests prospectifs.

#### Les risques opérationnels

Le risque opérationnel est défini comme le risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel et des systèmes internes ou d'événements extérieurs.

Il inclut le risque juridique, le risque de non-conformité, le risque de fraude interne et externe, le risque de modèle et les risques induits par le recours à des prestations externalisées, dont les PSEE (prestations de service essentielles externalisées).

Les entités de la Caisse Régionale déclarent mensuellement leurs risques opérationnels aux équipes du Manager des Risques Opérationnels, qui les analysent et les remontent trimestriellement au niveau national.

Un mécanisme d'alertes vient compléter le dispositif.

L'ensemble des risques opérationnels de la Caisse Régionale est identifié et évalué annuellement au travers d'une cartographie.

### **Le risque juridique**

Le risque juridique recouvre le risque légal (non-respect des dispositions légales ou réglementaires qui encadrent l'exercice des activités de l'entité) et le risque contractuel (risque d'inadéquation, par imprécision, lacune ou insuffisance, de la documentation contractuelle aux opérations traitées).

Le risque juridique étant intégré aux risques opérationnels, une cartographie des risques juridiques a été réalisée et est mise à jour annuellement.

### **Le risque de non-conformité**

Le dispositif de maîtrise des risques de non-conformité vise à prémunir la Caisse Régionale du risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à sa réputation, qui naît du non-respect des dispositions relatives aux activités bancaires et financières.

Le périmètre des contrôles porte notamment sur les réglementations liées aux activités d'investissement, sur les règles de commercialisation, la distribution des produits et services bancaires, la prévention du blanchiment des capitaux, la lutte contre le financement du terrorisme, la lutte contre la corruption, la fraude interne et externe, les sanctions internationales, les règles en matière de protection de la clientèle et de protection des données à caractère personnel (RGPD).

Le dispositif de maîtrise des risques de non-conformité s'articule autour de 4 volets :

- La prévention et la formation,
- L'adaptation des procédures et des processus pour prendre en compte les nouveautés réglementaires et tenir compte des risques rencontrés,
- Les contrôles de 1er, 2ème et 3ème degré,
- Le reporting dans les comités de contrôle et les instances de gouvernance de la Caisse régionale et de ses filiales.

### Conseil d'Administration

Membres du Conseil d'Administration de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc (après l'Assemblée Générale Mixte du 30 mars 2022 et le Conseil d'Administration du 30 mars 2022) :

PRESIDENT	Daniel CONNART
VICE-PRESIDENTS	Michel BRUGERON Claude GUIGUE Jean-Claude LIMOUZY Brigitte ROBERT
ADMINISTRATEURS	Pierre BALAZARD Jean-Marie CONSTANS Olivier COZON Michel CROS-PELOT Marie-Ève DUMONS Jean-Luc EVESQUE Catherine GAY Dominique GRANIER Evelyne GUILHEM Xavier JEAN Pascal JULIEN Jean-François METGE Michel PONTIER Jean-Marc RIBES Véronique SEPANIAN Marie-Line THIEULES

### Recrutement et diversité du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se compose de vingt et un (21) membres pris parmi les sociétaires de Caisse Locale et élus par l'Assemblée Générale.

Les membres du Conseil d'Administration sont élus dans le respect de l'équilibre de la représentation départementale :

- Quatre (4) Administrateurs pour le département de l'Aude,
- Sept (7) Administrateurs pour le département du Gard,
- Huit (8) Administrateurs pour le département de l'Hérault,
- Deux (2) Administrateurs pour le département de la Lozère.

## Diversité du Conseil d'Administration

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc est sensible à la diversification de son Conseil d'Administration, même si le champ d'application de la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011, modifiant l'article L.225-37 du Code de commerce et relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des Conseils d'administration et de surveillance, se limite aux sociétés ayant la forme de SA ou de SCA et ne s'applique donc pas aux Caisses régionales de Crédit Agricole Mutuel.

Toutefois, le Conseil d'Administration via le Comité des Nominations a décidé dans le cadre d'une démarche volontaire et progressive, de faire converger les pratiques de la Caisse régionale en matière de féminisation du Conseil avec les pratiques qui sont devenues la norme pour un grand nombre de sociétés à compter du 1er janvier 2017 (conformément à la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle).

La Caisse régionale s'est fixée une politique à mettre en œuvre en matière de féminisation.

### ■ Renouvellement des Administrateurs de Caisses Locales

En 2022, elles représentent 32,4% du total des administrateurs (contre 31.3% en 2021) dont 21 % sont Présidentes.

### ■ Définition d'un objectif de représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein du Conseil d'Administration de la Caisse régionale.

A l'issue de l'Assemblée Générale Mixte du 30 mars 2022, la proportion de femmes dans le Conseil d'Administration de la Caisse régionale est de 29 % (6 administratrices sur 21 membres).

Le Conseil d'Administration a décidé en mars 2017 de procéder à la féminisation du Conseil à partir de 2021 en favorisant l'intégration des femmes pour tous les postes libérés, sachant que le renouvellement effectif des administrateurs dépend également de la prolongation de deux (2) ans des mandats d'administrateurs atteints par la limite d'âge.

L'ambition de la Caisse régionale est de parvenir à 40 % de femmes au Conseil d'Administration.

## Diversité professionnelle et âge des Administrateurs

La diversité de la représentation professionnelle dont sont issus les Administrateurs de la Caisse régionale permet d'assurer une couverture satisfaisante des différents secteurs d'activité respectant les équilibres géoéconomiques du territoire de la Caisse régionale. Les Administrateurs assument ou ont occupé des responsabilités professionnelles dans d'autres structures, leur permettant ainsi de bien connaître les finalités et le fonctionnement d'entreprises actives dans le périmètre de la Caisse régionale.

Administrateurs	Responsabilité professionnelle	Age	Principaux autres mandats professionnels
Daniel CONNART	Eleveur de poules pondeuses	64 ans	Administrateur Comité Agricole de la petite région du St Ponais
Michel BRUGERON	Agriculteur-Eleveur	65 ans	Administrateur Chambre de l'Agriculture de la Lozère + Conseiller BDF Lozère
Claude GUIGUE	Viticulteur	65 ans	-
Jean-Claude LIMOUZY	Viticulteur	65 ans	Administrateur Chambre Agriculture régionale de l'Aude
Brigitte ROBERT	Viticultrice	65 ans	-
Pierre BALAZARD	Chef d'entreprise	57 ans	-
Jean-Marie CONSTANS	Agriculteur-éleveur	64 ans	-
Olivier COZON	Maraîcher	67 ans	-
Michel CROS-PELOT	Viticulteur	63 ans	Adjoint au Maire Commune d'Abeilhan
Marie-Ève DUMONS	Agricultrice	61 ans	Présidente du Groupement de développement

Administrateurs	Responsabilité professionnelle	Age	Principaux autres mandats professionnels
Jean-Luc EVESQUE	Viticulteur	64 ans	Conseiller à la Communauté d'Agglomération d'Alès Président section prud'homales d'Alès
Catherine GAY	Directrice générale d'une entreprise	54 ans	-
Dominique GRANIER	Viticulteur	59 ans	Président Safer Occitanie
Evelyne GUILHEM	Céréalière	55 ans	Membre Chambre d'Agriculture Occitanie et Aude, Membre du Haut Conseil de la Coopération agricole
Xavier JEAN	Viticulteur	56 ans	-
Pascal JULIEN	Viticulteur	56 ans	-
Jean-François METGE	Viticulteur	63 ans	-
Michel PONTIER	Céréalière	64 ans	-
Jean-Marc RIBES	Maraîcher	63 ans	-
Véronique SEPANIAC	Infirmière libérale	56 ans	-
Marie-Line THIEULES	Viticultrice	45 ans	Conseillère municipale à Pomerols (34)

## **Comité des Nominations**

Les principales missions de ce Comité sont les suivantes :

- Il identifie et recommande au Conseil d'Administration les candidats aptes à l'exercice des fonctions d'administrateurs en vue de proposer leur candidature à l'assemblée générale,
- Il évalue l'équilibre et de la diversité des connaissances, des compétences et des expériences (individuelles et collectives) des administrateurs (publicité requise),
- Il précise les missions et les qualifications nécessaires aux fonctions exercées au sein de ces conseils et évalue le temps à consacrer à ces fonctions,
- Il fixe un objectif à atteindre en ce qui concerne la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du Conseil d'Administration. Il élabore une politique ayant pour objet d'atteindre cet objectif,
- Il évalue périodiquement et au moins une fois par an la structure, la taille, la composition et l'efficacité du Conseil d'Administration au regard des missions qui lui sont assignées et soumet au Conseil toutes recommandations utiles,
- Il évalue périodiquement et au moins une fois par an les connaissances, les compétences et l'expérience des membres du Conseil d'Administration, tant individuellement que collectivement, et lui en rend compte,
- Il examine périodiquement les politiques du Conseil d'Administration en matière de sélection et de nomination des dirigeants effectifs et du responsable de la fonction de gestion des risques et formule des recommandations en la matière,
- Dans l'exercice de ses missions, le Comité des Nominations s'assure que le Conseil d'Administration n'est pas dominé par une personne ou un petit groupe de personnes

Les membres du Comité des Nominations de la Caisse Régionale :

Président	Claude GUIGUE
Administrateurs	Michel BRUGERON Jean-Claude LIMOUZY Brigitte ROBERT

En 2022, le Comité des Nominations s'est réuni à 2 reprises : le 24/02/2022 et le 02/12/2022.

### **Comité des Risques**

Le Comité des Risques est une émanation du Conseil d'Administration, et a pour principales missions :

- De conseiller le Conseil d'Administration sur la stratégie globale de l'établissement de crédit ou de la société de financement et sur l'appétence globale en matière de risque, tant actuels que futurs ;
- D'assister le Conseil d'Administration lorsque celui-ci contrôle la mise en œuvre de cette stratégie par les personnes mentionnées à l'article L.511-13 du Code monétaire et financier et par le responsable de la fonction de gestion des risques ;
- D'examiner, dans le cadre de sa mission, si les prix des produits et services proposés aux clients sont compatibles avec la stratégie en matière des risques de l'établissement. Lorsque les prix ne reflètent pas correctement les risques, le Comité présente au Conseil d'Administration un plan d'action pour y remédier ;
- D'examiner (sans préjudice des attributions du Comité des Rémunérations) si les incitations prévues par la politique et les pratiques de rémunération de l'établissement de crédit ou la société de financement sont compatibles avec la situation de ces derniers au regard des risques auxquels ils sont exposés, de leur capital, de leur liquidité ainsi que de la probabilité et de l'échelonnement dans le temps des bénéfices attendus.

Le Président du Comité des Risques procède à la restitution des travaux de ce Comité en Conseil d'Administration.

Les thèmes suivants ont été abordés :

- Les politiques : Appétence aux risques ; Politique Crédits ; Politique financière ; Politique de Recouvrement ; Stratégie et Politique d'externalisation.
- Les suivis de la mise en œuvre : Points sur Missions ACPR ; Forbearance ; prêts sans garantie ; encours FSA/LBO ; Suivi des formations réglementaires et plan de formation réglementaire 2022.
- L'Actualité : ; Mise en œuvre des mesures HSCF sur crédits à l'habitat ; Actualité recouvrement et dossiers clients sensibles ; Reporting contrôle central risques (Point risque/Transformation PGE) ; Bilans RGPD et CISO 2021 ; Point sur la clientèle fragile ; Marché des collectivités publiques ; Filière immobilière ; Lutte contre la Corruption ; KYC ; Activité LCB-FT et Sanctions Internationales.
- Les questionnaires/rapports et les restitutions auprès des régulateurs : Risque de conduite ; Rapport Annuel du Contrôle Interne ; Questionnaire sur la Corruption ; Questionnaire 2021 de lutte contre le blanchiment ; EWRA 2021 et Trade finance ; Questionnaire relatif à la Protection du Consommateur.

Les membres du Comité des Risques de la Caisse régionale :

Président	Michel BRUGERON
Administrateurs	Pascal JULIEN

	Jean-François METGE Michel PONTIER Jean-Marc RIBES
--	--

En 2022, le Comité des Risques s'est réuni à 5 reprises : le 27/01/2022, le 10/03/2022, le 22/06/2022, le 29/09/2022 et le 15/12/2022.

## **Comité d'Audit**

Les missions du Comité d'Audit sont les suivantes :

- Il suit le processus d'élaboration de l'information financière
- Il suit l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques
- Il émet une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation par l'assemblée générale ou l'organe exerçant une fonction analogue.
- Il suit la réalisation par le commissaire aux comptes de sa mission
- Il s'assure du respect par le commissaire aux comptes des conditions d'indépendance
- Il rend compte régulièrement à l'organe collégial chargé de l'administration ou à l'organe de surveillance de l'exercice de ses missions. Il rend également compte des résultats de la mission de certification des comptes, de la manière dont cette mission a contribué à l'intégrité de l'information financière et du rôle qu'il a joué dans ce processus. Il l'informe sans délai de toute difficulté rencontrée.

Les membres du Comité d'Audit de la Caisse régionale :

Président	Brigitte ROBERT
Administrateurs	Michel BRUGERON Michel CROS-PELOT Evelyne GUILHEM Véronique SEPANIAC

En 2022, le Comité d'Audit s'est réuni à 4 reprises : le 27/01/2022, le 28/04/2022, le 25/07/2022 et le 27/10/2022.

## 4.2 Risque de crédit et de contrepartie

On entend par:

- **Probabilité de défaut (PD)** : probabilité de défaut d'une contrepartie sur une période d'un an ;
- **Valeurs exposées au risque (EAD)** : montant de l'exposition en cas de défaillance. La notion d'exposition englobe les encours bilanciaux ainsi qu'une quote-part des engagements hors bilan ;
- **Pertes en cas de défaut (LGD)** : rapport entre la perte subie sur une exposition en cas de défaut d'une contrepartie et le montant de l'exposition au moment du défaut ;
- **Expositions brutes** : montant de l'exposition (bilan + hors bilan), après effets de compensation et avant application des techniques de réduction du risque de crédit (garanties et sûretés) et avant application du facteur de conversion (CCF) ;
- **Facteur de conversion (CCF)** : rapport entre le montant non encore utilisé d'un engagement, qui sera tiré et en risque au moment du défaut, et le montant non encore utilisé de l'engagement, dont le montant est calculé en fonction de la limite autorisée ou, le cas échéant, non autorisée lorsqu'elle est supérieure ;
- **Pertes attendues (EL)** : le montant de la perte moyenne que la banque estime devoir constater à horizon d'un an sur son portefeuille de crédits ;
- **Emplois pondérés (RWA)** : le montant des emplois pondérés est obtenu en appliquant à chaque valeur exposée au risque un taux de pondération. Ce taux dépend des caractéristiques de l'exposition et de la méthode de calcul retenue (IRB ou standard) ;
- **Ajustements de valeur** : dépréciation individuelle correspondant à la perte de valeur d'un actif liée au risque de crédit et constatée en comptabilité soit directement sous forme de passage en perte partielle, soit *via* un compte de correction de valeur ;
- **Evaluations externes de crédit** : évaluations de crédit établies par un organisme externe d'évaluation de crédit reconnu conformément au règlement (CE) n° 1060/2009.

### INFORMATIONS QUALITATIVES GÉNÉRALES SUR LE RISQUE DE CRÉDIT (EU CRA)

---

L'activité de banque de détail de la Caisse Régionale l'expose principalement à un risque de crédit, avec un stock de défaut en baisse régulière et un taux de provisionnement prudent. Les risques de marché et financiers sont limités et encadrés.

#### Principes généraux de prise de Risque

Au-delà d'une analyse approfondie de la capacité du client à rembourser son endettement, les principes généraux de prise de risque figurent dans la politique crédit qui décline notamment les critères d'intervention ainsi que les règles de délégations crédits par métier, par marché, par type de financement.

Depuis la réforme BALE II, les notes bâloises sont intégrées dans les outils et usages de la Caisse Régionale et utilisées par l'ensemble des réseaux commerciaux comme outil de mesure du risque (et donc du niveau de délégation requis) mais aussi comme indicateur alertant sur une dégradation et donc sur un risque potentiel.

Ainsi, les principaux critères de délégations crédit sont :

- le niveau des encours portés par la contrepartie (notion d'encours lié directement associée à la notion de Groupe de Risque), le montant du dossier étudié
- la qualité du client et de son projet (notation BALE II du Groupe de Risque, note du score Habitat, score conso CACF, score SOPRANO pour les financements professionnels et à l'agriculture)

- l'existence d'incidents bancaires, les garanties retenues,...
- le taux (et donc la marge) du crédit proposé.

La prise en compte de ces critères dans le schéma délégataire permet aux unités en charge des engagements crédits, d'assurer un « double regard » distinct de celui des unités en charge de l'instruction, sur les dossiers présentant une caractéristique « sensible » en termes de risque.

Selon ces principes, les dossiers les plus risqués ou les plus pondéreux relèvent d'une décision de niveau Direction, voire d'un Comité d'Escompte (Départemental ou Régional).

En complément, un avis risque indépendant est émis par le Contrôle Central des Risques sur les attributions de limites individuelles avant passage en Conseil d'Administration, ainsi que sur les demandes de financement réalisées dans le cadre de ces limites individuelles et les opérations présentant une notation risquée, dès lors que la variation d'encours entraînée est significative.

L'utilisation des notes Bâle II et des scores (Simul CA, CARMIN, SOPRANO) permet également :

- d'accélérer les délais de réponse auprès des bons clients
- de simplifier les critères de délégation
- d'accroître le taux de dossiers en délégation agence sur l'habitat

Dans ce contexte, les processus et parcours clients sont constamment revisités afin de gagner en fluidité tout en optimisant le niveau de sécurisation et en s'alignant sur les exigences réglementaires.

En conclusion, le dispositif d'analyse et de prise de risque est encadré par :

- des règles d'octroi de crédit assurant que tout dossier significatif soit présenté en Comité d'Escompte Régional voire en Conseil d'Administration de la Caisse Régionale et ait fait l'objet d'un double regard, voire d'un avis risque indépendant,
- des contrôles permanents (en agence : 1er degré / dans les services opérationnels du siège: 2ème degré niveau 1 / dans les unités siège dédiées au contrôle: 2<sup>ème</sup> degré niveau 2) qui sont consolidés et font l'objet d'une présentation en Comité de Contrôle Interne.

### **Mécanismes de réduction du risque de crédit**

- Politique de garantie

La politique crédit intègre les préconisations de la CR en matière de garanties : choix des garanties selon la qualité du client et du projet, en s'appuyant sur la note Bâle II et les différents scores nationaux ; et valorisation de ces garanties à l'octroi et au cours de la vie du crédit.

En effet, toutes les garanties doivent faire l'objet d'une valorisation :

- A l'octroi, selon les modalités définies en fonction du type de garantie et avec saisie dans le système d'information (GREEN)
- Lors de certains événements notamment :
  - Entrée en défaut/CDL
  - Entrée en contentieux
  - Restructuration d'une créance

Toutes les garanties doivent faire l'objet d'une revalorisation annuelle à minima.

De plus, la Caisse Régionale a mis en place un processus spécifique pour les créances d'un montant pondéreux et avec sûretés immobilières : si le capital restant dû est supérieur ou égal à 3M€, une revalorisation tous les 2 ans est réalisée par un expert indépendant externe.

#### ■ Garanties reçues et sûretés

Le dispositif Bâle II prend en compte les informations disponibles en matière de valorisation des garanties et donne ainsi une évaluation plus juste des pertes potentielles sur le crédit.

En complément de sa politique interne de partage de risques, la Caisse Régionale a opté pour une couverture de ses grands risques éligibles auprès de FONCARIS à partir de 25 M€ d'encours en risques liés.

Sur les crédits habitat, la garantie caution CAMCA est privilégiée lorsque les conditions d'éligibilité et de qualité clients (prise en compte du score habitat et de la note bâloise) sont réunies afin d'améliorer le taux de couverture risque.

#### ■ Utilisation de contrats de compensation

La Caisse Régionale du Languedoc n'utilise pas ce type de contrat.

#### ■ Utilisation de dérivés de crédit

La Caisse Régionale du Languedoc n'a pas recours aux dérivés de crédits dans le cadre de la gestion de son risque de crédit.

## 4.2.1 Expositions en défaut et ajustements de valeur

### QUALITÉ DE CRÉDIT DES EXPOSITIONS RESTRUCTURÉES (EU CQ1)

31/12/2022		Valeur comptable brute / Montant nominal des expositions faisant l'objet de mesures de renégociation				Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		Sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions renégociées	
		Renégociées performantes	Renégociées non performantes		Sur des expositions renégociées performantes	Sur des expositions renégociées non performantes			
			Dont en défaut	Dont dépréciées					
(en milliers d'euros)									
005	Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue	-	-	-	-	-	-	-	-
010	Prêts et avances	77 190	70 358	70 082	70 082	(20 254)	(32 965)	65 943	19 452
020	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-
030	Administrations publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
040	Établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
050	Autres entreprises financières	7 350	1 789	1 789	1 789	(1 656)	(1 495)	3 437	290
060	Entreprises non financières	34 011	46 401	46 333	46 333	(10 300)	(19 776)	31 699	10 847
070	Ménages	35 829	22 168	21 960	21 960	(8 298)	(11 694)	30 807	8 315
080	Titres de créance	-	-	-	-	-	-	-	-
090	Engagements de prêt donnés	6 952	385	385	385	(3 511)	-	3 826	131
100	Total	84 142	70 743	70 467	70 467	(23 765)	(32 965)	69 769	19 583

### QUALITÉ DE LA RESTRUCTURATION (EU CQ2)

La Caisse Régionale du Languedoc n'est pas concernée par la publication du tableau CQ2 « Qualité de la restructuration ».

## QUALITÉ DE CRÉDIT DES EXPOSITIONS PERFORMANTES ET NON PERFORMANTES PAR JOURS DE RETARD (CQ3)

31/12/2022

		Valeur comptable brute / Montant nominal											
		Expositions performantes			Expositions non performantes								
			Pas en souffrance ou en souffrance ≤ 30 jours	En souffrance > 30 jours ≤ 90 jours		Paiement improbable mais pas en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours	En souffrance > 90 jours ≤ 180 jours	En souffrance > 180 jours ≤ 1 an	En souffrance > 1 an ≤ 2 ans	En souffrance > 2 ans ≤ 5 ans	En souffrance > 5 ans ≤ 7 ans	En souffrance > 7 ans	Dont en défaut
(en milliers d'euros)													
005	Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue	1 385 535	1 385 535	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
010	Prêts et avances	29 535 517	29 515 315	20 202	375 464	151 871	18 837	15 355	23 060	53 856	23 355	89 130	371 584
020	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
030	Administrations publiques	1 876 988	1 876 988	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
040	Établissements de crédit	2 807 915	2 807 915	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
050	Autres entreprises financières	1 102 367	1 102 367	-	11 874	2 218	-	538	7	3 673	412	5 026	11 874
060	Entreprises non financières	7 581 597	7 569 558	12 039	206 049	88 872	13 193	8 228	13 749	26 341	10 993	44 673	202 475
070	Dont PME	7 195 508	7 183 469	12 039	183 542	66 760	13 193	8 228	13 749	26 341	10 993	44 278	179 968
080	Ménages	16 166 650	16 158 487	8 163	157 541	60 781	5 644	6 589	9 304	23 842	11 950	39 431	157 235
090	Titres de créance	2 006 313	2 006 313	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
100	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
110	Administrations publiques	754 053	754 053	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
120	Établissements de crédit	708 307	708 307	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
130	Autres entreprises financières	174 650	174 650	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
140	Entreprises non financières	369 303	369 303	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
150	Expositions hors bilan	15 789 790			11 714								11 714
160	Banques centrales	-			-								-

31/12/2022

		Valeur comptable brute / Montant nominal											
		Expositions performantes			Expositions non performantes								
			Pas en souffrance ou en souffrance ≤ 30 jours	En souffrance > 30 jours ≤ 90 jours		Paielement improbable mais pas en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours	En souffrance > 90 jours ≤ 180 jours	En souffrance > 180 jours ≤ 1 an	En souffrance > 1 an ≤ 2 ans	En souffrance > 2 ans ≤ 5 ans	En souffrance > 5 ans ≤ 7 ans	En souffrance > 7 ans	Dont en défaut
(en milliers d'euros)													
170	Administrations publiques	77 325			-								-
180	Établissements de crédit	11 475 188			2 155								2 155
190	Autres entreprises financières	323 861			-								-
200	Entreprises non financières	2 939 896			8 289								8 289
210	Ménages	973 520			1 270								1 270
220	<b>Total</b>	<b>48 717 155</b>	<b>32 907 163</b>	<b>20 202</b>	<b>387 178</b>	<b>151 871</b>	<b>18 837</b>	<b>15 355</b>	<b>23 060</b>	<b>53 856</b>	<b>23 355</b>	<b>89 130</b>	<b>383 298</b>

## QUALITÉ DES EXPOSITIONS NON PERFORMANTES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE (EU CQ4)

31/12/2022

31/12/2022		Valeur comptable / montant nominal brut				Dépréciation cumulée	Provisions sur engagements hors bilan et garanties financières donnés	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes
		Dont non performantes		Dont soumises à dépréciation				
			Dont en défaut					
(en milliers d'euros)								
010	Expositions au bilan	31 917 294	375 464	371 584	31 727 413	(515 093)		-
020	France	31 633 345	373 959	370 079	31 446 548	(512 090)		-
020	Belgique	48 102	43	43	48 102	(92)		-
040	Etats-Unis	41 521	-	-	41 521	(24)		-
050	Luxembourg	29 413	-	-	26 329	(2 024)		-
020	Pays-Bas	27 619	1	1	27 619	(21)		-
070	Autres pays	137 294	1 461	1 461	137 294	(842)		-
080	Expositions hors bilan	15 801 504	11 714	11 714			50 640	
090	France	15 789 649	11 711	11 711			49 668	
100	Royaume uni	629	-	-			1	
110	Japon	305	-	-			5	
120	Luxembourg	7 426	-	-			964	
130	Etats-Unis	244	-	-			-	
140	Autres pays	3 251	3	3			2	
150	Total	47 718 798	387 178	383 298	31 727 413	(515 093)	50 640	-

## QUALITÉ DE CRÉDIT DES PRÊTS ET AVANCES AUX ENTREPRISES NON FINANCIÈRES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (EU CQ5)

31/12/2022		Valeur comptable brute				Dépréciation cumulée	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes
			Dont non performantes		Dont prêts et avances soumis à dépréciation		
				Dont en défaut			
(en milliers d'euros)							
010	Agriculture, sylviculture et pêche	654 290	14 876	14 818	654 290	(23 957)	-
020	Industries extractives	3 256	89	89	3 256	(157)	-
030	Industrie manufacturière	495 420	20 462	16 956	495 420	(25 570)	-
040	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	532 874	1 334	1 334	532 874	(14 026)	-
050	Production et distribution d'eau	31 200	461	461	31 200	(641)	-
060	Construction	411 392	11 330	11 320	411 392	(16 333)	-
070	Commerce	930 481	38 369	38 369	930 481	(49 939)	-
080	Transport et stockage	86 156	1 867	1 867	86 156	(2 119)	-
090	Hébergement et restauration	295 280	9 025	9 025	295 280	(21 356)	-
100	Information et communication	45 868	2 143	2 143	45 868	(1 654)	-
110	Activités financières et d'assurance	37 463	351	351	37 463	(667)	-
120	Activités immobilières	2 990 259	42 189	42 189	2 990 259	(82 418)	-
130	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	772 188	21 445	21 445	772 188	(31 318)	-
140	Activités de services administratifs et de soutien	183 674	3 665	3 665	183 674	(4 770)	-
150	Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	86 564	-	-	86 564	(928)	-
160	Enseignement	16 126	484	484	16 126	(462)	-
170	Santé humaine et action sociale	163 546	35 664	35 664	163 546	(13 141)	-
180	Arts, spectacles et activités récréatives	27 789	1 089	1 089	27 789	(1 935)	-
190	Autres services	23 820	1 206	1 206	23 820	(947)	-
200	Total	7 787 646	206 049	202 475	7 787 646	(292 338)	-

## EVALUATION DES GARANTIES – PRÊTS ET AVANCES (EU CQ6)

La Caisse Régionale du Languedoc n'est pas concernée par la publication du tableau CQ6 « Evaluation des garanties – prêts et avances ».

## EXPOSITIONS PERFORMANTES ET NON PERFORMANTES ET PROVISIONS ASSOCIÉES (EU CR1)

31/12/2022		Valeur comptable brute / Montant nominal						Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions						Sorties partielles du bilan cumulées	Sûretés et garanties financières reçues	
		Expositions performantes			Expositions non performantes			Expositions performantes - Dépréciations cumulées et provisions			Expositions non performantes – Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions				Sur les expositions performantes	Sur les expositions non performantes
(en milliers d'euros)			Dont étape 1	Dont étape 2		Dont étape 2	Dont étape 3		Dont étape 1	Dont étape 2		Dont étape 2	Dont étape 3			
005	Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue	1 385 535	1 385 535	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
010	Prêts et avances	29 535 517	27 545 080	1 990 437	375 464	3 880	371 584	(281 445)	(142 800)	(138 645)	(232 857)	(654)	(232 203)	-	19 941 865	85 710
020	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
030	Administrations publiques	1 876 988	1 874 949	2 039	-	-	-	(2 213)	(2 156)	(57)	-	-	-	-	20 018	-
040	Établissements de crédit	2 807 915	2 807 915	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
050	Autres entreprises financières	1 102 367	983 870	118 497	11 874	-	11 874	(24 078)	(13 864)	(10 214)	(10 577)	-	(10 577)	-	489 319	671
060	Entreprises non financières	7 581 597	6 966 632	614 965	206 049	3 574	202 475	(168 250)	(104 626)	(63 624)	(124 088)	(636)	(123 452)	-	4 537 013	35 878
070	Dont PME	7 195 508	6 628 634	566 874	183 542	3 574	179 968	(159 989)	(100 476)	(59 513)	(119 764)	(636)	(119 128)	-	4 430 754	32 093
080	Ménages	16 166 650	14 911 714	1 254 936	157 541	306	157 235	(86 904)	(22 154)	(64 750)	(98 192)	(18)	(98 174)	-	14 895 515	49 161
090	Titres de créance	2 006 313	1 816 432	-	-	-	-	(791)	(791)	-	-	-	-	-	-	-
100	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
110	Administrations publiques	754 053	754 053	-	-	-	-	(246)	(246)	-	-	-	-	-	-	-
120	Établissements de crédit	708 307	708 307	-	-	-	-	(416)	(416)	-	-	-	-	-	-	-
130	Autres entreprises financières	174 650	10 546	-	-	-	-	(8)	(8)	-	-	-	-	-	-	-
140	Entreprises non financières	369 303	343 526	-	-	-	-	(121)	(121)	-	-	-	-	-	-	-

31/12/2022

(en milliers d'euros)

31/12/2022		Valeur comptable brute / Montant nominal						Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions						Sorties partielles du bilan cumulées	Sûretés et garanties financières reçues	
		Expositions performantes			Expositions non performantes			Expositions performantes - Dépréciations cumulées et provisions			Expositions non performantes – Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions				Sur les expositions performantes	Sur les expositions non performantes
(en milliers d'euros)			Dont étape 1	Dont étape 2		Dont étape 2	Dont étape 3		Dont étape 1	Dont étape 2		Dont étape 2	Dont étape 3			
150	Expositions hors bilan	15 789 790	15 631 690	158 100	11 714	-	11 714	(44 415)	(27 879)	(16 536)	(6 225)	-	(6 225)	-	681 708	520
160	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
170	Administrations publiques	77 325	77 325	-	-	-	-	(90)	(90)	-	-	-	-	-	-	-
180	Établissements de crédit	11 475 188	11 475 188	-	2 155	-	2 155	-	-	-	-	-	-	-	-	-
190	Autres entreprises financières	323 861	293 518	30 343	-	-	-	(3 789)	(1 183)	(2 606)	-	-	-	-	37 626	-
200	Entreprises non financières	2 939 896	2 838 044	101 852	8 289	-	8 289	(36 218)	(23 979)	(12 239)	(5 577)	-	(5 577)	-	294 174	453
210	Ménages	973 520	947 615	25 905	1 270	-	1 270	(4 318)	(2 627)	(1 691)	(648)	-	(648)	-	349 908	67
220	Total	48 717 155	46 378 737	2 148 537	387 178	3 880	383 298	(326 651)	(171 470)	(155 181)	(239 082)	(654)	(238 428)	-	20 623 573	86 230

## MATURITÉ RÉSIDUELLE DES EXPOSITIONS (EU CR1-A)

31/12/2022		Valeur exposée au risque nette					
		À vue	<= 1 an	> 1 an <= 5 ans	> 5 ans	Aucune échéance déclarée	Total
(en milliers d'euros)							
1	Prêts et avances	-	4 295 028	10 899 072	14 125 016	77 563	29 396 679
2	Titres de créance	-	143 606	520 897	1 176 757	164 262	2 005 522
3	<b>Total</b>	-	<b>4 438 634</b>	<b>11 419 969</b>	<b>15 301 773</b>	<b>241 825</b>	<b>31 402 201</b>

## VARIATIONS DE L'ENCOURS DE PRÊTS ET AVANCES NON PERFORMANTS (EU CR2)

31/12/2022		Valeur comptable brute
(en milliers d'euros)		
010	<b>Stock initial de prêts et avances non performants</b>	358 780
020	Entrées dans les portefeuilles non performants	143 589
030	Sorties hors des portefeuilles non performants	(126 905)
040	Sorties dues à des sorties de bilan	
050	Sorties dues à d'autres situations	
060	<b>Stock final de prêts et avances non performants</b>	375 464

## VARIATIONS DE L'ENCOURS DE PRÊTS ET AVANCES NON PERFORMANTS ET DES RECOUVREMENTS NETS CUMULES CORRESPONDANTS (EU CR2A)

La Caisse Régionale du Languedoc n'est pas concernée par la publication du tableau CR2A « Variations de l'encours de prêts et avances non performants et des recouvrements nets cumules correspondants ».

## SÛRETÉS OBTENUES PAR PRISE DE POSSESSION ET PROCESSUS D'EXÉCUTION (EU CQ7)

31/12/2022		Sûretés obtenues par prise de possession	
		Valeur à la comptabilisation initiale	Variations négatives cumulées
(en milliers d'euros)			
010	Immobilisations corporelles (PP&E)	186	-
020	Autre que PP&E	-	-
030	Biens immobiliers résidentiels	-	-
040	Biens immobiliers commerciaux	-	-
050	Biens meubles (automobiles, navires, etc.)	-	-
060	Actions et titres de créance	-	-
070	Autres sûretés	-	-
080	<b>Total</b>	<b>186</b>	<b>-</b>

## INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES RELATIVES À LA QUALITÉ DE CRÉDIT DES ACTIFS (EU CRB)

### Risque de crédit

Depuis fin 2007, l'ACPR a autorisé le groupe Crédit Agricole à utiliser ses systèmes de notations internes pour le calcul des exigences de fonds propres réglementaires au titre du risque de crédit des portefeuilles Clientèle de détail et Grande clientèle pour l'essentiel de son périmètre. Les principales évolutions récentes concernant le plan de roll out du Groupe sont la validation en méthode IRB des portefeuilles "Entreprises" des Caisses Régionales du Crédit Agricole (CRCA) avec effet au 1er octobre 2014, ainsi que l'autorisation émise par la BCE en juillet 2021 d'utiliser les modèles de probabilité de défaut dédiés aux professionnels de l'immobilier et d'étendre l'utilisation des modèles de probabilité de défaut concernant les opérations de rachat à effet de levier (leverage buy-out ou LBO) aux CRCA.

Conformément à l'engagement de passage progressif du Groupe en méthode avancée défini avec le Superviseur (plan de roll out), les travaux sur le déploiement de l'approche IRB se poursuivent. Une actualisation du plan de roll out est adressée annuellement à l'autorité compétente. En outre, en application de l'article 150 du règlement délégué (UE) N° 575/2013 du 26 juin 2013 modifié relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, un dossier de demande d'autorisation pour le recours à l'utilisation partielle permanente (UPP) de l'approche standard sur certains périmètres du groupe Crédit Agricole a été transmis à la BCE en 2021.

### Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit

#### ■ Champ d'application

Conformément à IFRS 9, la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Languedoc comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ("Expected Credit Losses" ou "ECL") sur les encours suivants:

- les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;

- les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL.

#### ■ Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (Stages) :

- **1ère étape (Stage 1)** : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie...), la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Languedoc comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;
- **2ème étape (Stage 2)** : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Languedoc comptabilise les pertes attendues à maturité ;
- **3ème étape (Stage 3)** : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Languedoc comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en Stage 3 ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en Stage 2, puis en Stage 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

#### ○ Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Languedoc estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (Stage 3) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des Risques).

- La notion de perte de crédit attendue "ECL"

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

#### ■ Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêté (Point in Time) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macroéconomiques (Forward Looking), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (Through The Cycle) pour la probabilité de défaut et en bas de cycle (Downturn) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("Loss Given Default" ou "LGD").

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Languedoc ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé à minima à fréquence annuelle. Les données macro-économiques prospectives (Forward Looking) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

#### ■ Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (Stages).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'impose aux entités du Groupe ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du Forward Looking local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Stage 2 (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de Stage 1 à Stage 2 des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Pour mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, il est nécessaire de récupérer la notation interne et la PD (probabilité de défaut) à l'origine.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Languedoc devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en Stage 2.

Pour les encours (à l'exception des titres) pour lesquels des dispositifs de notation internes ont été construits (en particulier les expositions suivies en méthodes autorisées), le groupe Crédit Agricole considère que l'ensemble des informations intégrées dans les dispositifs de notation permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayé de plus de 30 jours.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois.

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base collective peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Languedoc utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en Stage 1 et dépréciées sur la base d'un ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés "Investment Grade", en date d'arrêt, seront classés en Stage 1 et provisionnés sur la base d'un ECL à 12 mois ;
- les titres notés "Non-Investment Grade" (NIG), en date d'arrêt, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en Stage 2 (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (Stage 3).

#### ■ Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Languedoc a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des

modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre "Facteurs de risque, les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par "modification de contrat", sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- Il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- Les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par "refinancement", sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (Stage 3).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de "créance restructurée" est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructurée" pendant une période a minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur comptable de la créance ;
- Et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt "restructuré", actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en "Produit Net Bancaire".

#### ■ Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en Stage 3 aura dû être constitué (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en "Produit net bancaire" pour les intérêts.

### **SÛRETÉS OBTENUES PAR PRISE DE POSSESSION ET PROCESSUS D'EXÉCUTION (EU CQ8)**

---

La Caisse Régionale du Languedoc n'est pas concernée par la publication du tableau CQ8 « Garantie obtenue par prise de possession et par processus d'exécution - ventilation par période ».

## **4.2.2 Expositions en approche standard**

### **EXIGENCES QUALITATIVES EN MATIÈRE DE PUBLICATION DES MODÈLES STANDARDISÉS (EU CRD)**

---

Les catégories d'expositions traitées en méthode standard sont classées suivant la nature de la contrepartie et le type de produit financier dans l'une des 17 catégories définies dans l'article 112 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 modifié. Les pondérations appliquées sur ces mêmes encours sont calculées conformément aux articles 114 à 134 dudit règlement.

Pour les catégories d'exposition "Administrations centrales et banques centrales" et "Établissements", le groupe Crédit Agricole a choisi en approche standard d'utiliser les évaluations de plusieurs agences de notation : S&P, Moody's, Fitch, Cerved et BdF.

Ainsi, lorsque l'évaluation de crédit de la contrepartie par l'agence de notation est connue, elle est utilisée pour déterminer la pondération applicable. S'agissant des contreparties des catégories d'exposition « Etablissements » ou « Entreprises » dont l'évaluation de crédit n'est pas connue, la pondération retenue est déterminée en tenant compte de l'évaluation de crédit de la juridiction de l'administration centrale dans laquelle est constituée cette contrepartie, conformément aux dispositions des articles 121 et 122 du règlement précité.

S'agissant des expositions sur instruments de dette du portefeuille bancaire, la règle retenue consiste à appliquer le taux de pondération de l'émetteur. Ce taux est déterminé selon les règles décrites dans le paragraphe précédent.

## APPROCHE STANDARD – EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT ET EFFETS DE L'ATTÉNUATION DU RISQUE DE CRÉDIT (ARC) AU 31 DÉCEMBRE 2022 (EU CR4)

31/12/2022		Expositions avant CCF et avant ARC		Expositions après CCF et après ARC		RWA et densité des RWA	
Catégories d'expositions		Expositions au bilan	Expositions hors bilan	Expositions au bilan	Expositions hors bilan	RWA	Densité des RWA (%)
(en milliers d'euros)							
1	Administrations centrales ou banques centrales	110 321	-	110 321	-	265 531	240,69%
2	Administrations régionales ou locales	-	-	-	-	-	0,00%
3	Entités du secteur public	20	-	20	-	-	0,00%
4	Banques multilatérales de développement	-	-	-	-	-	0,00%
5	Organisations internationales	-	-	-	-	-	0,00%
6	Établissements	32 975	639	32 975	639	129	0,38%
7	Entreprises	103 155	98 616	103 155	98 616	201 771	100,00%
8	Clientèle de détail	87 079	2 117	87 079	2 117	66 887	74,99%
9	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	-	-	-	-	-	0,00%
10	Expositions en défaut	220	-	220	-	331	150,00%
11	Expositions présentant un risque particulièrement élevé	14	-	14	-	21	1,5
12	Obligations garanties	-	-	-	-	-	0,00%
13	Établissements et entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme	-	-	-	-	-	0,00%
14	Organismes de placement collectif	89 130	-	89 130	-	38 672	43,39%
15	Actions	-	-	-	-	-	0,00%
16	Autres éléments	421 302	390	421 302	390	265 230	62,90%
17	<b>Total</b>	<b>844 217</b>	<b>101 762</b>	<b>844 217</b>	<b>101 762</b>	<b>838 571</b>	<b>88,65%</b>

## EXPOSITIONS PAR CLASSE D'ACTIFS ET PAR COEFFICIENT DE PONDÉRATION DES RISQUES (EU CR5)

31/12/2022		Pondération de risque														Total	Dont non notées
		0%	2%	4%	10%	20%	35%	50%	70%	75%	100%	150%	250%	370%	1250%		
Catégories d'expositions																	
(en milliers d'euros)																	
1	Administrations centrales ou banques centrales	4 109	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	106 212	-	-	-	110 321
2	Administrations régionales ou locales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3	Entités du secteur public	20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20
4	Banques multilatérales de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	Organisations internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6	Établissements	32 968	-	-	-	646	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	33 614
7	Entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	201 771	-	-	-	-	-	-	201 771
8	Expositions sur la clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	89 196	-	-	-	-	-	-	-	89 196
9	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10	Expositions en défaut	-	-	-	-	-	-	-	-	-	220	-	-	-	-	-	220
11	Expositions présentant un risque particulièrement élevé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14	-	-	-	-	-	14
12	Obligations garanties	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	Expositions sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14	Parts ou actions d'organismes de placement collectif	37 924	-	1	3 291	11 336	-	9 009	-	-	19 722	7 842	-	-	7	-	89 130
15	Expositions sous forme d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
16	Autres éléments	126 667	-	-	-	37 245	-	-	-	-	257 781	-	-	-	-	-	421 693
17	Total	201 688	-	1	3 291	49 226	-	9 009	-	89 196	479 274	8 076	106 212	-	7	-	945 979
																	934 164

Les expositions sur les classes d'actifs « Administrations centrales et banques centrales » et « Banques » (établissements) traitées en approche standard bénéficient majoritairement de l'application d'un coefficient de pondération de 0% fin 2022 comme à fin 2021. Cela reflète la qualité des activités réalisées avec ces types de contreparties.

### 4.2.3 Qualité des expositions en approche notations internes

#### PUBLICATION DES INFORMATIONS QUALITATIVES EXIGIBLES ASSOCIÉES À L'APPROCHE FONDÉE SUR LA NOTATION INTERNE (EU CRE)

---

Les encours de crédit sont classés suivant la nature de la contrepartie et le type de produit financier dans l'une des sept catégories d'expositions décrites ci-dessous, définies par l'article 147 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 modifié relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement :

- la catégorie d'exposition "Administrations centrales et banques centrales" regroupe outre les expositions sur les administrations et Banques centrales, les expositions sur certaines administrations régionales et locales ou sur les entités du secteur public qui sont traitées comme des administrations centrales ainsi que certaines banques multilatérales de développement et des organisations internationales ;
- la catégorie d'exposition "Établissements" correspond aux expositions sur les établissements de crédit et sur les entreprises d'investissement, y compris ceux reconnus de pays tiers. Cette catégorie inclut également certaines expositions sur des administrations régionales et locales, des entités du secteur public et des banques multilatérales de développement qui ne sont pas traitées comme des administrations centrales ;
- la catégorie d'exposition "Entreprises" distingue les grandes entreprises et les petites et moyennes entreprises dont le traitement prudentiel diffère ;
- la catégorie d'exposition "Clientèle de détail" distingue les prêts garantis par une sûreté immobilière aux particuliers et aux petites et moyennes entités, les crédits renouvelables, les autres crédits aux particuliers et aux petites et moyennes entités ;
- la catégorie d'exposition "Actions" correspond aux expositions qui confèrent des droits résiduels et subordonnés sur les actifs ou le revenu de l'émetteur, ou qui présentent une nature économique similaire ;
- la catégorie d'exposition "Titrisation" regroupe les expositions sur une opération ou un montage de titrisation, y compris celles résultant de contrats dérivés sur taux d'intérêt ou sur taux de change, indépendamment du rôle tenu par l'établissement qu'il soit originateur, sponsor ou investisseur ;
- la catégorie d'exposition "Actifs autres que des obligations de crédit" ne présente pas actuellement d'encours en méthode IRB.

Conformément aux règles prudentielles en vigueur, les emplois pondérés des expositions "Administrations centrales et banques centrales", "Établissements", "Entreprises" et "Clientèle de détail" sont obtenus par l'application d'une formule de calcul réglementaire, dont les principaux paramètres sont l'EAD, la PD, la LGD et la maturité associées à chaque exposition :

- pour les expositions sur la Grande clientèle (Administrations centrales et banques centrales, Établissements et Entreprises), la formule de calcul est donnée à l'article 153 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 modifié ;
- pour les expositions sur la Clientèle de détail, la formule de calcul est donnée à l'article 154 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013.

Les emplois pondérés des expositions "Actions" sont obtenus par l'application de pondérations forfaitaires à la valeur comptable de l'exposition. Ces pondérations, données à l'article 155 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 modifié, dépendent de la nature des actions concernées : 190 % pour les expositions de capital investissement dans le cadre d'un portefeuille diversifié, 290 % pour les expositions sur actions cotées et 370 % pour toute autre exposition "Actions" hors montants des participations dans des sociétés financières supérieures à 10 % rentrant dans le calcul de la franchise (pondération à 250 %).

Les emplois pondérés des expositions "Actifs autres que des obligations de crédit" sont calculés conformément à l'article 156 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 modifié. Les paramètres qui rentrent dans les

formules de calcul mentionnées ci-dessus sont estimés à partir des historiques de défaut et des données de pertes constitués en interne par le groupe Crédit Agricole. À noter que la définition du défaut retenue pour l'estimation de ces paramètres a une influence significative sur la valeur de ces derniers.

Les valeurs exposées au risque (EAD) correspondent au montant d'exposition sur une contrepartie au moment du défaut de cette dernière. Pour les éléments de bilan, l'exposition correspond aux montants d'exposition nets des provisions, pour les éléments couverts par l'approche standard du risque de crédit, et aux montants bruts, pour les éléments couverts par les notations internes. Dans le cas de limites et engagements par signature non utilisés par la contrepartie, une fraction du montant total d'engagement est prise en compte par application à ce dernier d'un facteur de conversion en risque de crédit (CCF). Le CCF est estimé selon une méthode interne validée par l'autorité de contrôle pour les portefeuilles de la Clientèle de détail. Le CCF interne est estimé sur la base des CCF observés en cas de défaut par lot d'expositions. Pour les autres portefeuilles, un montant forfaitaire de CCF de 20 %, 50 % ou 100 % est appliqué en fonction de la nature de l'engagement et de sa maturité.

Pour la Grande clientèle, la définition du défaut se situe au niveau du client. Par conséquent, elle respecte un principe de contagion : une exposition sur un client en défaut entraîne le classement en défaut de l'ensemble de ses encours au sein de l'entité responsable de l'unicité de la notation ("RUN") ainsi que de l'ensemble de ses encours au sein du groupe Crédit Agricole.

Pour la Clientèle de détail, suite au changement de la définition interne du défaut en lien avec les nouvelles orientations de l'EBA, la définition du défaut s'applique désormais également uniquement au niveau du débiteur. Les règles de contagion sont définies et précisément documentées par l'entité (compte joint, encours particuliers-professionnels, notion de groupe de risques...).

La pertinence des notations et la fiabilité des données utilisées sont garanties par un processus de validation initiale et de maintenance des modèles internes, qui repose sur une organisation structurée et documentée, appliquée à l'ensemble du Groupe et impliquant les entités, la Direction des Risques Groupe ainsi que la ligne métier Audit.

L'utilisation des modèles internes aux fins de calcul des ratios de solvabilité a permis de renforcer la gestion de ses risques par le groupe Crédit Agricole. En particulier, le développement des méthodes "notations internes" a conduit à une collecte systématique et fiabilisée des historiques de défauts et de pertes sur la majorité des entités du Groupe. La constitution de tels historiques de données permet aujourd'hui de quantifier le risque de crédit en associant à chaque grade de notation une probabilité de défaut (PD) moyenne et, pour les approches "notations internes avancées", une perte en cas de défaut (Loss Given Default, ou LGD).

En outre, les paramètres des modèles "notations internes" sont utilisés dans la définition, la mise en œuvre et le suivi des politiques risque et crédits des entités. Sur le périmètre de la Grande clientèle, le dispositif de notation unique dans le Groupe (outils et méthodes identiques, données partagées), mis en place depuis plusieurs années, a contribué au renforcement et à la normalisation des usages des notations et des paramètres de risque associés au sein des entités. L'unicité de la notation des clients de la catégorie Grande clientèle permet ainsi de disposer d'un référentiel commun sur lequel s'appuient les normes et procédures, les outils de pilotage, les politiques de provisionnement et de couverture des risques, ainsi que le dispositif d'alertes et de surveillance rapprochée. De par son rôle dans le suivi et le pilotage du risque dans les entités, la notation fait l'objet de contrôles qualité et d'une surveillance régulière à tous les niveaux du processus de notation.

Ainsi, les modèles internes de mesure des risques favorisent le développement de saines pratiques de gestion des risques par les entités du Groupe et améliorent l'efficacité du processus d'allocation des fonds propres en permettant une mesure plus fine de la consommation de ceux-ci par ligne de métier et par entité.

Conformément aux procédures internes de validation des modèles, l'ensemble des modèles internes utilisés dans le groupe Crédit Agricole pour le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de crédit fait l'objet d'une présentation au Comité des Normes et Modèles (CNM) pour approbation, après une revue indépendante menée par la fonction de Validation interne du Groupe. Ce processus de validation interne précède la demande d'autorisation formulée auprès de la BCE en vue d'une validation formelle par cette dernière.

Après validation, les systèmes internes de notation et de calcul des paramètres de risque font l'objet de contrôles permanents et périodiques au sein de chaque entité du Groupe.

En application de l'article 189 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 modifié, une synthèse annuelle du fonctionnement du système de notation est présentée aux organes de direction (Comité des Risques de Crédit Agricole S.A. et Comité des Risques Groupe). Cette présentation intègre les conclusions générales des processus de revue indépendante et de validation des modèles internes.

Voir Méthodologies et systèmes de mesure des risques au Chapitre Approche de l'établissement en matière de gestion des risques (EU OVA)

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE  
FONDATION (EU CR6) - ADMINISTRATIONS CENTRALES ET BANQUES CENTRALES**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à <0,15	766 627	30 361	63,43%	1 168 005	0,00%	-	45,00%	2.5	24 917	2,13%	20	(256)
	0,00 à <0,10	766 627	30 361	63,43%	1 168 005	0,00%	-	45,00%	2.5	24 917	2,13%	20	(256)
	0,10 à <0,15	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,15 à <0,25	2 882	3 716	75,00%	5 669	0,16%	-	45,00%	2.5	2 332	41,13%	4	(6)
	0,25 à <0,50	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,75 à <2,50	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,75 à <1,75	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	1,75 à <2,5	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	2,50 à <10,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	2,5 à <5	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	5 à <10	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	10,00 à <100,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	10 à <20	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	20 à <30	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
Sous-total (catégorie d'expositions)		769 509	34 076	64,69%	1 173 674	0,01%	-	45,00%	2.5	27 249	2,32%	24	(262)

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE  
FONDATION (EU CR6) - ETABLISSEMENTS**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Etablissements	0,00 à <0,15	6 570 765	65 890	51,44%	6 883 502	0,03%	-	16,78%	2.5	511 221	7,43%	479	(1 489)
	0,00 à <0,10	6 543 503	65 890	51,44%	6 856 240	0,03%	-	16,67%	2.5	498 996	7,28%	465	(1 475)
	0,10 à <0,15	27 262	-	0,00%	27 262	0,11%	-	45,00%	2.5	12 225	44,84%	13	(15)
	0,15 à <0,25	151 417	11 286	75,00%	198 752	0,16%	-	45,00%	2.5	82 276	41,40%	145	(327)
	0,25 à <0,50	88 444	812	63,71%	92 005	0,30%	-	45,00%	2.5	62 117	67,52%	125	(541)
	0,50 à <0,75	16 805	-	0,00%	16 805	0,60%	-	45,00%	2.5	13 441	79,98%	45	(50)
	0,75 à <2,50	2 036	3 750	100,00%	5 786	1,02%	-	45,00%	2.5	5 616	97,07%	27	(62)
	0,75 à <1,75	2 036	3 750	100,00%	5 786	1,02%	-	45,00%	2.5	5 616	97,07%	27	(62)
	1,75 à <2,5	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	2,50 à <10,00	183	-	0,00%	183	3,00%	-	45,00%	2.5	249	136,14%	2	-
	2,5 à <5	183	-	0,00%	183	3,00%	-	45,00%	2.5	249	136,14%	2	-
	5 à <10	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	10,00 à <100,00	5 352	220	25,44%	5 408	20,01%	-	45,00%	2.5	15 485	286,34%	487	(6)
	10 à <20	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	20 à <30	5 352	220	25,44%	5 408	20,01%	-	45,00%	2.5	15 485	286,34%	487	(6)
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
Sous-total (catégorie d'expositions)		6 835 002	81 958	56,95%	7 202 441	0,06%	-	18,03%	2.5	690 406	9,59%	1 310	(2 476)

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE  
FONDATION (EU CR6) - ENTREPRISES - AUTRES**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Entreprises - Autres	0,00 à <0,15	838 759	963 074	60,00%	1 398 366	0,06%	-	44,86%	2.5	312 350	22,34%	373	(1 633)
	0,00 à <0,10	563 842	735 544	63,34%	1 038 714	0,04%	-	44,95%	2.5	185 640	17,87%	179	(571)
	0,10 à <0,15	274 918	227 530	49,21%	359 653	0,12%	-	44,60%	2.5	126 709	35,23%	194	(1 062)
	0,15 à <0,25	37 379	152	75,00%	37 493	0,16%	-	45,00%	2.5	15 422	41,13%	27	(56)
	0,25 à <0,50	904 896	416 238	61,35%	1 020 942	0,35%	-	44,08%	2.5	619 233	60,65%	1 559	(10 365)
	0,50 à <0,75	35 115	10 000	70,49%	42 164	0,60%	-	44,82%	2.5	33 956	80,53%	113	(268)
	0,75 à <2,50	690 336	262 770	66,44%	707 287	1,04%	-	43,78%	2.5	675 722	95,54%	3 238	(14 324)
	0,75 à <1,75	670 107	246 933	64,98%	673 402	1,00%	-	43,73%	2.5	634 988	94,30%	2 945	(14 113)
	1,75 à <2,5	20 229	15 837	89,24%	33 885	1,93%	-	44,92%	2.5	40 734	120,21%	293	(211)
	2,50 à <10,00	308 469	116 024	51,92%	306 904	4,01%	-	44,30%	2.5	445 232	145,07%	5 451	(19 421)
	2,5 à <5	257 880	72 140	58,11%	268 560	3,38%	-	44,33%	2.5	373 251	138,98%	4 032	(14 572)
	5 à <10	50 588	43 884	41,73%	38 344	8,40%	-	44,08%	2.5	71 981	187,73%	1 419	(4 849)
	10,00 à <100,00	7 435	1 206	32,53%	6 089	20,89%	-	44,53%	2.5	15 378	2.5255	566	(245)
	10 à <20	1 241	-	0,00%	7	15,01%	-	45,02%	2.5	15	234,76%	-	(61)
	20 à <30	6 194	1 206	32,53%	6 083	20,90%	-	44,53%	2.5	15 363	2.5257	566	(184)
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	100,00 (défaut)	51 687	306	56,61%	48 605	100,00%	-	44,88%	2.5	-	0,00%	21 814	(16 126)
Sous-total (catégorie d'expositions)		2 874 076	1 769 770	60,79%	3 567 851	2,08%	-	44,38%	2.5	2 117 293	59,34%	33 142	(62 437)

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE  
FONDATION (EU CR6) - ENTREPRISES- FINANCEMENT SPÉCIALISÉ**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Entreprises - financement spécialisé	0,00 à <0,15	29 464	-	0,00%	29 464	0,06%	-	45,00%	2.5	6 846	23,24%	8	(9)
	0,00 à <0,10	29 464	-	0,00%	29 464	0,06%	-	45,00%	2.5	6 846	23,24%	8	(9)
	0,10 à <0,15	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,15 à <0,25	81 185	6 615	77,63%	86 320	0,16%	-	44,17%	2.5	34 853	40,38%	61	(462)
	0,25 à <0,50	231 375	43 158	75,11%	263 790	0,31%	-	44,34%	2.5	151 521	57,44%	357	(1 830)
	0,50 à <0,75	151 514	57 380	61,45%	186 777	0,60%	-	43,63%	2.5	144 848	77,55%	489	(1 621)
	0,75 à <2,50	93 691	4 385	75,00%	96 979	0,86%	-	43,10%	2.5	85 300	87,96%	361	(797)
	0,75 à <1,75	93 691	4 385	75,00%	96 979	0,86%	-	43,10%	2.5	85 300	87,96%	361	(797)
	1,75 à <2,5	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	2,50 à <10,00	1 010	14	74,97%	1 021	3,00%	-	37,01%	2.5	1 143	111,99%	11	(1)
	2,5 à <5	1 010	14	74,97%	1 021	3,00%	-	37,01%	2.5	1 143	111,99%	11	(1)
	5 à <10	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	10,00 à <100,00	1 651	-	0,00%	1 651	20,00%	-	45,00%	2.5	4 168	252,53%	149	(66)
	10 à <20	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	20 à <30	1 651	-	0,00%	1 651	20,00%	-	45,00%	2.5	4 168	252,53%	149	(66)
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
Sous-total (catégorie d'expositions)		589 889	111 553	68,23%	666 001	0,49%	-	43,96%	2.5	428 679	64,37%	1 436	(4 787)

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE  
FONDATION (EU CR6) - ENTREPRISES - PETITES OU MOYENNES ENTREPRISES**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Entreprises - Petites ou moyennes entreprises	0,00 à <0,15	113 880	79 911	45,10%	144 170	0,10%	-	44,00%	2.5	29 931	20,76%	65	(877)
	0,00 à <0,10	20 490	41 913	34,00%	34 739	0,05%	-	45,00%	2.5	5 437	15,65%	7	(112)
	0,10 à <0,15	93 390	37 998	57,34%	109 432	0,12%	-	43,68%	2.5	24 494	22,38%	58	(766)
	0,15 à <0,25	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,25 à <0,50	462 856	330 951	50,79%	573 053	0,40%	-	43,18%	2.5	245 813	42,90%	987	(6 575)
	0,50 à <0,75	5 604	188	75,00%	5 745	0,60%	-	42,03%	2.5	2 993	52,11%	14	(11)
	0,75 à <2,50	1 007 007	311 333	63,07%	1 065 659	1,09%	-	43,00%	2.5	688 450	64,60%	4 987	(29 227)
	0,75 à <1,75	1 007 007	311 333	63,07%	1 065 659	1,09%	-	43,00%	2.5	688 450	64,60%	4 987	(29 227)
	1,75 à <2,5	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	2,50 à <10,00	455 467	127 029	75,80%	457 765	3,78%	-	43,20%	2.5	421 790	92,14%	7 459	(23 978)
	2,5 à <5	417 506	103 387	74,94%	413 643	3,31%	-	43,26%	2.5	372 113	89,96%	5 910	(22 412)
	5 à <10	37 961	23 643	79,57%	44 123	8,23%	-	42,70%	2.5	49 677	112,59%	1 549	(1 566)
	10,00 à <100,00	55 582	23 978	75,49%	57 245	17,23%	-	43,89%	2.5	91 626	160,06%	4 317	(7 988)
	10 à <20	30 349	16 626	82,99%	37 349	14,97%	-	44,48%	2.5	58 202	155,83%	2 488	(3 577)
	20 à <30	25 233	7 352	58,52%	19 896	21,46%	-	42,77%	2.5	33 424	167,99%	1 830	(4 411)
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	100,00 (défaut)	64 323	6 893	93,03%	61 599	100,00%	-	44,30%	2.5	-	0,00%	27 289	(52 751)
Sous-total (catégorie d'expositions)		2 164 720	880 284	59,23%	2 365 236	4,35%	-	43,20%	2.5	1 480 603	62,60%	45 118	(121 406)
Total (toutes catégories d'expositions)		13 233 196	2 877 641	60,54%	14 975 203		-		2.5	4 744 230	31,68%	81 030	(191 368)

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - ADMINISTRATIONS CENTRALES ET BANQUES CENTRALES**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à <0,15	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,00 à <0,10	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,10 à <0,15	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,15 à <0,25	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,25 à <0,50	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,75 à <2,50	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,75 à <1,75	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	1,75 à <2,5	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	2,50 à <10,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	2,5 à <5	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	5 à <10	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	10,00 à <100,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	10 à <20	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	20 à <30	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
Sous-total (catégorie d'expositions)		-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - ETABLISSEMENTS**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Etablissements	0,00 à <0,15	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,00 à <0,10	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,10 à <0,15	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,15 à <0,25	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,25 à <0,50	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,75 à <2,50	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,75 à <1,75	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	1,75 à <2,5	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	2,50 à <10,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	2,5 à <5	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	5 à <10	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	10,00 à <100,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	10 à <20	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	20 à <30	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
Sous-total (catégorie d'expositions)		-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - ENTREPRISES - AUTRES**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Entreprises - Autres	0,00 à <0,15	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,00 à <0,10	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,10 à <0,15	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,15 à <0,25	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,25 à <0,50	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,75 à <2,50	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,75 à <1,75	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	1,75 à <2,5	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	2,50 à <10,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	2,5 à <5	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	5 à <10	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	10,00 à <100,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	10 à <20	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	20 à <30	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
Sous-total (catégorie d'expositions)		-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - ENTREPRISES- FINANCEMENT SPÉCIALISÉ**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Entreprises - financement spécialisé	0,00 à <0,15	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,00 à <0,10	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,10 à <0,15	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,15 à <0,25	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,25 à <0,50	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,75 à <2,50	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,75 à <1,75	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	1,75 à <2,5	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	2,50 à <10,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	2,5 à <5	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	5 à <10	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	10,00 à <100,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	10 à <20	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	20 à <30	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
Sous-total (catégorie d'expositions)		-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - ENTREPRISES - PETITES OU MOYENNES ENTREPRISES**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Entreprises - Petites ou moyennes entreprises	0,00 à <0,15	130 992	5 980	75,00%	135 476	0,13%	-	44,09%	2.5	33 938	25,05%	78	(206)
	0,00 à <0,10	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,10 à <0,15	130 992	5 980	75,00%	135 476	0,13%	-	44,09%	2.5	33 938	25,05%	78	(206)
	0,15 à <0,25	164 697	4 948	75,00%	168 408	0,22%	-	44,58%	2.5	57 076	33,89%	165	(546)
	0,25 à <0,50	137 535	4 541	75,00%	140 941	0,40%	-	44,23%	2.5	63 225	44,86%	248	(1 077)
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,75 à <2,50	241 142	19 585	75,00%	255 846	1,16%	-	44,27%	2.5	180 750	70,65%	1 317	(7 292)
	0,75 à <1,75	225 628	18 731	75,00%	239 692	1,10%	-	44,30%	2.5	166 770	69,58%	1 168	(7 001)
	1,75 à <2,5	15 514	854	75,00%	16 154	2,11%	-	43,79%	2.5	13 979	86,54%	149	(291)
	2,50 à <10,00	97 869	5 718	75,00%	102 216	4,91%	-	44,49%	2.5	109 567	1.07191	2 225	(8 554)
	2,5 à <5	72 288	4 448	75,00%	75 653	3,80%	-	44,66%	2.5	75 824	1.00225	1 284	(4 557)
	5 à <10	25 581	1 270	75,00%	26 563	8,07%	-	44,01%	2.5	33 743	1.2703	941	(3 997)
	10,00 à <100,00	18 798	487	75,00%	19 173	18,98%	-	45,00%	2.5	32 657	170,33%	1 638	(2 081)
	10 à <20	17 767	398	75,00%	18 076	16,49%	-	45,00%	2.5	30 817	170,49%	1 342	(2 080)
	20 à <30	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	30,00 à <100,00	1 031	88	75,00%	1 097	60,00%	-	45,00%	2.5	1 841	167,75%	296	-
	100,00 (défaut)	9 133	17	75,04%	9 146	100,00%	-	45,00%	2.5	2 315	25,31%	4 116	(8 881)
Sous-total (catégorie d'expositions)		800 166	41 276	75,00%	831 207	2,63%	-	44,35%	2.5	479 527	57,69%	9 786	(28 636)

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - EXPOSITIONS RENOUVELABLES**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Expositions renouvelables	0,00 à <0,15	7 798	199 050	206,30%	418 434	0,06%	-	29,24%	1,00	4 962	1,19%	73	(66)
	0,00 à <0,10	3 126	143 326	203,53%	294 847	0,04%	-	29,24%	1,00	2 399	0,81%	32	(23)
	0,10 à <0,15	4 672	55 724	213,40%	123 588	0,11%	-	29,23%	1,00	2 563	2,07%	41	(44)
	0,15 à <0,25	4 878	31 082	221,00%	73 570	0,22%	-	29,12%	1,00	2 604	3,54%	46	(73)
	0,25 à <0,50	4 156	19 542	227,29%	48 575	0,40%	-	29,03%	1,00	2 790	5,74%	56	(92)
	0,50 à <0,75	3 886	9 134	244,62%	26 229	0,73%	-	28,57%	1,00	2 405	9,17%	55	(49)
	0,75 à <2,50	8 652	16 387	263,95%	51 910	1,51%	-	28,82%	1,00	8 304	16,00%	226	(347)
	0,75 à <1,75	8 365	15 534	265,92%	49 676	1,49%	-	28,81%	1,00	7 850	15,80%	213	(279)
	1,75 à <2,5	288	854	228,09%	2 235	2,04%	-	29,15%	1,00	454	20,32%	13	(67)
	2,50 à <10,00	7 400	7 703	360,70%	35 190	5,35%	-	29,11%	1,00	13 678	38,87%	549	(633)
	2,5 à <5	5 257	5 736	346,42%	25 128	4,23%	-	29,06%	1,00	8 491	33,79%	309	(325)
	5 à <10	2 143	1 968	402,33%	10 062	8,15%	-	29,24%	1,00	5 187	51,55%	240	(309)
	10,00 à <100,00	1 473	1 113	416,06%	6 113	18,17%	-	29,35%	1,00	4 660	76,23%	328	(368)
	10 à <20	1 252	936	430,83%	5 290	15,63%	-	29,33%	1,00	3 884	73,41%	242	(286)
	20 à <30	100	53	454,04%	344	29,05%	-	28,49%	1,00	309	89,99%	28	(14)
	30,00 à <100,00	120	124	288,28%	479	38,44%	-	30,23%	1,00	467	97,42%	57	(68)
	100,00 (défaut)	470	650	0,01%	470	100,00%	-	36,56%	1,00	86	18,39%	172	(286)
Sous-total (catégorie d'expositions)		38 713	284 662	218,42%	660 492	0,76%	-	29,15%	1,00	39 489	5,98%	1 504	(1 914)

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - AUTRES EXPOSITIONS SUR LA CLIENTÈLE DE DÉTAIL - NON - PME**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Autres expositions sur la clientèle de détail - non - PME	0,00 à <0,15	1 342 283	54 954	125,94%	1 411 895	0,07%	-	18,95%	1,00	53 025	3,76%	190	(661)
	0,00 à <0,10	807 786	31 144	131,84%	848 999	0,04%	-	18,18%	1,00	20 082	2,37%	61	(219)
	0,10 à <0,15	534 498	23 810	118,22%	562 896	0,11%	-	20,11%	1,00	32 943	5,85%	129	(442)
	0,15 à <0,25	408 927	21 411	111,45%	433 101	0,22%	-	21,60%	1,00	42 882	9,90%	204	(969)
	0,25 à <0,50	249 530	12 255	108,14%	263 103	0,40%	-	22,01%	1,00	38 833	14,76%	229	(771)
	0,50 à <0,75	97 840	3 835	112,50%	102 487	0,73%	-	24,29%	1,00	23 401	22,83%	182	(401)
	0,75 à <2,50	212 596	6 951	109,31%	221 350	1,41%	-	22,35%	1,00	60 507	27,34%	710	(3 547)
	0,75 à <1,75	202 394	6 842	109,13%	210 995	1,37%	-	22,42%	1,00	57 521	27,26%	666	(3 122)
	1,75 à <2,5	10 202	109	120,30%	10 355	2,04%	-	20,83%	1,00	2 986	28,83%	44	(426)
	2,50 à <10,00	97 373	2 306	109,07%	102 982	5,09%	-	23,67%	1,00	38 682	37,56%	1 256	(4 772)
	2,5 à <5	71 693	1 872	109,22%	75 575	4,07%	-	23,43%	1,00	27 399	36,26%	725	(2 755)
	5 à <10	25 680	434	108,43%	27 408	7,91%	-	24,32%	1,00	11 283	41,17%	531	(2 017)
	10,00 à <100,00	15 323	326	108,60%	19 972	21,28%	-	27,84%	1,00	12 920	64,69%	1 249	(2 141)
	10 à <20	12 364	44	162,69%	14 296	15,99%	-	26,51%	1,00	8 173	57,17%	604	(1 800)
	20 à <30	1 756	21	101,46%	4 122	29,05%	-	29,40%	1,00	3 283	79,65%	352	(193)
	30,00 à <100,00	1 202	261	100,00%	1 554	49,31%	-	35,98%	1,00	1 463	94,18%	293	(148)
	100,00 (défaut)	34 651	39	0,00%	34 651	100,00%	-	63,58%	1,00	8 150	23,52%	22 032	(25 522)
Sous-total (catégorie d'expositions)		2 458 523	102 078	118,64%	2 589 540	1,97%	-	21,06%	1,00	278 399	10,75%	26 052	(38 785)

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - AUTRES EXPOSITIONS SUR LA CLIENTÈLE DE DÉTAIL – PME**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Autres expositions sur la clientèle de détail - PME	0,00 à <0,15	301 543	52 509	143,79%	377 069	0,13%	-	26,10%	1,00	24 038	6,38%	128	(558)
	0,00 à <0,10	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,10 à <0,15	301 543	52 509	143,79%	377 069	0,13%	-	26,10%	1,00	24 038	6,38%	128	(558)
	0,15 à <0,25	460 770	86 048	167,41%	604 945	0,20%	-	22,52%	1,00	46 577	7,70%	288	(1 484)
	0,25 à <0,50	531 337	86 570	167,52%	677 081	0,38%	-	22,43%	1,00	76 316	11,27%	587	(3 395)
	0,50 à <0,75	1	114	225,66%	258	0,72%	-	30,01%	1,00	55	21,34%	1	(1)
	0,75 à <2,50	558 358	100 323	152,65%	714 874	1,19%	-	27,71%	1,00	168 121	23,52%	2 264	(15 361)
	0,75 à <1,75	486 270	87 345	143,76%	613 780	1,05%	-	30,25%	1,00	155 040	25,26%	2 011	(13 208)
	1,75 à <2,5	72 088	12 978	212,46%	101 094	2,04%	-	12,26%	1,00	13 081	12,94%	253	(2 153)
	2,50 à <10,00	284 573	44 032	163,33%	364 554	5,32%	-	29,80%	1,00	131 963	36,20%	5 803	(28 174)
	2,5 à <5	170 088	26 090	145,21%	209 793	3,80%	-	33,01%	1,00	81 061	38,64%	2 632	(13 062)
	5 à <10	114 485	17 942	189,69%	154 761	7,37%	-	25,44%	1,00	50 902	32,89%	3 171	(15 113)
	10,00 à <100,00	65 196	6 146	183,63%	88 522	18,99%	-	26,21%	1,00	41 021	46,34%	4 839	(11 621)
	10 à <20	58 751	5 676	189,15%	76 672	15,93%	-	25,20%	1,00	32 764	42,73%	3 316	(10 077)
	20 à <30	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	30,00 à <100,00	6 445	470	117,02%	11 850	38,74%	-	32,75%	1,00	8 257	69,68%	1 523	(1 544)
	100,00 (défaut)	92 497	3 119	1,66%	92 549	100,00%	-	72,71%	1,00	23 662	25,57%	67 294	(67 090)
Sous-total (catégorie d'expositions)		2 294 276	378 861	158,70%	2 919 851	4,85%	-	26,84%	1,00	511 753	17,53%	81 204	(127 684)

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - CLIENTÈLE DE DÉTAIL - EXPOSITIONS GARANTIES PAR DES BIENS IMMOBILIERS DES PME**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Clientèle de détail - Expositions garanties par des biens immobiliers des PME	0,00 à <0,15	136 872	8 105	100,00%	144 977	0,13%	-	22,62%	1,00	7 751	5,35%	43	(269)
	0,00 à <0,10	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,10 à <0,15	136 872	8 105	100,00%	144 977	0,13%	-	22,62%	1,00	7 751	5,35%	43	(269)
	0,15 à <0,25	218 344	8 032	100,00%	226 377	0,22%	-	25,73%	1,00	20 242	8,94%	127	(422)
	0,25 à <0,50	278 251	13 432	100,00%	291 684	0,39%	-	26,21%	1,00	41 047	14,07%	302	(1 672)
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,75 à <2,50	369 377	38 095	100,00%	407 473	1,15%	-	28,02%	1,00	123 350	30,27%	1 279	(6 704)
	0,75 à <1,75	335 363	37 000	100,00%	372 363	1,07%	-	29,20%	1,00	114 569	30,77%	1 168	(5 966)
	1,75 à <2,5	34 014	1 095	100,00%	35 110	2,04%	-	15,52%	1,00	8 781	25,01%	111	(738)
	2,50 à <10,00	196 275	25 596	100,00%	221 871	5,30%	-	29,03%	1,00	173 793	78,33%	3 457	(16 397)
	2,5 à <5	118 872	19 505	100,00%	138 376	3,80%	-	29,81%	1,00	95 562	69,06%	1 568	(8 220)
	5 à <10	77 403	6 092	100,00%	83 495	7,79%	-	27,73%	1,00	78 231	93,70%	1 889	(8 177)
	10,00 à <100,00	31 774	3 498	100,00%	35 272	17,78%	-	25,61%	1,00	39 389	111,67%	1 698	(4 767)
	10 à <20	29 392	3 451	100,00%	32 843	16,08%	-	25,51%	1,00	36 531	111,23%	1 417	(4 403)
	20 à <30	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	30,00 à <100,00	2 382	48	100,00%	2 429	40,66%	-	27,03%	1,00	2 858	117,65%	280	(364)
	100,00 (défaut)	11 457	1	0,00%	11 457	100,00%	-	71,38%	1,00	2 536	22,14%	8 177	(7 191)
Sous-total (catégorie d'expositions)		1 242 349	96 760	100,00%	1 339 111	2,69%	-	27,13%	1,00	408 107	30,48%	15 083	(37 423)

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - GARANTIES PAR DES BIENS IMMOBILIERS N'APPARTENANT PAS À DES PME**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Garantie par des biens immobiliers n'appartenant pas à des PME	0,00 à <0,15	8 058 458	263 506	100,00%	8 321 966	0,07%	-	14,99%	1,00	226 320	2,72%	842	(2 517)
	0,00 à <0,10	4 997 455	152 037	100,00%	5 149 494	0,04%	-	14,55%	1,00	87 721	1,70%	281	(708)
	0,10 à <0,15	3 061 002	111 468	100,00%	3 172 472	0,11%	-	15,71%	1,00	138 599	4,37%	561	(1 808)
	0,15 à <0,25	1 665 677	81 363	100,00%	1 747 041	0,22%	-	16,55%	1,00	132 564	7,59%	633	(2 583)
	0,25 à <0,50	1 146 835	55 257	100,00%	1 202 093	0,40%	-	16,74%	1,00	142 350	11,84%	799	(3 622)
	0,50 à <0,75	466 812	22 122	100,00%	488 934	0,73%	-	17,89%	1,00	94 786	19,39%	639	(3 376)
	0,75 à <2,50	987 426	38 689	100,00%	1 026 116	1,39%	-	17,27%	1,00	292 918	28,55%	2 494	(15 889)
	0,75 à <1,75	956 451	38 127	100,00%	994 579	1,37%	-	17,31%	1,00	282 126	28,37%	2 390	(14 490)
	1,75 à <2,5	30 974	562	100,00%	31 536	2,04%	-	16,19%	1,00	10 793	34,22%	104	(1 399)
	2,50 à <10,00	470 415	25 732	100,00%	496 148	5,15%	-	18,18%	1,00	317 283	63,95%	4 722	(23 004)
	2,5 à <5	339 719	19 817	100,00%	359 536	4,03%	-	17,83%	1,00	201 496	56,04%	2 593	(13 046)
	5 à <10	130 697	5 915	100,00%	136 612	8,09%	-	19,11%	1,00	115 787	84,76%	2 129	(9 958)
	10,00 à <100,00	78 561	3 019	100,00%	81 581	19,73%	-	20,44%	1,00	94 509	115,85%	3 532	(8 132)
	10 à <20	66 351	2 333	100,00%	68 685	16,22%	-	19,80%	1,00	77 331	112,59%	2 213	(6 635)
	20 à <30	4 282	446	100,00%	4 729	29,05%	-	21,15%	1,00	6 245	132,07%	290	(546)
	30,00 à <100,00	7 928	240	100,00%	8 167	43,89%	-	25,44%	1,00	10 933	133,87%	1 028	(950)
	100,00 (défaut)	105 481	63	82,16%	105 482	100,00%	-	44,43%	1,00	23 615	22,39%	46 861	(58 228)
Sous-total (catégorie d'expositions)		12 979 665	489 749	100,00%	13 469 360	1,33%	-	16,01%	1,00	1 324 346	9,83%	60 521	(117 350)
<b>Total (toutes catégories d'expositions)</b>		<b>19 813 692</b>	<b>1 393 385</b>	<b>140,78%</b>	<b>21 809 561</b>		-		<b>1,06</b>	<b>3 041 621</b>	<b>13,95%</b>	<b>194 150</b>	<b>(351 793)</b>

**PÉRIMÈTRE D'UTILISATION DE L'APPROCHE STANDARD ET DE L'APPROCHE NI (APPROCHE FONDÉE SUR LA NOTATION INTERNE) (EU CR6-A)**

		Valeur exposée au risque au sens de l'article 166 du CRR pour les expositions en approche NI	Valeur exposée au risque totale des expositions en approche standard et en approche NI	Pourcentage de la valeur exposée au risque totale faisant l'objet de l'utilisation partielle permanente de SA (%)	Pourcentage de la valeur exposée au risque totale faisant l'objet de l'approche NI (%)	Pourcentage de la valeur exposée au risque totale faisant l'objet d'un plan de déploiement (%)
1	Administrations centrales ou banques centrales	791 553	903 305	4,11%	93,35%	2,54%
1.1	<i>Dont Administrations régionales ou locales</i>		35 392	6,22%	93,78%	0,00%
1.2	<i>Dont Entités du secteur public</i>		547 576	1,53%	94,69%	3,78%
2	Établissements	6 881 680	6 940 797	0,71%	99,19%	0,10%
3	Entreprises	8 133 177	9 433 567	2,84%	40,95%	56,22%
3.1	<i>Dont Entreprises — financement spécialisé, à l'exclusion de l'approche de référencement</i>		701 442	0,00%	98,21%	1,79%
3.2	<i>Dont Entreprises — financement spécialisé dans le cadre de l'approche de référencement</i>		-	0,00%	0,00%	0,00%
	<i>Dont PME</i>		3 886 555	0,00%	39,23%	60,77%
4	Clientèle de détail	20 978 354	20 454 988	0,42%	99,58%	0,00%
4.1	<i>dont Clientèle de détail — garanties par des biens immobiliers PME</i>		1 339 109	0,00%	100,00%	0,00%
4.2	<i>dont Clientèle de détail — garanties par des biens immobiliers non-PME</i>		13 469 415	0,00%	100,00%	0,00%

		Valeur exposée au risque au sens de l'article 166 du CRR pour les expositions en approche NI	Valeur exposée au risque totale des expositions en approche standard et en approche NI	Pourcentage de la valeur exposée au risque totale faisant l'objet de l'utilisation partielle permanente de SA (%)	Pourcentage de la valeur exposée au risque totale faisant l'objet de l'approche NI (%)	Pourcentage de la valeur exposée au risque totale faisant l'objet d'un plan de déploiement (%)
4.3	<i>dont Clientèle de détail — expositions renouvelables éligibles</i>		323 375	0,00%	100,00%	0,00%
4.4	<i>dont Clientèle de détail — autres PME</i>		2 673 347	0,01%	99,99%	0,00%
4.5	<i>dont Clientèle de détail — autres non- PME</i>		2 649 742	3,32%	96,67%	0,01%
5	Actions	-	778 224	0,01%	100,00%	0,00%
6	Autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit	-	420 058	100,00%	0,00%	0,00%
7	<b>Total</b>	<b>36 784 764</b>	<b>38 930 940</b>	<b>1,08%</b>	<b>86,94%</b>	<b>11,97%</b>

#### 4.2.4 Utilisation des dérivés de crédit en couverture

##### EFFET DES DÉRIVÉS DE CRÉDIT SUR LES ACTIFS PONDÉRÉS DES RISQUES (EU CR7)

31/12/2022

		Montant d'exposition pondéré avant dérivés de crédit	Montant d'exposition pondéré réel
(en milliers d'euros)			
1	<b>Expositions faisant l'objet de l'approche NI simple</b>	<b>4 744 230</b>	<b>4 744 230</b>
2	Administrations centrales et banques centrales	27 249	27 249
3	Établissements	690 406	690 406
4	Entreprises	4 026 575	4 026 575
4.1	dont Entreprises - PME	1 480 603	1 480 603
4.2	dont Entreprises - Financement spécialisé	428 679	428 679
5	<b>Expositions faisant l'objet de l'approche NI avancée</b>	<b>3 041 621</b>	<b>3 041 621</b>
6	Administrations centrales et banques centrales	-	-
7	Établissements	-	-
8	Entreprises	479 527	479 527
8.1	dont Entreprises - PME	479 527	479 527
8.2	dont Entreprises - Financement spécialisé	-	-
9	Clientèle de détail	2 562 094	2 562 094
9.1	dont Clientèle de détail - PME - Garanties par une sûreté immobilière	408 107	408 107
9.2	dont Clientèle de détail - non-PME - Garanties par une sûreté immobilière	1 324 346	1 324 346
9.3	dont Clientèle de détail — expositions renouvelables éligibles	39 489	39 489
9.4	dont Clientèle de détail — PME — Autres	511 753	511 753
9.5	dont Clientèle de détail — non-PME — Autres	278 399	278 399
10	<b>TOTAL (incluant expositions approches NI simple et avancée)</b>	<b>7 785 851</b>	<b>7 785 851</b>

Au 31 décembre 2022, la Caisse Régionale ne détient pas de dérivés de crédit. La charte de gestion financière de la Caisse Régionale exclut ce type de produit.

# APPROCHE FONDÉE SUR LA NOTATION INTERNE (IRB-A) – INFORMATIONS SUR LE DEGRÉ D'UTILISATION DES TECHNIQUES D'ATTÉNUATION DU RISQUE DE CRÉDIT (ARC) (EU CR7-A)

31/12/2022	Total des expositions	Techniques d'atténuation du risque de crédit											Techniques d'atténuation du risque de crédit dans le calcul des RWEA		
		Protection de crédit financée										Protection de crédit non financée		RWEA sans effets de substitution (effets de réduction uniquement)	RWEA avec effets de substitution (effets de réduction et de substitution)
		Partie des expositions couverte par des sûretés financières (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés éligibles (%)	Partie des expositions couverte par des sûretés immobilières (%)	Partie des expositions couverte par des créances à recouvrer (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés réelles (%)	Partie des expositions couverte par d'autres formes de protection de crédit financée (%)	Partie des expositions couverte par des dépôts en espèces (%)	Partie des expositions couverte par des polices d'assurance vie (%)	Partie des expositions couverte par des instruments détenus par un tiers (%)	Partie des expositions couverte par des garanties (%)	Partie des expositions couverte par des dérivés de crédit (%)			
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l		
(en milliers d'euros)															
Administrations centrales et banques centrales	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	-	
Établissements	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	-	
Entreprises	831 207	0,00%	30,29%	30,29%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	10,76%	0,00%	-	479 527	
dont Entreprises - PME	831 207	0,00%	30,29%	30,29%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	10,76%	0,00%	-	479 527	
dont Entreprises - Financement spécialisé	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	-	
Dont Entreprises - Autres	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	-	
Clientèle de détail	20 978 354	0,00%	32,58%	32,58%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	38,92%	0,00%	-	2 562 094	
Dont Clientèle de détail — Biens immobiliers PME	1 339 111	0,00%	84,84%	84,84%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	2,12%	0,00%	-	408 107	
Dont Clientèle de détail — Biens immobiliers non-PME	13 469 360	0,00%	42,31%	42,31%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	56,97%	0,00%	-	1 324 346	
dont Clientèle de détail — expositions renouvelables éligibles	660 492	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	39 489	

31/12/2022

31/12/2022	Total des expositions	Techniques d'atténuation du risque de crédit											Techniques d'atténuation du risque de crédit dans le calcul des RWEA		
		Protection de crédit financée										Protection de crédit non financée		RWEA sans effets de substitution (effets de réduction uniquement)	RWEA avec effets de substitution (effets de réduction et de substitution)
		Partie des expositions couverte par des sûretés financières (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés éligibles (%)	Partie des expositions couverte par des sûretés immobilières (%)	Partie des expositions couverte par des créances à recouvrer (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés réelles (%)	Partie des expositions couverte par d'autres formes de protection de crédit financée (%)	Partie des expositions couverte par des dépôts en espèces (%)	Partie des expositions couverte par des polices d'assurance vie (%)	Partie des expositions couverte par des instruments détenus par un tiers (%)	Partie des expositions couverte par des garanties (%)	Partie des expositions couverte par des dérivés de crédit (%)			
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l		
(en milliers d'euros)															
dont Clientèle de détail — autres PME	2 919 851	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	14,37%	0,00%	-	511 753	
dont Clientèle de détail — autres non-PME	2 589 540	0,00%	0,05%	0,05%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	1,69%	0,00%	-	278 399	
Total	21 809 561	0,00%	32,50%	32,50%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	37,85%	0,00%	-	3 041 621	

**APPROCHE FONDÉE SUR LA NOTATION INTERNE (IRB-F) – INFORMATIONS SUR LE DEGRÉ D'UTILISATION DES TECHNIQUES D'ATTÉNUATION DU RISQUE DE CRÉDIT (ARC) (EU CR7-A)**

31/12/2022	Total des expositions	Techniques d'atténuation du risque de crédit											Techniques d'atténuation du risque de crédit dans le calcul des RWEA		
		Protection de crédit financée										Protection de crédit non financée		RWEA sans effets de substitution (effets de réduction uniquement)	RWEA avec effets de substitution (effets de réduction et de substitution)
		Partie des expositions couverte par des sûretés financières (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés éligibles (%)	Partie des expositions couverte par des sûretés immobilières (%)	Partie des expositions couverte par des créances à recouvrer (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés réelles (%)	Partie des expositions couverte par d'autres formes de protection de crédit financée (%)	Partie des expositions couverte par des dépôts en espèces (%)	Partie des expositions couverte par des polices d'assurance vie (%)	Partie des expositions couverte par des instruments détenus par un tiers (%)	Partie des expositions couverte par des garanties (%)	Partie des expositions couverte par des dérivés de crédit (%)			
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l		
(en milliers d'euros)															
Administrations centrales et banques centrales	1 173 674	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	27 249	
Établissements	7 202 441	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	690 406	
Entreprises	6 599 088	0,51%	9,56%	5,53%	3,50%	0,54%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	4 026 575	
dont Entreprises - PME	2 365 236	0,78%	15,93%	11,07%	3,60%	1,26%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	1 480 603	
dont Entreprises - Financement spécialisé	666 001	0,10%	10,27%	0,00%	10,27%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	428 679	
Dont Entreprises - Autres	3 567 851	0,41%	5,21%	2,88%	2,16%	0,17%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	2 117 293	
Total	14 975 203	0,23%	4,21%	2,44%	1,54%	0,24%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	4 744 230	

## 4.2.5 Évolution des RWA

### ÉTATS DES FLUX D'ACTIFS PONDÉRÉS DES RISQUES (RWA) POUR LES EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT SELON L'APPROCHE NOTATION INTERNE (EU CR8)

31/12/2022

(en milliers d'euros)

		Montant d'exposition pondéré
1	Montant d'exposition pondéré à la fin de la période de déclaration précédente	7 653 562
2	Taille de l'actif (+/-)	251 820
3	Qualité de l'actif (+/-)	(119 531)
4	Mises à jour des modèles (+/-)	-
5	Méthodologie et politiques (+/-)	-
6	Acquisitions et cessions (+/-)	-
7	Variations des taux de change (+/-)	-
8	Autres (+/-)	-
9	Montant d'exposition pondéré à la fin de la période de déclaration	7 785 851

## 4.2.6 Résultat du backtesting

Les Caisses régionales utilisent le même modèle, le backtesting est réalisé en central par Crédit Agricole SA.

On appelle *backtesting* dans les paragraphes suivants l'ensemble des méthodes et procédures visant à vérifier la performance et la stabilité des modèles internes de risque (PD, LGD, CCF) en comparant notamment les prévisions avec les résultats observés.

S'agissant du contrôle permanent, un Comité de *backtesting* est mis en place dans chaque entité. Ce Comité (qui peut être constitué, dans certaines entités, par un ordre du jour spécifique du Comité des risques) est présidé par la Direction des risques de l'entité et comprend un représentant de la Direction des risques Groupe. Il fait l'objet de comptes rendus adressés au Directeur général et au responsable du Contrôle permanent de l'entité, ainsi qu'à la Direction des Risques Groupe.

Pour ce qui concerne le contrôle périodique, celui-ci est effectué annuellement par l'audit interne ou tout tiers expressément mandaté par ses soins. Le plan d'audit couvre notamment :

- les systèmes de notation et d'estimation des paramètres de risque ainsi que le respect des exigences minimales ;
- le fonctionnement des systèmes (correcte mise en œuvre).
- Les rapports correspondants sont adressés au responsable du suivi de l'entité concernée au sein de la Direction des Risques Groupe.

Les contrôles internes (permanents et périodiques) opérés par l'entité portent sur :

- la qualité des données à l'entrée et à la sortie des systèmes ;
- la qualité des systèmes de notation et d'estimation des paramètres de risque sur les plans conceptuel et technique ;
- l'exhaustivité des données utilisées pour le calcul des emplois pondérés.

Les étapes de backtesting sont fondamentales dans le maintien de la pertinence et de la performance des modèles de notation. Une première phase d'analyse principalement quantitative est fondée sur l'analyse du caractère prédictif du modèle dans son ensemble ainsi que de ses principales variables explicatives.

Cet exercice permet également de détecter des changements significatifs dans la structure et les comportements des portefeuilles et des clients. Le backtesting débouche alors sur des décisions d'ajustement, voire de refonte, des modèles afin de prendre en compte ces éléments structurels nouveaux. Ainsi peuvent être identifiées les évolutions non conjoncturelles des comportements ou la transformation du fonds de commerce révélatrice de l'impact des stratégies commerciales ou risques mises en œuvre par la Banque.

Sur l'ensemble du Groupe, le backtesting de chaque méthode de notation est effectué au minimum annuellement par l'unité responsable de la méthode (Direction des Risques Groupe ou son délégataire). Celle-ci restitue annuellement auprès du Groupe, via le Comité des Normes et Modèles, le résultat du backtesting après avis de la fonction de Validation interne du Groupe, dont les conclusions sont présentées dans un Comité Technique permettant de confirmer la bonne application des méthodes statistiques sélectionnées et la validité des résultats, et propose, si nécessaire, les actions de correction adaptées (révision de la méthode, recalibrage, effort de formation, recommandations en matière de contrôle...).

Ces contrôles *ex post* sont réalisés au travers du cycle (*through-the-cycle*) sur des historiques couvrant une période aussi longue que possible. Le tableau suivant présente les résultats de *backtesting* de l'exercice 2022 pour les modèles de probabilité de défaut (PD).

**APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) – ADMINISTRATIONS CENTRALES ET BANQUES CENTRALES**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à <0,15	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,00 à <0,10	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,10 à <0,15	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,15 à <0,25	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,25 à <0,50	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <2,50	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <1,75	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	1,75 à <2,5	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,50 à <10,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,5 à <5	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	5 à <10	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10,00 à <100,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10 à <20	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	20 à <30	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	100,00 (défaut)	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

**APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) - ETABLISSEMENTS**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Etablissements	0,00 à <0,15	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,00 à <0,10	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,10 à <0,15	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,15 à <0,25	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,25 à <0,50	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <2,50	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <1,75	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	1,75 à <2,5	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,50 à <10,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,5 à <5	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	5 à <10	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10,00 à <100,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10 à <20	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	20 à <30	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	100,00 (défaut)	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

**APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) – ENTREPRISES PME**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Entreprises - PME	0,00 à <0,15	72	-	0,00%	0,13%	0,13%	0,00%
	0,00 à <0,10	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,10 à <0,15	72	-	0,00%	0,13%	0,13%	0,00%
	0,15 à <0,25	114	-	0,00%	0,22%	0,22%	1,35%
	0,25 à <0,50	114	-	0,00%	0,40%	0,39%	0,00%
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <2,50	150	2	1,33%	1,16%	1,12%	1,61%
	0,75 à <1,75	143	2	1,40%	1,10%	1,08%	1,15%
	1,75 à <2,5	7	-	0,00%	2,11%	2,04%	11,11%
	2,50 à <10,00	68	-	0,00%	4,91%	5,24%	5,92%
	2,5 à <5	47	-	0,00%	3,80%	3,80%	4,42%
	5 à <10	21	-	0,00%	8,07%	8,46%	9,29%
	10,00 à <100,00	15	-	0,00%	18,98%	19,47%	10,83%
	10 à <20	13	-	0,00%	16,49%	16,85%	12,50%
	20 à <30	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00	2	-	0,00%	60,00%	36,50%	0,00%
	100,00 (défaut)	15	15	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

**APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) – ENTREPRISES – FINANCEMENT SPÉCIALISÉ**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Entreprises - Financement spécialisé	0,00 à <0,15	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,00 à <0,10	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,10 à <0,15	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,15 à <0,25	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,25 à <0,50	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <2,50	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <1,75	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	1,75 à <2,5	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,50 à <10,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,5 à <5	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	5 à <10	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10,00 à <100,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10 à <20	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	20 à <30	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	100,00 (défaut)	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

**APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) – ENTREPRISES AUTRES**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Entreprises - Autres	0,00 à <0,15	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,00 à <0,10	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,10 à <0,15	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,15 à <0,25	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,25 à <0,50	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <2,50	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <1,75	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	1,75 à <2,5	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,50 à <10,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,5 à <5	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	5 à <10	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10,00 à <100,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10 à <20	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	20 à <30	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	100,00 (défaut)	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

**APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) – CRÉDITS AUX PETITES ET MOYENNES ENTITÉS GARANTIS PAR UNE SÛRETÉ IMMOBILIÈRE**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Crédits aux petites et moyennes entités garantis par une sûreté immobilière	0,00 à <0,15	667	-	0,00%	0,13%	0,13%	0,29%
	0,00 à <0,10	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,10 à <0,15	667	-	0,00%	0,13%	0,13%	0,29%
	0,15 à <0,25	1 181	-	0,00%	0,22%	0,21%	0,32%
	0,25 à <0,50	1 592	2	0,13%	0,39%	0,39%	0,24%
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <2,50	1 721	4	0,23%	1,15%	1,20%	0,52%
	0,75 à <1,75	1 420	4	0,28%	1,07%	1,02%	0,39%
	1,75 à <2,5	301	-	0,00%	2,04%	2,04%	1,12%
	2,50 à <10,00	812	11	1,36%	5,30%	5,13%	2,50%
	2,5 à <5	455	2	0,44%	3,80%	3,80%	1,86%
	5 à <10	357	9	2,52%	7,79%	6,81%	3,32%
	10,00 à <100,00	212	14	6,60%	17,78%	16,76%	10,20%
	10 à <20	194	9	4,64%	16,08%	14,86%	8,54%
	20 à <30	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00	18	5	27,78%	40,66%	37,20%	28,10%
	100,00 (défaut)	141	141	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

**APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) – CRÉDITS AUX PARTICULIERS GARANTIS PAR UNE SÛRETÉ IMMOBILIÈRE**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Crédits aux particuliers garantis par une sûreté immobilière	0,00 à <0,15	58 140	17	0,03%	0,07%	0,06%	0,05%
	0,00 à <0,10	37 069	6	0,02%	0,04%	0,04%	0,04%
	0,10 à <0,15	21 071	11	0,05%	0,11%	0,11%	0,09%
	0,15 à <0,25	11 413	12	0,11%	0,22%	0,22%	0,19%
	0,25 à <0,50	8 219	12	0,15%	0,40%	0,40%	0,23%
	0,50 à <0,75	3 771	14	0,37%	0,73%	0,73%	0,54%
	0,75 à <2,50	6 498	39	0,60%	1,39%	1,45%	0,77%
	0,75 à <1,75	6 145	38	0,62%	1,37%	1,41%	0,77%
	1,75 à <2,5	353	1	0,28%	2,04%	2,04%	0,73%
	2,50 à <10,00	3 012	88	2,92%	5,15%	5,10%	3,69%
	2,5 à <5	2 224	51	2,29%	4,03%	4,12%	3,06%
	5 à <10	788	37	4,70%	8,09%	7,87%	5,49%
	10,00 à <100,00	570	109	19,12%	19,73%	18,43%	18,45%
	10 à <20	482	78	16,18%	16,22%	15,81%	15,41%
	20 à <30	46	21	45,65%	29,05%	29,05%	42,09%
	30,00 à <100,00	42	10	23,81%	43,89%	36,92%	27,48%
	100,00 (défaut)	1 093	1 093	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

**APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) – CREDIT RENOUELEBLE QUALIFIE**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Crédit renouvelable qualifié	0,00 à <0,15	200 390	72	0,04%	0,06%	0,06%	0,05%
	0,00 à <0,10	126 319	25	0,02%	0,04%	0,04%	0,03%
	0,10 à <0,15	74 071	47	0,06%	0,11%	0,11%	0,08%
	0,15 à <0,25	48 180	65	0,14%	0,22%	0,22%	0,18%
	0,25 à <0,50	32 139	91	0,28%	0,40%	0,40%	0,28%
	0,50 à <0,75	21 297	107	0,50%	0,73%	0,73%	0,54%
	0,75 à <2,50	35 176	349	0,99%	1,51%	1,56%	1,01%
	0,75 à <1,75	34 115	345	1,01%	1,49%	1,55%	1,01%
	1,75 à <2,5	1 061	4	0,38%	2,04%	2,04%	0,87%
	2,50 à <10,00	25 500	862	3,38%	5,35%	5,35%	3,66%
	2,5 à <5	18 663	483	2,59%	4,23%	4,28%	2,87%
	5 à <10	6 837	379	5,54%	8,15%	8,27%	5,80%
	10,00 à <100,00	4 153	572	13,77%	18,17%	17,67%	13,93%
	10 à <20	3 635	432	11,88%	15,63%	15,55%	12,12%
	20 à <30	278	69	24,82%	29,05%	29,05%	23,56%
	30,00 à <100,00	240	71	29,58%	38,44%	36,65%	30,22%
	100,00 (défaut)	1 103	1 103	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

**APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) - AUTRES CRÉDITS AUX PETITES ET MOYENNES ENTITÉS**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Autres crédits aux petites et moyennes entités	0,00 à <0,15	5 150	5	0,10%	0,13%	0,13%	0,05%
	0,00 à <0,10	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,10 à <0,15	5 150	5	0,10%	0,13%	0,13%	0,05%
	0,15 à <0,25	8 182	3	0,04%	0,20%	0,21%	0,10%
	0,25 à <0,50	8 663	31	0,36%	0,38%	0,38%	0,23%
	0,50 à <0,75	19	-	0,00%	0,72%	0,72%	4,17%
	0,75 à <2,50	10 015	104	1,04%	1,19%	1,21%	0,73%
	0,75 à <1,75	8 421	91	1,08%	1,05%	1,05%	0,64%
	1,75 à <2,5	1 594	13	0,82%	2,04%	2,06%	1,23%
	2,50 à <10,00	5 787	302	5,22%	5,32%	5,81%	4,83%
	2,5 à <5	2 878	74	2,57%	3,80%	3,80%	2,61%
	5 à <10	2 909	228	7,84%	7,37%	7,79%	7,02%
	10,00 à <100,00	2 527	628	24,85%	18,99%	23,25%	22,11%
	10 à <20	1 724	289	16,76%	15,93%	17,00%	14,78%
	20 à <30	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00	803	339	42,22%	38,74%	36,66%	37,83%
	100,00 (défaut)	2 638	2 638	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

**APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) - AUTRES CREDITS AUX PARTICULIERS**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Autres crédits aux particuliers	0,00 à <0,15	50 576	28	0,06%	0,07%	0,07%	0,06%
	0,00 à <0,10	28 354	6	0,02%	0,04%	0,04%	0,04%
	0,10 à <0,15	22 222	22	0,10%	0,11%	0,11%	0,08%
	0,15 à <0,25	14 926	24	0,16%	0,22%	0,22%	0,17%
	0,25 à <0,50	11 697	28	0,24%	0,40%	0,40%	0,25%
	0,50 à <0,75	7 045	32	0,45%	0,73%	0,73%	0,50%
	0,75 à <2,50	13 759	176	1,28%	1,41%	1,55%	1,19%
	0,75 à <1,75	13 277	173	1,30%	1,37%	1,54%	1,20%
	1,75 à <2,5	482	3	0,62%	2,04%	2,04%	0,94%
	2,50 à <10,00	11 476	555	4,84%	5,09%	5,47%	4,85%
	2,5 à <5	8 057	273	3,39%	4,07%	4,29%	3,68%
	5 à <10	3 419	282	8,25%	7,91%	8,26%	7,63%
	10,00 à <100,00	6 960	1 370	19,68%	21,28%	22,39%	18,05%
	10 à <20	3 466	508	14,66%	15,99%	15,35%	14,07%
	20 à <30	3 340	787	23,56%	29,05%	29,05%	21,04%
	30,00 à <100,00	154	75	48,70%	49,31%	36,66%	43,11%
	100,00 (défaut)	4 921	4 921	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE  
FONDATION (CR9) - ADMINISTRATIONS CENTRALES ET BANQUES CENTRALES**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à <0,15	38	-	0,00%	0,00%	0,01%	0,00%
	0,00 à <0,10	38	-	0,00%	0,00%	0,01%	0,00%
	0,10 à <0,15	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,15 à <0,25	-	-	0,00%	0,16%	0,00%	0,00%
	0,25 à <0,50	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <2,50	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <1,75	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	1,75 à <2,5	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,50 à <10,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,5 à <5	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	5 à <10	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10,00 à <100,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10 à <20	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	20 à <30	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	100,00 (défaut)	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE  
FONDATION (CR9) - ETABLISSEMENTS**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Etablissements	0,00 à <0,15	1 174	-	0,00%	0,03%	0,03%	0,02%
	0,00 à <0,10	1 174	-	0,00%	0,03%	0,03%	0,02%
	0,10 à <0,15	-	-	0,00%	0,11%	0,00%	0,00%
	0,15 à <0,25	25	-	0,00%	0,16%	0,16%	0,00%
	0,25 à <0,50	23	-	0,00%	0,30%	0,32%	0,00%
	0,50 à <0,75	11	-	0,00%	0,60%	0,60%	0,00%
	0,75 à <2,50	4	-	0,00%	1,02%	1,06%	0,00%
	0,75 à <1,75	4	-	0,00%	1,02%	1,06%	0,00%
	1,75 à <2,5	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,50 à <10,00	-	-	0,00%	3,00%	0,00%	0,00%
	2,5 à <5	-	-	0,00%	3,00%	0,00%	0,00%
	5 à <10	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10,00 à <100,00	1	-	0,00%	20,01%	20,00%	0,00%
	10 à <20	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	20 à <30	1	-	0,00%	20,01%	20,00%	0,00%
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	100,00 (défaut)	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE  
FONDATION (CR9) - ENTREPRISES - PMET**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Entreprises - PMEt	0,00 à <0,15	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,00 à <0,10	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,10 à <0,15	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,15 à <0,25	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,25 à <0,50	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <2,50	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <1,75	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	1,75 à <2,5	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,50 à <10,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,5 à <5	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	5 à <10	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10,00 à <100,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10 à <20	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	20 à <30	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	100,00 (défaut)	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE  
FONDATION (CR9) - ENTREPRISES - FINANCEMENT SPECIALISE**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Entreprises - Financement spécialisé	0,00 à <0,15	1	-	0,00%	0,06%	0,06%	0,00%
	0,00 à <0,10	1	-	0,00%	0,06%	0,06%	0,00%
	0,10 à <0,15	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,15 à <0,25	15	-	0,00%	0,16%	0,16%	0,00%
	0,25 à <0,50	31	-	0,00%	0,31%	0,30%	0,00%
	0,50 à <0,75	26	-	0,00%	0,60%	0,60%	1,54%
	0,75 à <2,50	32	-	0,00%	0,86%	0,86%	0,00%
	0,75 à <1,75	31	-	0,00%	0,86%	0,83%	0,00%
	1,75 à <2,5	1	-	0,00%	0,00%	1,90%	0,00%
	2,50 à <10,00	-	-	0,00%	3,00%	0,00%	0,00%
	2,5 à <5	-	-	0,00%	3,00%	0,00%	0,00%
	5 à <10	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10,00 à <100,00	-	-	0,00%	20,00%	0,00%	0,00%
	10 à <20	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	20 à <30	-	-	0,00%	20,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	100,00 (défaut)	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE  
FONDATION (CR9) - ENTREPRISES - AUTRES**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Entreprises - Autres	0,00 à <0,15	213	-	0,00%	0,06%	0,07%	0,00%
	0,00 à <0,10	142	-	0,00%	0,04%	0,04%	0,00%
	0,10 à <0,15	71	-	0,00%	0,12%	0,12%	0,00%
	0,15 à <0,25	24	-	0,00%	0,16%	0,16%	0,00%
	0,25 à <0,50	232	2	0,86%	0,35%	0,36%	0,17%
	0,50 à <0,75	25	-	0,00%	0,60%	0,60%	0,00%
	0,75 à <2,50	286	-	0,00%	1,04%	1,11%	0,19%
	0,75 à <1,75	275	-	0,00%	1,00%	1,08%	0,18%
	1,75 à <2,5	11	-	0,00%	1,93%	1,90%	0,38%
	2,50 à <10,00	92	2	2,17%	4,01%	3,90%	0,72%
	2,5 à <5	75	2	2,67%	3,38%	3,03%	0,53%
	5 à <10	17	-	0,00%	8,40%	7,74%	1,56%
	10,00 à <100,00	11	-	0,00%	20,89%	15,09%	2,64%
	10 à <20	10	-	0,00%	15,01%	14,40%	2,12%
	20 à <30	1	-	0,00%	20,90%	22,00%	7,81%
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	100,00 (défaut)	21	21	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Le calcul des taux de PD moyens à long terme est réalisé sans chevauchement de fenêtres temporelles.

## APPROCHE FONDÉE SUR LA NOTATION INTERNE (NI) - CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT PAR CATÉGORIE D'EXPOSITION (EU CR9 -1)

---

La Caisse Régionale du Languedoc n'est pas concernée par la publication du tableau CR9-1 « Approche fondée sur la notation interne (NI) - Contrôle a posteriori des probabilités de défaut par catégorie d'exposition ».

### 4.3 Risque de contrepartie

#### INFORMATION QUALITATIVE SUR LE RISQUE DE CONTREPARTIE (EU CCRA)

---

Le Groupe traite le risque de contrepartie pour l'ensemble de leurs expositions, que celles-ci soient constituées d'éléments du portefeuille bancaire ou du portefeuille de négociation. Pour les éléments inclus dans le portefeuille de négociation, le risque de contrepartie est traité en conformité avec les dispositions relatives à la surveillance prudentielle des risques de marché.

Le traitement prudentiel du risque de contrepartie pour les opérations sur instruments financiers à terme du portefeuille bancaire est défini réglementairement dans le règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 modifié. Pour mesurer l'exposition au risque de contrepartie sur les opérations sur instruments financiers à terme du portefeuille bancaire, le groupe Crédit Agricole utilise l'approche standard (art. 274) ou la méthode du modèle interne (art. 283).

Le risque de contrepartie est encadré par plusieurs indicateurs selon la nature des opérations engagées et des sous-catégories de risque de contrepartie encourus :

##### Risque de variation :

- Exposition maximale future des transactions vis-à-vis d'une même contrepartie, en tenant compte des contrats de netting/collatéral en vigueur avec cette contrepartie. L'exposition maximale future est calculée à l'aide d'un modèle interne (pour CACIB – modèle validé en 2014) ou de l'approche standard SA-CCR (pour les autres entités du groupe Crédit Agricole – modèle réglementaire en vigueur depuis juin 2021) ;
- Nominal des transactions de repo/reverse repos et de prêts/emprunts de titres vis-à-vis d'une même contrepartie.

**Risque de livraison :** valeurs des actifs (cash ou titres à recevoir d'une contrepartie à une date donnée, alors que l'entité aura livré à la même date, les actifs qu'elle doit en retour (ex. : opérations de change livrable réglées en dehors d'une chambre de compensation telle que Continuous Linked Settlement, ou prêts/emprunts de titres dont la livraison s'effectue « Free of payment »).

##### Sur les contreparties centrales (CCP) :

- Valeurs des actifs (titres ou cash) déposés auprès de la CCP afin de couvrir ses exigences de marge initiale ;
- Risque de variation sur les opérations compensées par la CCP, en tenant compte des appels et versements de marges de variation, effectués par cette CCP ;
- Exposition à son fonds de défaut.

Les équipes commerciales demandent des limites appropriées au profil de risque de la contrepartie et au volume d'opérations envisagé avec elle. Les limites sont approuvées par les titulaires d'une délégation de

risque de contrepartie adéquate, sur la base d'un avis risque émis par un représentant de la Ligne Métier Risque de l'entité. Cet avis indépendant résulte d'une analyse de de plusieurs facteurs :

- l'appétit en risque de l'entité sur le secteur ou la zone géographique de la contrepartie ;
- les fondamentaux de la contrepartie : notation interne et le cas échéant externe, bilan, volumétrie d'activité, résultats, NAV pour les contreparties de type fonds... ;
- les politiques sectorielles applicables (critères ESG) ;
- le cadre contractuel/les garanties apportées par la contrepartie (Independent Amount, contrat de collatéral, pledge...) ;
- les produits/les maturités de transaction envisagés.

Les CCP font l'objet d'une procédure risque spécifique qui tient compte de leurs spécificités et du fait qu'EMIR et les réglementations équivalentes dans d'autres juridictions, obligent les entités du groupe Crédit Agricole à compenser certains instruments sur une CCP agréée. Au sein de CACIB par exemple, les limites sur les CCP sont décidées au plus haut niveau (Direction Générale). Adhérer à une nouvelle CCP, de manière directe ou indirecte via un « clearing broker », compenser un nouveau type d'instrument sur une CCP existante sont examinés par l'ensemble des fonctions support concernées en comité « nouveaux produits » ou « comité CCP ».

Le groupe Crédit Agricole n'affecte pas, ex-ante, de fonds propres aux contreparties individuelles. Les exigences de fonds propres sont calculées globalement, sur l'ensemble des portefeuilles des entités, selon la méthode SA-CCR ou un modèle interne, en fonction de l'entité.

### **La mesure du risque de crédit**

La mesure des expositions au titre du risque de crédit intègre les engagements tirés et les engagements confirmés non utilisés. La mesure du risque est appréciée au travers du taux de défaut ainsi qu'au travers de différents niveaux de risque bâlois (regroupement de notes bâloises dont les sensibles).

Depuis 2014, la gestion du « douteux » comptable est asservie au défaut Bâlois.

En 2020 les nouvelles règles du défaut ont été mises en application. Conformément aux orientations de l'Autorité Bancaire Européenne, les principes de la nouvelle définition du défaut sont les suivants :

- le principe du débiteur unique
- la notion d'arriéré significatif matérialisée par deux seuils : le seuil absolu (100€ sur le retail et 500€ sur le corporate) et le seuil relatif (1% des encours)
- les périodes d'observation avec maintien du défaut 3 mois au minimum après la régularisation des arriérés et 12 mois minimum en cas de restructuration en urgence

Ainsi, plusieurs types d'événements peuvent être à l'origine du passage en défaut :

- Défaut pour arriérés : une durée d'arriérés « significatifs », pendant plus de 90 jours,
- Défaut pour signe d'une probable incapacité de paiement (UTP : Unlikelihood To Pay)

Pour la Banque de Détail, l'évènement de défaut est traduit mensuellement dans la note LUC (grade V).

Pour la Banque des Entreprises (CORPORATE), la renotation (F ou Z) dans ANADEFI valide le passage en défaut suite à la survenance d'un des évènements ci-dessus.

Préalablement à la sortie définitive du défaut, une période d'observation s'applique, différente selon le motif d'entrée en défaut.

En complément, le pilotage des risques crédit et leur prévention continuent de s'effectuer sur la notion de nombre de jours de retard et/ou sur le suivi de la notation.

Ces différents clignotants permettent aux gestionnaires d'être alertés au plus vite afin de prendre en charge les différentes situations.

De plus, en terme préventif, les revues de portefeuille des différents marchés recensent les clients ayant enregistré une dégradation mensuelle de leur note bâloise.

L'utilisation des concepts Bâle II pour la mesure et le pilotage du risque de crédit s'accroît chaque année :

- Les présentations mensuelles en Comité de Direction du risque crédits de la Caisse Régionale s'appuient uniquement sur des indicateurs bâlois
- Une approche des flux d'entrées en risque fort et avéré est intégrée à la présentation mensuelle « risque crédit » faite en Comité des Risques (CRI).
- Un focus est réalisé sur le suivi des expositions (EAD) avec une Probabilité de Défaut (PD) supérieure à 20% sur la clientèle CORPORATE

Depuis 2016, pour compléter sa communication et développer les usages Bâle II, la Caisse Régionale propose une déclinaison par secteur de la cartographie bâloise des crédits. Ce bagage, peut être présenté, sur demande, à chaque secteur en présence des Directeurs d'agence du secteur. Il fait un rapide historique de la réglementation bâloise, rappelle les applications pratiques faites de Bâle à la Caisse Régionale puis donne la ventilation des encours de crédits ainsi que la qualité de la production annuelle de crédits du secteur et de ses agences selon les notes bâloises.

### 4.3.1 Exposition au risque de contrepartie par approche

#### ANALYSE DE L'EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR APPROCHE (EU CCR1)

31/12/2022

		Coût de remplacement (RC)	Exposition future potentielle (PFE)	EEPE	Facteur Alpha utilisé pour calculer l'exposition réglementaire	Valeur exposée au risque avant ARC	Valeur exposée au risque après ARC	Valeur exposée au risque	Montant d'exposition pondéré (RWEA)
(en milliers d'euros)									
EU-1	UE - Méthode de l'exposition initiale (pour les dérivés)	-	-		1,4	-	-	-	-
EU-2	UE - SA-CCR simplifiée (pour les dérivés)	-	-		1,4	-	-	-	-
1	SA-CCR (pour les dérivés)	1 455 470	125 781		1,4	2 563 483	2 213 751	2 211 217	24 484
2	IMM (pour les dérivés et les OFT)			-	-	-	-	-	-
2a	Dont ensembles de compensation d'opérations de financement sur titres			-		-	-	-	-
2b	Dont ensembles de compensation de dérivés et opérations à règlement différé			-		-	-	-	-
2c	Dont issues d'ensembles de compensation de conventions multiproduits			-		-	-	-	-
3	Méthode simple fondée sur les sûretés financières (pour les OFT)					-	-	-	-
4	Méthode générale fondée sur les sûretés financières (pour les OFT)					86 882	86 882	86 882	-
5	VaR pour les OFT					-	-	-	-
6	<b>Total</b>					<b>2 650 364</b>	<b>2 300 632</b>	<b>2 298 099</b>	<b>24 484</b>

### 4.3.2 Exposition au risque de contrepartie en méthode standard

#### EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE EN MÉTHODE STANDARD PAR PORTEFEUILLE RÉGLEMENTAIRE ET PAR PONDÉRATIONS DES RISQUES (EU CCR3)

31/12/2022	Pondération de risque										
	0%	2%	4%	10%	20%	50%	70%	75%	100%	150%	Valeur d'exposition totale
<i>(en milliers d'euros)</i>											
Administrations centrales ou banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations régionales ou locales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entités du secteur public	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques multilatérales de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Organisations internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements	1 103	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 103
Entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	1 799	-	1 799
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements et entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2
<b>Valeur d'exposition totale</b>	<b>1 103</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 802</b>	<b>-</b>	<b>2 904</b>

### 4.3.3 Exposition au risque de contrepartie en méthode avancée

#### EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE FONDATION (EU CCR4) - ADMINISTRATIONS CENTRALES ET BANQUES CENTRALES

31/12/2022

Catégories d'expositions

(en milliers d'euros)

	Échelle de PD	Valeur exposée au risque	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré (RWEA)	Densité des montants d'exposition pondérés
Administration centrales et banque centrales	0,00 à <0,15	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,15 à <0,25	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,25 à <0,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,50 à <0,75	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,75 à <2,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	2,50 à <10,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	10,00 à <100,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	100,00 (défaut)	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	<b>Sous total</b>	-	<b>0,00%</b>	-	<b>0,00%</b>	-	-	<b>0,00%</b>
Etablissements	0,00 à <0,15	2 271 727	0,03%	-	0,64%	2,50	6 966	0,31%
	0,15 à <0,25	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,25 à <0,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,50 à <0,75	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,75 à <2,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	2,50 à <10,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	10,00 à <100,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	100,00 (défaut)	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	<b>Sous total</b>	<b>2 271 727</b>	<b>0,03%</b>	-	<b>0,64%</b>	<b>2,50</b>	<b>6 966</b>	<b>0,31%</b>

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE FONDATION (EU CCR4) - ENTREPRISES - AUTRES**

31/12/2022

Catégories d'expositions	Échelle de PD	Valeur exposée au risque	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré (RWEA)	Densité des montants d'exposition pondérés
(en milliers d'euros)								
Entreprises - Autres	0,00 à <0,15	1 298	0,04%	-	45,00%	2,50	222	17,10%
	0,15 à <0,25	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,25 à <0,50	12 349	0,30%	-	45,00%	2,50	7 250	58,71%
	0,50 à <0,75	5 175	0,60%	-	45,00%	2,50	4 139	79,98%
	0,75 à <2,50	2 471	0,90%	-	45,00%	2,50	2 297	92,94%
	2,50 à <10,00	373	3,00%	-	45,00%	2,50	509	1.3631
	10,00 à <100,00	17	20,00%	-	45,00%	2,50	43	252,56%
	100,00 (défaut)	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	<b>Sous total</b>	<b>21 683</b>	<b>0,49%</b>	<b>-</b>	<b>45,00%</b>	<b>2,50</b>	<b>14 460</b>	<b>66,69%</b>
Entreprises - PME	0,00 à <0,15	22	0,14%	-	44,99%	2,50	5	20,92%
	0,15 à <0,25	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,25 à <0,50	226	0,31%	-	45,00%	2,50	107	47,31%
	0,50 à <0,75	306	0,60%	-	45,00%	2,50	198	64,65%
	0,75 à <2,50	814	1,16%	-	45,00%	2,50	557	68,46%
	2,50 à <10,00	416	4,07%	-	45,00%	2,50	390	93,82%
	10,00 à <100,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	100,00 (défaut)	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	<b>Sous total</b>	<b>1 784</b>	<b>1,62%</b>	<b>-</b>	<b>45,00%</b>	<b>2,50</b>	<b>1 257</b>	<b>70,46%</b>

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE FONDATION (EU CCR4) - ENTREPRISES - FINANCEMENT SPÉCIALISÉ**

31/12/2022

<i>Catégories d'expositions</i>	Échelle de PD	Valeur exposée au risque	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré (RWEA)	Densité des montants d'exposition pondérés
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Entreprises - Financement spécialisé	0,00 à <0,15	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,15 à <0,25	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,25 à <0,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,50 à <0,75	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,75 à <2,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	2,50 à <10,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	10,00 à <100,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	100,00 (défaut)	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	<b>Sous total</b>	-	<b>0,00%</b>	-	<b>0,00%</b>	-	-	<b>0,00%</b>
<b>TOTAL (TOUTES LES CATÉGORIES D'EXPOSITIONS PERTINENTES POUR LE CCR)</b>		<b>2 295 194</b>	<b>0,04%</b>	-	<b>1,10%</b>	<b>2,50</b>	<b>22 683</b>	<b>0,99%</b>

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE AVANCÉE (EU CCR4) - ADMINISTRATIONS CENTRALES ET BANQUES CENTRALES**

31/12/2022									
Catégories d'expositions		Échelle de PD	Valeur exposée au risque	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré (RWEA)	Densité des montants d'exposition pondérés
(en milliers d'euros)									
Administration centrales et banque centrales	0,00 à <0,15	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	
	0,15 à <0,25	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	
	0,25 à <0,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	
	0,50 à <0,75	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	
	0,75 à <2,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	
	2,50 à <10,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	
	10,00 à <100,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	
	100,00 (défaut)	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	
	Sous total	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	
Etablissements	0,00 à <0,15	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	
	0,15 à <0,25	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	
	0,25 à <0,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	
	0,50 à <0,75	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	
	0,75 à <2,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	
	2,50 à <10,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	
	10,00 à <100,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	
	100,00 (défaut)	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	
	Sous total	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE AVANCÉE (EU CCR4) - ENTREPRISES - AUTRES**

31/12/2022

<i>Catégories d'expositions</i>	Échelle de PD	Valeur exposée au risque	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré (RWEA)	Densité des montants d'exposition pondérés
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Entreprises - Autres	0,00 à <0,15	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,15 à <0,25	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,25 à <0,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,50 à <0,75	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,75 à <2,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	2,50 à <10,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	10,00 à <100,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	100,00 (défaut)	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	<b>Sous total</b>	-	<b>0,00%</b>	-	<b>0,00%</b>	-	-	<b>0,00%</b>
Entreprises - PME	0,00 à <0,15	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,15 à <0,25	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,25 à <0,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,50 à <0,75	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,75 à <2,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	2,50 à <10,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	10,00 à <100,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	100,00 (défaut)	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	<b>Sous total</b>	-	<b>0,00%</b>	-	<b>0,00%</b>	-	-	<b>0,00%</b>

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE AVANCÉE (EU CCR4) - ENTREPRISES - FINANCEMENT SPÉCIALISÉ**

31/12/2022

Catégories d'expositions	Échelle de PD	Valeur exposée au risque	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré (RWEA)	Densité des montants d'exposition pondérés
(en milliers d'euros)								
Entreprises - Financement spécialisé	0,00 à <0,15	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,15 à <0,25	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,25 à <0,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,50 à <0,75	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,75 à <2,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	2,50 à <10,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	10,00 à <100,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	100,00 (défaut)	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	<b>Sous total</b>	-	<b>0,00%</b>	-	<b>0,00%</b>	-	-	<b>0,00%</b>
Crédit aux particuliers garantis par une sûreté immobilière	0,00 à <0,15	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,15 à <0,25	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,25 à <0,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,50 à <0,75	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,75 à <2,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	2,50 à <10,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	10,00 à <100,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	100,00 (défaut)	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	<b>Sous total</b>	-	<b>0,00%</b>	-	<b>0,00%</b>	-	-	<b>0,00%</b>

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE AVANCÉE (EU CCR4) - CRÉDIT RENOUVELABLE QUALIFIÉ**

31/12/2022

<i>Catégories d'expositions</i>	Échelle de PD	Valeur exposée au risque	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré (RWEA)	Densité des montants d'exposition pondérés
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Crédit renouvelable qualifié	0,00 à <0,15	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,15 à <0,25	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,25 à <0,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,50 à <0,75	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,75 à <2,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	2,50 à <10,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	10,00 à <100,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	100,00 (défaut)	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	<b>Sous total</b>	-	<b>0,00%</b>	-	<b>0,00%</b>	-	-	<b>0,00%</b>
Autres crédits aux particuliers	0,00 à <0,15	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,15 à <0,25	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,25 à <0,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,50 à <0,75	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,75 à <2,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	2,50 à <10,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	10,00 à <100,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	100,00 (défaut)	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	<b>Sous total</b>	-	<b>0,00%</b>	-	<b>0,00%</b>	-	-	<b>0,00%</b>

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE AVANCÉE (EU CCR4) - CRÉDITS AUX PETITES ET MOYENNES ENTITÉS GARANTIS PAR UNE SÛRETÉ IMMOBILIÈRE**

31/12/2022

Catégories d'expositions

(en milliers d'euros)

	Échelle de PD	Valeur exposée au risque	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré (RWEA)	Densité des montants d'exposition pondérés
Crédits aux petites et moyennes entités garantis par une sûreté immobilière	0,00 à <0,15	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,15 à <0,25	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,25 à <0,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,50 à <0,75	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,75 à <2,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	2,50 à <10,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	10,00 à <100,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	100,00 (défaut)	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	<b>Sous total</b>	-	<b>0,00%</b>	-	<b>0,00%</b>	-	-	<b>0,00%</b>
Autres crédits aux petites et moyennes entités	0,00 à <0,15	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,15 à <0,25	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,25 à <0,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,50 à <0,75	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,75 à <2,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	2,50 à <10,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	10,00 à <100,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	100,00 (défaut)	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	<b>Sous total</b>	-	<b>0,00%</b>	-	<b>0,00%</b>	-	-	<b>0,00%</b>
<b>TOTAL (TOUTES LES CATÉGORIES D'EXPOSITIONS PERTINENTES POUR LE CCR)</b>		-	<b>0,00%</b>	-	<b>0,00%</b>	-	-	<b>0,00%</b>

#### 4.3.4 Sûretés

##### COMPOSITION DES SÛRETÉS POUR LES EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE (EU CCR5.B)

31/12/2022

		Sûretés utilisées dans des opérations sur dérivés				Sûretés utilisées dans des OFT			
		Juste valeur des sûretés reçues		Juste valeur des sûretés fournies		Juste valeur des sûretés reçues		Juste valeur des sûretés fournies	
		Faisant l'objet d'une ségrégation	Ne faisant pas l'objet d'une ségrégation	Faisant l'objet d'une ségrégation	Ne faisant pas l'objet d'une ségrégation	Faisant l'objet d'une ségrégation	Ne faisant pas l'objet d'une ségrégation	Faisant l'objet d'une ségrégation	Ne faisant pas l'objet d'une ségrégation
<i>(en milliers d'euros)</i>									
1	Espèces — monnaie nationale	-	1 378 320	-	-	-	9 082	-	-
2	Espèces — autres monnaies	-	-	-	-	-	-	-	-
3	Dette souveraine nationale	-	-	-	-	-	-	-	-
4	Autre dette souveraine	-	-	-	-	-	-	-	-
5	Dette des administrations publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
6	Obligations d'entreprise	-	-	-	-	-	-	-	-
7	Actions	-	-	-	-	-	-	-	-
8	Autres sûretés	-	-	-	-	-	-	-	323 786
9	<b>Total</b>	-	<b>1 378 320</b>	-	-	-	<b>9 082</b>	-	<b>323 786</b>

#### **4.3.5 Etats des flux d'actifs pondérés des risques (RWA) pour les expositions au risque de contrepartie (RCC) selon la méthode des modèles internes (MMI) (CCR7)**

La Caisse Régionale du Languedoc n'est pas concernée par la publication du tableau CCR7 « Etats des flux d'actifs pondérés des risques (RWA) pour les expositions au risque de contrepartie (RCC) selon la méthode des modèles internes (MMI) ».

#### **4.3.6 Expositions sur les contreparties centrales (CCP)**

La Caisse Régionale du Languedoc n'est pas concernée par la publication du tableau CCR8 « Expositions sur les contreparties centrales ».

#### **4.3.7 CVA**

Le cadre prudentiel CRR/CRD 4 a introduit une nouvelle charge en fonds propres au titre de la volatilité du Credit Valuation Adjustment (CVA) ou ajustement de valorisation sur actifs résumée sous le terme "Risque CVA" dont l'objectif est de tenir compte dans la valorisation des produits dérivés OTC des événements de crédit affectant nos contreparties. Le CVA est ainsi défini comme la différence entre la valorisation sans risque de défaut et la valorisation qui tient compte de la probabilité de défaut de nos contreparties.

Selon ce dispositif prudentiel, les établissements utilisent une formule réglementaire ("méthode standard") ou sont autorisés à calculer leurs exigences en fonds propres en modèle interne au titre du risque de contrepartie et au titre du risque spécifique de taux en méthode avancée ("VaR CVA").

L'exigence de CVA en méthode avancée est calculée sur la base des expositions positives anticipées sur les transactions sur produits dérivés OTC face aux contreparties "Institutions financières" hors transactions intragroupes. Sur ce périmètre, le dispositif utilisé pour estimer le montant des exigences en fonds propres est le même que celui utilisé pour le calcul de la VaR de marché au titre du risque spécifique de taux.

## EXIGENCE DE FONDS PROPRES EN REGARD DE L'AJUSTEMENT DE L'ÉVALUATION DE CRÉDIT (CVA) (EU CCR2)

31/12/2022		Valeur exposée au risque	Montant d'exposition pondéré (RWEA)
(en milliers d'euros)			
1	Total des opérations soumises à la méthode avancée	-	-
2	i) composante VaR (y compris le multiplicateur 3 x)		-
3	ii) composante VaR en situation de tensions (y compris le multiplicateur 3 x)		-
4	Opérations soumises à la méthode standard	2 187 282	113 070
EU-4	Opérations soumises à l'approche alternative (sur la base de la méthode de l'exposition initiale)	-	-
5	<b>Total des opérations soumises aux exigences de fonds propres pour risque de CVA</b>	<b>2 187 282</b>	<b>113 070</b>

## 4.4 Techniques de réduction du risque de crédit et de contrepartie

### INFORMATIONS QUALITATIVES SUR LES TECHNIQUES D'ATTÉNUATION DU RISQUE DE CRÉDIT (EU CRC)

#### Dispositif de gestion des sûretés réelles reçues

Les sûretés font l'objet d'une analyse spécifique à l'octroi afin d'apprécier la valeur de l'actif, sa liquidité, sa volatilité, la corrélation entre la valeur de la sûreté et la qualité de la contrepartie financée. Quelle que soit la qualité de la sûreté, le premier critère de décision reste la capacité de remboursement du débiteur, générée par son activité opérationnelle, à l'exception de certains financements de négoce.

Pour les sûretés financières, un taux de couverture minimal de l'exposition par la sûreté est généralement inclus dans les contrats, avec des clauses de réajustement. Leur valorisation est réactualisée en fonction de la fréquence des appels de marge et des conditions de variabilité de la valeur des actifs financiers apportés en sûreté ou trimestriellement a minima.

Le taux de couverture minimal (ou la décote appliquée à la valeur de la sûreté dans les traitements en vertu du Règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 (CRR) et de la Directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014) est déterminé à l'aide de la mesure de la dérive pseudo-maximale de la valeur des titres à la date de revalorisation. Cette mesure est calculée avec un intervalle de confiance de 99 % pour un horizon de temps qui couvre la période entre chaque revalorisation, le délai entre la date de défaut et le début de la cession des titres et la durée de la liquidation. Cette décote intègre aussi le risque d'asymétrie des devises lorsque les titres et l'exposition couverte sont libellés dans des devises différentes. Des décotes supplémentaires sont appliquées lorsque la taille de la position en actions laisse présager une cession par bloc ou lorsque le débiteur et l'émetteur des titres appartiennent à un même groupe de risque.

D'autres types d'actifs peuvent constituer la sûreté réelle. C'est notamment le cas pour certaines activités telles que le financement d'actifs dans le domaine de l'aéronautique, du maritime, de l'immobilier ou du négoce de matières premières. Ces métiers sont pratiqués par des middle office dont l'expertise repose en particulier sur la valorisation des actifs financés.

### Fournisseurs de protection

Deux grands types de garantie sont principalement utilisés (hors garanties intragroupe) : les assurances de crédit export souscrites par la Banque et les garanties inconditionnelles de paiement.

Les principaux fournisseurs de garantie personnelle (hors dérivés de crédit) sont les agences de crédit export qui relèvent pour la plupart du risque souverain. Les plus importantes agences sont la BPI (France), Euler Hermès (Allemagne) et Sace SPA (Italie).

### Utilisation par le Crédit Agricole des techniques de réduction de risque en couverture de certains de ses engagements vis-à-vis de tiers

Le Crédit Agricole peut recourir également à des techniques de réduction de risque pour couvrir certaines de ses opérations vis-à-vis de tiers, notamment des opérations de refinancement. Ces dernières peuvent contenir une clause de collatéralisation supplémentaire en cas de dégradation de la qualité de crédit de Crédit Agricole S.A entité sociale.

### Dérivés de crédit utilisés en couverture

La Caisse Régionale du Languedoc n'a pas recours aux dérivés de crédits dans le cadre de la gestion de son risque de crédit.

## APERÇU DES TECHNIQUES DE RÉDUCTION DU RISQUE DE CRÉDIT (EU CR3)

31/12/2022

(en milliers d'euros)

		Valeur comptable non garantie	Valeur comptable garantie	Dont garantie par des sûretés	Dont garantie par des garanties financières	Dont garantie par des dérivés de crédit
1	Prêts et avances	10 754 639	20 027 575	11 177 707	8 849 868	-
2	Titres de créance	2 005 522	-	-	-	-
3	<b>Total</b>	<b>12 760 161</b>	<b>20 027 575</b>	<b>11 177 707</b>	<b>8 849 868</b>	<b>-</b>
4	<i>Dont expositions non performantes</i>	56 897	85 710	30 596	55 114	-
EU-5	<i>Dont en défaut</i>	-	-	-	-	-

## EXPOSITIONS SUR DERIVES DE CREDIT (CCR6)

La Caisse Régionale du Languedoc n'est pas concernée par la publication du tableau CCR6 Expositions sur dérivés de crédit ».

## 4.5 Expositions sur actions du portefeuille bancaire

Les expositions sur actions du groupe Crédit Agricole, hors portefeuille de négociation, sont constituées de titres détenus "conférant des droits résiduels et subordonnés sur les actifs ou le revenu de l'émetteur ou qui présentent une nature économique similaire". Il s'agit principalement :

- des actions cotées et non cotées et des parts dans des fonds d'investissements ;

- des titres super subordonnés.

## MONTANT DES EXPOSITIONS BRUTES ET DES VALEURS EXPOSÉES AU RISQUE EN MÉTHODE NOTATION INTERNE (EU CR10.5)

31/12/2022 Catégories (en milliers d'euros)	Exposition au bilan	Exposition hors bilan	Pondération de risque	Valeur exposée au risque	Montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées
Expositions sur capital-investissement	9 179	-	190%	9 179	17 441	73
Expositions sur actions cotées	205 745	-	290%	205 745	596 662	1 646
Autres expositions sur actions	474 170	14 546	370%	488 715	1 808 246	11 729
<b>Total</b>	<b>689 094</b>	<b>14 546</b>		<b>703 640</b>	<b>2 422 349</b>	<b>13 449</b>

Le montant des expositions sur actions (bilan et hors bilan) traité en approche notation interne s'élève à 703 640 milliards d'euros au 31 décembre 2022.

Le montant cumulé des plus-values ou moins-values réalisées sur les ventes et liquidations sur la période sous revue est présenté dans l'annexe 4 aux états financiers "Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres".

## 4.6 Expositions de titrisation

### 4.6.1 Valeurs exposées aux risques des titrisations du portefeuille bancaire génératrices d'emplois pondérés

#### INFORMATIONS QUALITATIVES SUR LES EXPOSITIONS DE TITRISATION (EU SECA)

La Caisse Régionale du Languedoc n'est pas concernée par les publications des tableaux des expositions de Titrisation dont les montants à publier ne sont pas significatifs.

#### EXPOSITIONS DE TITRISATION DANS LE PORTEFEUILLE BANCAIRE (SEC1)

La Caisse Régionale du Languedoc n'est pas concernée par les publications des tableaux des expositions de Titrisation dont les montants à publier ne sont pas significatifs.

#### EXPOSITIONS DE TITRISATION DANS LE PORTEFEUILLE BANCAIRE ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES REGLEMENTAIRES ASSOCIEES – BANQUE AGISSANT COMME EMETTEUR OU MANDATAIRE (SEC3)

La Caisse Régionale du Languedoc n'est pas concernée par les publications des tableaux des expositions de Titrisation dont les montants à publier ne sont pas significatifs.

#### **EXPOSITIONS DE TITRISATION DANS LE PORTEFEUILLE BANCAIRE ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES REGLEMENTAIRES ASSOCIEES – BANQUE AGISSANT COMME INVESTISSEUR (SEC4)**

---

La Caisse Régionale du Languedoc n'est pas concernée par les publications des tableaux des expositions de Titrisation dont les montants à publier ne sont pas significatifs.

#### **EXPOSITIONS TITRISÉES PAR L'ÉTABLISSEMENT - EXPOSITIONS EN DÉFAUT ET AJUSTEMENT DU RISQUE DE CRÉDIT (SEC5)**

---

La Caisse Régionale du Languedoc n'est pas concernée par les publications des tableaux des expositions de Titrisation dont les montants à publier ne sont pas significatifs.

#### **EXPOSITIONS DE TITRISATION DANS LE PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION (SEC2)**

---

La Caisse Régionale du Languedoc n'est pas concernée par les publications des tableaux des expositions de Titrisation dont les montants à publier ne sont pas significatifs.

## **4.7 Risques de marché**

La Caisse Régionale du Languedoc ne remonte pas de montants significatifs en matière d'emplois pondérés sur le risque de marché. Elle n'est pas concernée par la publication des tableaux et commentaires liés au risque de marché.

#### **INFORMATIONS QUALITATIVES SUR LE RISQUE DE MARCHÉ (EU MRA)**

---

La Caisse régionale du Languedoc n'est pas concernée par la publication des tableaux et commentaires liés au risque de marché dont les montants ne sont pas significatifs.

#### **4.7.1 Expositions aux risques de marché du portefeuille de négociation**

##### **EMPLOIS PONDÉRÉS DES EXPOSITIONS EN MÉTHODE STANDARD (EU MR1)**

---

La Caisse Régionale du Languedoc n'est pas concernée par la publication du tableau « Emplois pondérés des expositions en méthode standard » pour le risque de marché.

#### **4.7.2 Expositions en méthode modèle interne**

##### **RISQUE DE MARCHÉ DANS LE CADRE DE L'APPROCHE DU MODÈLE INTERNE (EU MR2-A)**

---

La Caisse Régionale du Languedoc n'est pas concernée par la publication du tableau « Risque de marché dans le cadre de l'approche du modèle interne » pour le risque de marché.

##### **ETAT DES FLUX D'APR RELATIFS AUX EXPOSITIONS AU RISQUE DE MARCHE DANS LE CADRE DE L'APPROCHE DE MODÈLE INTERNE (EU MR2-B)**

---

La Caisse Régionale du Languedoc n'est pas concernée par la publication Du tableau MR2-B « Etat des flux d'APR relatifs aux expositions au risque de marche dans le cadre de l'approche de modèle interne ».

#### **4.7.3 Valeurs résultantes de l'utilisation des modèles internes**

##### **EXIGENCES DE PUBLICATION D'INFORMATIONS QUALITATIVES POUR LES ÉTABLISSEMENTS UTILISANT UNE AMI (EU MRB)**

---

La Caisse Régionale du Languedoc n'est pas concernée par la publication du tableau MR2B « Exigences de publication d'information qualitatives pour les établissements utilisant une approche des modèles internes (AMI).

##### **VALEUR DU PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION SELON L'APPROCHE DES MODÈLES INTERNES (AMI) (MR3)**

---

La Caisse Régionale du Languedoc n'est pas concernée par la publication du tableau MR3 « Valeur du portefeuille de négociation selon l'approche des modèles internes (AMI) ».

#### 4.7.4 Backtesting du modèle de VAR (MR4)

La Caisse Régionale du Languedoc n'est pas concernée par la publication du tableau MR4 « Backtesting du modèle de VAR ».

### 4.8 Risque opérationnel

#### INFORMATIONS QUALITATIVES SUR LE RISQUE OPÉRATIONNEL (EU ORA)

---

##### **Méthodologie**

Le groupe Crédit Agricole a obtenu l'autorisation de l'ACPR pour utiliser, au 1er janvier 2008, la méthode avancée (AMA - Advanced Measurement Approach) pour le calcul des exigences de fonds propres réglementaires au titre du risque opérationnel pour les principales entités du Groupe. Les autres entités du Groupe utilisent l'approche standard, conformément à la réglementation.

Le dispositif défini par le Groupe et décliné dans la Caisse Régionale vise à respecter l'ensemble des critères qualitatifs (intégration de la mesure des risques dans la gestion quotidienne, indépendance de la fonction risques, déclaration périodique des expositions au risque opérationnel...) et des critères quantitatifs Bâle II (intervalle de confiance de 99,9 % sur une période d'un an ; prise en compte des données internes, des données externes, d'analyses de scénarios et de facteurs reflétant l'environnement).

Le modèle AMA de calcul des fonds propres repose sur un modèle interne de type "Loss Distribution Approach" (LDA) qui est une modélisation de la distribution de pertes selon une dimension fréquence et sévérité.

##### **Gouvernance et reporting**

Le Manager des Risques Opérationnels (MRO) est rattaché au RCPR (Responsable des Risques et Contrôles Permanents) de la Caisse Régionale. Il rapporte régulièrement sur son activité et sur le niveau d'exposition au risque dans le cadre du Comité de Contrôle Interne, réuni trimestriellement, dont la Présidence est assurée par la Direction Générale de la Caisse Régionale.

L'organe exécutif est ainsi informé trimestriellement des dernières collectes des incidents et pertes avérés du risque opérationnel dans le cadre du dispositif de recensement de la Caisse Régionale et des indicateurs-clés de suivi du coût du risque. Des éléments de benchmark sont également présentés périodiquement.

L'organe de surveillance est informé régulièrement de l'évolution du coût du risque et des événements marquants.

##### **Collecte des pertes et calcul des fonds propres réglementaires**

Les entités de la Caisse Régionale déclarent mensuellement leurs risques opérationnels aux équipes du Manager des Risques Opérationnels, qui les analysent et les remontent trimestriellement au niveau national. Un mécanisme d'alertes vient compléter le dispositif :

- Alerte interne vers la Direction Générale en fonction du montant de l'incident et/ou du nombre de clients impactés
- Alerte en cas de franchissement des seuils fixés par Crédit Agricole S.A.

Les hypothèses de scénarii majeurs (risques exceptionnels selon une liste de scénarii définie au niveau national) sont revues chaque année en tenant compte des évolutions de la Caisse Régionale et de son

contexte. La collecte et les scénarii majeurs entrent dans le calcul et l'allocation des fonds propres réglementaires.

### **Évaluation qualitative des risques**

L'ensemble des risques opérationnels de la Caisse Régionale est identifié et évalué annuellement au travers d'une cartographie, réalisée exhaustivement sur la base du nouveau référentiel Risques national en 2018. Les mises à jour réalisées en 2021 prennent en compte le nouveau référentiel Processus de 2020. Elles portent essentiellement sur la cotation des processus regroupés ou créés dans ce nouveau référentiel, sur les risques critiques et sur la prise en compte de nouvelles activités le cas échéant.

La synthèse de ces risques et les plans d'actions éventuels y afférents sont communiqués à Crédit Agricole S.A.

Le dispositif de gestion du risque opérationnel couvre intégralement le périmètre opérationnel et fonctionnel de la Caisse Régionale. Le dispositif a été adapté pour les filiales : les entités SOFILARO, CALEN, CALI PROMOTION, PATRI IMMO, Le Village by CA et CAL Patrimoine signifient trimestriellement leurs risques opérationnels éventuels.

### **Assurance et couverture des risques opérationnels**

Les risques opérationnels suivants sont couverts par les polices d'assurances (souscrites auprès de la CAMCA) de la Caisse Régionale du Languedoc :

- Les dommages aux actifs liés à des événements de type : incendie, explosion, dommages électriques, tempête, dégâts des eaux, inondations, bris de glace, vols et détériorations, catastrophe naturelle, à la fois sur les bâtiments et sur les biens informatiques, sont couverts par les assurances immeubles (Multirisque Bureaux et Tous risques Machines).
- La responsabilité de la Caisse Régionale dans l'exercice de ses activités est couverte par les assurances Responsabilité Civile Exploitation, Professionnelle et Courtage.
- Les dommages aux véhicules de la Caisse Régionale et les dommages aux véhicules des salariés dans le cadre de leurs déplacements professionnels ainsi que la responsabilité en cas d'accident sont couverts par les assurances véhicules (contrat flotte et contrat mission collaborateur).
- Les accidents corporels des administrateurs survenus dans l'exercice de leurs fonctions, les accidents corporels des employés en cas d'agression survenue dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi que les accidents corporels clients sont couverts par les assurances Prévoyance.
- La Caisse Régionale possède une assurance globale de banque qui couvre les les salariés, vol d'espèces ou destruction d'espèces ou valeurs déposées dans les coffres par les clients.

En méthode avancée, la Caisse Régionale peut prendre en compte les effets de l'assurance pour diminuer l'exigence en fonds propres dans la limite de 20% du total des fonds propres alloués aux risques opérationnels. Cet effet réducteur peut être pris en compte par la Caisse Régionale dans la mesure où son assureur répond aux exigences réglementaires. Dans la méthodologie Groupe appliquée à la Caisse Régionale, l'effet assurance est pris en compte au niveau d'un scénario majeur de destruction du site névralgique. Pour déterminer le montant de l'Exigence en Fonds Propres prenant en compte l'effet réducteur de l'assurance, il est nécessaire de déterminer un certain nombre de paramètres calculés par l'assureur à savoir le taux de couverture, le taux d'assurabilité, la franchise globale du sinistre. La détermination de ces paramètres se fait en étudiant conjointement le scénario majeur de la Caisse Régionale et les polices d'assurance susceptibles d'intervenir.

La prise en compte de la part d'exigence en fonds propres mutualisée liée à l'historique de pertes, de la part d'exigence en fonds propres relative aux scénarii majeurs et les caractéristiques de l'assurance permettent ensuite de déterminer le montant total de l'exigence en fonds propres AMA.

#### 4.8.1 Exigences de fonds propres et montants de RWA au titre du risque opérationnel

##### EXIGENCES DE FONDS PROPRES ET MONTANTS DE RWA AU TITRE DU RISQUE OPÉRATIONNEL (EU OR1)

Activités bancaires		Indicateur pertinent			Exigences de fonds propres	Montant d'exposition au risque
		Exercice n-3	Exercice n-2	Précédent exercice		
010	Activités bancaires en approche élémentaire (BIA)	-	-	-	-	-
020	Activités bancaires en approche standard (TSA) / en approche standard de remplacement (ASA)	-	-	-	1 713	21 409
	<u>En approche standard (TSA):</u>	-	-	-		
030	Financement des entreprises (CF)	-	-	-		
040	Négociation et vente institutionnelle (TS)	-	-	-		
050	Courtage de détail (RBr)	-	-	-		
060	Banque commerciale (CB)	-	-	-		
070	Banque de détail (RB)	7 923	5 600	29 294		
080	Paieement et règlement (PS)	-	-	-		
090	Services d'agence (AS)	-	-	-		
100	Gestion d'actifs (AM)	-	-	-		
	<u>En approche standard de remplacement (ASA):</u>					
110	Banque commerciale (CB)	-	-	-		
120	Banque de détail (RB)	-	-	-		
130	Activités bancaires en approche par mesure avancée (AMA)	516 852	595 879	662 190	61 229	765 360

## 5. RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITÉ

---

### 5.1 Gestion du Risque de Liquidité

#### INFORMATIONS QUALITATIVES SUR RISQUE DE LIQUIDITÉ (EU LIQA)

---

##### 5.1.1 Stratégie et processus de gestion du risque de liquidité

La stratégie mise en œuvre par le Groupe Crédit Agricole en matière de gestion du risque de liquidité s'articule autour de quelques grands principes :

- Une structure de financement qui minimise le risque et des coussins de liquidité conséquents, destinés à permettre au Groupe de faire face à une éventuelle crise de liquidité.
- Une gestion prudente du risque de liquidité intraday.
- Un dispositif robuste de pilotage et d'encadrement du risque de liquidité.

Le Groupe s'assure de la diversification de ses sources de financement de marché via des indicateurs dédiés, à la fois pour le court et le long terme. La diversification porte sur la catégorie de contrepartie (différents acteurs de marché, clientèle retail et corporate), la devise et le pays de la contrepartie.

##### 5.1.2 Structure et organisation de la fonction de gestion du risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité est coordonnée pour le Groupe Crédit Agricole par la Direction du Pilotage Financier Groupe, au sein de la direction finance de Crédit Agricole SA.

Cette fonction assure la consolidation et le suivi des indicateurs de pilotage du risque de liquidité produits par les entités du Groupe.

La direction des risques Groupe assure un second regard sur la saine gestion du risque de liquidité au travers des normes, indicateurs, limites via sa participation aux instances de gouvernance de la liquidité.

##### 5.1.3 Centralisation de la liquidité et interactions intra-groupe

La gestion de la liquidité au sein du Groupe Crédit Agricole est centrée sur Crédit Agricole S.A. qui joue le rôle de banque pivot pour les autres entités du Groupe. Crédit Agricole SA centralise la majorité des refinancements et redistribue les excédents au sein du Groupe. Les flux financiers et l'accès aux marchés financiers transitent donc majoritairement par Crédit Agricole S.A..

Pour des raisons spécifiques et sous conditions, les autres entités peuvent avoir un accès direct aux marchés. C'est notamment le cas de CACF, CA-CIB et CA Italia.

### 5.1.4 Systèmes de reporting et de mesure du risque de liquidité

Dans la pratique, le suivi du risque de liquidité s'effectue via un outil centralisé commun à toutes les entités qui font partie du périmètre de suivi du risque de liquidité du Groupe.

Via un plan de comptes adapté au suivi du risque de liquidité, cet outil permet d'identifier les compartiments homogènes du bilan du Groupe et de chacune de ses entités. Cet outil véhicule également l'échéancier de chacun de ces compartiments. En production depuis 2013, il mesure sur base mensuelle les différents indicateurs normés par le Groupe :

- Les indicateurs dits « du modèle interne de liquidité » : bilan de liquidité, réserves, stress scénarios, concentration du refinancement court terme et long terme, etc.
- Les indicateurs réglementaires : LCR, NSFR, ALMM.

Ce dispositif est complété d'outils de gestion apportant une vision quotidienne de certains risques (liquidité intraday, production quotidienne du LCR).

La gestion de la liquidité est également intégrée au processus de planification du Groupe. Ainsi le bilan est projeté, notamment dans le cadre des exercices budgétaires / Plan moyen terme.

### 5.1.5 Couverture du risque de liquidité

Les politiques d'atténuation du risque de liquidité mises en œuvre par le Groupe Crédit Agricole consistent à maîtriser les sorties de liquidité qui se matérialiseraient en période de crise. Cela passe essentiellement par le fait de :

- disposer d'une structure de bilan solide, privilégiant le refinancement moyen long terme et limitant le recours au refinancement court terme. A ce titre le Groupe s'est fixé un objectif de gestion en matière de Position en Ressources Stables et d'une limite en matière de refinancement court terme net.
- maîtriser l'empreinte du Groupe sur le marché du refinancement,
- diversifier ses sources de refinancement de marché.

Les politiques de couverture du risque de liquidité visent à disposer d'actifs liquéfiables à court terme, afin de pouvoir faire face à des sorties significatives de liquidité en période de crise de liquidité. Ces actifs sont constitués principalement de :

- dépôts en banque centrale (essentiellement auprès de la BCE),
- titres de très bonne qualité, liquides et sujets à un faible risque de variation de valeur,
- et créances mobilisables en banque centrale.

### 5.1.6 Plan d'urgence liquidité

Crédit Agricole S.A. dispose d'un Plan d'urgence à mettre en œuvre en cas de crise de liquidité. Ce Plan d'urgence du Groupe s'applique sur le périmètre des entités encadrées par le système de gestion et d'encadrement du risque de liquidité du Groupe Crédit Agricole et comporte trois niveaux, déclenchés selon la sévérité de la situation de crise :

- *Jaune* : la situation nécessite une surveillance accrue et des mesures de faible ampleur.
- *Orange* : la situation nécessite la mise en œuvre de moyens inhabituels pour faire face à la crise.
- *Rouge* : la situation nécessite la mise en œuvre de moyens exceptionnels pour faire face à la crise.

Les indicateurs servant à l'éventuel déclenchement du Plan d'urgence sont mesurés hebdomadairement par la Direction du Pilotage Financier de Crédit Agricole S.A..

Le dispositif s'appuie sur une gouvernance dédiée en cas de déclenchement du plan d'urgence, qui comprend notamment un comité de crise présidé par la direction générale. Le plan d'urgence Groupe fait l'objet de tests de manière annuelle.

### 5.1.7 Stress-tests liquidité

L'établissement s'assure qu'il dispose d'un volant d'actifs liquides suffisant pour faire face aux situations de crise de liquidité. Il s'agit notamment de titres liquides sur le marché secondaire, de titres susceptibles d'être mis en pension, ou bien encore de titres ou de créances mobilisables auprès des Banques Centrales.

Le Groupe se fixe des seuils de tolérance en terme de durée de survie sur les 3 scénarios suivants :

- Un scénario de crise dit systémique correspondant à une crise sur le marché du refinancement. La durée de survie est fixée à un an.
- Un scénario de crise dit idiosyncratique correspondant à une crise sévère bien que de moindre envergure que le scénario de crise globale notamment parce que la liquidité de marché des actifs n'est pas impactée. La durée de survie est fixée à trois mois.
- Un scénario de crise dit global correspondant à une crise brutale et sévère, à la fois spécifique à l'établissement c'est-à-dire affectant sa réputation, et systémique c'est-à-dire affectant l'ensemble du marché du financement. La durée de survie est fixée à un mois.

En pratique, ces stress tests sont réalisés en appliquant un jeu d'hypothèses au bilan de liquidité : le test est considéré « passé » si les actifs liquides permettent de maintenir une liquidité positive sur toute la période de stress.

### 5.1.8 Pilotage et gouvernance

L'appétence au risque de liquidité est définie chaque année par la gouvernance dans le Risk Appetite Framework, qui traduit le niveau de risque accepté par le Groupe. Cela se matérialise par des seuils d'alerte et des limites sur les indicateurs clé du dispositif de suivi du risque de liquidité :

- Le LCR et le NSFR, pilotés avec une marge de manœuvre par rapport aux exigences réglementaires (soit un seuil d'appétence pour le LCR à 110%).
- Les indicateurs internes, tels que la Position en Ressources Stables (PRS), les scénarios de crise de liquidité et les réserves de liquidité font également l'objet de seuils d'alerte et limites.

**Principaux indicateurs d'appétence et de gestion du risque de liquidité suivis par le Groupe Crédit Agricole au 31/12/2022 :**

	LCR	NSFR	PRS	Stress	Limite concentration MLT	LCT
CRCA Languedoc	100 % + TLTRO	100%	0 Md€ + TLTRO	Global > 0 Systémique > 0 Idiosyncratique > 0	1,8% encours crédit	100%

Le dispositif de pilotage interne est complété par d'autres mesures du risque de liquidité (concentration du refinancement moyen long terme par contreparties, échéances et devises, sensibilité au refinancement de marché court terme, empreinte de marché, niveau d'encombrement des actifs, besoins de liquidité contingents) suivies au niveau Groupe et déclinées à différents niveaux (paliers de sous-consolidation des filiales et Caisses Régionales).

Le Groupe établit annuellement une déclaration concernant l'adéquation des dispositifs de gestion du risque de liquidité, assurant que les systèmes de gestion de risque de liquidité mis en place sont adaptés au profil et à la stratégie du Groupe. Cette déclaration, approuvée par le Conseil d'Administration de Crédit Agricole SA, est adressée à la Banque Centrale Européenne, en tant que superviseur du Groupe.

## RATIO RÉGLEMENTAIRE DE COUVERTURE EN BESOIN DE LIQUIDITE COURT TERME \_ LIQUIDTY COVERAGE RATIO - LCR (EU LIQ1)

A noter : les ratios LCR moyens reportés dans le tableau ci-dessus correspondent désormais à la moyenne arithmétique des 12 derniers ratios de fins de mois déclarés sur la période d'observation, en conformité avec les exigences du règlement européen CRR2

		Valeur totale non pondérée (moyenne)				Valeur totale pondérée (moyenne)			
(en milliers d'euros)		31/12/2022	30/09/2022	30/06/2022	31/03/2022	31/12/2022	30/09/2022	30/06/2022	31/03/2022
EU 1a	TRIMESTRE SE TERMINANT LE								
EU 1b	Nombre de points de données utilisés pour le calcul des moyennes	12	12	12	12	12	12	12	12
<b>ACTIFS LIQUIDES DE QUALITÉ ÉLEVÉE (HQLA)</b>									
1	Total des actifs liquides de qualité élevée (HQLA)					3 717 737	3 753 389	3 693 899	3 500 775
<b>SORTIES DE TRÉSORERIE</b>									
2	Dépôts de la clientèle de détail et dépôts de petites entreprises clientes, dont:	8 080 781	8 025 895	7 934 589	7 784 068	520 601	519 440	513 754	502 802
3	Dépôts stables	5 651 426	5 640 628	5 595 679	5 511 955	282 571	282 031	279 784	275 598
4	Dépôts moins stables	2 429 356	2 385 266	2 338 910	2 272 113	238 029	237 409	233 970	227 205
5	Financements de gros non garantis	2 623 054	2 655 406	2 667 105	2 593 968	1 347 201	1 358 016	1 370 406	1 332 585
6	Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans des réseaux de banques coopératives	1 114 413	1 127 497	1 127 593	1 113 863	267 147	270 836	271 077	267 839
7	Dépôts non opérationnels (toutes contreparties)	1 508 642	1 527 908	1 539 513	1 480 105	1 080 054	1 087 179	1 099 329	1 064 746
8	Créances non garanties	-	-	-	-	-	-	-	-
9	Financements de gros garantis					7 976	15 958	15 958	7 982
10	Exigences complémentaires	1 971 341	1 870 750	1 791 400	1 710 804	600 834	519 896	460 789	411 168
11	Sorties liées à des expositions sur dérivés et autres exigences de sûretés	436 364	355 994	296 504	252 056	436 364	355 994	296 504	252 056
12	Sorties liées à des pertes de financement sur des produits de créance	-	-	-	-	-	-	-	-
13	Facilités de crédit et de liquidité	1 534 977	1 514 755	1 494 896	1 458 747	164 470	163 901	164 285	159 111
14	Autres obligations de financement contractuelles	4 669	5 057	3 970	4 590	4 669	5 057	3 970	4 590

		Valeur totale non pondérée (moyenne)				Valeur totale pondérée (moyenne)			
(en milliers d'euros)									
15	Autres obligations de financement éventuel	135 302	141 882	146 437	146 964	135 302	141 882	146 437	146 964
16	<b>TOTAL SORTIES DE TRÉSORERIE</b>					<b>2 616 583</b>	<b>2 560 249</b>	<b>2 511 314</b>	<b>2 406 091</b>

		Valeur totale non pondérée (moyenne)				Valeur totale pondérée (moyenne)			
ENTRÉES DE TRÉSORERIE									
17	Opérations de prêt garanties (par exemple, prises en pension)	7 976	15 958	15 958	7 982	-	-	-	-
18	Entrées provenant d'expositions pleinement performantes	632 041	604 162	541 883	540 787	243 676	236 398	221 338	226 996
19	Autres entrées de trésorerie	776	1 603	1 828	60 146	776	1 603	1 828	60 146
EU-19a	(Différence entre le total des entrées de trésorerie pondérées et le total des sorties de trésorerie pondérées résultant d'opérations effectuées dans des pays tiers où s'appliquent des restrictions aux transferts, ou libellées en monnaie non convertible)					-	-	-	-
EU-19b	(Excédent d'entrées de trésorerie provenant d'un établissement de crédit spécialisé lié)					-	-	-	-
20	TOTAL ENTRÉES DE TRÉSORERIE	640 793	621 722	559 668	608 915	244 452	238 000	223 166	287 142
EU-20a	Entrées de trésorerie entièrement exemptées	-	-	-	-	-	-	-	-
EU-20b	Entrées de trésorerie soumises au plafond de 90 %	-	-	-	-	-	-	-	-
EU-20c	Entrées de trésorerie soumises au plafond de 75 %	640 793	621 722	559 668	608 915	244 452	238 000	223 166	287 142
VALEUR AJUSTÉE TOTALE									
21	COUSSIN DE LIQUIDITÉ					3 717 737	3 753 389	3 693 899	3 500 775
22	TOTAL SORTIES DE TRÉSORERIE NETTES					2 372 131	2 322 248	2 288 148	2 118 949
23	RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITÉ					157,00%	161,63%	161,00%	165,21%

## INFORMATIONS QUALITATIVES SUR RATIO LCR (EU LIQB)

Le LCR au 31 décembre 2022 s'élève à 107.6%. Il est en forte baisse par rapport au 31 décembre 2021 (158.4%) suite à l'utilisation du compte cas BCE pour rembourser une partie du TLTRO (1 274 M€). Cette opération a entraîné une diminution des réserves LCR : l'impact sur le ratio est de 50 points.

## RATIO RÉGLEMENTAIRE DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITÉ MOYEN/LONG-TERME (NET STABLE FUNDING RATIO) - RATIO NSFR (EU LIQ2)

31/12/2022		Valeur non pondérée par échéance résiduelle				Valeur pondérée
		Pas d'échéance	< 6 mois	6 mois à < 1an	≥ 1an	
(en milliers d'euros)						
Éléments du financement stable disponible						
1	Éléments et instruments de fonds propres	4 300 200	-	-	46 851	4 347 051
2	Fonds propres	4 300 200	-	-	46 851	4 347 051
3	Autres instruments de fonds propres		-	-	-	-
4	Dépôts de la clientèle de détail		8 088 323	-	-	7 559 857
5	Dépôts stables		5 607 322	-	-	5 326 956
6	Dépôts moins stables		2 481 001	-	-	2 232 901
7	Financement de gros:		5 894 830	1 686 301	13 331 116	15 234 824
8	Dépôts opérationnels		1 091 159	-	-	545 580
9	Autres financements de gros		4 803 671	1 686 301	13 331 116	14 689 244
10	Engagements interdépendants		-	-	-	-
11	Autres engagements:	150 613	2 076 157	-	-	-
12	Engagements dérivés affectant le NSFR	150 613				
13	Tous les autres engagements et instruments de fonds propres non inclus dans les catégories ci-dessus.		2 076 157	-	-	-
14	Financement stable disponible total					27 141 731
Éléments du financement stable requis						
15	Total des actifs liquides de qualité élevée (HQLA)					211 002
EU-15a	Actifs grevés pour une échéance résiduelle d'un an ou plus dans un panier de couverture		1 425	2 619	1 666 260	1 419 758
16	Dépôts détenus auprès d'autres établissements financiers à des fins opérationnelles		146 488	-	-	73 244
17	Prêts et titres performants:		1 803 211	1 767 645	24 379 442	20 755 472
18	Opérations de financement sur titres performantes avec des clients financiers garanties par des actifs liquides de qualité élevée de niveau 1 soumis à une décote de 0 %.		-	-	-	-
19	Opérations de financement sur titres performantes avec des clients financiers garanties par d'autres actifs et prêts et avances aux établissements financiers		265 859	397 008	3 272 503	3 497 593

31/12/2022

(en milliers d'euros)

		Valeur non pondérée par échéance résiduelle				Valeur pondérée
		Pas d'échéance	< 6 mois	6 mois à < 1an	≥ 1an	
20	Prêts performants à des entreprises non financières, prêts performants à la clientèle de détail et aux petites entreprises, et prêts performants aux emprunteurs souverains et aux entités du secteur public, dont:	-	986 779	797 154	8 289 846	8 188 155
21	Avec une pondération de risque inférieure ou égale à 35 % selon l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	-	14 022	10 426	226 794	159 640
22	Prêts hypothécaires résidentiels performants, dont:	-	547 573	572 122	12 756 489	9 016 030
23	Avec une pondération de risque inférieure ou égale à 35 % selon l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit		457 027	469 471	12 107 432	8 367 733
24	Autres prêts et titres qui ne sont pas en défaut et ne sont pas considérés comme des actifs liquides de qualité élevée, y compris les actions négociées en bourse et les produits liés aux crédits commerciaux inscrits au bilan		3 000	1 361	60 604	53 694
25	<b>Actifs interdépendants</b>		-	-	-	-
26	<b>Autres actifs:</b>		1 994 239	26 579	2 271 145	3 286 899
27	Matières premières échangées physiquement				-	-
28	Actifs fournis en tant que marge initiale dans des contrats dérivés et en tant que contributions aux fonds de défaillance des CCP		-	-	-	-
29	Actifs dérivés affectant le NSFR		-			-
30	Engagements dérivés affectant le NSFR avant déduction de la marge de variation fournie		227 865			11 393
31	Tous les autres actifs ne relevant pas des catégories ci-dessus		1 766 374	26 579	2 271 145	3 275 506
32	<b>Éléments de hors bilan</b>		-	-	1 595 683	88 865
33	<b>Financement stable requis total</b>					25 835 240
34	<b>Ratio de financement stable net (%)</b>					105,06%

## INFORMATIONS QUALITATIVES SUR RATIO NSFR

Le NSFR au 31 décembre 2022 est de 105.1% en régression sur un an de 5.4%.

Les principales évolutions qui expliquent ce résultat :

- Ressources Stables disponibles :
  - Allongement de l'écoulement des avances miroirs
- Besoin en Ressources Stables
  - Opération NSFR Evergreen

### Actif et Passif interdépendants

Il n'y a pas d'actifs et de passifs interdépendants au sens du NSFR à la Caisse régionale du Languedoc.

## 6. RISQUES DE TAUX D'INTÉRÊT GLOBAL

---

Conformément à l'article 448 du règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 (dit « CRR 2 ») modifiant le règlement (UE) 575/2013, la Caisse Régionale du Languedoc est assujettie à la publication d'informations relatives au risque de taux d'intérêt.

### 6.1 Informations qualitatives sur la gestion du risque de taux des activités du portefeuille bancaire

#### EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT POUR LES POSITIONS NON DÉTENUES DANS LE PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION (IRRBBA)

---

##### 6.1.1 Définition du risque de taux d'intérêt global

Le risque de taux du portefeuille bancaire se réfère au risque actuel ou potentiel d'une baisse des fonds propres ou des revenus de la banque résultant de mouvements adverses des taux d'intérêt qui affectent les positions de son portefeuille bancaire.

Le risque de taux se décompose en trois sous-types de risque :

- le **risque directionnel** ou risque d'impasse résultant de la structure des échéances des instruments du portefeuille bancaire et reflétant le risque induit par le calendrier de révision des taux des instruments. L'ampleur du risque d'impasse varie selon que les changements de la structure à terme des taux évoluent constamment le long de la courbe des taux (risque parallèle) ou différemment par période (risque non parallèle) ;
- le **risque de base** reflétant l'impact de variations relatives des taux d'intérêt pour des instruments financiers ayant des maturités similaires et valorisés avec des indices de taux d'intérêt différents ;
- le **risque optionnel** résultant de positions dérivées ou bilantielles permettant à la banque ou son client de modifier le niveau et le calendrier des flux de trésorerie ; le risque optionnel est scindé en 2 catégories : risque optionnel automatique et risque optionnel comportemental.

Il est géré - notamment par la mise en place de couvertures - et fait l'objet d'un encadrement à l'aide de limites.

##### 6.1.2 Stratégies de gestion et d'atténuation du risque de taux d'intérêt global

###### Objectif

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à stabiliser les marges futures de la banque contre les impacts défavorables d'une évolution adverse des taux d'intérêt.

Les variations de taux d'intérêt impactent la marge nette d'intérêt en raison des décalages de durée et de type d'indexation entre les emplois et les ressources. La gestion du risque de taux vise, par des opérations de bilan ou de hors bilan, à limiter la volatilité de cette marge.

### **Dispositif de limites et pratiques de couverture**

Les limites mises en place au niveau de la banque permettent de borner la somme des pertes maximales actualisées sur les 30 prochaines années et le montant de perte maximale annuelle sur chacune des 10 prochaines années en cas de choc de taux.

Les règles de fixation des limites visent à protéger la valeur patrimoniale de la banque dans le respect des dispositions du Pilier 2 de la réglementation Bâle 3 en matière de risque de taux d'intérêt global et à limiter la volatilité dans le temps de la marge nette d'intérêt en évitant des concentrations de risque importantes sur certaines maturités.

Des limites approuvées par le Conseil d'administration de la Caisse régionale encadrent l'exposition au risque de taux d'intérêt global. Ces limites encadrent le risque de taux et, le cas échéant, le risque inflation et le risque de base.

La Caisse régionale assure à son niveau la couverture en taux des risques qui découlent de cette organisation financière par le biais d'instruments financiers de bilan ou de hors bilan, fermes ou optionnels.

Les règles applicables en France sur la fixation du taux du Livret A indexent une fraction de cette rémunération à l'inflation moyenne constatée sur des périodes de six mois glissants. La rémunération des autres livrets est également corrélée à la même moyenne semestrielle de l'inflation. La Caisse régionale est donc amenée à couvrir le risque associé à ces postes du bilan au moyen d'instruments (de bilan ou de hors bilan) ayant pour sous-jacent l'inflation.

### **Conduite de tests de résistance**

Un dispositif interne trimestriel (ICAAP ou *internal capital adequacy assessment process*) vise ici à estimer le besoin en capital interne requis au titre du risque de taux que la Caisse Régionale du Languedoc pourrait connaître. Celui-ci est mesuré selon deux approches, en valeur économique et en revenu.

L'impact en valeur économique est réalisé en tenant compte :

- Du risque de taux directionnel (calculé à partir des impasses) ;
- Du risque de taux optionnel automatique (équivalent delta et équivalent gamma des options de caps et de floors, principalement) ;
- Du risque comportemental (remboursements anticipés sur les crédits à taux fixe, notamment) ;
- D'une consommation potentielle des limites sur l'exposition en risque de taux

L'impact en revenu est calculé à partir des simulations de marge nette d'intérêt (cf. infra).

Ce dispositif interne est complété de tests de résistance (ou stress test) réglementaires pilotés par l'Autorité Bancaire Européenne. Cet exercice est réalisé périodiquement au sein du groupe Crédit Agricole au niveau de consolidation le plus élevé ; la Caisse régionale y contribue en tant qu'entité appartenant au périmètre de consolidation visé. Le risque de taux fait partie des risques soumis à ce type d'exercice.

### **Rôle de l'audit indépendant**

Un système de contrôle à trois niveaux et indépendant est mis en place de façon à s'assurer de la robustesse du dispositif :

- le dispositif de mesure du risque de taux d'intérêt global fait l'objet d'un processus de contrôle permanent
- la Direction des risques de la Caisse régionale émet un avis sur les processus d'encadrement et les nouveaux produits

- l'audit interne assure des inspections régulières dans les différents départements.

### **Rôle et pratiques du comité financier**

La Caisse régionale gère son exposition sous le contrôle de son comité financier, dans le respect de ses limites et des normes du groupe Crédit Agricole.

Le comité financier de la Caisse régionale est présidé par le Directeur général et comprend plusieurs membres du Comité de direction ainsi que des représentants de la Direction des risques :

- il examine les positions de la Caisse régionale ;
- il examine le respect des limites applicables à la Caisse régionale ;
- il valide les orientations de gestion s'agissant du risque de taux d'intérêt global proposées par le Département de gestion actif-passif.

De plus, la situation individuelle de la Caisse régionale au regard du risque de taux d'intérêt global fait l'objet d'un examen trimestriel au sein du Comité des risques des Caisses régionales organisé par Crédit Agricole S.A.

### **Pratiques de la banque en matière de validation appropriée des modèles**

Les modèles de gestion actif-passif des Caisses régionales sont élaborés au niveau national par Crédit Agricole S.A. Ils suivent le même circuit de validation au sein de la Caisse régionale et font l'objet d'une information à Crédit Agricole S.A. lorsqu'ils sont adaptés localement.

La pertinence des modèles est contrôlée annuellement, notamment par l'examen de données historiques ou des conditions de marché présentes. Ils font l'objet d'une revue indépendante (dite « second regard ») par la fonction risque de Crédit Agricole S.A. pour les modèles nationaux et par celle de la Caisse régionale pour les adaptations locales.

## **6.1.3 Indicateurs de mesure du risque de taux et périodicité de calcul**

Le risque de taux d'intérêt global est quantifié à l'aide de mesures statiques et dynamiques.

### **Approche en valeur économique**

La mesure du risque de taux s'appuie principalement sur le calcul de *gaps* ou impasses de taux.

Cette méthodologie consiste à échéancer dans le futur (selon une vision dite en extinction, dite « statique ») les encours à taux connu et les encours indexés sur l'inflation en fonction de leurs caractéristiques contractuelles (date de maturité, profil d'amortissement) ou d'une modélisation de l'écoulement des encours lorsque :

- le profil d'échéancement n'est pas connu (produits sans échéance contractuelle tels que les dépôts à vue, les livrets ou les fonds propres) ;
- des options comportementales vendues à la clientèle sont incorporées (remboursements anticipés sur crédits, épargne-logement...).

Les risques découlant des options automatiques (options de *caps* et de *floors*) sont, quant à eux, retenus dans les impasses à hauteur de leur équivalent delta. Une part de ces risques peut être couvert par des achats d'options.

Ce dispositif de mesures est décliné pour l'ensemble des devises significatives (pour la CRCA Languedoc : Euro).

Une sensibilité de la valeur actualisée nette de la valeur économique de la banque restitue de façon synthétique l'impact qu'aurait un choc de taux sur le montant des impasses de taux définies ci-dessus. Cette sensibilité est calculée sur le taux et le cas échéant, sur l'inflation et sur le risque de base (chocs variables selon l'indice de référence).

Elles font chacune l'objet d'un encadrement sous la forme d'une limite qui ne peut dépasser un pourcentage des fonds propres prudentiels totaux.

Les impasses sont produites sur base mensuelle. Les sensibilités de valeur économique sont calculées avec la même fréquence.

### **Approche en revenu**

Une approche en revenu complète cette vision bilancielle avec des simulations de marge nette d'intérêt projetées sur 3 années, intégrant des hypothèses de nouvelle production (approche dite « dynamique »). La méthodologie correspond à celle des stress tests conduits par l'EBA, à savoir une vision à bilan constant avec un renouvellement à l'identique des opérations arrivant à maturité.

Ces indicateurs ne font pas l'objet d'un encadrement mais contribuent à la mesure de l'évaluation du besoin en capital interne au titre du risque de taux.

Cette mesure est effectuée trimestriellement.

## **6.1.4 Chocs de taux utilisés pour les mesures internes**

### **Indicateurs relatifs à l'approche en valeur économique**

Un choc uniforme de +/- 200 points de base est appliqué pour le calcul de la sensibilité au taux d'intérêt. S'agissant de sensibilité à l'inflation, un choc de +/- 100 points de base est retenu.

### **Indicateurs relatifs à l'approche en revenu**

Les simulations de marge nette d'intérêt projetées sont réalisées selon 6 scénarii :

- réalisation des taux à terme (scénario central) ;
- chocs de +/- 200 points de base sur les taux d'intérêt ;
- chocs de +/- 50 points de base sur les taux d'intérêt ;
- choc de + 100 points de base sur l'inflation.

### **ICAAP**

Les mesures utilisées pour l'ICAAP au titre de l'approche en valeur économique sont réalisées en s'appuyant sur un jeu de 6 scénarios internes intégrant des déformations de la courbe de taux calibrés selon une méthode ACP (Analyse en composantes principales) et un calibrage cohérent avec celui utilisé pour l'évaluation des autres risques mesurés au titre du Pilier 2 (un intervalle de confiance de 99,9% et une période d'observation historique de 10 ans).

Pour l'approche en revenu, les chocs retenus sont de +/- 200 points de base.

### 6.1.5 Hypothèses de modélisation et de paramètres utilisées pour les mesures internes

La définition des modèles de gestion actif-passif repose habituellement sur l'analyse statistique du comportement passé de la clientèle, complétée d'une analyse qualitative (contexte économique et réglementaire, stratégie commerciale...).

Les modélisations portent pour l'essentiel sur les :

- dépôts à vue : l'écoulement modélisé prend en compte la stabilité historiquement observée des encours. Même si les dépôts à vue français ont montré historiquement une grande stabilité, une fraction des encours (notamment ceux constitués après 2015) est réputée plus sensible au taux et une moindre stabilité lui est reconnue ;
- livrets d'épargne : le modèle traduit la dépendance de la rémunération de ces produits aux taux de marché et de l'inflation pour certains ;
- crédits échéancés : pour les crédits taux fixe les plus longs (majoritairement les crédits habitat), la modélisation tient compte de la dépendance de l'intensité des remboursements anticipés au niveau des taux d'intérêt. Les remboursements anticipés modélisés sont ainsi mis à jour trimestriellement ;
- fonds propres : le modèle traduit une convention de nature stratégique qui a pour but de stabiliser la marge nette d'intérêt. Il relie la maturité de l'échéancement des fonds propres à la maturité de l'activité commerciale de l'entité.

### 6.1.6 Couverture du risque de taux

Sont développées dans cette partie la couverture de juste valeur (*Fair value hedge*) et la couverture de flux de trésorerie (*Cash flow hedge*).

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à concilier deux approches :

- La protection de la valeur patrimoniale de la banque

Cette première approche suppose d'adosser les postes du bilan/hors bilan sensibles à la variation des taux d'intérêt à l'actif et au passif (i.e. de manière simplifiée, les postes à taux fixe), afin de neutraliser les variations de juste valeur observées en cas de variation des taux d'intérêt. Lorsque cet adossement est réalisé au moyen d'instruments dérivés (principalement des swaps de taux fixe et inflation, caps de marché), ceux-ci sont considérés comme des dérivés de couverture de juste valeur (*Fair Value Hedge*) dès lors que des instruments identifiés (micro-FVH) ou des groupes d'instruments identifiés (macro-FVH) comme éléments couverts (actifs à taux fixe et inflation : crédits clientèle, passifs à taux fixe et inflation : dépôts à vue et épargne) sont éligibles au sens de la norme IAS 39 (à défaut, comme indiqué précédemment, ces dérivés, qui constituent pourtant une couverture économique du risque, sont classés en *trading*).

En vue de vérifier l'adéquation de la macrocouverture, les instruments de couverture et les éléments couverts sont échéancés par bande de maturité en utilisant les caractéristiques des contrats ou, pour certains postes du bilan (collecte notamment) des hypothèses qui se basent notamment sur les caractéristiques financières des produits et sur des comportements historiques. La comparaison des deux échéanciers (couvertures et éléments couverts) permet de documenter la couverture de manière prospective, pour chaque maturité et chaque génération.

Pour chaque relation de macrocouverture, l'efficacité prospective est mesurée, en fin de période, en s'assurant que pour chaque bande de maturité, le principal des éléments couverts est supérieur au notionnel des instruments financiers dérivés de couverture désignés. L'efficacité rétrospective est ainsi mesurée en

s'assurant que l'évolution de l'encours couvert, en début de période, ne met pas en évidence de surcouverture a posteriori. D'autres sources d'inefficacité sont par ailleurs mesurées : l'écart BOR / OIS, la *Credit Valuation Adjustment* (CVA) / *Debit Valuation Adjustment* (DVA) et la *Funding Valuation Adjustment* (FVA).

#### ■ La protection de la marge d'intérêt

Cette seconde approche suppose de neutraliser la variation des futurs flux de trésorerie d'instruments ou de postes du bilan liée à la refixation de leur taux d'intérêt dans le futur, soit parce qu'ils sont indexés sur les indices de taux qui fluctuent, soit parce qu'ils seront refinancés à taux de marché à un certain horizon de temps. Lorsque cette neutralisation est effectuée au moyen d'instruments dérivés (swaps de taux d'intérêt principalement), ceux-ci sont considérés comme des dérivés de couverture des flux de trésorerie (Cash-Flow Hedge). Dans ce cas également, cette neutralisation peut être effectuée pour des postes du bilan ou des instruments identifiés individuellement (micro-CFH) ou des portefeuilles de postes ou instruments (macro-CFH). Comme pour la couverture de juste valeur, la documentation et l'appréciation de l'efficacité de ces relations de couverture s'appuient sur des échéanciers prévisionnels.

Pour chaque relation de couverture, l'efficacité prospective est mesurée, en fin de période, en s'assurant que pour chaque bande de maturité, le principal des éléments couverts est supérieur au notionnel des instruments financiers dérivés de couverture désignés.

La Caisse régionale privilégie la protection de sa valeur patrimoniale pour la gestion de son risque de taux.

### **6.1.7 Principales hypothèses de modélisation et de paramètres pour les mesures réglementaires**

Les hypothèses de modélisation et de paramètres utilisées pour les mesures internes présentées au point e. sont également appliquées aux mesures réglementaires, à l'exception des éléments ci-dessous :

- Les fonds propres et participations, les autres actifs et autres passifs sont exclus des impasses ;
- la durée moyenne de la collecte non échéancée est plafonnée à 5 ans (plafond non atteint en pratique).

### **6.1.8 Signification des mesures**

Les mesures internes montrent que les positions relatives au risque de taux d'intérêt global sont raisonnables au regard du montant des fonds propres dont dispose la Caisse régionale.

En effet, la sensibilité de la valeur économique de la banque à une variation des taux d'intérêt et de l'inflation de respectivement 200 points de base et 100 points de base ressort à 72300 milliers d'euro, soit 2,5 % des fonds propres prudentiels totaux.

Les mesures réglementaires figurant dans l'état EU IRRBB<sup>1</sup> ci-dessous sont pénalisées par l'exclusion des fonds propres<sup>1</sup> de la Caisse régionale, qui demeurent une ressource à taux fixe importante.

---

<sup>1</sup> Estimée à 255 000 milliers d'euro dans le scénario à la hausse des taux d'intérêt

### 6.1.9 Autres informations pertinentes

Les taux d'intérêt relatifs aux principaux produits de collecte nationaux sont actualisés mensuellement par le comité Taux de Crédit Agricole S.A.

## 6.2 Informations quantitatives sur le risque de taux

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité de la valeur économique et du produit net d'intérêts à différents scénarios de chocs de taux d'intérêt définis par la réglementation.

### EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT POUR LES POSITIONS NON DÉTENUES DANS LE PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION (IRRBB1)

Scénarii de choc réglementaires (en milliers d'euros)	Variation de la valeur économique 31/12/2022	Variation du produit net d'intérêts 31/12/2022
Choc parallèle vers le haut	(339 000)	7 702
Choc parallèle vers le bas	100 000	(7 304)
Pentification de la courbe	(18 000)	
Aplatissement de la courbe	(40 000)	
Hausse des taux courts	(140 000)	
Baisse des taux courts	130 000	

#### Hypothèses de calcul

Les hypothèses de calcul et scénarios de chocs de taux sont définis par l'Autorité Bancaire Européenne (EBA) dans les « Orientations sur la gestion du risque de taux d'intérêt inhérent aux activités hors portefeuille de négociation » parues le 19 juillet 2018 (EBA/GL/2018/02).

#### ■ Valeur économique

Le paragraphe 115 des orientations de l'EBA précise les modalités de calcul de la variation de valeur économique. Celle-ci est déterminée à partir d'un bilan en extinction sur les 30 prochaines années duquel la valeur des fonds propres et des immobilisations est exclue. La durée d'écoulement moyenne des dépôts sans maturité contractuelle (dépôts à vue et livrets d'épargne) hors institutions financières est plafonnée à 5 ans.

Il est considéré un scénario de choc de taux instantané. Les chocs de taux utilisés sont ceux des principales zones économiques où Caisse Régionale du Languedoc est exposé, à savoir la zone euro.

En points de base	EUR
Choc parallèle	200
Taux courts	250
Taux longs	100

Les scénarios de pentification et d'aplatissement de la courbe des taux sont des scénarios non uniformes où des chocs de taux variables selon la maturité sont à la fois appliqués sur les taux courts et les taux longs.

Un seuil minimum (ou floor), variable selon les maturités (de -100 points de base au jour le jour à 0 point de base à 20 ans, conformément à l'article 115(k) des orientations de l'EBA susmentionnées), est appliqué aux taux d'intérêt après prise en compte des scénarii de choc à la baisse.

#### ■ Produit nets d'intérêts

La variation du produit net d'intérêts est calculée à un horizon de 12 mois en prenant l'hypothèse d'un bilan constant et donc d'un renouvellement à l'identique des opérations arrivant à terme. Il est considéré ici un scénario de choc de taux instantané de 50 points de base quelle que soit la devise.

Il est constaté une inversion des sensibilités entre les deux approches : la valeur économique de Caisse Régionale du Languedoc baisse en cas de hausse des taux alors que la marge nette d'intérêt augmente.

La baisse de la valeur économique en cas de hausse des taux provient d'un volume de passifs à taux fixe globalement plus faible que les actifs à taux fixe sur les échéances à venir.

A l'inverse, la marge nette d'intérêt augmente en cas de hausse des taux, car la sensibilité des actifs renouvelés à une variation de taux est plus élevée que celle des passifs renouvelés, du fait de la présence au sein des passifs des fonds propres et des ressources de clientèle de détail (dépôts à vue et épargne réglementée) peu ou pas sensibles à la hausse des taux.

De plus, l'impact d'une hausse de taux est supposé se transmettre à 100% et immédiatement aux actifs clientèles ; les dépôts à vue se maintiennent à leur niveau actuel élevé, sans être rémunérés (reprise des hypothèses des tests de résistance de l'EBA). Dans les faits, la hausse de la marge nette d'intérêt se matérialiserait plus progressivement que le laissent supposer les résultats donnés ci-dessus.

## 7. ACTIFS GREVES

### ACTIFS GREVÉS ET ACTIFS NON GREVÉS (EU AE1)

31/12/2022

		Valeur comptable des actifs grevés		Juste valeur des actifs grevés		Valeur comptable des actifs non grevés		Juste valeur des actifs non grevés	
			dont EHQLA et HQLA théoriquement éligibles		dont EHQLA et HQLA théoriquement éligibles		dont EHQLA et HQLA		dont EHQLA et HQLA
(en milliers d'euros)									
010	Actifs de l'établissement publiant les informations	11 756 326	-			23 216 696	1 525 974		
030	Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	2 384 811	-	2 364 120	-
040	Titres de créance	-	-	-	-	1 727 048	1 501 256	1 507 258	1 361 289
050	dont: obligations garanties	-	-	-	-	38 669	38 669	35 244	35 244
060	dont: titrisations	-	-	-	-	-	-	-	-
070	dont: émis par des administrations publiques	-	-	-	-	678 154	678 154	700 059	704 760
080	dont: émis par des sociétés financières	-	-	-	-	757 160	464 459	533 253	416 571
090	dont: émis par des sociétés non financières	-	-	-	-	313 982	266 337	292 254	249 264
120	Autres actifs	11 756 326	-			19 104 838	24 718		

## SURETÉS REÇUES (EU AE2)

31/12/2022

31/12/2022

		Juste valeur des sûretés grevées reçues ou des propres titres de créance grevés émis	Non grevé		
			Juste valeur des sûretés reçues ou des propres titres de créance émis pouvant être grevés		
			dont EHQLA et HQLA théoriquement éligibles		dont EHQLA et HQLA
(en milliers d'euros)					
130	Sûretés reçues par l'établissement publiant les informations	-	-	-	-
140	Prêts à vue	-	-	-	-
150	Instruments de capitaux propres	-	-	-	-
160	Titres de créance	-	-	-	-
170	dont: obligations garanties	-	-	-	-
180	dont: titrisations	-	-	-	-
190	dont: émis par des administrations publiques	-	-	-	-
200	dont: émis par des sociétés financières	-	-	-	-
210	dont: émis par des sociétés non financières	-	-	-	-
220	Prêts et avances autres que prêts à vue	-	-	-	-
230	Autres sûretés reçues	-	-	-	-
240	Propres titres de créance émis autres que propres obligations garanties ou titrisations	-	-	-	-
241	Propres obligations garanties et titrisations émises et non encore données en nantissement			406 120	-
250	TOTAL SÛRETÉS REÇUES ET PROPRES TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	11 756 326	-		

## SOURCES DES CHARGES GREVANT LES ACTIFS (EU AE3)

31/12/2022

		Passifs correspondants, passifs éventuels ou titres prêtés	Actifs, sûretés reçues et propres titres de créance émis, autres qu'obligations garanties et titrisations, grevés
(en milliers d'euros)			
010	Valeur comptable de passifs financiers sélectionnés	1 609 405	2 215 898

## INFORMATIONS DESCRIPTIVES COMPLÉMENTAIRES (EU AE4)

Crédit Agricole S.A. suit et pilote le niveau de charge des actifs dans le Groupe Crédit Agricole.

Le ratio de charge des actifs du Crédit Agricole Languedoc représente 32.33% au 31 décembre 2022.

Les charges grevant les actifs et sûretés reçues du Crédit Agricole Languedoc portent principalement sur les prêts et avances (autres que prêts à vue). En effet, la mobilisation des créances privées a pour but d'obtenir du refinancement à des conditions avantageuses ou de constituer des réserves facilement liquéfiables en cas de besoin. La politique suivie par Crédit Agricole S.A. vise à la fois à diversifier les dispositifs utilisés pour accroître la résistance aux stress de liquidité qui pourraient atteindre différemment tel ou tel marché, et à limiter la part d'actifs mobilisés afin de conserver des actifs libres de bonne qualité, facilement liquéfiables en cas de stress au travers des dispositifs existants.

La baisse du ratio de charge des actifs du Crédit Agricole Languedoc observée sur 2022 s'explique <sup>[1]</sup> en particulier par le remboursement de 1.3 milliards d'euros des tirages auprès de la BCE au titre du T-LTRO.

Les sources des charges grevant principalement des prêts et avances (autres que prêts à vue) sont les suivantes :

- Les obligations garanties (*covered bonds*) au sens de l'article 52, paragraphe 4, premier alinéa, de la directive 2009/65/CE, émises dans le cadre des 4 programmes suivants :
  - Crédit Agricole Home Loan SFH, mobilisant les créances des Caisses régionales et de LCL
  - Crédit Agricole Public Sector SCF, mobilisant les créances de Crédit Agricole CIB,
  - Crédit Agricole Italia OBG srl, mobilisant les créances du Groupe Crédit Agricole Italia
  - CAnb Hypotheques SA, mobilisant les créances de Crédit Agricole next bank (Suisse) SA

Au 31 décembre 2022, les obligations garanties placées totalisent 1.06 milliards d'euros pour un total de 1.6 milliards d'euros d'actifs (et sûretés reçues) sous-jacents grevés, respectant ainsi les exigences contractuelles et réglementaires en termes de surnantissement.

- Les titres adossés à des actifs (*ABS*) émis lors d'opérations de titrisations - telles que définies à l'article 4, paragraphe 1, point 61), du règlement (UE) no 575/2013 - réalisées principalement par le groupe CA Consumer Finance et ses filiales ainsi que par LCL (via les programmes FCT CA Habitat).

Au 31 décembre 2022, les titres adossés à des actifs placés totalisent 564 millions d'euros pour un total de 564 millions d'euros d'actifs sous-jacents grevés.

<sup>[1]</sup> Des travaux de fiabilisation continus en vue de garantir l'exhaustivité des charges grevant les actifs et sûretés reçues déclarés ont également contribué à la hausse observée

- Les dépôts garantis (autres que mises en pension) liés principalement aux activités de financement : auprès de la BCE au titre du T-LTRO, via le conduit de titrisation ESTER de Crédit Agricole CIB, ainsi qu'auprès d'organismes institutionnels français ou supranationaux (comme la CDC et la BEI).

Au 31 décembre 2022, les dépôts garantis (autres que mises en pension) totalisent 1.5 milliards d'euros pour un total de 6.6 milliards d'euros d'actifs grevés.

- Les titres de créance (autres qu'obligations garanties ou titres adossés à des actifs) émis auprès de la Caisse de Refinancement de l'Habitat (CRH) sous format de billets à ordre, mobilisant les créances des Caisses régionales et de LCL.

Au 31 décembre 2022, ces titres totalisent 216 millions d'euros pour un total 300 millions d'euros d'actifs grevés du Crédit Agricole Languedoc.

Crédit Agricole SA jouant le rôle d'acteur central dans la plupart de ces dispositifs de financements sécurisés, ces niveaux de charges se déclinent de fait au niveau intragroupe entre Crédit Agricole SA, ses filiales et les Caisses régionales du Crédit Agricole.

Les autres sources principales de charges grevant les actifs dans Crédit Agricole Languedoc sont :

- Les mises en pensions (*repurchase agreements*), liées principalement à l'activité de Crédit Agricole CIB et grevant majoritairement des sûretés reçues constituées de titres de créance et accessoirement d'instruments de capitaux propres. En particulier, cette source concentre la grande majorité des charges détenues dans la 2<sup>ième</sup> monnaie importante (USD), au sens de l'annexe XVII du règlement d'exécution (UE) no 2021-451, autre que la monnaie de déclaration (EUR).

Au 31 décembre 2022, les mises en pension totalisent 331 millions d'euros pour un total de 292 millions d'euros d'actifs et sûretés reçues grevés.

- Les prêts-emprunts de titres (*Security Lending and Borrowing*) liés principalement à l'activité de Crédit Agricole CIB et de CACEIS et grevant majoritairement des sûretés reçues constituées de titres de créance et accessoirement d'instruments de capitaux propres.

Au 31 décembre 2022, les prêts-emprunts de titres totalisent 50,9 milliards d'euros pour un total de 49,9 milliards d'euros d'actifs et sûretés reçues grevés.

- Les dérivés liés principalement à l'activité de dérivés OTC de Crédit Agricole Languedoc et grevant majoritairement du cash dans le cadre des appels de marge.

Au 31 décembre 2022, les appels de marge, étant en faveur du Crédit Agricole Languedoc, totalisent 0 million d'euro de cash grevé.

## 8. POLITIQUE DE REMUNERATION

---

### INFORMATIONS QUALITATIVES SUR LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION (REMA)

---

#### Définition du personnel identifié

Au sein des Caisses Régionales, et en application des critères qualitatifs liés à la fonction, les collaborateurs dits « personnels identifiés » comprennent :

- Le Directeur général de Caisse régionale,
- L'ensemble des membres du Comité de direction, qu'ils soient nommés cadres de direction (Directeur général, Directeur général adjoint et Directeur) ainsi que les salariés non cadres de direction mais qui participent de manière permanente à ce Comité,
- Les responsables des trois fonctions de contrôles à savoir les fonctions Risques et contrôles permanents, Conformité et Audit, si ces derniers ne sont pas déjà membres du Comité de direction.

#### Politique de rémunération

La politique de rémunération des Cadres de direction, Directeurs généraux, Directeurs généraux adjoints et Directeurs, est définie dans l'Annexe de la convention collective des cadres de direction de Caisses Régionales. La politique de rémunération applicable aux Directeurs généraux, mandataires sociaux, est par ailleurs complétée dans un référentiel qui leur est propre.

La politique de rémunération applicable aux Directeurs généraux ainsi que celle applicable aux Cadres de direction salariés des Caisses Régionales, ainsi que leurs évolutions, sont présentées, pour avis, à la Commission Nationale de rémunération des Cadres de direction de Caisses régionales. Ces politiques et les évolutions sont, après obtention de l'avis de la Commission Nationale de Rémunération dont la composition et le fonctionnement sont exposés ci-dessous, soumises à l'agrément de Crédit Agricole SA dans sa fonction d'organe central.

#### Commission Nationale de Rémunération

Le rôle de la Commission Nationale de Rémunération et de l'organe central ne se limite pas aux politiques de rémunération. En effet, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier, la Commission Nationale de Rémunération examine, comme détaillé ci-dessous, chacune des situations individuelles.

Afin de prendre en compte :

- l'organisation spécifique du Groupe Crédit Agricole où, par la Loi, l'organe central, a un rôle de supervision des nominations et rémunérations des Directeurs Généraux,
- l'absence, dans les Caisses Régionales, de salariés professionnels des marchés financiers dont les activités sont susceptibles d'avoir une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise,
- l'existence de la Commission Nationale de Rémunération des cadres de direction de Caisses Régionales,

Le Conseil d'administration de chaque Caisse Régionale a délégué à la Commission Nationale de Rémunération, le rôle de Comité des rémunérations de la Caisse Régionale, et lui a donné mandat en ce sens.

La composition de cette Commission a été modifiée en 2011 afin que ses membres puissent être considérés comme indépendants vis-à-vis des Caisses Régionales.

La Commission Nationale de Rémunération est composée :

- de trois Présidents de Caisse Régionale

- du Directeur Général de la F.N.C.A
- de trois membres à qualité représentant le Directeur Général de Crédit Agricole S.A. : le Directeur Général Adjoint de Crédit Agricole SA en charge des Caisses Régionales (Président de la Commission), l'Inspecteur Général du Groupe Crédit Agricole, le Directeur des Relations avec les Caisses Régionales.

Participent également aux séances de la Commission :

- le Directeur Général Adjoint de la F.N.C.A en charge des Cadres de direction
- le Responsable Administration/Réglementation de la Direction des Relations avec les Caisses Régionales qui en assure le secrétariat.

Si la Commission venait à traiter de rémunérations concernant une Caisse Régionale dont le Président participe à la réunion, ce dernier quitterait la séance afin de ne pas participer aux débats.

La Commission se réunit semestriellement et, le cas échéant, peut être consultée à tout moment en cas de besoin.

### **Systèmes de rémunération**

La rémunération globale des collaborateurs de Caisses Régionales est constituée de :

- la rémunération fixe,
- la rémunération variable annuelle dont, le cas échéant, une partie est différée,
- la rétribution variable collective (intéressement et participation), le cas échéant,
- les périphériques de rémunération (régimes de retraite supplémentaire des cadres de direction de Caisses Régionales).

Chaque collaborateur bénéficie de tout ou partie de ces éléments en fonction de la Convention collective dont il relève, de ses responsabilités, de ses compétences et de sa performance.

Il n'existe pas de rémunération attribuée sous forme d'options, d'actions de performance ou d'autres instruments financiers en Caisses régionales.

Pour les Cadres de direction, la rémunération fixe est composée de plusieurs catégories :

- la rémunération liée à la fonction,
- la rémunération complémentaire liée à la taille de la Caisse Régionale,
- la rémunération des compétences et, le cas échéant, une rémunération spécifique dite de catégorie 1,
- la rémunération spécifique dite de catégorie 2.

Les montants de ces rémunérations sont fixes et limités par des plafonds. Ils sont propres à chaque statut de Cadre de direction et communs à l'ensemble des Caisses régionales.

Seule la rémunération complémentaire liée à la Caisse régionale est issue de calculs tenant compte, notamment, du poids de capitaux moyens gérés par la Caisse Régionale et de son poids de bilan. Ces montants sont déterminés, selon une formule définie dans les textes précités, par l'organe central pour le compte des Caisses régionales.

### **Rémunération variable annuelle**

Seule une rémunération variable individuelle existe en Caisse Régionale. Elle est liée à la performance, fonction de l'atteinte d'objectifs fixés, voire aux résultats de l'entité et, le cas échéant, au profil de risque de

l'établissement. En cas de performance insuffisante ou de comportements à risques, la rémunération variable est directement impactée. La rémunération variable n'est jamais garantie.

Les attributions individuelles de rémunérations variables sont liées à une évaluation individuelle annuelle formalisée prenant en compte la réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs, collectifs et/ou individuels.

La composante variable ne peut excéder :

- 45% d'une partie de la composante fixe pour un Directeur général,
- 35% de la composante fixe pour un Directeur général adjoint,
- 27% de la composante fixe pour un Directeur,
- Une limite propre à chaque Caisse Régionale pour les autres collaborateurs.

La part de rémunération variable supérieure au plafond déterminé par l'organe central de Crédit Agricole est étalée sur les trois exercices postérieurs à celui de l'attribution de la rémunération variable, avec un rythme de versement par tiers indexés sur la valeur du Certificat Coopératif d'Associé de la Caisse régionale concernée.

Le montant total de la rémunération variable attribué à un collaborateur personnel identifié peut, à tout moment et en tout ou partie, être réduit en fonction des agissements ou des comportements à risques constatés. Une revue des éventuels comportements à risque est réalisée par la Commission Nationale des Rémunérations. Les contrôles des rémunérations au niveau des Caisses régionales sont effectués par l'Inspection Générale de l'organe central lors de ses missions régulières en Caisses régionales.

En application des critères quantitatifs liés au niveau de rémunération, les collaborateurs non identifiés au titre des critères qualitatifs liés à la fonction et dont la rémunération totale attribuée au titre de l'exercice précédent les positionnerait dans les 0,3% des collaborateurs les mieux rémunérés de l'entité, entrent dans le périmètre des « Personnels identifiés ». La structure des rémunérations en Caisses Régionales implique qu'il ne peut pas y avoir de collaborateur « non identifié » dont la rémunération totale le positionnerait dans les 0,3% des collaborateurs les mieux rémunérés de l'entité.

### **Rémunération variable du Directeur Général**

Cette rémunération est fondée sur des critères de performance appréciés par rapport à la situation financière, à la qualité du pilotage et de la gouvernance de la Caisse Régionale dont les risques.

Des critères quantitatifs sont définis sur différents domaines comme l'activité, la rentabilité, le déficit crédit collecte et les risques. Ces critères sont suivis par la Direction des Relations avec les Caisses régionales dont le Directeur est membre de la Commission Nationale de Rémunération, lui-même rattaché au Président de cette Commission.

Des critères plus qualitatifs se rapportant au développement de la Caisse régionale (gouvernance, gestion des ressources humaines et perspectives notamment) mais aussi, plus largement, du Groupe Crédit Agricole, sont retenus et transmis par le Président de la Caisse régionale.

Au final, l'application de règles d'encadrement et de plafonnement de ces rémunérations, leur suivi par la Commission Nationale de Rémunération ainsi que, pour les Directeurs généraux de Caisses régionales, leur agrément par l'organe central du Crédit Agricole conduit à leur modération, à la fois dans le temps mais aussi en valeur absolue.

## RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE DURANT L'EXERCICE FISCAL (REM1)

31/12/2022

			Organe de direction - Fonction de surveillance	Organe de direction - Fonction de gestion	Autres membres de la direction générale	Autres membres du personnel identifiés
(en milliers d'euros)						
1	Rémunération fixe	Nombre de membres du personnel identifiés	21	12	-	3
2		Rémunération fixe totale	-	2 566	-	192
3		Dont: en numéraire	-	2 566	-	192
4		(Sans objet dans l'UE)				
EU-4a		Dont: actions ou droits de propriété équivalents	-	-	-	-
5		Dont: instruments liés à des actions ou instruments non numéraires équivalents	-	-	-	-
EU-5x		Dont: autres instruments	-	-	-	-
6		(Sans objet dans l'UE)				
7		Dont: autres formes	-	-	-	-
8		(Sans objet dans l'UE)				
9	Rémunération variable	Nombre de membres du personnel identifiés	21	12	-	3
10		Rémunération variable totale	-	656	-	15
11		Dont: en numéraire	-	656	-	15
12		Dont: différée	-	-	-	-
EU-13 a		Dont: actions ou droits de propriété équivalents	-	-	-	-
EU-14 a		Dont: différée	-	-	-	-
EU-13b		Dont: instruments liés à des actions ou instruments non numéraires équivalents	-	-	-	-
EU-14b		Dont: différée	-	-	-	-
EU-14x		Dont: autres instruments	-	-	-	-
EU-14y		Dont: différée	-	-	-	-
15		Dont: autres formes	-	-	-	-
16		Dont: différée	-	-	-	-
17	Rémunération totale (2 + 10)		-	3 221	-	207

## **PAIEMENTS SPÉCIAUX (REM2)**

---

La Caisse régionale du Languedoc n'est pas concernée par la publication du tableau « Paiements spéciaux ».

## **RÉMUNÉRATION DIFFÉRÉE (REM3)**

---

	Rémunérations différées et retenues	Montant total des rémunérations différées octroyées au titre des périodes de performance antérieures	Dont devenant acquises au cours de l'exercice	Dont devenant acquises au cours des exercices suivants	Montant de l'ajustement en fonction des performances appliqué au cours de l'exercice aux rémunérations différées qui devaient devenir acquises au cours de l'exercice	Montant de l'ajustement en fonction des performances appliqué au cours de l'exercice aux rémunérations différées qui devaient devenir acquises au cours d'années de performance futures	Montant total de l'ajustement au cours de l'exercice dû à des ajustements implicites ex post (par exemple changements de valeur des rémunérations différées dus aux variations du cours des instruments)	Montant total des rémunérations différées octroyées avant l'exercice effectivement versées au cours de l'exercice	Montant total des rémunérations différées octroyées au titre de périodes de performance antérieures qui sont devenues acquises mais font l'objet de périodes de rétention
1	Organe de direction - Fonction de surveillance	-	-	-	-	-	-	-	-
2	En numéraire	-	-	-	-	-	-	-	-
3	Actions ou droits de propriété équivalents	-	-	-	-	-	-	-	-
4	Instruments liés à des actions ou instruments non numéraires équivalents	-	-	-	-	-	-	-	-
5	Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-	-
6	Autres formes	-	-	-	-	-	-	-	-
7	Organe de direction - Fonction de gestion	93	-	93	-	-	-	-	-
8	En numéraire	93	-	93	-	-	-	-	-
9	Actions ou droits de propriété équivalents	-	-	-	-	-	-	-	-
10	Instruments liés à des actions ou instruments non numéraires équivalents	-	-	-	-	-	-	-	-
11	Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-	-
12	Autres formes	-	-	-	-	-	-	-	-
13	Autres membres de la direction générale	-	-	-	-	-	-	-	-
14	En numéraire	-	-	-	-	-	-	-	-
15	Actions ou droits de propriété équivalents	-	-	-	-	-	-	-	-
16	Instruments liés à des actions ou instruments non numéraires équivalents	-	-	-	-	-	-	-	-
17	Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-	-
18	Autres formes	-	-	-	-	-	-	-	-

	Rémunérations différées et retenues	Montant total des rémunérations différées octroyées au titre des périodes de performance antérieures	Dont devenant acquises au cours de l'exercice	Dont devenant acquises au cours des exercices suivants	Montant de l'ajustement en fonction des performances appliqué au cours de l'exercice aux rémunérations différées qui devaient devenir acquises au cours de l'exercice	Montant de l'ajustement en fonction des performances appliqué au cours de l'exercice aux rémunérations différées qui devaient devenir acquises au cours d'années de performance futures	Montant total de l'ajustement au cours de l'exercice dû à des ajustements implicites ex post (par exemple changements de valeur des rémunérations différées dus aux variations du cours des instruments)	Montant total des rémunérations différées octroyées avant l'exercice effectivement versées au cours de l'exercice	Montant total des rémunérations différées octroyées au titre de périodes de performance antérieures qui sont devenues acquises mais font l'objet de périodes de rétention
19	Autres membres du personnel identifiés	-	-	-	-	-	-	-	-
20	En numéraire	-	-	-	-	-	-	-	-
21	Actions ou droits de propriété équivalents	-	-	-	-	-	-	-	-
22	Instruments liés à des actions ou instruments non numéraires équivalents	-	-	-	-	-	-	-	-
23	Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-	-
24	Autres formes	-	-	-	-	-	-	-	-
25	<b>Montant total</b>	-	-	-	-	-	-	-	-

## RÉMUNÉRATION >= 1 MILLIONS D'EUROS / AN (REM4)

La Caisse Régionale du Languedoc n'est pas concernée par la publication du tableau REM4 « Rémunération >= 1 millions d'euros / an ».

## INFORMATIONS SUR LES RATIOS ENTRE COMPOSANTES FIXE ET VARIABLE DE LA RÉMUNÉRATION DES PRENEURS DE RISQUE (REM5)

31/12/2022

		Rémunérations dans l'organe de direction			Domaines d'activité						Total
		Organe de direction - Fonction de surveillance	Organe de direction - Fonction de gestion	Ensemble de l'organe de direction	Banque d'investissement	Banque de détail	Gestion d'actifs	Fonctions transversales	Fonctions de contrôle interne indépendant	Tous les autres	
(en milliers d'euros)											
1	Nombre total de membres du personnel identifiés										-
2	Dont: membres de l'organe de direction	21	12	33							
3	Dont: autres membres de la direction générale				-	-	-	-	-	-	
4	Dont: autres membres du personnel identifiés				-	-	-	-	3	-	
5	Rémunération totale des membres du personnel identifiés	-	3 222	3 222	-	3 222	-	-	207	-	
6	Dont: rémunération variable	-	2 566	2 566	-	2 566	-	-	192	-	
7	Dont: rémunération fixe	-	656	656	-	656	-	-	15	-	

## 9. INFORMATIONS SUR LES RISQUES EN MATIERE ENVIRONNEMENTALE, SOCIALE ET DE GOUVERNANCE (RISQUES ESG)

---

### **Préambule – Présentation synthétique de la Politique RSE du Crédit Agricole du Languedoc**

Le champ d'application de la Politique RSE du Crédit Agricole du Languedoc correspond au périmètre de ses comptes consolidés soit le Crédit Agricole du Languedoc et ses 98 Caisses locales affiliées sur l'ensemble des 4 départements de son territoire (Aude, Gard, Hérault et Lozère) et ses filiales.

La Politique RSE a été construite selon les étapes suivantes :

- Priorisation des principaux enjeux RSE en cohérence avec le modèle d'affaires de l'entreprise
- Identification et hiérarchisation des risques et opportunités RSE
- Définition des objectifs du Crédit Agricole du Languedoc en lien avec les enjeux RSE retenus
- Identification et présentation des politiques et des moyens mis en œuvre pour prévenir et limiter les risques RSE
- Détermination des indicateurs clés de performance RSE pour suivre les engagements RSE.

La Politique RSE a été réactualisée en Comité de Direction RSE le 10/10/2022 pour être davantage en cohérence avec le projet d'entreprise. Cette réactualisation a eu pour objectif de :

- Identifier et prendre en compte les attentes des parties prenantes internes et externes
- Structurer sa démarche en matière de RSE, matérialisée par une vision stratégique et une feuille de route opérationnelle
- Démontrer la maturité du Crédit Agricole du Languedoc en matière de RSE et affirmer ses valeurs et son engagement en matière de RSE

### **LES ETAPES D'ELABORATION DE LA POLITIQUE RSE**

Face aux attentes croissantes des parties prenantes internes et externes, et dans une démarche volontaire, le Crédit Agricole du Languedoc a choisi de se faire accompagner par le cabinet de conseil Des Enjeux et des Hommes, spécialisé dans les transitions, pour structurer et développer sa nouvelle stratégie RSE.

L'objectif prioritaire est de prendre en compte les attentes des parties prenantes (clients, collaborateurs, partenaires, institutionnels, élus, représentants du personnel, etc.) dans la stratégie RSE mais également de s'assurer de l'exhaustivité du périmètre.

### **Approche méthodologique de la construction de la stratégie RSE :**

**ETAPE 1 : Co- construction du dispositif**

Lors de cette 1ère étape, il s'agissait de définir la composition du Comité de pilotage (principaux responsables de marchés ou experts métiers de l'entreprise), la liste des enjeux à analyser, la grille de cotation de ces derniers qui a été soumise aux parties prenantes.

## ETAPE 2 : Exercice de matérialité

Le dispositif repose sur la consultation des parties prenantes internes et externes à l'entreprise dont l'objectif est d'impliquer et recueillir leur avis sur l'importance des enjeux (cotation des enjeux) et l'appréciation de la performance du Crédit Agricole du Languedoc sur ces enjeux relatifs au développement durable.

### 2.1 : Volet qualitatif de la consultation

Des entretiens qualitatifs ciblés (membres de la Direction, représentants des Caisses locales, fournisseurs, partenaires, collectivités locales et territoires, clients...)

Un focus groupe externe (clients, partenaires, associations) prenant la forme d'un échange avec un groupe de parties prenantes externes

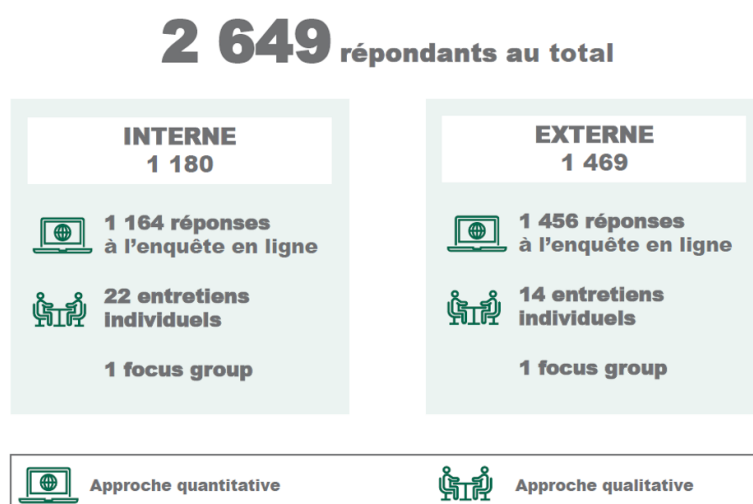
### 2.2 : Volet quantitatif de la consultation

Enquête en ligne auprès des clients, des collaborateurs, des élus et partenaires

Un focus group interne (salariés et représentants du personnel) prenant la forme d'un échange avec un groupe de parties prenantes internes

Ainsi, 3 types de données ont été utilisées pour prioriser les enjeux dans le cadre de cette seconde étape :

- Le niveau d'importance se matérialisant par la matrice de matérialité
- Les écarts importance-performance via la matrice importance-performance
- L'analyse qualitative à partir des verbatims récoltés de manière anonyme lors des entretiens et des focus groupe



## ETAPE 3 : Diagnostic de performance sur les enjeux prioritaires

Sur base des travaux de l'étape 2, une liste de 11 enjeux prioritaires ont été identifiés.

Un diagnostic de maturité a pu être réalisé par le cabinet des Enjeux et des Hommes pour définir le niveau de maturité du Crédit Agricole du Languedoc sur ces enjeux prioritaires en analysant :

- La mise en place de politique
- Le déploiement de plan d'action

La mise en place de reportings pour mesurer et suivre les résultats obtenus

#### **ETAPE 4 : La cartographie des risques et opportunités**

L'identification des risques et opportunités s'appuie sur les enjeux prioritaires définis dans l'étape 2.

L'identification et la cotation des principaux risques et opportunités RSE s'appuie sur les travaux menés avec le cabinet des Enjeux et des Hommes, sur la cotation des risques Groupe Crédit Agricole et sur des travaux menés par un groupe d'experts métiers du Crédit Agricole du Languedoc (RSE, Ressources Humaines, Marketing, DATA, Transformation...).

La cotation de la cartographie des risques s'est appuyée pour chaque enjeu sur une mesure de perte potentielle d'activité, de gravité à l'égard des parties prenantes, du risque de sanction administrative ou judiciaire, du risque d'image, de la probabilité d'occurrence et du niveau d'opportunité pour le Crédit Agricole du Languedoc.

La cartographie des risques et opportunités a été validée en Comité de Direction RSE du 10 octobre 2022.

**ETAPE 5 :** Actualisation de la stratégie RSE autour des 11 enjeux prioritaires, risques et opportunités liés. Identification des projets prioritaires, des objectifs et des indicateurs de performance sur base de travaux menés avec les différents experts métiers.

#### **ETAPE 6 : Intégration des 11 enjeux prioritaires en 3 grandes causes RSE**

Au final, la Politique RSE du Crédit Agricole du Languedoc se structure autour de 3 grandes causes RSE et 11 enjeux prioritaires :

##### **ACTEUR RESPONSABLE**

1. *Qualité de vie et conditions de travail*
2. *Employabilité, transformation, des métiers et gestions des carrières*
3. *Egalité professionnelle, diversité, inclusion*
4. *Réduction de l'empreinte environnementale des activités*

##### **PARTENAIRE DE CONFIANCE**

5. *Gestion responsable des données*
6. *Nouvelles technologies et Transformation des services*
7. *Relations clients*

##### **CATALYSEUR DE TRANSITIONS**

8. *Investissements et financements responsables*
9. *Adaptation aux changements climatiques*
10. *Accompagnement des clients dans leurs démarches de transition*
11. *La RSE au cœur de nos valeurs mutualistes pour contribuer au développement durable du territoire*

## 9.1 Tableau 1 - Informations qualitatives sur le risque environnemental

### 9.1.1 Stratégie et processus économiques

#### *A. Stratégie économique de l'établissement visant à intégrer les facteurs et les risques environnementaux, en tenant compte de leur incidence sur l'environnement économique, le modèle économique, la stratégie et la planification financière de l'établissement.*

Pour s'adapter et contenir les effets du changement climatique, l'ensemble du modèle de croissance et de progrès du Crédit Agricole du Languedoc doit être questionné en profondeur. Dans ce contexte de mutations, sa stratégie se met au service d'une transition climatique juste.

En effet, la réalisation des objectifs climatiques ne saurait se séparer d'un engagement sans cesse renouvelé en faveur de la cohésion sociale, en veillant aux acteurs économiques les plus vulnérables, personnes à faibles revenus, petites entreprises qui se trouveraient fragilisées par des donneurs d'ordre trop exigeants.

Sur le plan climatique, le consensus international sur la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre pousse la société à accélérer l'avènement des énergies bas-carbone. Il s'agit, dès à présent, de remplacer nos modes de production et non pas simplement d'ajouter des énergies renouvelables au mix énergétique d'aujourd'hui.

Le Crédit Agricole du Languedoc a structuré sa stratégie climat au sein des enjeux prioritaires suivants :

#### Enjeu 4 : Réduction de l'empreinte environnementale des activités

La stratégie du Crédit Agricole du Languedoc est de limiter l'empreinte environnementale des activités et réduire l'empreinte carbone du Crédit Agricole du Languedoc. De préserver les ressources en réduisant la pression exercée sur elles, via du réemploi, du recyclage, et la réduction des consommations.

Si le Crédit Agricole du Languedoc ne maîtrise pas son empreinte environnementale et ses diverses consommations, il s'expose au risque de ne pas suffisamment réduire les impacts environnementaux liés à son fonctionnement. C'est pourquoi, chaque année le Crédit Agricole du Languedoc veille à la mise en place d'actions pour y parvenir.

#### Enjeu 8 : Investissements et financements responsables

La stratégie du Crédit Agricole du Languedoc est d'intégrer l'analyse et les critères Environnementaux Sociaux et de Gouvernance aux investissements et financements et les orienter vers des activités à valeur ajoutée environnementale et/ou sociale.

Pour rester fidèle à son engagement environnemental et social, le Crédit Agricole du Languedoc doit proposer son aide en tant que financeur vers la transition énergétique et être en mesure de proposer à ses clients des offres de soutien et de financement dans ce sens. Depuis plusieurs années, le Crédit Agricole du Languedoc finance des opérateurs d'énergie verte et travaille sur d'autres financements qui pourraient être mis en place afin d'atténuer ce risque.

En matière d'investissements et financements responsables, la stratégie du Crédit Agricole du Languedoc se décompose de la manière suivante :

- Financer les infrastructures de production d'énergies renouvelables
- Devenir banquier référent du financement des transitions
- Devenir banquier référent de l'épargne responsable
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre sur les financements
- Développer les investissements responsables

#### Enjeu 9 : Adaptation aux changements climatiques

La stratégie du Crédit Agricole du Languedoc est de d'accompagner les clients dans l'anticipation, la mitigation et la gestion des risques climatiques auxquels ils sont exposés.

Le réchauffement climatique peut causer de lourdes conséquences financières et matérielles sur la solvabilité et la performance financière des clients. Ainsi, il est important pour le Crédit agricole du Languedoc d'être en mesure de proposer des offres adaptées et d'accompagner les clients pour atténuer ce risque.

#### Enjeu 10 : Accompagnement des clients dans leurs démarches de transition

Accompagner les clients dans la pérennisation de leurs modèles d'affaires et les encourager à mieux prendre en compte leurs impacts sociaux, sociétaux et environnementaux.

Dans le cadre de son engagement environnemental, le Crédit Agricole du Languedoc souhaite soutenir les initiatives liées aux énergies renouvelables, et plus largement en faveur de la transition énergétique des clients particuliers, professionnels, agriculteurs, entreprises et collectivités publiques.

Le Crédit Agricole du Languedoc a la volonté d'être un partenaire permettant l'accès à la transition énergétique pour tous, et soutenant le développement économique sur son territoire.

La stratégie du Crédit Agricole du Languedoc se décline autour de ces deux actions :

- Déployer les offres autour du HUB Transition énergétique
- Renforcer l'intégration des critères ESG

***B. Objectifs, cibles et limites pour l'évaluation et la gestion du risque environnemental à court, moyen et long terme, et évaluation des performances au regard de ces objectifs, cibles et limites, y compris les informations prospectives relatives à la définition de la stratégie et des processus économiques.***

Les objectifs, cibles et limites ont été définis dans chaque enjeu prioritaire traitant du risque environnemental.

#### Enjeu 4 : Réduction de l'empreinte environnementale des activités

##### **Objectif**

Contribuer à la lutte contre le changement climatique, en nous alignant avec les objectifs européens en matière de neutralité carbone.

Le calcul des émissions de gaz à effet de serre a été effectué en 2022 pour l'année 2021. Comme les années précédentes, le calcul s'appuie sur la méthodologie de l'Association Bilan Carbone (ABC).

L'indicateur clé de performance : les émissions se montent à 13 897 tonnes de CO<sub>2</sub>e et sont quasi stables par rapport à 2020 (+0,4%). Les principaux postes d'émission sont :

- Les déplacements : 4 427 tCO<sub>2</sub>e, soit 32%
- Les immobilisations : 3 991 tCO<sub>2</sub>e, soit 29%
- Les fournisseurs : 3 747 tCO<sub>2</sub>e, soit 27%
- Autres postes (énergie, fret, etc.) : 1 732 tCO<sub>2</sub>e, soit 12%

Le périmètre de calcul a été élargi sur les émissions des gaz à effet de serre indirectes. La principale nouveauté concerne le poste des fournisseurs, avec la prise en compte de la prestation assurée par Crédit Agricole Technologies et Services, qui gère l'informatique de l'ensemble des Caisses Régionales du Crédit Agricole.

## Actions de réduction

Le Crédit Agricole du Languedoc a engagé depuis de nombreuses années des actions de réduction des consommations d'énergie (chauffage, éclairage, etc. permettant de réduire significativement les consommations d'électricité – -5%/an depuis 2012 – et de gaz – -87% de 2017 à 2021). Ces actions ont un impact favorable sur la réduction de l'empreinte carbone.

En complément, le Crédit Agricole du Languedoc s'est engagé dans un projet de contrat d'achat d'électricité privé issue des énergies renouvelables, appelé **Corporate PPA** : Power Purchase Agreements. Ce contrat va permettre au Crédit Agricole du Languedoc d'acheter l'électricité produite par une centrale solaire ce qui correspondra à 30% de la consommation électrique de l'ensemble du Crédit Agricole du Languedoc.

En 2022, des **actions de sensibilisation** des collaborateurs et des élus du réseau mutualiste ont été menées : acculturation sur le changement climatique et sur les principaux postes d'émissions tant au niveau du fonctionnement du Crédit Agricole du Languedoc qu'au niveau individuel.

La **Politique Achats Responsables** Groupe Crédit Agricole est le socle de la politique achats du Crédit Agricole du Languedoc. Elle vise à favoriser l'achat d'un bien ou d'un service en prenant en considération à la fois le juste besoin, d'une part, et les aspects économiques, sociétaux et environnementaux de la réponse apportée à ce besoin, tout en veillant à l'équilibre des relations entre l'entreprise et ses fournisseurs.

Le Crédit Agricole du Languedoc a pour objectif de former l'ensemble des collaborateurs identifiés comme acteur du processus achats aux achats responsables. Ainsi des actions ont été menées en 2022 avec la collaboration du service formation pour inviter chaque collaborateur identifié à suivre la formation e-learning "acheter responsables".

Au 31/12/2022, sur 66 collaborateurs identifiés, 61 ont suivi la formation soit 92% des personnes ciblées.

Sur l'année 2023, le Crédit Agricole du Languedoc souhaite renforcer ce dispositif mis en place afin d'aller encore plus loin dans l'acculturation de la RSE dans les achats et faire évoluer les indicateurs de performance sur le sujet des achats responsables.

En 2022, la **politique de mobilité employeur** (PDME) s'est fortement développée avec de nombreuses actions d'incitations financières, de communication, d'accompagnement et d'équipement sur les mobilités durables dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord signé le 3 décembre 2021 sur « l'incitation et l'accompagnement des salariés aux mobilités durables ». Sa mise en œuvre a permis de faire découvrir aux salariés les possibilités autres que l'autosolisme sur leurs trajets quotidiens.

Une mesure phare de la politique de mobilité employeur est l'incitation financière par le biais du forfait mobilité durable d'un montant de 400€/an/salarié. Celui-ci permet de rembourser les frais des collaborateurs liés à l'utilisation des mobilités plus douces et moins polluantes sur les trajets domicile-travail, notamment :

- Frais liés au vélo : indemnités kilométriques de 0.25€/km, frais de location courte durée, matériels et accessoires de sécurité (casque, antivol etc....) et frais d'entretien et de réparation.
- Frais liés aux transports en commun : remboursement de ticket à l'unité (bus tram, train) et 50% abonnement transport en commun.
- Frais liés au covoiturage : remboursement des frais du passager.
- Frais liés à l'autopartage : frais de location de véhicule.

Les équipements mis à disposition des salariés en 2022 sont tout aussi importants :

- Multiplication des équipements sur les 5 sites en racks et abris à vélo sécurisés.
- Installation de 37 bornes de recharge de voitures et motos électriques sur les sites, signe fort pour encourager à l'achat et l'utilisation de véhicules électriques par les salariés.
- En avril 2022, le Crédit Agricole du Languedoc déploie la plateforme de covoiturage Klaxit auprès de l'ensemble de ses salariés. Depuis son lancement, ce sont 686 collaborateurs inscrits et 286 ayant covoituré. A fin décembre 2022, plus de 6000 trajets réalisés en covoiturage et 23.4 tonnes de CO2 ainsi économisé. En plus d'être un prompt renfort pour la diminution d'émission de CO2, c'est plus de 15 000 € économisés pour l'ensemble des conducteurs en moins d'un an.

Une incitation à la mobilité durable et décarbonée basée sur d'importantes campagnes de communication auprès des collaborateurs.

Le plan de mobilité se construit en partenariat avec les métropoles ayant intégré comme une priorité la mobilité durable sur leur territoire à savoir Montpellier et Nîmes. Le Crédit Agricole du Languedoc fait partie du comité des mobilités de la Métropole de Montpellier en tant qu'acteur économique majeur et engagé dans la transition vers les mobilités douces et décarbonées.

Enfin, l'accord d'entreprise sur le travail à distance signé le 3 décembre 2021 a permis de réduire le nombre de déplacements domicile-travail. Ce dernier prévoit « 1 jour par semaine » de travail à distance pour tous les salariés en CDI sur la base du volontariat, plus 2 jours supplémentaires par mois pour certains métiers.

Les efforts vont se poursuivre et s'intensifier pour viser la neutralité carbone en 2050 et contribuer activement à limiter le changement climatique. Le Crédit Agricole du Languedoc s'inscrit dans le projet du Groupe Crédit Agricole et participe aux projets nationaux en la matière.

Un plan d'action va être établi sur l'ensemble des postes d'émission. Les principaux enjeux résident dans :

- Les déplacements domicile-travail des collaborateurs : mobilités douces, voitures électriques, télétravail, plan de déplacement
- Les immobilisations : poursuite des rénovations, projet site à Montpellier, optimisation des m², consommations d'énergie
- Les fournisseurs du Crédit Agricole du Languedoc

Enfin, une réflexion sera engagée sur la contribution volontaire, c'est-à-dire le financement de projets réduisant les émissions ou stockant du carbone (pratiques agricoles, plantations d'arbres, etc.).

#### Enjeu 8 : Investissements et financements responsables

## **Objectif 1 : Conforter la place de leader du Crédit Agricole du Languedoc en matière de financement des énergies renouvelables**

Dans le cadre de son engagement environnemental, le Crédit Agricole du Languedoc souhaite soutenir les initiatives liées aux énergies renouvelables, et plus largement en faveur de la transition énergétique des clients particuliers et professionnels. Le Crédit Agricole du Languedoc a la volonté d'être un partenaire permettant l'accès à la transition énergétique pour tous, et soutenant le développement économique sur son territoire. L'objectif de 2022 est de réaliser 200 Millions d'euros de crédits (débloqués) par le pôle Energies nouvelles.

Pour conforter sa position d'acteur régional de référence sur le marché des Energies Nouvelles Renouvelables (ENR), le Crédit Agricole du Languedoc s'appuie sur sa politique sectorielle des Energies nouvelles du 01/07/2021.

Depuis 2010, le Crédit Agricole du Languedoc a mis en place une équipe d'experts autour d'un pôle Energies Renouvelables travaillant exclusivement sur le développement des énergies vertes par l'intermédiaire d'octroi de crédits.

Par ailleurs, en 2021, le Crédit Agricole du Languedoc a créé un poste de chargé de Mission en transition énergétique pour accompagner le déploiement du « HUB » de transition énergétique et des offres liées, avec des actions concrètes auprès d'une cible de client via des études d'impact d'autoconsommation.

Le marché des énergies renouvelables : en tant que financeur sur les marchés des entreprises, professionnels et agriculteurs, le Crédit Agricole du Languedoc participe activement au financement des projets liés aux énergies renouvelables, notamment au travers d'un service dédié aux professionnels spécialistes de ce secteur.

En 2010, le Crédit Agricole du Languedoc finançait son 1er parc éolien. Depuis, la dynamique de ce pôle a permis d'accompagner plus de 350 projets (centrales ou portefeuilles de centrales) de productions d'énergies renouvelables, en majorité sur le territoire du Crédit Agricole du Languedoc et/ou aux côtés d'acteurs locaux. En 2022, le Crédit Agricole du Languedoc a financé l'installation de projets ENR pour une puissance de 344 MW, (108 MW/2021) soit 980 MW en cumulé depuis 2010.

Ainsi, le Crédit Agricole du Languedoc a soutenu l'installation de projets solaires (photovoltaïque), éoliens ou d'hydroélectricité, permettant une production annuelle de plus de 1 609 TW soit la consommation électrique moyenne de 231 858 personnes (chauffage compris).

L'indicateur clé de performance : 124% de l'objectif atteint pour l'année 2022 soit 247,403 Millions d'euros de financements (débloqués par le pôle Energies Nouvelles Renouvelables)

## **Objectif 2 : Devenir le banquier référent des financements sur l'autoconsommation, les mobilités douces, la rénovation énergétique**

Le Crédit Agricole du Languedoc a pour ambition de devenir le banquier référent des financements sur l'autoconsommation, les mobilités douces et la rénovation énergétique. Pour ce faire, le Crédit Agricole du Languedoc continue de proposer des offres pour accompagner l'ensemble de ses clients.

Ainsi, le Crédit Agricole du Languedoc a pour ambition pour l'année 2022 d'accompagner sur ces thématiques, 1 500 projets annuels pour le marché des particuliers et 150 pour le marché des professionnels.

Les offres de financements « verts » : En dehors du pôle ENR, le Crédit Agricole du Languedoc a identifié sur 2022 les réalisations de prêts qualifiés de « verts » comme le prêt Eco PTZ, le prêt Eco Travaux habitat ainsi que des prêts verts lancés en 2019 destinés à accompagner les clients dans la transition énergétique.

Pour les particuliers, des prêts amortissables avec des taux préférentiels pour l'achat d'un véhicule neuf ou d'occasion « vert » (véhicules thermiques, hydrogène ou éthanol avec émission de CO<sub>2</sub> < 122 mg ; véhicules hybrides ou électriques ; vélos ou 2 roues électriques ; véhicules électriques individuels (Trottinettes...)).

De plus, le Crédit Agricole du Languedoc propose une avance sur la prime à la conversion avec des financements à 0% pour les véhicules de 1 000 € à 5 000 € sans garantie.

En complément sur le marché des particuliers, grâce aux différents prêts ; prêt Accession Sociale, ECO PTZ etc, le Crédit Agricole du Languedoc accompagne les foyers qui souhaitent réaliser des travaux d'économies d'énergie.

Pour les travaux verts, des taux compétitifs ont été proposés concernant l'isolation des parois opaques, l'isolation des parois vitrées, les systèmes de chauffage et de production d'eau chaude, les chaudières hautes performances et les systèmes de chauffage et de production d'eau chaude fonctionnant grâce à des énergies renouvelables.

Pour les professionnels, le Crédit Agricole du Languedoc propose des offres de financement à taux unique utilisable pour les véhicules et investissements des locaux professionnels. Pour les locaux professionnels, il s'agit de financer des travaux d'équipement et d'aménagement comme :

- L'isolation des parois opaques : planchers bas sur sous-sol, sur vide sanitaire, murs extérieurs, toiture, planchers de combles perdus ;
- L'isolation des parois vitrées : fenêtres, portes fenêtres, fenêtres de toit en double vitrage, volets roulants;
- Les systèmes de chauffage et de production d'eau chaude : chaudières à granulés, chaudières à bûches, poêles à bois, inserts, poêles à granulés ;
- Les chaudières hautes performances et systèmes thermodynamiques : pompe à chaleur géothermique, chaudière à condensation, chauffe-eau thermodynamique, biomasse ;
- Les systèmes de chauffage et de production d'eau chaude fonctionnant grâce à des énergies renouvelables : chauffe-eau solaire individuel, photovoltaïque...

Il existe également sur ce marché une avance sur la prime à la conversion.

Naturellement, les taux et montants sont adaptés à des fins professionnelles.

Par ailleurs, des solutions agri écologiques, avantageuses, sont destinées à tous les agriculteurs qui souhaitent se lancer ou qui sont en conversion écologique, et à ceux qui ont développé la vente en circuit court, vente directe et agri tourisme.

#### Les indicateurs clé de performance :

Particuliers : 119% du taux d'atteinte du nombre de projets annuels soit 1784 projets

Professionnels : 96% de taux d'atteinte du nombre de projets annuels soit 144 projets

### **Objectif 3 : Devenir le banquier référent des produits d'épargne responsable**

L'investissement responsable est une opportunité de création de valeur positive car il répond à une demande croissante des investisseurs et des clients, notamment particuliers, soucieux d'orienter leur épargne en soutien d'activités économiques durables.

Le Crédit Agricole du Languedoc a commercialisé en 2022, 2 nouveaux fonds d'Investissement Durable (IR) qui viennent enrichir sa gamme de fonds d'investissement.

Le montant des encours placés sur des fonds IR au 31 décembre 2022, s'élève à : 500 610 K€.

Sélectionner les investissements sur la base de critères Environnementaux Sociaux et de Gouvernance (ESG) qui dépassent le simple aspect financier, contribue à la promotion d'un développement plus durable. Le Crédit Agricole du Languedoc propose parmi ses produits 2 fonds :

- CPR INVEST HYDROGEN : L'objectif est d'enrichir la gamme d'unités de compte sur un support d'avenir : l'hydrogène vert pourrait représenter des investissements de l'ordre de 11 000 milliards de dollars d'ici 2050, une taille équivalente à celle du marché du pétrole aujourd'hui, selon Bank of America. Le Crédit Agricole du Languedoc renforce sa position dans l'univers de sa gamme « engagée et responsable » en intégrant une allocation sectorielle en adéquation avec les besoins de ses clients qui veulent donner du sens à leurs investissements.
- CPR INVEST BLUE ECONOMY : L'objectif est d'enrichir la gamme d'unités de compte sur un support qui agit pour la protection des océans et sur la maîtrise des impacts négatifs sur l'ensemble des écosystèmes marins. Le crédit Agricole du Languedoc renforce sa position dans l'univers de sa gamme « engagée et responsable » en intégrant une allocation sectorielle en adéquation avec les besoins de ses clients qui veulent donner du sens à leurs investissements.

En complément, Amundi (Groupe Crédit Agricole) a lancé en 2022 une nouvelle gamme de fonds d'investissement "engagée et responsable".

Disponible au travers du contrat d'épargne salariale et retraite, 8 fonds visent à répondre aux attentes des épargnants en matière d'investissement durable et responsable, en alliant, à la fois, performance financière et bonnes pratiques environnementales, sociales et de gouvernance des entreprises (ESG).

Le Crédit Agricole du Languedoc dispose également pour ses clients du « Livret Engagé Sociétaire » : Ce produit s'inscrit dans le cadre de la refonte de l'engagement mutualiste en faisant le lien entre le statut de banque coopérative du Crédit Agricole du Languedoc et l'impact sur la société. Avec ce livret, le Crédit Agricole du Languedoc s'engage pour participer, via l'épargne de ses clients, à l'accompagnement des transitions de son territoire : 1 euro d'épargne vertueuse pour soutenir 1 euro dans le financement des transitions. Les épargnants sociétaires pourront suivre les projets financés et l'impact commun par des projets concrets relayés sur son site internet.

En 2023, l'objectif du Crédit Agricole du Languedoc sera de continuer à sensibiliser et commercialiser auprès de ses clients des fonds d'investissements toujours plus responsables, notamment avec une gamme dédiée sur les marchés des professionnels, agriculteurs et entreprises.

En complément, concernant le sujet de l'épargne responsable, enjeu majeur du secteur bancaire, le Crédit Agricole du Languedoc a intégré en 2022 un doctorant en finance verte dans le cadre d'une Convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE) en partenariat avec le Centre d'Economie de l'Environnement – Montpellier (CEE-M). Ses travaux de recherches qui s'organiseront sur trois années s'axeront sur une étude expérimentale des préférences jointes pour l'environnement et le risque.

L'indicateur clé de performance : 24,65 % des encours d'épargne positionnés sur des supports responsables (23.68% en 2021, évolution de 0.98% pts/2021).

#### **Objectif 4 : Contribuer à la lutte contre le changement climatique, en nous alignant avec les objectifs européens**

La mesure de l'empreinte carbone des financements est mesurée annuellement par le Groupe Crédit Agricole.

Le Groupe Crédit Agricole met en œuvre depuis 2012 la méthodologie de quantification développée à sa demande par la chaire Finance et Développement durable de Paris-Dauphine et de l'École Polytechnique.

Cette méthodologie, baptisée SAFE (pour Single Accounting of Financed Emissions methodology), s'appuie sur les préconisations de l'ADEME, de l'ABC et de l'ORSE.

C'est une approche macroéconomique à même de garantir l'additivité des résultats et ainsi l'exactitude de l'ordre de grandeur calculé des émissions financées, en faisant correspondre la somme des empreintes carbone de l'ensemble des institutions financières mondiales à 100 % des émissions mondiales réparties par secteur d'activité et par géographie.

Les portefeuilles d'investissements du Crédit Agricole du Languedoc ne sont pas dans le périmètre de cette méthodologie et font l'objet d'actions spécifiques (cf. Investissement des fonds propres du Crédit Agricole du Languedoc).

Le Groupe Crédit Agricole et ses différentes entités ont décidé de rejoindre, courant 2021 puis 2022, quatre coalitions d'institutions financières engagées à la neutralité carbone 2050 : la Net Zero Banking Alliance pour les métiers de la banque, la Net Zero Asset-Managers Initiative pour son métier de gestion d'actifs piloté par Amundi, la Net Zero Asset Owner Alliance et la Net Zero Insurance Alliance pour Crédit Agricole Assurances.

Ces coalitions partagent un socle commun : fixation d'objectifs à la fois long (2050) et court-moyen terme (2025, 2030), avec des jalons intermédiaires, établissement d'une année de référence pour la mesure annuelle des émissions, choix d'un scénario de décarbonation exigeant et reconnu par la science, validation des objectifs et trajectoires par les plus hautes instances de gouvernance, etc.

Dans ce contexte, le Groupe Crédit Agricole a décidé de se doter de moyens significatifs pour définir des objectifs et des trajectoires alignées sur un scénario net zéro. En 2021 et 2022, le Crédit Agricole a initié un important chantier méthodologique, regroupant toutes les entités du Groupe (filiales de Crédit Agricole S.A. et Caisses Régionales), avec l'appui de conseils externes, destiné à définir des trajectoires pour chaque métier et entité, pour les principaux secteurs de l'économie financés par la banque.

Le plan d'action qui va être engagé par le Crédit Agricole du Languedoc dans le cadre du projet de Groupe repose sur cinq principales étapes :

- Priorisation des secteurs
- Calcul du point de départ par secteur (méthodologie PCAF, robuste et granulaire, complémentaire à la méthodologie SAFE)
- Choix des scénarios de convergence vers le net zéro en 2050
- Définition des cibles intermédiaires et publication des engagements
- Suivi de la trajectoire et améliorations continues

L'indicateur clé de performance : émissions de gaz à effet de serre financées : 1 042 kt CO<sub>2</sub>e pour un encours de 11,3 milliards d'euros sur le périmètre retenu.

## **Objectif 5 : Investissement des fonds propres du Crédit Agricole du Languedoc**

Cet objectif et son indicateur clé de performance sont détaillés au paragraphe c).

### Enjeu 9 : Adaptation aux changements climatiques

**Objectif : Accompagner nos clients dans l'anticipation, la mitigation et la gestion des risques climatiques auxquels ils sont exposés.**

Le changement climatique et les problématiques environnementales sont des facteurs de risques majeurs pour le système bancaire qui a la possibilité d'accompagner ses clients sur cette thématique.

Les autorités de régulation et supervision attendent des établissements de crédit qu'ils comprennent l'incidence, à court, moyen et long terme, des risques liés au climat et à l'environnement sur leur environnement économique afin d'être en mesure de prendre leurs décisions stratégiques et opérationnelles en toute connaissance de cause.

L'objectif du Crédit Agricole du Languedoc est d'accompagner tous ses clients mitigation et la gestion des risques climatiques auxquels ils sont exposés à travers une gamme de produits adaptés. L'objectif pour 2022 est de proposer 4000 produits et services (en encours) à ses clients.

L'élaboration de la cartographie du risque de transition climatique est une des réponses pour identifier et mettre en perspectives les risques climatiques et environnementaux avec les spécificités des territoires du Crédit Agricole du Languedoc afin d'accompagner et aider les clients les plus vulnérables qui sont principalement les agriculteurs et le secteur immobilier.

Ainsi, deux secteurs sont identifiés comme vulnérables au risque de transition climatique :

- L'agriculture : le changement climatique a un impact sur la durabilité des exploitations (Pertes de rendement, réorientation des cultures).
- L'immobilier : le durcissement du cadre légal sur la performance énergétique des bâtiments (Loi Climat et Résilience, Loi ELAN – Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique complété du décret de rénovation tertiaire,) a un impact sur la valorisation des biens immobiliers, le gel des loyers jusqu'à l'impossibilité de louer les biens, cela vient renforcer le risque de transition et l'adaptation aux risques climatiques auxquels les particuliers doivent faire face avec leur logement.

La cartographie des risques climatiques physiques sera définie en 2023 sur les deux secteurs identifiés comme vulnérables (agriculture et immobilier). Elle tiendra compte de l'augmentation du risque de sécheresse, des phénomènes hydro sédimentaires entraînant l'érosion du littoral et des inondations...

Ainsi, face aux grands défis du monde agricole, le Crédit Agricole du Languedoc met à disposition de ses clients agriculteurs et coopératives un réseau de conseillers spécialisés, divers pôles d'expertises dédiés ainsi que des offres qui leurs sont adressés en vue de les accompagner dans les transitions qu'ils doivent conduire. Aussi, le Crédit Agricole du Languedoc a vocation à accompagner dans leur développement toutes les tailles et typologies d'agriculture.

Sur ce fondement, le Crédit Agricole du Languedoc s'engage à accompagner les transitions de ses clients agriculteurs dans leur résilience, la sécurisation de leur activité face aux aléas climatiques et dans les transitions qu'ils doivent conduire.

En levier majeur, la protection face aux événements climatiques affectant l'agriculture est devenue une nécessité qui s'est imposée à tous suite aux épisodes dramatiques de ces dernières années.

La réforme actuelle a pour objectif d'articuler assurance et calamités afin de permettre à tous les agriculteurs de se couvrir contre les aléas climatiques, et notamment ceux d'ampleur extrême via le Fonds de Solidarité Nationale (FSN). Le Crédit Agricole du Languedoc, dans sa mission de conseil, s'engage pleinement au travers de la distribution des contrats d'assurances climatiques.

Aussi, le Crédit Agricole du Languedoc distribue le livret de « Déduction pour épargne de précaution » : compte rémunéré et disponible qui permet de constituer une épargne de précaution en prévision d'un aléa futur tout en déduisant les sommes épargnées de son résultat fiscal et social. Les solutions de déduction de précaution et aléas sont utilisées par 1 134 clients agriculteurs.

Enfin, le Crédit Agricole du Languedoc met à disposition de ses clients agriculteurs des offres de financements pour les accompagner dans leur transition agro-écologique et favorisant leur indépendance énergétique. À date, 249 clients sont porteurs de ces nouveaux dispositifs de financements.

L'indicateur clé de performance : 85% du taux d'atteinte du nombre de produits et services en encours soit 3411 produits et services

#### Enjeu 10 : Accompagnement des clients dans leurs démarches de transition

### **Objectif 1 : Déployer les offres autour du HUB Transition énergétique**

Pour accompagner ses clients Entreprises et Professionnels face aux enjeux énergétiques, le Crédit Agricole du Languedoc souhaite déployer le « HUB » de Transition Énergétique sur ces deux marchés.

Le HUB Transition Énergétique est un outil permettant d'appréhender les sujets de Transition Énergétique (TE) avec les clients.

Ce dispositif comprend :

- Une plateforme digitale, accessible aux clients pour prendre connaissance de l'accompagnement du Crédit Agricole Languedoc sur ces sujets et pour réaliser un autodiagnostic de sa situation énergétique.
- Des partenariats techniques et opérationnels, autour de cinq domaines d'offres : le conseil, la fourniture d'énergie, l'autoconsommation photovoltaïque, la mobilité durable et l'efficacité énergétique.
- Un conseil de proximité avec la création d'un nouveau métier au sein des Caisses régionales du Crédit Agricole : le conseiller en transition énergétique.
- Une équipe centrale qui développe les offres, les partenariats et anime le sujet de la transition énergétique auprès des Conseillers en Transition Énergétique.

Le dispositif du « HUB » a été co-construit par le Crédit Agricole du Languedoc en lien avec les équipes du groupe Crédit Agricole dédiée à ce sujet.

Suite à une période de test de six mois, le dispositif du « HUB » Transition Énergétique va être déployé à l'ensemble des clients sur les marchés Entreprises (PME).

Pour cela, l'ensemble des chargés d'affaires de ces deux marchés ont été formés pour aborder la Transition Énergétique et l'accompagnement proposé par le Crédit Agricole à leurs clients. Pour accompagner le développement et le déploiement des offres, le Crédit Agricole du Languedoc renforce son expertise avec le recrutement de deux animateurs au sein du pôle Transition Énergétique (TE), en appui du Conseiller en Transition Énergétique.

Par ailleurs, le Crédit Agricole du Languedoc souhaite accompagner ses clients propriétaires ou locataires dans leur projet de rénovation énergétique de leur logement notamment grâce à la création de la plateforme jecorenove.

Cette plateforme, disponible depuis novembre 2022, permet aux clients et prospects :

- De s'informer avec des contenus pédagogiques détaillés
- D'estimer la performance énergétique actuelle de son logement pour obtenir des recommandations adaptées aux besoins sur les travaux
- D'estimer le montant des aides disponibles
- D'estimer sa capacité de financement
- D'accéder à des professionnels RGE en proximité

De plus, l'ensemble des conseillers ont été formés tout au long de l'année afin d'apporter le meilleur conseil possible à leurs clients sur les sujets de la rénovation énergétique des logements.

En complément, le 28 septembre, le Crédit Agricole du Languedoc a signé une convention de partenariat avec l'ALEC (l'Agence Locale de l'Energie et du Climat rattachée à la Métropole de Montpellier Méditerranée).

L'ALEC est un service public d'intérêt général, sans intérêt commercial et indépendant des fournisseurs d'énergie et de matériaux, compétent pour aider les clients dans leur projet de rénovation énergétique d'un point de vue technique, les renseigner sur les aides financières mobilisables, les accompagner dans l'ensemble de leur démarche et les orienter vers des professionnels référencés et qualifiés.

Dans ce cadre, plusieurs webinaires sont prévus à destination des collaborateurs mais également auprès des clients ayant un projet de rénovation énergétique pour leur logement.

Ces webinaires permettront de mettre en lumière les enjeux de la rénovation énergétique dans la profession bancaire, tout en présentant les différents dispositifs et aides financières à disposition des particuliers.

Les conseillers pourront également orienter les clients vers l'ALEC en cas de projet de rénovation énergétique de logement.

Par ailleurs, le Crédit Agricole du Languedoc développe des offres et des services utiles, adaptés à chaque moment de vie de ses clients, qu'il s'agisse de leurs besoins à titre privé ou professionnel. L'ambition du Crédit Agricole du Languedoc est de poursuivre sa dynamique de mise à disposition d'offres responsables à la fois vertes et sociales. Des offres qui doivent répondre à la nécessité de créer de la valeur pour les clients et le territoire autour de thématiques d'action (Préconisation du Groupe CA) comme : accompagner la transition énergétique, encourager la mobilité verte, accompagner la transition agricole, favoriser la cohésion sociale, renforcer le développement économique du territoire.

A ce jour, le Crédit Agricole du Languedoc a « fléché » 76 offres Impact Responsable (IR) sur l'ensemble des marchés (Cf. Annexe : Offres Impact Responsable).

Ce sont des offres Impact Responsable, car elles ont une intentionnalité d'impact positif sur la société, sur la planète et portent sur un thème en lien avec l'environnement, le social ou le sociétal (exemple : l'accès au 1er emploi pour un jeune, la mobilité verte, l'économie de partage, les aléas climatiques...) et ce, pour certaines, au-delà de ce que la réglementation impose.

Exemples : En 2022, de nouvelles offres « Impact Responsable » sont venues enrichir la gamme, comme par exemple :

- La nouvelle formule jeune dans l'offre habitation : Afin de se positionner comme l'assureur du premier logement des étudiants et jeunes locataires, le Crédit Agricole du Languedoc a lancé sa nouvelle assurance habitation jeunes en fin d'année 2022. L'objectif est d'apporter une réponse en adéquation avec les besoins essentiels des jeunes. Cette formule accessible à tous les jeunes de moins de 31 ans locataires d'un logement d'une ou deux pièces pour 6€/mois intègre toutes les garanties essentielles.
- Pour poursuivre la transition énergétique aux côtés de ses clients professionnels, le Crédit Agricole du Languedoc développe un dispositif d'accompagnement. Cette solution offre aux clients la possibilité de bénéficier :
  - ✓ D'un autodiagnostic sur une plateforme gratuite, permettant : L'identification de projets pour engager sa transition énergétique.
  - ✓ De l'expertise du conseiller dans la mise en œuvre des projets identifiés sur les aspects techniques et financiers (crédit-bail, crédit moyen terme).
  - ✓ Du réseau de partenaires du Crédit Agricole du Languedoc

Ce dispositif facilite ainsi l'émergence et la réalisation de projets de transition énergétique, grâce à des offres clés en main.

L'indicateur clé de performance : 67 rendez-vous qualifiés pour accompagner les clients sur les sujets de transition énergétique sur le marché des entreprises, professionnels et agriculteurs.

## **Objectif 2 : Renforcer l'intégration des critères ESG**

En lien avec le projet sociétal du Groupe Crédit Agricole (stratégie Climat), le Crédit Agricole du Languedoc souhaite s'engager dans un projet sociétal, en devenant la Banque de référence qui accompagne les transitions.

Ainsi, la démarche ESG est aujourd'hui en cours de déploiement au sein du Groupe et le Crédit Agricole du Languedoc s'y emploie particulièrement, notamment au travers du déploiement d'un guide ESG, visant à accompagner les clients Entreprises vers la transition écologique.

Ce guide d'entretien reprend, au travers d'un questionnaire, 3 thématiques clés : Environnement, Social et Gouvernance. Il a pour objectif de permettre :

- D'intensifier la relation client par une meilleure connaissance des enjeux de l'entreprise, de comprendre la stratégie des clients en matière de RSE, de les situer dans leur stade de transformation de l'entreprise.
- D'identifier de potentiels accompagnements.
- D'installer le rôle de banquier de référence en adoptant une démarche de conseil, en faire un facteur différenciant et en proposant des solutions adaptées.

Cette année, huit conseillers ont testé le guide d'entretien auprès de 3 de leurs clients (22 entretiens réalisés). Cette période de test a permis l'appropriation de ce guide, la mise en place d'outils d'aide à la vente ainsi que la structuration de l'accompagnement.

Suite à cela, le guide ESG va être déployé à l'ensemble des clients sur les marchés Entreprises et Spécialisé des Professionnels courant 2023.

Le marché de l'Agriculture sera accompagné sur ces enjeux avec un outil spécifique, en cours de construction au niveau du Groupe Crédit Agricole.

### Les indicateurs clé de performance :

Note moyenne du questionnaire ESG : 15/30

91,60% du taux d'atteinte du nombre de diagnostics ESG sur la clientèle identifiée

## ***C. Activités d'investissement actuelles et cibles d'investissement (futures) en faveur d'objectifs environnementaux et d'activités alignées sur la taxonomie de l'UE***

Le règlement européen Taxonomie 2020/852 du 18 juin 2020 instaure un cadre définissant les activités économiques durables sur le plan environnemental, c'est-à-dire les activités économiques qui passent avec succès les trois tests suivants : i) elles contribuent de manière substantielle à un objectif environnemental, ii) elles ne causent pas de préjudice significatif à d'autres objectifs environnementaux tels qu'énoncés dans ledit règlement et iii) elles sont exercées dans le respect de certaines garanties minimales sociales.

Les activités qui respectent ces trois critères sont dites « alignées à la taxonomie ». Aux fins de ce règlement, constituent des objectifs environnementaux :

- L'atténuation du changement climatique ;
- L'adaptation au changement climatique ;
- L'utilisation durable et la protection des ressources aquatiques et marines ;
- La transition vers une économie circulaire ;
- La prévention et la réduction de la pollution ;
- La protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

Le règlement délégué « Climat » 2021/2139 du 4 juin 2021 précise les critères techniques pour l'examen des activités économiques en vue de déterminer si elles sont « alignées à la taxonomie », par rapport aux deux premiers objectifs environnementaux (l'atténuation du changement climatique et l'adaptation au changement climatique).

L'article 8 du règlement Taxonomie prévoit des obligations de reporting pour les établissements financiers et les entreprises soumis à la directive sur le Reporting Non Financier des Entreprises (NFRD) sur la part durable de leurs investissements. Le règlement délégué 2021/2178 du 6 juillet 2021 (« article 8 ») précise les modalités d'application de cet article 8 qui sont le contenu, les modalités de calcul et la présentation des obligations de reporting relatives à ces investissements. Sont notamment précisés les types d'actifs et de contreparties à inclure et à exclure dans le calcul du ratio.

Enfin, le règlement délégué 2022/1214 du 9 mars 2022 vient compléter les deux règlements délégués précités (« climat » et « article 8 ») en ce qui concerne les informations à publier concernant les activités liées au gaz fossile et à l'énergie nucléaire.

Selon les dispositions du règlement délégué « article 8 », les obligations de reporting applicables aux établissements de crédit sont progressives :

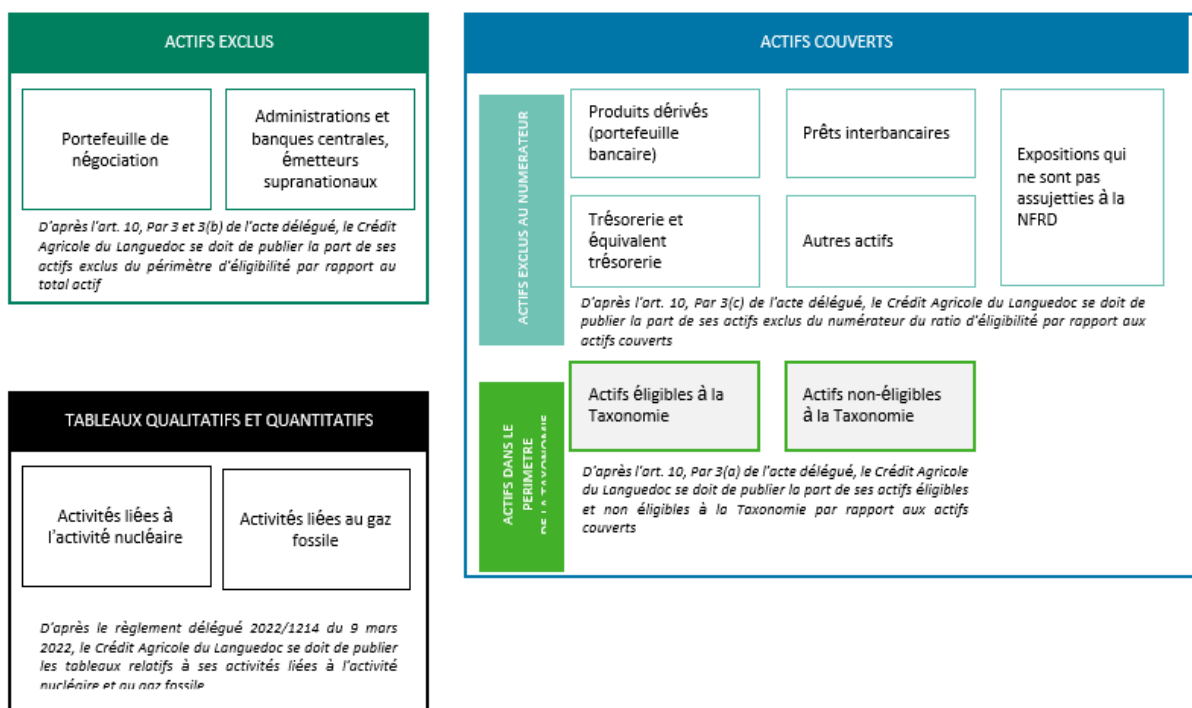
- Une première obligation de reporting sur la base des données au 31 décembre 2021 sur (i) la part des actifs « éligibles » c'est-à-dire finançant des activités dites « éligibles » et « non éligibles » au règlement délégué « climat » et (ii) la part des actifs exclus uniquement du numérateur du ratio ainsi que, celle exclue à la fois du numérateur et du dénominateur du ratio ;
- Une seconde échéance, à partir de 2024 (sur la base des données au 31 décembre 2023), où le reporting sera complété par les informations sur la proportion des actifs « alignés » (le « Green Asset Ratio », GAR), c'est-à-dire les actifs finançant des activités éligibles qui passent avec succès les trois tests d'alignement à la taxonomie. Cette analyse d'alignement sera menée sur la base des informations publiées par les entreprises non financières (publication de leur chiffre d'affaires et dépenses d'investissement alignés à partir de 2023) et les entreprises financières assujetties à la directive NFRD sur le Reporting Non Financier des Entreprises (publication de leur ratio d'actifs verts à partir de 2024) ainsi que sur les critères techniques du règlement délégué sur le périmètre de la clientèle de détail, des collectivités locales et des financements dédiés ;
- Toujours à partir du 1er janvier 2024, les établissements de crédit devront publier des indicateurs relatifs à l'alignement de leurs actifs hors bilan à la taxonomie (garanties financières et actifs sous gestion) ;

- Enfin, des indicateurs relatifs au portefeuille de négociation et aux frais et commissions devront être publiés à compter du 1er janvier 2026 (sur la base des données au 31 décembre 2025).

L'illustration ci-dessous présente la façon dont les actifs alignés sont déterminés. Pour cet exercice, seules les activités éligibles sont publiées.



En conséquence, l'article 8 du règlement Taxonomie prévoit pour les établissements de crédit soumis à la directive sur le Reporting Non Financier des Entreprises (NFRD), de publier des informations relatives à l'éligibilité des actifs à la taxonomie pour 2022, à l'instar de la publication de 2021. De plus, l'entrée en vigueur du règlement délégué 2022/1214 du 9 mars 2022, invite les établissements à publier des informations relatives aux activités liées au gaz fossile et à l'énergie nucléaire. Le schéma ci-dessous présente les informations à présenter pour l'année 2022.



## Méthodologie de détermination des actifs éligibles

Pour le reporting du 31 décembre 2022, le Crédit Agricole du Languedoc est assujéti à la publication de la part des actifs éligibles.

Les activités éligibles sont définies et décrites par le règlement délégué « Climat ».

Pour ce deuxième reporting, les actifs suivants sont considérés comme éligibles à la taxonomie :

- Crédits immobiliers, prêts à la rénovation et financement des véhicules aux particuliers (prêts octroyés à partir du 1er janvier 2022) pour les ménages de l'UE ;

- Financements des logements et financements dédiés (financements dont l'objet est connu et qui concernent une activité éligible à la taxonomie) pour les collectivités locales ;
- Sûretés immobilières commerciales et résidentielles saisies et détenues en vue de la vente ;
- Expositions sur les contreparties financières et non financières NFRD dont le ratio éligible est disponible dans leur DPEF 2021 et dont les données ont pu être collectées.

De plus, dans le calcul du ratio d'éligibilité, les interprétations et recommandations des régulateurs et superviseurs ont été prises en compte à des fins de comparabilité entre établissements.

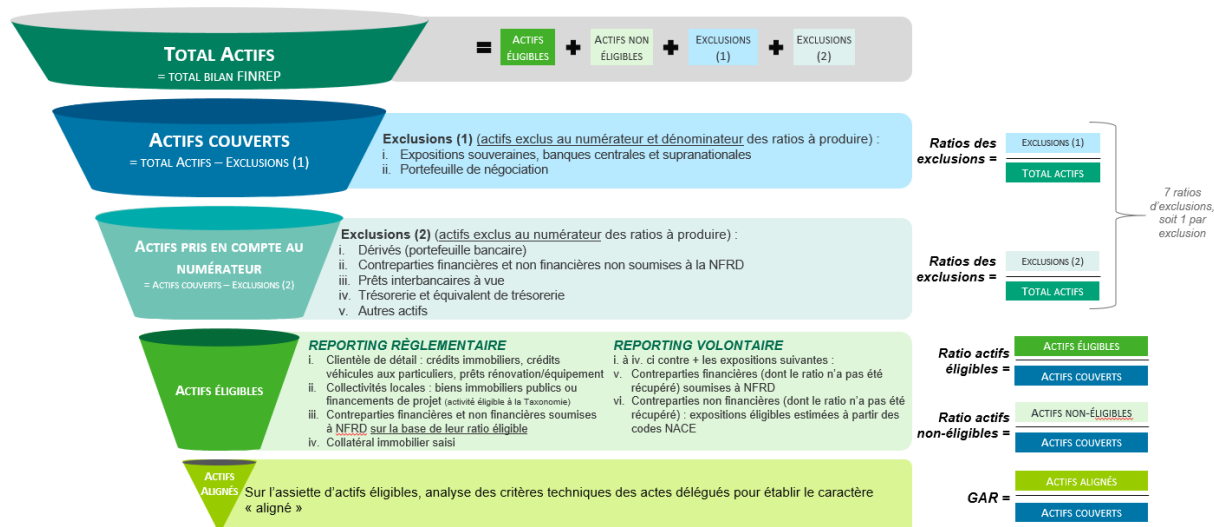
Par ailleurs, le Crédit Agricole du Languedoc a estimé les actifs éligibles envers les entreprises financières et non financières pour lesquelles le ratio d'éligibilité n'a pas pu être collecté, sur la base des codes NACE retenus par la taxonomie et la zone géographique. Ces estimations ne se fondant pas sur des données publiées par les contreparties, elles ne sont pas considérées dans la part d'actifs éligibles publiée à titre obligatoire. Le Crédit Agricole du Languedoc publie néanmoins la part de ces actifs éligibles de façon volontaire.

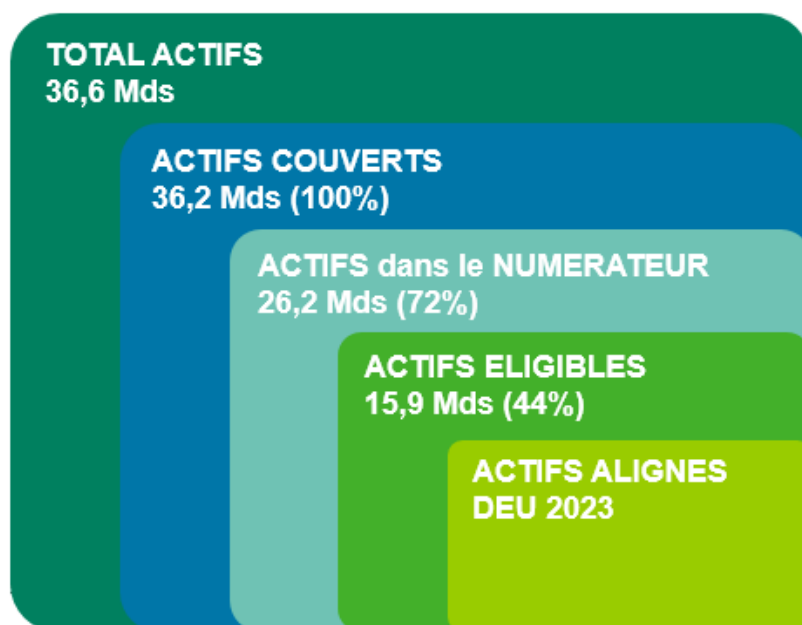
Le montant d'actifs éligibles est rapporté aux actifs couverts qui correspond aux éléments ci-dessus, auxquels s'ajoutent :

- Les expositions sur les entreprises non soumises à la NFRD (entreprises financières et non financières en dehors de l'UE, petites et moyennes entreprises de l'UE en dessous des seuils d'assujettissement) ;
- Les dérivés, les prêts interbancaires à vue, la trésorerie et équivalent de trésorerie et autres actifs ;
- Les autres expositions non éligibles à la taxonomie sur les contreparties financières et non financières soumises à la NFRD et la clientèle de détail.

En complément, le Crédit Agricole du Languedoc publie la part, dans le total d'actifs, des montants d'actifs exclus du calcul (au numérateur et au dénominateur) :

- Les expositions envers des administrations centrales, banques centrales, émetteurs supranationaux ;
- Le portefeuille de négociation.





Par rapport à la publication de l'année 2021, les variations du ratio d'actifs éligibles sont expliquées par l'évolution de la taille de bilan de 3 milliards d'euros et par des évolutions de la méthodologie d'application de la taxonomie (notamment sur la prise en compte des prêts automobiles uniquement à partir du 1er janvier 2022 pour le périmètre de la clientèle de détail, réduisant les actifs éligibles sur ce périmètre de -358 millions d'euros. De plus, compte tenu de la disponibilité de nouvelles informations, une partie des ratios éligibles des contreparties financières et non financières a pu être intégrée pour cet arrêté à hauteur de 76 millions d'euros, témoignant du caractère crucial de la disponibilité des données publiques pour le calcul des ratios.

Part des actifs éligibles publiée de façon volontaire : La part des actifs éligibles intégrant les estimations sur les contreparties financières et non financières de l'Union Européenne s'élève au 31/12/2022 à 63%.

Par ailleurs, les investissements du Crédit Agricole du Languedoc sont réalisés en considération de critères environnementaux.

#### Enjeu 8 : Investissements et financements responsables

#### **Objectif 5 : Investissement des fonds propres du Crédit Agricole du Languedoc**

Dans le cadre du Plan Moyen Terme à horizon 2024, le Crédit Agricole du Languedoc a ciblé la barre symbolique de 1 milliard d'euro d'investissement Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance à l'horizon 2024.

Au sein du Crédit Agricole du Languedoc, la Direction finances, crédits et recouvrement a adapté depuis 2021 la stratégie d'investissement de ses fonds propres pour favoriser les investissements responsables tout en respectant ses indicateurs réglementaires imposés par les régulateurs financiers.

L'indicateur clé de performance : le montant des investissements responsables a atteint 1 011 millions d'euros à fin décembre 2022 contre 715 millions d'euros fin 2021. Cette forte progression est le résultat des actions mises en œuvre dans les choix stratégiques d'investissement du Crédit Agricole du Languedoc. Cette stratégie d'investissement sur des supports responsables est fortement engagée sur l'ensemble des segments du périmètre :

- Le portefeuille réglementaire du Crédit Agricole du Languedoc, constitué d'obligations éligibles aux critères de haute qualité et de liquidité définis par la réglementation LCR (« Liquidity Coverage Ratio »).

Au sein de ce portefeuille, 364 M€ des investissements ont été réalisés sur des obligations labellisées vertes, sociales ou durables en 2022.

- Le portefeuille de rendement du Crédit Agricole du Languedoc. Il regroupe des investissements de capital investissement, des investissements dans des fonds immobiliers et des investissements dans des fonds actions.
- La filiale SOFILARO, investisseur en capital dans des entreprises régionales, notamment dans les secteurs des énergies renouvelables, de la santé et de l'éducation.
- La filiale CALEN, investisseur en infrastructure dans la transition énergétique. A fin 2022, CALEN participe au développement/ construction/exploitation de 990 centrales de production d'électricité verte pour une puissance cumulée de 540 MW, en éolien, photovoltaïque et hydro-électrique.
- La filiale Fonds de dette, vise à apporter aux clients des financements décisifs pour leur développement. 2022 est le premier exercice comptable complet de cette entité.
- La filiale Crédit Agricole du Languedoc Patrimoine, investisseur dans l'immobilier, essentiellement sur des bâtiments neufs respectant les normes environnementales en vigueur.

***D. Politiques et procédures de dialogue direct et indirect avec des contreparties nouvelles ou existantes sur leurs stratégies d'atténuation et de réduction des risques environnementaux.***

Les objectifs décrits au point b) font état d'un certain nombre de politiques et procédures dont voici le récapitulatif :

- Politique RSE
- Politique Achats Responsables
- Politique de Mobilité Employeur
- Cartographie du risque de transition climatique
- Politique sectorielle des Energies nouvelles
- Dispositif HUB de Transition Energétique
- Guide ESG

## 9.1.2 Gouvernance

***E. Responsabilités de l'organe de direction dans l'établissement du cadre de tolérance au risque et dans la supervision et la gestion de la mise en œuvre des objectifs, de la stratégie et des politiques définis dans le contexte de la gestion des risques environnementaux, couvrant les canaux de transmission pertinents.***

La Politique RSE du Crédit Agricole du Languedoc est validée par le Comité de Direction RSE. La dernière réactualisation a été validée par le Comité de Direction RSE du 10/10/2022.

Pour suivre la mise en œuvre de la démarche RSE, un Comité de Direction est tenu mensuellement. Il est complété de comités d'échange réguliers réunissant les responsables de service ou de département en lien avec les enjeux RSE de la politique RSE et du projet d'entreprise.

Ce comité a pour objectif de permettre une vision globale et cohérente de la démarche RSE du Crédit Agricole du Languedoc au regard de sa politique, de faire un état des lieux de l'actualité Groupe et Crédit Agricole du Languedoc sur les sujets et projets majeurs relatifs à la RSE.

Enfin, l'ensemble des dossiers transverses relatifs à la RSE y sont présentés pour information ou décision.

En complément pour chaque enjeu prioritaire, un cadre supérieur de l'entreprise a été nommé comme pilote.

***F. Intégration par l'organe de direction des effets à court, moyen et long terme des facteurs et risques environnementaux dans la structure organisationnelle, tant au sein des lignes d'activité que des fonctions de contrôle interne de l'établissement.***

L'intégration des risques environnementaux par l'organe de direction au sein des lignes d'activité et des fonctions de contrôle interne du Crédit Agricole du Languedoc est assurée au niveau du Comité de Direction RSE qui est tenu mensuellement et qui réunit l'ensemble des directions dont la direction des risques et du contrôle permanent.

Lorsqu'un projet mis en œuvre par le Crédit Agricole du Languedoc concerne les facteurs et les risques environnementaux, alors la direction des risques et du contrôle permanent est partie prenante du projet. C'est le cas par exemple des projets : adaptation au changement climatique (enjeu 9) et démarche net zéro 2050 (enjeu 8 – objectif : Réduire les émissions de gaz à effet de serre sur les financements).

***G. Intégration de mesures de gestion des facteurs et des risques environnementaux dans les dispositifs de gouvernance interne, y compris le rôle des comités, la répartition des tâches et des responsabilités et le circuit de retour d'information entre la fonction de gestion des risques et l'organe de direction, couvrant les canaux de transmission pertinents***

Le Comité de Direction RSE prend position en s'appuyant sur la présentation de l'avancement des projets, avec la participation du directeur des risques et du contrôle permanent.

La répartition des tâches, les responsabilités et le circuit de retour de l'information sont réparties dans l'ensemble des métiers, dans le respect des procédures de contrôle interne. Les indicateurs clé de performance font l'objet d'une présentation en Comité de Direction RSE et/ou figurent dans la Déclaration de Performance Extra-Financière.

***H. Chaînes de communication de rapports relatifs au risque environnemental et fréquence des rapports***

Les chaînes de communication de rapports relatifs au risque environnemental empruntent les processus des fonctions opérationnelles de l'entreprise. En complément, un suivi est effectué mensuellement en Comité de Direction RSE.

### ***I. Alignement de la politique de rémunération sur les objectifs de l'établissement en matière de risques environnementaux***

La politique de rémunération ne prend pas en compte de critères liés aux risques environnementaux. Néanmoins, le Plan Moyen Terme de l'entreprise Impulsion 2024 a défini la stratégie RSE comme l'un de ses trois piliers.

## **9.1.3 Gestion des risques**

### ***J. Intégration des effets à court, moyen et long terme des facteurs et risques environnementaux dans le cadre de tolérance des risques***

**Un recensement des principaux facteurs de risque a été effectué afin d'évaluer leurs matérialités dans les grandes catégories de risques existantes, et de la mettre en perspective par rapport aux expositions de la banque par des analyses quantitatives. Les travaux scientifiques disponibles à date complètent de façon qualitative cette analyse de matérialité.**

Le Groupe retient alors les principaux facteurs de risques suivant et leurs horizons de survenance :

- les risques physiques liés au dérèglement climatique sont potentiellement encourus sur du court terme pour les risques aigus, et moyen/long terme pour les risques chroniques ;
- les risques de transition liés au dérèglement climatique sont encourus sur du court/moyen et long terme.

Cette cartographie permet d'appréhender les risques environnementaux dans les cadres de risque des métiers et entités du Groupe présentés pour approbation en Comité des Risques Groupe.

### ***K. Définitions, méthodologies et normes internationales sur lesquelles repose le cadre de gestion des risques environnementaux***

En matière de définition, méthodologies et normes internationales sur lesquelles repose le cadre de gestion des risques environnementaux, Le Crédit Agricole du Languedoc s'inscrit dans la démarche Net Zéro 2050 en cours de déploiement au sein du Groupe Crédit Agricole.

**Le Groupe s'appuie sur :**

- les définitions à date des risques environnementaux prises par les régulateurs ou les superviseurs, ainsi que les leviers de transmission retenus dans les grandes classes de risques ;
- les normes telles que la Taxonomie Européenne permettant de qualifier certains types d'actifs ;
- les standards ou principe de place, comme les Green Bonds Principles.

En outre, le Groupe participe à des initiatives ou a rejoint des alliances / coalitions assorties d'engagements d'approches méthodologiques ou permettant de contribuer à élaborer des standards de place, notamment la Net Zero Banking Alliance pour les activités de crédit, la Net Zero Asset Managers Initiative pour la gestion d'actifs, ainsi que les Net Zero Asset Owner Alliance et Net Zero Insurance Alliance pour les activités d'assurance. Les approches méthodologiques retenues dans le cadre des engagements afférents à ces

alliances sont précisées au fil de l'eau, notamment les scénarios climatiques retenus (émanant principalement de ceux de l'AIE).

#### ***L. Processus d'identification, de mesure et de suivi des activités et des expositions (et, le cas échéant, des sûretés) sensibles aux risques environnementaux, couvrant les canaux de transmission pertinents***

Le processus d'identification des risques environnementaux est décrit au paragraphe « Etapes d'élaboration de la politique RSE » du préambule.

L'identification et la cotation des principaux risques et opportunités RSE s'appuie sur les travaux menés avec le cabinet des Enjeux et des Hommes, sur la cotation des risques Groupe Crédit Agricole et sur des travaux menés par un groupe d'experts métiers du Crédit Agricole du Languedoc (RSE, Ressources Humaines, Marketing, DATA, Transformation...).

#### ***M. Activités, engagements et expositions contribuant à atténuer les risques environnementaux***

Les activités, engagement et expositions contribuant à atténuer les risques environnementaux sont décrits au paragraphe b), qui précise notamment la démarche de réduction des émissions de gaz à effet de serre sur les financements (paragraphe b), enjeu 8, objectif 4).

#### ***N. Mise en œuvre d'outils d'identification, de mesure et de gestion des risques environnementaux***

Les outils d'identification, de mesure et de gestion des risques environnementaux, sont ceux habituellement utilisés par l'ensemble des fonctions du Crédit Agricole du Languedoc. Selon la nature de l'indicateur, les outils sont internes au Crédit Agricole du Languedoc ou au Groupe Crédit Agricole et vont de requêtes de bases de données, à l'utilisation de rapport internes automatisés, et jusqu'à la consolidation dans les fiches indicateurs Excel.

#### ***O. Résultats et conclusions tirées de la mise en œuvre des outils et incidence estimée du risque environnemental sur le profil de risque de fonds propres et de liquidité***

Le Crédit Agricole du Languedoc n'a pas identifié d'impact sur le profil de risque des fonds propres et de liquidité. Les travaux menés au niveau du Groupe Crédit Agricole ont confirmé cette évaluation.

#### ***P. Disponibilité, qualité et exactitude des données, et efforts visant à améliorer ces aspects***

Les Informations peuvent être sujettes à une incertitude inhérente à l'état des connaissances scientifiques ou économiques et à la qualité des données externes utilisées. Certaines informations sont sensibles aux choix méthodologiques, hypothèses et/ou estimations retenues pour leur établissement et présentées dans la Déclaration.

La collecte de nouvelles données s'organise avec une exigence de qualité cohérente avec les nouveaux usages, qu'ils soient réglementaires (reportings) ou de suivi et pilotage du risque. Des proxys sont déployés afin de compléter ou améliorer la qualité de séries historiques de données extra-financières non utilisées jusqu'alors.

Par ailleurs, les méthodologies, la qualité des données et les scénarios de référence étant en constante évolution, les chiffres peuvent évoluer au fil du temps.

***Q. Description des limites fixées aux risques environnementaux (en tant que vecteurs de risques prudentiels) et déclenchant la saisie des échelons supérieurs et l'exclusion du portefeuille en cas de dépassement***

Le Crédit Agricole du Languedoc va mener des travaux dans le cadre de la démarche Net Zéro 2050 du Groupe Crédit Agricole. Ces travaux consisteront à définir une trajectoire sur les crédits octroyés aux secteurs d'activité significativement émetteurs de gaz à effet de serre. Ils pourront conduire à définir des limites ou des exclusions en matière de l'objet des financements octroyés.

***R. Description du lien (canaux de transmission) entre les risques environnementaux et le risque de crédit, le risque de liquidité et de financement, le risque de marché, le risque opérationnel et le risque de réputation dans le cadre de gestion des risques***

**Les risques environnementaux peuvent impacter toutes les grandes catégories de risque existantes, avec cependant une probabilité d'occurrences et/ou d'impacts les plus élevés à travers les risques de crédit et risques opérationnels (risque de réputation).** Les risques environnementaux peuvent ainsi se transmettre :

- dans les risques de crédit, notamment par des impacts sur les revenus, coûts et actifs des clients particuliers du Groupe : dépréciation des actifs financés ou en sûretés, perturbation des activités du territoire, tension inflationniste ;
- dans les risques financiers, via, par exemple, des difficultés de levées de liquidités du Groupe en raison d'informations négatives (greenwashing), ou via de brusque réévaluation et/ou de volatilité de la valorisation des instruments financiers détenus par le Groupe ;
- dans les risques opérationnels, comme les non-respects de nos engagements publics (risque de réputation), ou les non-respects des devoirs de conseil et de vigilance du Groupe (ex. : financement en zone inondable), mais également sur des dommages matériels sur les actifs du Groupe, perturbation de ses activités (y compris sur les SI) ;
- dans d'autres risques, comme le risque assurantiel avec des hausses significatives des dommages matériels et/ou des problèmes de santé pour nos clients (dégradation des ratios Sinistres/Prime).

## **9.2 Tableau 2 - Informations qualitatives sur le risque social**

### **9.2.1 Stratégie et processus économiques**

***A. Ajustement de la stratégie économique de l'établissement visant à intégrer les facteurs et les risques sociaux, en tenant compte de l'incidence du risque social sur l'environnement économique, le modèle économique, la stratégie et la planification financière de l'établissement***

Le Crédit Agricole du Languedoc a structuré sa stratégie relative aux facteurs et aux risques sociaux au sein des enjeux prioritaires suivants :

Enjeu : La RSE au cœur de nos valeurs mutualistes pour contribuer au développement durable du territoire

Grâce à la participation de plus de 2600 parties prenantes, le Crédit Agricole du Languedoc a défini sa nouvelle stratégie RSE, intégrée dans le plan stratégique à moyen terme de l'entreprise. 11 enjeux prioritaires ont été identifiés et organisés autour de 3 grandes causes : Acteur responsable, Partenaire de confiance et Catalyseur de transitions et d'une ambition : être durablement ancrés, mutuellement engagés.

Durablement ancrée et mutuellement engagée, l'action du Crédit Agricole du Languedoc s'appuie sur les valeurs mutualistes (Responsabilité, Solidarité et Proximité) au service de l'intérêt collectif de son territoire : L'Aude, l'Hérault, le Gard et la Lozère. La volonté du Crédit Agricole du Languedoc est d'œuvrer pour une société plus juste et durable et pour cela plusieurs dispositifs repris dans la Charte mutualisme actualisée en 2023, permettent d'accompagner financièrement les initiatives sur le territoire.

#### Enjeu 1 : Qualité de vie est les conditions de travail

La qualité de vie et les conditions de travail ont pour objectif de concilier l'amélioration des conditions de travail des salariés et la performance globale de l'entreprise, dans le cadre de ses transformations organisationnelles:

- En organisant et en pensant le travail pour assurer l'équilibre des temps de vie privée et vie professionnelle;
- En favorisant les conditions de travail et de bien-être des collaborateurs ;
- En accompagnant les collaborateurs dans l'exercice de leur profession au travers d'actions touchant les facteurs directs et indirects de leur bien-être ;
- En prévenant et protégeant nos collaborateurs contre les risques pesant sur les métiers bancaires ;
- En fidélisant des talents grâce aux actions mises en place en matière de Qualité de Vie et Condition de Travail (QVCT).

La qualité de vie au travail favorise l'implication des collaborateurs et renforce l'attractivité du Crédit Agricole du Languedoc en tant qu'employeur.

La non prise en compte de la qualité de vie et des conditions de travail peut engendrer un risque de désengagement, et donc une perte de productivité, ainsi qu'un turnover et/ou un taux d'absentéisme important. La sécurité des collaborateurs est également au centre des préoccupations du Crédit Agricole du Languedoc afin de préserver leur intégrité physique et morale.

#### Enjeu 2 : Employabilité, transformation, des métiers et gestions des carrières

Avoir une vision prospective des emplois et des compétences, attirer et gérer les talents et développer les compétences de façon continue, notamment sur les nouveaux enjeux stratégiques (digitalisation, Intelligence Artificielle, cyber sécurité, etc.

En la matière, la stratégie du Crédit Agricole du Languedoc se décompose de la manière suivante :

- Permettre aux collaborateurs de développer des compétences en lignes avec les évolutions de nos métiers et leurs aspirations

- Accompagner chaque collaborateur dans son projet professionnel en lien avec les besoins court et moyen terme du Crédit Agricole du Languedoc

### Enjeu 3 : Egalité professionnelle, diversité, inclusion

Promouvoir la diversité au sein des équipes à tous les échelons et prévenir les discriminations sous toutes leurs formes (âges, handicap, genre, etc.).

L'égalité professionnelle est au cœur de la politique Ressource Humaine du Crédit Agricole du Languedoc. C'est un critère important sur lequel le Crédit Agricole du Languedoc veille dans le recrutement et le suivi des collaborateurs. Le Groupe Crédit Agricole met en place différentes actions pour favoriser la diversité et le Crédit agricole du Languedoc s'inscrit dans cette démarche nationale.

Le Crédit Agricole du Languedoc s'engage via différentes actions à lutter les discriminations (sexe, âge, handicap...).

En la matière, la stratégie du Crédit Agricole du Languedoc se décompose de la manière suivante :

- Améliorer la parité femme / homme dans chaque niveau de classification d'emploi
- Développer la culture de la diversité et de l'inclusion auprès de l'ensemble des collaborateurs

### Enjeu 4 : Réduction de l'empreinte environnementale des activités

Cet enjeu contient notamment la politique d'achats responsables, déjà évoquée dans le Tableau 1, avec un volet sur les aspects économiques et sociétaux, en veillant à l'équilibre des relations entre l'entreprise et ses fournisseurs.

### Enjeu 5 : Gestion responsable des données

Être transparent sur la gestion des données et l'usage qui en est fait. Prévenir les attaques des systèmes d'information

En la matière, la stratégie du Crédit Agricole du Languedoc se décompose de la manière suivante :

- Sensibiliser les collaborateurs à la protection des données

Un usage éthique, responsable et sécurisé des données repose sur les collaborateurs qui doivent être sensibilisés et formés à la protection des données.

Par ses pratiques, chaque collaborateur contribue :

- ✓ à la sécurité des systèmes d'information, en étant vigilant à toute tentative de cyber-malveillance,
- ✓ au respect du secret bancaire,
- ✓ au respect des droits qu'ont les clients, prospects et collaborateurs sur leurs données personnelles.

L'objectif pour le Crédit Agricole du Languedoc pour l'année 2022 est de mener 2 actions de sensibilisation sur la protection des données auprès de ses collaborateurs.

- Communiquer auprès des clients sur la protection de leurs données

Le Crédit Agricole du Languedoc s'engage à communiquer avec transparence auprès de ses clients sur sa politique et les moyens mis en œuvre en matière de protection de leurs données.

#### Enjeu 6 : Nouvelles technologies et Transformation des services

Anticiper et gérer les risques et opportunités associés à l'intelligence artificielle (IA), à la blockchain et à la digitalisation.

Le Crédit Agricole du Languedoc a poursuivi en 2022 des actions ayant pour vocation d'améliorer l'expérience de ses clients et collaborateurs dans les usages digitaux.

#### Enjeu 7 : Relations clients

Assurer la transparence, la confiance, l'information envers les clients, dans un contexte de digitalisation croissant.

En la matière, la stratégie du Crédit Agricole du Languedoc se décompose de la manière suivante :

- Rester la banque préférée des languedociens sur tous les marchés
- Maintenir une proximité humaine avec nos clients

#### ***B. Objectifs, cibles et limites pour l'évaluation et la gestion du risque social à court, moyen et long terme, et évaluation des performances au regard de ces objectifs, cibles et limites, y compris les informations prospectives entrant dans la définition de la stratégie et des processus économiques***

Les objectifs, cibles et limites ont été définis dans chaque enjeu prioritaire traitant du risque environnemental.

Enjeu : La RSE au cœur de nos valeurs mutualistes pour contribuer au développement durable du territoire

#### **Objectif**

Mesurer et améliorer l'empreinte économique locale. Nouer des partenariats et participer à des actions de solidarité avec des acteurs locaux. Accompagner des projets locaux qui répondent aux enjeux de la transition et rassembler les acteurs du territoire autour de ces thèmes.

#### **Mise en œuvre**

Un fonds de dotation a été créé en 2015, pour renforcer l'engagement du Crédit Agricole du Languedoc sur le territoire.

Le champ d'action du fonds de dotation couvre les domaines : éducatif, socio-culturel, socioéconomique, sportif ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique et culturel, de l'environnement naturel, de la langue et des connaissances spécifiques.

En parallèle, les 98 Caisses locales réparties sur 4 départements sont actrices du territoire et accompagnent de nombreuses actions pour soutenir l'économie locale et le tissu associatif, accompagner des personnes en situation difficile, préserver le patrimoine architectural ou culturel du territoire, valoriser nos terroirs, etc.

De plus, il a été créé un fond mutualiste destiné à soutenir les initiatives locales en complément des actions des Caisses locales.

Ainsi, en 2022, 25 000 jeunes ont été aidés au travers d'un nouvel Appel à projets. Ce sont 97 projets portés par des associations que le Crédit Agricole du Languedoc a soutenues dans 4 domaines : la solidarité, l'environnement, l'éducation et l'emploi.

Cette action d'envergure en faveur des jeunes s'est vue complétée par plus de 500 initiatives des Caisses locales.

Par ailleurs, le Crédit Agricole du Languedoc est durablement ancré et mutuellement engagé sur son territoire notamment au travers de ses filiales et de la Banque de l'Economie Sociale et Solidaire.

La Banque de l'Economie sociale et solidaire a été créée au 2ème trimestre 2022 au Crédit Agricole du Languedoc. Rattachée à la Direction des Professionnels, Agriculteurs et Assurances, elle cible, prioritairement, les associations employeuses avec un budget compris entre 400K€ et 3000K€.

En lien avec l'engagement sociétal du groupe et le projet de renforcer la cohésion et l'inclusion sociale, la Banque de l'Economie sociale et solidaire accompagne l'humain au cœur du territoire. Les 3 chargés d'affaires nommés apportent de l'expertise et œuvrent pour l'excellence relationnelle auprès des acteurs engagés sur ce marché.

Actuellement, 3 portefeuilles d'une cinquantaine de clients ont été constitués : 1 sur le Gard et 2 sur l'Hérault avec des périmètres définis sur les 9 secteurs couverts.

#### Enjeu 1 : Qualité de vie est les conditions de travail

#### **Accompagner les salariés se trouvant dans une situation de proche aidant :**

Le proche aidant est défini comme étant une « personne qui vient en aide, de manière régulière et fréquente, à titre non professionnel, pour accomplir tout ou partie des actes ou des activités de la vie quotidienne d'une personne en perte d'autonomie, du fait de l'âge, de la maladie ou d'un handicap ».

L'accompagnement des salariés aidants est pris en compte dans deux accords d'entreprise :

- Un accord sur le Handicap et la Solidarité, signé en 2020, qui prévoit notamment un accompagnement financier pour les salariés proches aidants de leur enfant handicapé (taux de handicap de 80% et plus) ;
- Le bénéfice des CESU Handicap pris en charge par le Crédit Agricole du Languedoc à hauteur de 90% de la valeur du CESU dans la limite d'un plafond annuel en fonction du quotient familial du salarié (jusqu'à 1000 euros/an/salarié) ;
- La prise en charge des cotisations retraite de base et complémentaires (parts patronale et salariale) par le Crédit Agricole du Languedoc à hauteur de 100% pour les salariés proches aidants de leur enfant handicapé travaillant à 90% ;
- Un accord sur le travail à distance, signé en 2021, qui prévoit des dispositions particulières pour les salariés en situation de proche aidant.

En 2022, une communication et une sensibilisation à destination des salariés a été déployée.

Le Crédit Agricole du Languedoc a eu notamment l'opportunité de mettre en relief son engagement, dans le cadre d'une conférence, proposée à l'ensemble des salariés et animée par Martine Gil-Nurit, ancienne collaboratrice du Crédit Agricole du Languedoc et formatrice/consultante sur cette thématique.

Cette conférence a été l'occasion de rappeler les dispositifs légaux ainsi que les mesures mises en place au Crédit Agricole du Languedoc pour l'accompagnement des collaborateurs en situation de proche aidant.

**Transformer l'environnement de travail pour améliorer le bien-être et la performance des collaborateurs. Créer des espaces de travail partagé et de convivialité propices à l'interaction, aux échanges, au travail collaboratif, à l'épanouissement collectif et personnel des salariés :**

En 2022, le nouveau site de Nîmes a été entièrement pensé pour améliorer le bien-être et les interactions entre collaborateurs notamment avec une charte d'aménagement prévoyant :

- Des espaces de travail partagés et de convivialités propices à une bonne réalisation du travail en répondant à tous les besoins et usages pour créer des synergies et de la collaboration (intégration et montée en compétence) : co-working, salles de réunions connectées facilitant le travail hybride, bulles de concentration et de collaboration ;
- Une attention particulière dans la conception du bâtiment pour le confort des collaborateurs : modernité, luminosité, agencement, choix ergonomique du mobilier (prévention des TMS), concept décoratif ;
- Une salle de sport pour contribuer au bien-être ;

Au-delà du site de Nîmes, les améliorations se font sur l'ensemble du territoire Crédit Agricole du Languedoc avec :

- La rénovation de foyers dans certaines agences permettant aux salariés de bénéficier à la pause méridienne d'un espace de convivialité confortable ;
- Les aménagements, les équipements de lieux de convivialité sur les sites : fontaines à 4 eaux, babyfoots, distributeurs de jus d'orange frais, ...

## **Mécénat de compétences**

Le Crédit Agricole du Languedoc est également engagé dans des actions de mécénat de compétence au travers de son dispositif Passerelle. Le Crédit Agricole du Languedoc déploie l'intervention de collaborateurs volontaires pour lutter contre l'exclusion numérique 2 jours par an afin d'animer des ateliers d'éducation numérique auprès de jeunes stagiaires des Missions locales, des Ecoles de la 2nde Chance et lycées professionnels.

Le Crédit Agricole du Languedoc est la 1ère Caisse régionale du Groupe à proposer ce dispositif.

Devant l'engouement des collaborateurs et des établissements bénéficiaires, le Crédit Agricole du Languedoc a doublé son volant de collaborateurs en 2022 soit 40 collaborateurs volontaires.

Cette mission a également été proposée aux collaborateurs de la Filiale Crédit Agricole Technologie (CA-TS), ainsi 13 collaborateurs CA-TS sont aussi impliqués dans le dispositif.

Une journée Passerelle est organisée, chaque année, afin de réunir et fédérer tous les acteurs du dispositif et contribuer ainsi à une plus grande cohésion et synergie. Une tribune est alors ouverte à des intervenants externes afin d'enrichir leur formation en complément des réunions audio « Passerelle-Tous Ensemble » qui sont proposées tout au long de l'année.

L'indicateur clé de performance : l'ensemble de ces actions contribue particulièrement au résultat de l'Indice d'Engagement et de Recommandation des collaborateurs (IER).

En 2022, celui-ci ressort une fois de plus à un excellent niveau de 84% (-1 point comparé à 2021 et +10 points comparé au score des Caisses Régionales). Ce résultat positionne le Crédit Agricole du Languedoc à la première place des Caisses Régionales du Groupe Crédit Agricole pour la 3ème année consécutive. Ainsi, le Crédit Agricole du Languedoc poursuit sa dynamique. Cette progression est le fruit des transformations initiées mais surtout de la nouvelle manière de travailler ensemble avec toujours plus de collaboratif, d'écoute et d'accompagnement.

## Enjeu 2 : Employabilité, transformation, des métiers et gestions des carrières

### **Objectif 1 : Permettre aux collaborateurs de développer des compétences en lignes avec les évolutions de nos métiers et leurs aspirations**

L'employabilité permet à chacun de s'adapter aux évolutions des contenus de ses métiers, mais aussi d'évoluer vers d'autres fonctions. C'est également un facteur d'engagement et de motivation des salariés auquel le Crédit Agricole du Languedoc attache une importance majeure et met en place différentes actions pour accompagner ses collaborateurs.

En 2022, de nouvelles actions du Plan de Développement des Compétences ont permis de faire monter en expertise les collaborateurs en poste et de s'adapter aux évolutions de nos métiers sur plus de 17 500 Jours de formation :

Un parcours de compétences transverses a été déployé pour les collaborateurs du siège de Nîmes afin de se former aux compétences clefs communes à l'ensemble de nos métiers : agilité, gestion des rythmes de travail, créativité, stratégie d'apprentissage, collaborer avec efficacité et sérénité.

Le nouveau modèle relationnel, vecteur de postures et de pratiques fondées sur l'écoute, la confiance, la transparence et l'émotion positive, a été déployé durant l'année 2022. Il vise à améliorer l'expérience vécue par les clients et les collaborateurs.

Le déploiement de ces postures et pratiques, a été accompagné d'une formation de l'ensemble des salariés du Crédit Agricole du Languedoc assurée par 50 acteurs de la Transformation identifiés dans l'entreprise.

Par ailleurs, afin de diffuser la culture RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) auprès de tous, la plateforme e-learning de l'IFCAM, Université du Groupe Crédit Agricole, a été enrichie d'un espace dédié RSE. Trois e-learning ainsi qu'une « ressource » sur le sujet ont été mis en ligne. Cet espace sera complété régulièrement de nouveautés. Pour faire connaître ce nouvel espace, un challenge a été organisé pour récompenser les 10 salariés les plus assidus. Une formation spécifique aux enjeux de la RSE et à la politique du Crédit Agricole du Languedoc dans ce domaine, a été déployée auprès des nouveaux entrants et des nouveaux managers en parcours de formation.

Un plan de sensibilisation et de formation à la RSE, aux critères Environnementaux Sociétaux et de Gouvernance (ESG) et les offres clients liées est en préparation pour un déploiement en 2023

L'indicateur clé de performance : 99,85% des collaborateurs ont bénéficié d'une formation sur les 3 dernières années (hors réglementaire)

### **Objectif 2 : Accompagner chaque collaborateur dans son projet professionnel en lien avec les besoins court et moyen terme du Crédit Agricole du Languedoc**

La politique en matière de Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels a fait l'objet d'un accord dont la dernière version a été signée le 16 avril 2020 pour une durée de 3 ans.

En 2022, de nouveaux formulaires d'entretiens annuels (Evaluation Annuelle de Compétences, Entretiens Professionnels) et un nouveau processus ont été mis en place. Conçus en mode collaboratif (2 groupes de travail et un groupe projet), ils intègrent les nouvelles compétences clefs, et permettent aux salariés de s'auto évaluer et de proposer des objectifs.

Au niveau des Ressources Humaines, un nombre d'entretien carrières à mener, chaque année, est fixé afin de répondre aux demandes des salariés, d'accompagner les collaborateurs en difficulté, de suivre les potentiels identifiés, avec les managers, dans les revues d'effectifs annuelles.

En 2022, c'est plus de 1 000 entretiens qui ont été réalisés par les Chargés d'emploi dont 154 entretiens à la demande des salariés à la suite de leur entretien annuel d'appréciation soit une réponse à 93% aux demandes formulées.

Un nouvel applicatif « Programme Relationnel Salariés » a été mis en place. Il permet de piloter, avec réactivité, les rencontres liées aux événements de vie professionnels et personnels des salariés ainsi que les entretiens carrières.

Aussi, 164 offres d'emploi internes ont été diffusées permettant aux salariés de candidater sur des postes de leur choix et de répondre à leurs souhaits de mobilité. Ainsi en 2022, 568 mobilités fonctionnelles et géographiques ont été réalisées.

Par ailleurs, une nouvelle démarche « Trajectoire Talent » a été mise en œuvre. Elle vise à identifier les salariés à haut potentiel le plus en amont possible, à les évaluer (assessment externe) et les accompagner (formation, mobilité/promotion, formation, coaching...) pour leur permettre de réaliser leur projet professionnel. En 2022, 17 salariés ont bénéficié de cette démarche.

Enfin, 5 nouveaux parcours d'évolution professionnelle ont été lancés en 2022 afin de préparer 99 salariés à une évolution professionnelle (Chargé de clientèle aux particuliers, conseiller en gestion de patrimoine, conseiller professionnel, managers réseaux, managers siège).

L'indicateur clé de performance : 93 % des collaborateurs rencontrés par les Ressources Humaines en entretien carrière suite à leur demande

### Enjeu 3 : Egalité professionnelle, diversité, inclusion

#### **Objectif 1 : Améliorer la parité femme / homme dans chaque niveau de classification d'emploi**

En mai 2022, un nouvel accord « Egalité Professionnelle » (le 4ème) a été signé. Il reprend les termes du précédent accord en matière d'embauche, de formation, de gestion des carrières, d'égalité salariale, d'équilibre entre vie privée et vie professionnelle.

Il amplifie la dynamique engagée en introduisant des objectifs en matière de suivi de la parité dans les évolutions professionnelles :

Une attention particulière est portée à la répartition équilibrée H/F dans les parcours d'évolution professionnelle qui permettent de former, en amont d'une évolution, des potentiels identifiés. Les parcours constitués en 2022 sont composés à 55,6 % de femmes (68,8 % sur le parcours managers réseau).

La part des femmes représente, en 2022, 55,28 % de l'ensemble des promotions et 44,9% des promotions cadres.

La politique d'égalité professionnelle prévoit également des actions visant à lutter contre les plafonds de verre en développant l'accompagnement individuel des femmes afin de les aider dans la construction et la réalisation

de leur projet professionnel. Dans ce cadre, des formations (« Jeunes Talents féminins », « Marketing de soi », et « leadership au féminin ») ont été proposées en pilote à 5 collaboratrices.

Les indicateurs clé de performance :

- 55,28% de promotions au titre de la prise de responsabilité et de la reconnaissance de l'expertise concerne des femmes.
- 55,6 % de femmes dans les parcours d'évolution professionnelle

**Objectif 2 : Développer la culture de la diversité et de l'inclusion auprès de l'ensemble des collaborateurs**

En 2022, le Crédit Agricole du Languedoc a également poursuivi sa politique HECA (Handicap et Emploi au Crédit Agricole) et ses actions auprès des salariés en situation d'handicap en particulier dans le cadre de son accord d'entreprise sur le Handicap et la solidarité, signé en 2020.

Les chiffres clés de la politique handicap au Crédit Agricole du Languedoc en 2022 :

- Le Crédit Agricole du Languedoc a recruté 2 personnes en situation de Handicap en CDI, 9 en contrats de professionnalisation et 9 en CDD
- 13 aménagements de poste ont été réalisés
- 42 collaborateurs ont bénéficié des CESU HANDICAP
- En 2022, le taux d'emploi de personnes en situation de handicap s'élève à 5,44 %.

En 2022, un nouvel accord handicap au niveau de la branche a été conclu à l'unanimité des organisations syndicales représentatives de la branche des Caisses régionales et entités associées, le 2 Décembre 2022, fixant de nouveaux objectifs à l'échelle du Groupe à l'horizon 2025.

C'est sur la base de ce nouvel accord de branche que le Crédit Agricole du Languedoc renégociera, en 2023, son nouvel accord d'entreprise sur cette thématique.

Enfin, le référent handicap, désigné au sein de l'entreprise, poursuit son action auprès des salariés en situation de handicap. En 2022, son périmètre s'enrichi avec la qualité de référent « aidant », permettant ainsi aux collaborateurs d'avoir un interlocuteur unique et d'obtenir un accompagnement personnalisé.

Le Crédit Agricole agit également en faveur de l'inclusion numérique via ses collaborateurs volontaires qui interviennent auprès de jeunes stagiaires des Missions locales, des Ecoles de la 2<sup>de</sup> Chance et lycées professionnels pour animer des ateliers d'éducation numérique (Mécénat de compétences développé dans l'Enjeu 1 : Qualité de vie et conditions de travail).

Par ailleurs, en 2022, le Crédit Agricole du Languedoc a poursuivi le développement de son Plan Jeunesse et Inclusion en :

- Augmentant le nombre de nouveaux alternants accueillis (95 soit + 10 par rapport à 2021) portant ainsi, au 31/12.2022 le nombre d'alternants à 130 (soit + 22 en 1 an).
- 28 alternants ont été recrutés en CDI, à l'issu de leur alternance (+ 8 par rapport à 2021).
- Un nouveau cursus de formation « Bachelor Banque Assurance » a été ouvert avec le CFA Difcam sur le secteur Ouest de l'Hérault.

- Accueillant 24 stagiaires de 3° issus de collèges REP+ permettant de faire découvrir nos métiers et de renforcer la culture de l'inclusion sociale en interne.
- Nouant un partenariat avec l'APELS (Agence Pour l'Education Par Le Sport). Ce partenariat permet de préparer le recrutement, en 2023, d'une promotion de 10 jeunes issus de clubs sportifs amateurs et de les former, en 15 mois, au métier de Conseiller Banque Assurance (via une Préparation Opérationnelle à l'Emploi de 3 mois puis un contrat de professionnalisation de 12 mois).

Le Crédit Agricole du Languedoc est également engagé aux côtés des jeunes et de leur insertion professionnelle. A ce titre des initiatives en leur faveur ont été poursuivies en 2022 :

La plateforme Youzful ([www.youzful-by-ca.fr](http://www.youzful-by-ca.fr)) lancée fin 2020 par le Groupe Crédit Agricole a continué son développement en 2022 : elle vise à connecter, dans les territoires, les jeunes avec les entreprises et les professionnels qui recrutent.

Elle offre un contenu riche avec des informations sur l'orientation et l'emploi, des offres d'emploi, des événements en région, la possibilité d'échanger entre jeunes et professionnels via messagerie privée ou encore des informations sur les partenariats nationaux (« L'étudiant » par exemple).

Plus de 700 000 offres émanant de Pôle Emploi et des professionnels inscrits ont été diffusées.

Au terme de ces deux premières années, la plateforme est un succès démontrant l'intérêt pour les jeunes : 110 000 jeunes inscrits et plus de 1,4 million de visiteurs.

Pour le Crédit Agricole du Languedoc, 4111 jeunes sont inscrits.

Enfin, en 2022, le Crédit Agricole du Languedoc a également organisé deux « Youzful Job Dating » dédiés aux jeunes, en partenariat avec le startup Wizbii. A travers ces événements, l'objectif est de mettre en relation les clients professionnels en recherche de talents avec les jeunes du territoire en recherche d'emploi. En 2022, 19 entreprises et 130 candidats ont pu se rencontrer dans le cadre de ces événements.

La moitié des candidats présents ont été recontactés par les entreprises pour intégrer leurs processus de recrutement.

#### Les indicateurs clé de performance :

- 100% de l'objectif a été atteint soit 4 actions nouvelles en lien avec la diversité et l'inclusion sociale ont été menées.
- Désignation d'un référent au Crédit Agricole du Languedoc pour accompagner les salariés « proches aidants »
- Accueil de 24 élèves de 3° de collège de zone REP + sur 1 semaine pour leur faire découvrir les métiers
- Développement des ateliers d'éducation numérique auprès de jeunes de la région avec un dispositif de mécénat de compétences
- Lancement du Bachelor Banque Assurances Ouest Hérault et formation d'une première promotion d'apprentis

#### Enjeu 4 : Réduction de l'empreinte environnementale des activités

#### **Politique d'achat responsable / volet sociétal**

Le Crédit Agricole du Languedoc mesure et suit ses délais de paiement. Ainsi, les gestionnaires de budgets sont sensibilisés sur le suivi des validations des factures avec des relances et fichiers de suivis dédiés. Les

fournisseurs sont accompagnés dans l'utilisation du portail de dépôt des factures afin de permettre un traitement dématérialisé plus efficient.

Le délai moyen de paiement en 2022 est de 23,6 jours (calcul réalisé selon la méthodologie définie par la DGCCRF, factures en retard sont celles payées au-delà de 60 jours de délai de paiement).

#### Enjeu 5 : Gestion responsable des données

### **Objectif 1 : Sensibiliser les collaborateurs à la protection des données**

En 2022, le Crédit Agricole du Languedoc s'est appuyé sur son plan informatique stratégique pour mettre en œuvre des actions de sensibilisation auprès de ses collaborateurs afin de renforcer leur niveau de maturité en matière de cyber-sécurité. Ces actions s'appuient en particulier sur les modules de formation de l'IFCAM, l'Université du Groupe Crédit Agricole, ainsi que sur les actions proposées par CA-SA et/ou Crédit Agricole Technologie.

En 2022, 11% des collaborateurs ont ainsi pu participer à un escape-game Cyber Story. En complément, le Crédit Agricole du Languedoc a déployé une campagne visant à mettre en situation réelle les collaborateurs face à des tentatives malveillantes.

La protection des données personnelles a également fait l'objet de communications en interne, autour des thématiques de la violation de données, de la prospection commerciale et de la prise en compte des demandes d'exercice de droit.

Enfin, un nouvel e-learning a été déployé en 2022 : cette formation est obligatoire tous les 3 ans pour les acteurs particulièrement exposés à la protection des données personnelles (322 collaborateurs formés).

Cette formation devient obligatoire en 2023 pour l'ensemble des managers.

#### Les indicateurs clé de performance :

- 100% de l'objectif a été réalisé soit 2 actions de sensibilisation sur la protection des données auprès des collaborateurs ont été menées sur l'année 2022
- Campagne de faux-phishing
- Formation des collaborateurs via un escape game cyber-story

### **Objectif 2 : Communiquer auprès des clients sur la protection de leurs données**

Le Crédit Agricole du Languedoc veille à apporter à ses clients une information complète et transparente sur le traitement de leurs données avec notamment :

- la politique de protection des données personnelles,
- la Politique de protection des données du site internet,
- toutes les mentions d'information mises à disposition dans les documents contractuels ou formulaires.

Le Crédit Agricole du Languedoc publie également la Charte des données personnelles, dans laquelle le Groupe Crédit Agricole prend un certain nombre d'engagements sur la protection des données des clients.

En 2023, le Crédit Agricole du Languedoc souhaite promouvoir plus directement et largement ses engagements et moyens déployés en matière de protection des données. En ce sens, le Crédit Agricole du Languedoc envisage de réaliser des actions de communication auprès de ses clients.

## Enjeu 6 : Nouvelles technologies et Transformation des services

### **Objectif : Amplifier l'utilisation des opérations accessibles à distance**

L'année a été marquée, pour les clients du Crédit Agricole du Languedoc, par la livraison en juin 2022 d'une nouvelle version de l'application Ma Banque. Celle-ci est plus ergonomique et propose de nouvelles fonctionnalités (notamment l'accès à la signature de contrats en ligne). Les clients peuvent désormais effectuer leurs débloquages de crédit habitat en toute autonomie en se connectant au site Internet, ou encore verrouiller leur carte bancaire temporairement. Le nombre de fonctionnalités en selfcare va encore s'intensifier en 2023 avec la livraison de 13 nouveaux parcours (souscription Assurances Tous Mobiles (ATM), réédition du code confidentiel de la carte bancaire...). L'objectif étant de permettre aux clients, de choisir le canal et l'horaire de leur choix.

En complément, un bot client « Caro », accessible sur le site Internet du Crédit Agricole du Languedoc, répond en direct et à tout moment aux questions les plus fréquentes des clients. Plus de 50 000 questions ont déjà été posées ! Et le bot « Caro » va encore évoluer afin de répondre de manière personnalisée aux interrogations des clients.

En parallèle, de nouveaux parcours sont accessibles en dépose sur le site internet (souscription de mandats ou de l'offre Investore Intégral...) et cette trajectoire se poursuivra en 2023. L'idée étant de répondre à l'engagement d'être une banque 100% Humaine et 100% Digital.

Enfin, la digitalisation de certains processus auparavant générateur de papier et facilitateur pour les collaborateurs ont été mis en place :

- Digitalisation des dossiers de litige de carte bancaire
- Digitalisation du parcours d'augmentation des plafonds de virement pour les clients particuliers et professionnels

### **De nouveaux usages pour les collaborateurs Crédit Agricole du Languedoc**

L'année 2022 aura été l'occasion de renforcer l'usage des smartphones professionnels des collaborateurs du Crédit Agricole du Languedoc.

Pour ce faire, des nouvelles applications ont été déployées afin de faciliter leur quotidien : Time Chef (dématérialisation des tickets de caisse du restaurant d'entreprise), Klaxoon pour la réservation des salles sur les différents sites du Crédit Agricole du Languedoc et l'outil interne Teams.

Le déploiement de l'outil TEAMS a marqué cette année en permettant aux collaborateurs de disposer d'un outil performant permettant d'échanger en interne par tchat, d'organiser des appels avec des partages d'écran, ou encore des réunions en visioconférence. De nouvelles fonctionnalités seront livrées en 2023 visant à favoriser et promouvoir le travail collaboratif au sein du Crédit Agricole du Languedoc et du Groupe Crédit Agricole.

Enfin, un nouveau parcours d'entrée en relation tablette en agence pour les partenaires majeurs et mineurs non clients a été déployé pour permettre un gain de temps, supprimer le papier et une meilleure expérience client.

### **Des actions concrètes d'accompagnement aux usages digitaux**

L'ensemble des évolutions digitales impacte de manière importante les clients et les collaborateurs. Pour cela, le Crédit Agricole du Languedoc a décidé de mettre en œuvre des mesures visant à les accompagner, dans le but d'améliorer les usages et les expériences liés aux nouveaux parcours et outils :

- L'appui des chargés de développement pour accompagner les collaborateurs au quotidien dans la découverte, l'appropriation ou la connaissance de tous les parcours digitaux.
- La mise à disposition de tutoriels guidés, permettant aux collaborateurs de s'entraîner et aux clients d'être accompagnés pour réaliser leurs opérations en toute autonomie.
- La réalisation d'un scan-up annuel auprès des collaborateurs pour identifier les parcours sur lesquels une formation devra être réalisée.

L'ensemble de ces actions sera déployé tout au long de l'année 2023.

L'indicateur clé de performance : 59,20 % clients connectés (Nombre de clients connectés au moins une fois dans le mois (NPC et/ou Ma Banque) / Nombre de clients capables et mineurs émancipés équipés d'un contrat CAEL).

#### Enjeu 7 : Relations clients

#### **Objectif 1 : Rester la banque préférée des languedociens sur tous les marchés**

En réponse aux attentes de ses clients, le Crédit Agricole du Languedoc poursuit son plan d'action dédié à l'excellence relationnelle. En 2022, plusieurs actions concrètes et impactantes ont été mises en œuvre permettant de consolider son modèle de banque humaine avec une amélioration continue de sa qualité de service, de l'accueil, du conseil mais aussi des parcours digitaux.

- Une formation « Nouveau Modèle Relationnel » suivie par l'ensemble des collaborateurs visant à obtenir une meilleure qualité relationnelle dans les échanges avec les clients et entre les collaborateurs.
- La mise en place d'un plan d'action visant à mutualiser les appels entrants et permettant une amélioration significative de la joignabilité des conseillers en agence.
- La poursuite d'un dispositif complet de l'écoute client au travers d'enquêtes nationales et régionales sur la relation globale complétées par des enquêtes spécifiques (moments de vie, événements clients, enquêtes à chaud)
- Le suivi de la satisfaction clientèle avec notamment le rappel des clients non satisfait
- L'amélioration du dispositif de traitement des réclamations et irritants clients
- La mise en place d'un plan d'action spécifique pour analyser, traiter et animer la satisfaction client sur le WEB au travers des avis Google et des réseaux sociaux.
- Le déploiement en 2023 d'une démarche conseil universelle et omnicanale visant à améliorer les conduites d'entretien en intégrant les postures et pratiques ainsi que les usages digitaux.

Par ailleurs, pour s'assurer de la qualité des prestations, il est mis en place des enquêtes régulières de satisfaction clients. Elles s'adressent à tous les types de clientèle et se mesurent, pour la partie recommandation, par un IRC\* stable en 2022 par rapport à 2021 grâce aux fruits des efforts constants en matière de satisfaction clients. Avec un IRC de +7, le Crédit Agricole du Languedoc est la banque la plus recommandée des Languedociens (sur la base du panel de concurrents observés). Le Crédit Agricole du Languedoc a constaté le maintien de la qualité des postures d'accueil et d'entretien, du taux de décroché et

de la fréquence de contact. L'objectif en 2023 sera d'améliorer ce niveau de recommandation sur le marché des Particuliers.

Il est à noter que depuis 5 ans le marché des professionnels est également mesuré à travers un IRC sur lequel le Crédit Agricole du Languedoc effectue une progression importante et régulière de la recommandation, passant d'un IRC de -20 en 2017 à +6 en 2022, soit la 2<sup>de</sup> position sur le marché des professionnels du Languedoc.

Le Crédit Agricole du Languedoc poursuit également en 2023 une enquête de satisfaction « à chaud ». Il s'agit d'une enquête par email envoyée automatiquement aux clients qui ont eu un échange enregistré avec un conseiller du Crédit Agricole Languedoc afin de mesurer la satisfaction suite à cet échange. Plus de 35.000 clients ont répondu en 2022 pour une note de satisfaction globale de 4.4/5 en hausse de 0.1 point.

En 2023, le Crédit Agricole du Languedoc souhaite poursuivre sa démarche d'écoute permanente et de conseils personnalisés et ainsi se distinguer par l'excellence des relations et du service clients.

Aussi, le Crédit Agricole du Languedoc offre à chaque client en situation de fragilité financière ou fragilisé par un événement de vie, une réponse solide grâce à un dispositif spécifique : le dispositif Accompagnement Points Passerelle, Clientèle Fragile, Coups Durs comme présenté au sein de la politique crédit du Crédit Agricole du Languedoc.

Ce dispositif s'adresse aux clients dont les difficultés financières sont détectées selon les critères réglementaires et à ceux dont la situation financière est fragilisée par un aléa de la vie, comme une perte d'emploi, une affection médicale, la perte d'un proche...

Il est animé par une équipe experte pour étudier les situations budgétaires dégradées et pour proposer des solutions bancaires sur mesure, dont une offre spécifique neutralisant les frais bancaires, un crédit coup de pouce, des pauses assurances Auto et 2 Roues de sa filiale Pacifica,...

Le cœur de cette mission c'est aussi écouter et comprendre pour mieux accompagner les clients en difficultés grâce à l'intervention des bénévoles Passerelle, élus des Caisses locales ou anciens salariés pour apporter un soutien social et humain.

Enfin, l'engagement du Crédit Agricole du Languedoc pour l'inclusion bancaire et numérique s'adresse aussi à un public de jeunes Languedociens des Missions locales, Ecoles de la 2<sup>de</sup> Chance et lycées professionnels. En effet c'est grâce aux Bénévoles et Volontaires Passerelle que le Crédit Agricole du Languedoc est en mesure d'animer des ateliers d'éducation budgétaire et numérique.

Pour 2022 près de 213 ateliers pour plus de 3500 jeunes sensibilisés sur ces sujets.

#### Les indicateurs clé de performance :

- IRC Particuliers +7, 1<sup>er</sup> acteur sur le territoire
- IRC Professionnels + 6, 2<sup>ème</sup> acteur sur le territoire

### **Objectif 2 : Maintenir une proximité humaine avec nos clients**

Le Crédit Agricole du Languedoc continue de proposer à ses clients un service de proximité au travers de ses 175 agences bancaires sur les 4 départements, 8 permanences (dont un camion banque, en cours de renouvellement), 459 Distributeurs Automatiques de Billets (dont 145 hors agences) et 141 Relais Crédit Agricole. Le Centre d'Appels accessible 6j / 7 est à disposition des clients pour proposer un mode de contact sur des horaires élargis. A noter cette année, le transfert de l'agence de Nîmes St Césaire sur le nouveau siège de Nîmes.

Le Crédit Agricole du Languedoc a la volonté de développer une approche plus relationnelle dans sa proactivité au travers notamment d'un projet qui sera mis en œuvre en 2023 visant à refondre sa stratégie de proactivité dans son ensemble, humaine et digitale.

Une fréquence de contact régulière avec les clients, à l'initiative du client et/ou du Crédit Agricole du Languedoc, permet de maintenir une proximité humaine. De ce fait, l'objectif est de contacter 68% des clients sur 1 an en lien avec les ambitions du projet d'entreprise du Crédit Agricole du Languedoc sur la fréquence de contact.

L'indicateur clé de performance : 62.6% de clients rencontrés sur 1 an en 2022

### ***C. Politiques et procédures de dialogue direct et indirect avec des contreparties nouvelles ou existantes sur leurs stratégies d'atténuation et de réduction des activités socialement dommageables***

Les objectifs décrits au point b) font état d'un certain nombre de politiques et procédures dont voici le récapitulatif :

- Politique RSE
- Politique Achats Responsables
- Politique de Mobilité Employeur
- Guide ESG

## **9.2.2 Gouvernance**

### ***D. Responsabilités de l'organe de direction dans l'établissement du cadre de tolérance au risque et dans la supervision et la gestion de la mise en œuvre des objectifs, de la stratégie et des politiques définis dans le contexte de la gestion du risque social, couvrant les approches suivies par les contreparties (voir ci-dessous points i à iv).***

La Politique RSE du Crédit Agricole du Languedoc est validée par le Comité de Direction RSE. La dernière réactualisation a été validée par le Comité de Direction RSE du 10/10/2022.

Pour suivre la mise en œuvre de la démarche RSE, un Comité de Direction est tenu mensuellement. Il est complété de comités d'échange mensuels réunissant les responsables de service ou de département en lien avec les enjeux RSE de la politique RSE et du projet d'entreprise.

Ce comité a pour objectif de permettre une vision globale et cohérente de la démarche RSE du Crédit Agricole du Languedoc au regard de sa politique, de faire un état des lieux de l'actualité Groupe et Crédit Agricole du Languedoc sur les sujets et projets majeurs relatifs à la RSE.

Enfin, l'ensemble des dossiers transverses relatifs à la RSE y sont présentés pour information ou décision.

En complément pour chaque enjeu prioritaire, un cadre supérieur de l'entreprise a été nommé comme pilote.

i) les activités en faveur de la communauté et de la société sont traitées dans l'enjeu « La RSE au cœur de nos valeurs mutualistes pour contribuer au développement durable du territoire ».

ii) les relations de travail et les normes de travail sont en particulier traitées dans les enjeux 1 « Qualité de vie est les conditions de travail » et 2 « Employabilité, transformation, des métiers et gestions des carrières ».

iii) la protection des consommateurs et la responsabilité des produits est traitée dans les enjeux 5 « Gestion responsable des données » et 7 « Relations clients ».

iv) les droits de l'homme ne sont pas identifiés comme risque principal par rapport à l'activité du Crédit Agricole du Languedoc. Cependant, la Politique des Achats Responsables et la Politique Financière retiennent des critères liés aux droits humains.

#### ***E. Intégration de mesures de gestion des facteurs et des risques sociaux dans les dispositifs de gouvernance interne, y compris le rôle des comités, la répartition des tâches et des responsabilités, et le circuit de retour d'information entre la fonction de gestion des risques et l'organe de direction***

Le Comité de Direction RSE prend position en s'appuyant sur la présentation de l'avancement des projets, avec la participation du directeur des risques et du contrôle permanent.

La répartition des tâches, les responsabilités et le circuit de retour de l'information sont réparties dans l'ensemble des métiers, dans le respect des procédures de contrôle interne. Les indicateurs clé de performance font l'objet d'une présentation en Comité de Direction RSE et/ou figurent dans la Déclaration de Performance Extra-Financière.

#### ***F. Canaux de communication de rapports relatifs au risque social et fréquence des rapports***

Les chaînes de communication de rapports relatifs au risque environnemental empruntent les processus des fonctions opérationnelles de l'entreprise. En complément, un suivi est effectué mensuellement en Comité de Direction RSE.

#### ***G. Alignement de la politique de rémunération sur les objectifs de l'établissement liés au risque social***

La politique de rémunération ne prend pas en compte de critères liés aux risques sociaux. Néanmoins, le Plan Moyen Terme de l'entreprise Impulsion 2024 a défini la stratégie RSE comme l'un de ses trois piliers.

### **9.2.3 Gestion des risques**

#### ***H. Définitions, méthodologies et normes internationales sur lesquelles repose le cadre de gestion du risque social***

Le principal indicateur de la gestion du risque social est l'IES – Indice d'Engagement Sociétal.

L'IES banque de détail France est un dispositif initié en 2019 par 5 Caisses Régionales du Crédit Agricole pilotes, puis déployé à partir de 2020 par les autres Caisses Régionales. Il englobe deux dispositifs méthodologiques distincts : l'IES régional et l'IES national.

L'IES national est un score sous forme d'indice pour le baromètre stratégique national, plus sensible aux variations et par conséquent plus à même d'exprimer les évolutions en matière de perception de l'engagement sociétal du Crédit Agricole et de ses concurrents à l'échelle nationale.

L'IES régional est calculé sous forme de moyenne des notes. Il permet à chaque Caisse Régionale de travailler à ses leviers de progression en analysant les écarts avec les autres Caisses régionales et les résultats de son concurrent local lorsqu'il est retenu.

Comme l'IRC (Indice de Recommandation Client), l'IES est calcul en faisant la différence entre le pourcentage des notes 9 ou 10 moins le pourcentage des notes 0 à 6. Ces notes portent sur un certain nombre d'assertions au sujet desquelles les clients se positionnent. Exemple : « Le Crédit Agricole accompagne les clients dans les moments difficiles » à noter de 0 – absolument pas d'accord, à 10 – totalement d'accord.

### ***I. Processus d'identification, de mesure et de suivi des activités et des expositions (et, le cas échéant, des sûretés) sensibles aux risques sociaux, couvrant les canaux de transmission pertinents***

Le processus d'identification des risques sociaux est décrit au paragraphe « Etapes d'élaboration de la politique RSE » du préambule.

L'identification et la cotation des principaux risques et opportunités RSE s'appuie sur les travaux menés avec le cabinet des Enjeux et des Hommes, sur la cotation des risques Groupe Crédit Agricole et sur des travaux menés par un groupe d'experts métiers du Crédit Agricole du Languedoc (RSE, Ressources Humaines, Marketing, DATA, Transformation...).

### ***J. Activités, engagements et actifs contribuant à atténuer le risque social***

Les activités, engagement et expositions contribuant à atténuer les risques sociaux sont décrits au paragraphe b).

### ***K. Mise en œuvre d'outils d'identification et de gestion du risque social***

Les outils d'identification, de mesure et de gestion des risques sociaux, sont ceux habituellement utilisés par l'ensemble des fonctions du Crédit Agricole du Languedoc. Selon la nature de l'indicateur, les outils sont internes au Crédit Agricole du Languedoc ou au Groupe Crédit Agricole et vont de requêtes de bases de données, à l'utilisation de rapport internes automatisés, et jusqu'à la consolidation dans les fiches indicateurs Excel.

### ***L. Description de la fixation de limites au risque social et des cas déclenchant la saisie des échelons supérieurs et l'exclusion du portefeuille en cas de dépassement***

Le Crédit Agricole du Languedoc a établi un certain nombre d'exclusions d'activité portant un risque social dans le cadre de sa politique crédit et de sa politique financière. Ces exclusions portent notamment sur la vente d'armes, sur les jeux de hasard, et plus généralement le caractère éthique de l'activité.

### ***M. Description du lien (canaux de transmission) entre les risques sociaux et le risque de crédit, le risque de liquidité et de financement, le risque de marché, le risque opérationnel et le risque de réputation dans le cadre de gestion des risques***

Il n'a pas été constaté de matérialisation du risque social en risques financiers (risques de crédit, de liquidité, de marché, opérationnel...).

Une transmission au risque de réputation est constatée depuis plusieurs années du fait de la dénonciation, par la société civile, de la relation d'affaires entre la Banque et des clients responsables d'impacts sociaux négatifs. Ce risque est géré au travers de l'analyse de sensibilité et des recommandations du comité CERES pour les transactions ou clients Sensibles.

## 9.3 Tableau 3 - Informations qualitatives sur le risque de Gouvernance

### 9.3.1 Gouvernance

#### ***A. Intégration par l'établissement, dans ses dispositifs de gouvernance, de la performance de la contrepartie en matière de gouvernance, y compris au niveau des comités de l'organe supérieur de gouvernance de cette dernière et de ses comités chargés des décisions sur les questions économiques, environnementales et sociales***

Le Crédit Agricole du Languedoc s'emploie au déploiement d'un guide ESG, visant à accompagner les clients entreprises, professionnels et agriculteurs. Ce guide d'entretien reprend, au travers d'un questionnaire, 3 thématiques clés : Environnement, Social et Gouvernance. Il a pour objectif de permettre :

- D'intensifier la relation client par une meilleure connaissance des enjeux de l'entreprise, de comprendre la stratégie des clients en matière de RSE, de les situer dans leur stade de transformation de l'entreprise.
- D'identifier de potentiels accompagnements.
- D'installer le rôle de banquier de référence en adoptant une démarche de conseil, en faire un facteur différenciant et en proposant des solutions adaptées.

La politique des achats responsables décrit le processus de sélection des fournisseurs en faisant intervenir des critères sur les 3 thématiques clés : Environnement, Social et Gouvernance.

#### ***B. Prise en compte par l'établissement du rôle de l'organe supérieur de gouvernance de la contrepartie dans la publication d'informations non financières***

La Déclaration de performance extra-financière est présentée au Conseil d'administration tous les ans. Elle fait l'objet de travaux de la part d'un organisme tiers indépendant, visant à formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur les informations historiques constatées ou extrapolées figurant dans cette Déclaration.

#### ***C. Intégration par l'établissement, dans les dispositifs de gouvernance, de la performance de ses contreparties en matière de gouvernance***

Pour tout dossier structurant, la performance extra-financière de la contrepartie, en se fondant sur des indicateurs reconnus par le marché y compris sur le dispositif de gouvernance, y compris sur l'ensemble des éléments ci-dessous, fait partie des éléments examinés par les comités ad hoc, dans le respect des principes énoncés dans le règlement intérieur et dans la politique crédit :

- Considérations éthiques
- Stratégie et gestion des risques
- Inclusivité
- Transparence
- Gestion des conflits d'intérêts

- Communication interne sur les préoccupations critiques

### 9.3.2 Gestion des risques

*D. Intégration par l'établissement, dans ses dispositifs de gestion des risques, de la performance de ses contreparties en matière de gouvernance en matière de :*

*i) Considérations éthiques*

*ii) Stratégie et gestion des risques*

*iii) Inclusivité*

*iv) Transparence*

*v) Gestion des conflits d'intérêts*

*vi) Communication interne sur les préoccupations critiques*

Une partie importante du risque de gouvernance concerne la clientèle des entreprises. Le Guide ESG recense les questions à aborder avec la contrepartie, dont les considérations éthiques (bien-être animal, gaspillage alimentaire), le plan de continuité de l'activité, la diversité et l'équité dans l'organisation, la démarche volontaire de développement durable. Les autres points sont couverts par le règlement intérieur (charte éthique), la politique crédit et les délégations en vigueur.

## 9.4 Portefeuille bancaire - Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique

### 9.4.1 Qualité de crédit des expositions par secteur, émissions et échéance résiduelle (Modèle 1)

**Modèle 1 : Portefeuille bancaire - Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique : Qualité de crédit des expositions par secteur, émissions et échéance résiduelle**

	Secteur/Sous-secteur	Valeur comptable brute (en milliers d'euros)				Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions (en milliers d'euros)			Ventilation par tranche d'échéance				
			Dont expositions sur des entreprises exclues des indices de référence "accords de Paris"	Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes		Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes	<= 5 ans	> 5 ans <= 10 ans	> 10 ans <= 20 ans	> 20 ans	Échéance moyenne pondérée
1	Expositions sur des secteurs contribuant fortement au changement climatique*	8 730 485	223 691	685 275	179 452	297 998	71 938	129 226	3 132 247	2 123 576	2 963 863	510 799	9,13
2	A - Agriculture, sylviculture et pêche	963 745	-	90 926	26 397	36 372	6 755	21 233	457 055	317 557	185 112	4 020	6,47
3	B - Industries extractives	8 610	5 158	30	289	351	-	289	7 628	956	-	26	2,98
4	B.05 - Extraction de houille et de lignite	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	B.06 - Extraction d'hydrocarbures	5 158	5 158	-	-	1	-	-	5 158	-	-	-	2,49
6	B.07 - Extraction de minerais métalliques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7	B.08 - Autres industries extractives	3 452	-	30	289	349	-	289	2 469	956	-	26	3,72
8	B.09 - Services de soutien aux industries extractives	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9	C - Industrie manufacturière	660 852	-	39 925	21 083	31 140	4 520	18 215	392 113	149 577	111 322	7 840	5,61
10	C.10 - Industries alimentaires	58 140	-	5 195	4 610	4 828	768	3 261	38 629	13 897	5 090	524	4,86
11	C.11 - Fabrication de boissons	298 920	-	21 194	5 104	12 828	1 773	5 104	155 117	71 871	68 734	3 199	6,41
12	C.12 - Fabrication de produits à base de tabac	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	C.13 - Fabrication de textiles	7 985	-	-	1 067	346	-	287	7 288	680	-	16	2,91

	Secteur/Sous-secteur	Valeur comptable brute (en milliers d'euros)				Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions (en milliers d'euros)			Ventilation par tranche d'échéance				
			Dont expositions sur des entreprises exclues des indices de référence "accords de Paris"	Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes		Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes	<= 5 ans	> 5 ans <= 10 ans	> 10 ans <= 20 ans	> 20 ans	Échéance moyenne pondérée
14	C.14 - Industrie de l'habillement	2 765	-	53	1 299	1 303	-	1 298	2 184	138	399	43	3,48
15	C.15 - Industrie du cuir et de la chaussure	120	-	-	-	-	-	-	114	-	-	7	4,62
16	C.16 - Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie	24 135	-	134	949	837	9	717	11 475	9 471	3 141	48	5,37
17	C.17 - Industrie du papier et du carton	22 257	-	-	-	124	-	-	12 875	9 036	338	8	5,29
18	C.18 - Imprimerie et reproduction d'enregistrements	9 661	-	294	182	256	29	177	7 854	615	821	371	4,93
19	C.19 - Cokéfaction et raffinage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
20	C.20 - Industrie chimique	23 487	-	2 706	-	523	474	-	22 264	1 172	-	51	4,25
21	C.21 - Industrie pharmaceutique	11 405	-	-	32	39	-	31	10 508	898	-	-	2,71
22	C.22 - Fabrication de produits en caoutchouc	2 824	-	62	241	283	10	241	2 448	-	-	376	6,49
23	C.23 - Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	6 651	-	135	256	408	8	253	4 764	1 469	310	107	3,30
24	C.24 - Métallurgie	41	-	-	-	-	-	-	39	-	-	1	2,39
25	C.25 - Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	29 372	-	913	2 037	1 914	30	1 772	20 135	6 460	2 620	157	4,91
26	C.26 - Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	22 550	-	4 920	103	1 156	677	103	13 833	8 401	-	316	4,27
27	C.27 - Fabrication d'équipements électriques	19 844	-	1 403	-	288	180	-	7 732	10 580	-	1 532	6,16
28	C.28 - Fabrication de machines et équipements n.c.a.	25 372	-	592	207	154	13	104	23 905	918	414	134	3,28
29	C.29 - Industrie automobile	14 334	-	6	2 669	2 672	-	2 669	13 909	101	322	1	2,42
30	C.30 - Fabrication d'autres matériels de transport	6 189	-	265	387	440	6	333	6 149	26	-	15	3,27
31	C.31 - Fabrication de meubles	2 254	-	179	1	27	19	-	1 203	1 027	-	24	5,08
32	C.32 - Autres industries manufacturières	20 415	-	1 116	1 457	2 091	501	1 402	15 932	2 614	1 605	263	4,28

	Secteur/Sous-secteur	Valeur comptable brute (en milliers d'euros)				Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions (en milliers d'euros)			Ventilation par tranche d'échéance				
			Dont expositions sur des entreprises exclues des indices de référence "accords de Paris"	Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes		Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes	<= 5 ans	> 5 ans <= 10 ans	> 10 ans <= 20 ans	> 20 ans	Échéance moyenne pondérée
33	C.33 - Réparation et installation de machines et d'équipements	52 132	-	757	482	621	22	462	13 756	10 201	27 528	646	7,82
34	D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	711 158	217 364	38 137	1 117	11 897	2 513	1 117	161 955	133 057	278 186	137 960	12,50
35	D35.1 - Production, transport et distribution d'électricité	706 746	216 187	38 085	1 117	11 857	2 513	1 117	160 137	132 408	276 242	137 960	12,51
36	D35.11 - Production d'électricité	680 754	206 339	32 982	1 117	11 668	2 494	1 117	143 929	125 907	273 038	137 880	12,83
37	D35.2 - Fabrication de gaz; distribution par conduite de combustibles gazeux	440	-	-	-	16	-	-	8	432	-	-	8,98
38	D35.3 - Production et distribution de vapeur et d'air conditionné	3 971	1 177	51	-	24	-	-	1 810	217	1 944	-	10,87
39	E - Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	51 911	-	534	461	985	5	461	29 956	12 337	5 294	4 325	6,33
40	F - Services de bâtiments et travaux publics	548 210	1 169	57 858	11 880	18 453	5 332	6 421	433 082	48 058	54 575	12 495	4,74
41	F.41 - Construction de bâtiments	276 090	1 169	32 341	1 096	4 831	1 582	740	209 164	14 668	45 163	7 095	5,18
42	F.42 - Génie civil	38 445	-	632	12	767	37	12	24 667	5 534	5 672	2 573	5,76
43	F.43 - Travaux de construction spécialisés	233 675	-	24 885	10 772	12 855	3 713	5 670	199 251	27 857	3 740	2 827	4,05
44	G - Commerce de gros et de détail; réparation d'automobiles et de motocycles	1 321 271	-	86 125	51 219	69 888	9 720	36 248	720 813	457 337	134 985	8 136	5,30
45	H - Transports et entreposage	142 646	-	5 153	1 958	3 382	130	857	63 763	35 208	42 783	892	7,40
46	H.49 - Transports terrestres et transports par conduites	85 561	-	4 337	1 889	2 110	117	790	53 813	20 966	10 006	776	5,36
47	H.50 - Transports par eau	8 951	-	487	-	25	5	-	2 297	6 640	-	14	5,23
48	H.51 - Transports aériens	7 880	-	-	-	86	-	-	34	-	7 847	-	13,87
49	H.52 - Entreposage et services auxiliaires des transports	40 023	-	294	64	1 130	7	64	7 438	7 554	24 931	101	10,99
50	H.53 - Activités de poste et de courrier	231	-	35	5	31	1	3	181	48	-	2	4,00
51	I - Hébergement de poste et de courrier	399 034	-	31 691	10 527	25 006	4 458	7 806	194 307	143 457	57 519	3 751	6,07

	Secteur/Sous-secteur	Valeur comptable brute (en milliers d'euros)				Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions (en milliers d'euros)			Ventilation par tranche d'échéance				
			Dont expositions sur des entreprises exclues des indices de référence "accords de Paris"	Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes		Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes	<= 5 ans	> 5 ans <= 10 ans	> 10 ans <= 20 ans	> 20 ans	Échéance moyenne pondérée
52	L - Activités immobilières	3 923 047	-	334 895	54 519	100 524	38 505	36 579	671 575	826 032	2 094 087	331 353	12,10
53	Expositions sur des secteurs autres que ceux contribuant fortement au changement climatique*	8 632 910	19 274	183 770	63 354	47 094	8 026	25 170	4 743 838	998 144	320 525	2 570 403	10,86
54	K - Activités financières et d'assurance	7 352 170	5 257	76 395	2 593	5 910	2 687	1 797	4 163 810	541 996	124 913	2 521 450	11,53
55	Expositions sur d'autres secteurs (codes NACE J, M à U)	1 280 740	14 016	107 375	60 761	41 185	5 339	23 373	580 027	456 148	195 612	48 953	6,97
56	TOTAL	17 363 394	242 965	869 045	242 806	345 092	79 964	154 396	7 876 084	3 121 720	3 284 389	3 081 202	9,99

\* Conformément au règlement délégué (UE) 2020/1818 de la Commission complétant le règlement (UE) 2016/1011 par des normes minimales pour les indices de référence "transition climatique" de l'Union et les indices de référence "accord de Paris" de l'Union - règlement sur les indices de référence en matière de climat - considérant 6 : les secteurs énumérés à l'annexe I, sections A à H et section L, du règlement (CE) n° 1893/2006

Selon les dispositions de l'article 449 bis du règlement (UE) no 575/2013 les établissements publient leurs expositions sur des entreprises exclues des indices de référence « accord de Paris » de l'Union conformément à l'article 12, paragraphe 1, points d) à g), et à l'article 12, paragraphe 2, du règlement (UE) 2020/1818. Les établissements déclarent la valeur comptable brute des expositions sur ces contreparties exclues. Il s'agit des entreprises qui répondent aux critères ci-dessous :

- Tirent au moins 1 % de leur chiffre d'affaires de la prospection, de l'extraction, de la distribution ou du raffinage de houille et de lignite ;
- Tirent au moins 10 % de leur chiffre d'affaires de la prospection, de l'extraction, de la distribution ou du raffinage de combustibles liquides ;
- Tirent au moins 50 % de leur chiffre d'affaires de la prospection, de l'extraction, de la fabrication ou de la distribution de combustibles gazeux ;
- Tirent au moins 50 % de leur chiffre d'affaires d'activités de production d'électricité présentant une intensité d'émission de GES supérieure à 100 g CO<sub>2</sub> e/kWh ;
- Sont exclues également les entreprises qui portent un préjudice significatif à au moins un des objectifs environnementaux.

Pour le reporting du 31 décembre 2022, la Caisse Régionale du Languedoc a recours aux données du fournisseur Moody's, afin de collecter la liste des entreprises exclues des indices de référence « accords de Paris ».

Par ailleurs, les établissements affectent les expositions sur les entreprises non financières, à savoir les prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres classés dans les portefeuilles comptables du portefeuille bancaire, à l'exclusion des actifs financiers détenus à des fins de négociation ou des actifs détenus en vue de la vente, à la tranche de maturité concernée en fonction de l'échéance résiduelle de l'instrument financier. Pour l'intégration dans le calcul de l'échéance moyenne des expositions, des instruments financiers sans date d'échéance, la Caisse Régionale du Languedoc a retenu la tranche la plus élevée à savoir 20 ans.

#### **9.4.2 Prêts garantis par des biens immobiliers - Efficacité énergétique des sûretés (Modèle 2)**

Les établissements doivent publier la valeur comptable brute des prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux et résidentiels et par des sûretés immobilières saisies, et fournir des informations sur le niveau d'efficacité énergétique des sûretés. En complément et afin de tenir compte de la particularité du modèle bancaire français, la Caisse Régionale du Languedoc a intégré dans ce modèle, l'ensemble des prêts immobiliers cautionnés.

Conformément aux exigences du modèle et en l'absence du certificat de performance énergétique, les établissements ont la possibilité d'estimer les performances énergétiques, exprimées en kilowattheure d'énergie primaire par mètre carré par an (kWh/m<sup>2</sup>/an) aux lignes 5 et 10 du modèle. La Caisse Régionale du Languedoc a estimé les performances énergétiques des biens pour lesquels le diagnostic de performance énergétique n'est pas disponible, uniquement sur le périmètre France. Les estimations ont été réalisées sur la base d'une distribution des consommations d'énergie primaire au niveau des départements français, à partir des données mises à disposition par l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) pour l'immobilier résidentiel et tertiaire.

## Modèle 2 : Portefeuille bancaire - Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique : Prêts

	Secteur de la contrepartie		Valeur comptable brute totale (en milliers d'euros)														
			Niveau d'efficacité énergétique (performance énergétique en kWh/m² des sûretés)						Niveau d'efficacité énergétiques (label du certificat de de performance énergétique des sûretés)							Sans label du certificat de performance énergétiques des sûretés	
			0; <= 100	> 100; <= 200	> 200; <= 300	> 300; <= 400	> 400; <= 500	> 500	A	B	C	D	E	F	G		Dont niveau d'efficacité énergétique (performance énergétique en kWh/m² des sûretés) estimé
1	Total UE	16 225 170	3 483 300	5 729 412	3 734 213	1 295 745	384 906	298 101	138 284	189 408	763 482	870 795	373 838	119 467	60 723	13 709 171	90,52%
2	Dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux	2 675 642	561 619	332 454	223 450	112 896	64 046	106 952	392	112	1 408	2 998	884	50	550	2 669 247	52,26%
3	Dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	13 549 528	2 921 682	5 396 958	3 510 763	1 182 849	320 860	191 149	137 892	189 296	762 074	867 797	372 954	119 417	60 173	11 039 924	99,77%
4	Dont sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	Dont niveau d'efficacité énergétique (performance énergétique en kWh/m² des sûretés) estimé	14 925 678	3 483 300	5 729 412	3 734 213	1 295 745	384 906	298 101								13 709 171	90,52%
6	Total non-UE	5 441	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 441	-
7	Dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8	Dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	5 441	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 441	-
9	Dont sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10	Dont niveau d'efficacité énergétique (performance énergétique en kWh/m² des sûretés) estimé	-	-	-	-	-	-	-								5 441	-

### 9.4.3 Portefeuille bancaire - Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique : Paramètres d'alignement (Modèle 3)

La Caisse Régionale du Languedoc a défini en 2022 des objectifs et des trajectoires alignées sur un scénario net zéro pour les activités de financement liées à 5 secteurs (à partir d'un premier calcul de ses émissions de gaz à effet de serre sectorielles pour l'année de référence 2020). Pour ce faire, une méthodologie Net Zéro a été élaborée selon une série de choix méthodologiques clés décrit dans chapitre 2 « Performance extra-financière » du Document d'Enregistrement Universel 2022).

Pour aligner les portefeuilles avec l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, la Caisse Régionale du Languedoc a fondé ses trajectoires sur les travaux de l'AIE (scénario NZE 2050) et a été accompagnés par un Comité Scientifique dédié. Le scénario NZE 2050 sera remplacé sur certains secteurs par des scénarios spécifiques, qui sont plus granulaires (géographiquement ou par typologie d'actif), mais respectant la trajectoire 1,5°C.

Pour chaque secteur, un ou plusieurs indicateurs ont été ou seront définis pour capter les performances et progrès des entreprises vers la décarbonation. Ces métriques seront suivies et pilotées afin d'engager un dialogue continu avec les clients et de prendre des décisions éclairées de financement.

Les baselines/ points de départ 2020, les objectifs intermédiaires et les plans d'actions pour contribuer à l'atteinte de la neutralité carbone d'ici 2050 sont publiés dans la partie « 3.4.5. Net Zero Banking Alliance : préciser nos cibles et engagements sectoriels » du chapitre 2 du DEU 2022.

Un document méthodologique, usuellement appelé « Livre Blanc », expliquant la stratégie climat, les choix détaillés d'engagement et les réalisations sera également publié en 2023.

### 9.4.4 Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique : Expositions sur les 20 plus grandes entreprises à forte intensité de carbone (Modèle 4)

Les établissements indiquent dans ce modèle les expositions agrégées sur un maximum de 20 contreparties figurant parmi les 20 entreprises qui émettent le plus de carbone dans le monde. Afin d'identifier la liste des 20 entreprises les plus émissives en carbone, la Caisse Régionale du Languedoc s'est appuyée, conformément aux instructions du modèle, sur une liste publique. C'est la liste du Climate Accountability Institute qui a été retenue.

Par ailleurs, le modèle portant uniquement sur les expositions au bilan, la Caisse Régionale du Languedoc publie de façon volontaire la part des expositions au hors bilan sur ces contreparties les plus émissives en carbone, pour des raisons de transparence sur les financements déjà accordés.

#### Modèle 4 : Portefeuille bancaire - Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique :

	Valeur comptable brute (agrégée en milliers d'euros)	Valeur comptable brute de l'exposition sur les contreparties par rapport à la valeur comptable brute totale (agrégée) (*)	Échéance moyenne pondérée	Nombre d'entreprises faisant partie des 20 plus grandes entreprises polluantes incluses
1	126 975	0,36%	14,39	2

(\*) Pour les contreparties figurant parmi les 20 entreprises qui émettent le plus de carbone dans le monde

## 9.5 Portefeuille bancaire - Indicateurs du risque physique potentiellement lié au changement climatique : Expositions soumises à un risque physique (Modèle 5)

Ce modèle couvre les expositions du portefeuille bancaire soumises aux effets d'événements physiques liés au changement climatique, qu'ils soient chroniques ou aigus. Pour ce premier exercice du 31/12/2022, la Caisse Régionale du Languedoc a estimé la part de ses expositions soumises à des aléas climatiques aigus à 4,5 % et celle soumises à des aléas climatiques chroniques à 2,7 %.

Conformément aux exigences du modèle, la Caisse Régionale du Languedoc a utilisé des portails, bases de données et études mises à disposition par les organismes de l'Union, les pouvoirs publics nationaux et des acteurs privés pour identifier les lieux exposés à des événements liés au changement climatique et estimer la sensibilité des actifs et activités à ces événements, à partir de projections à horizon 2050.

La mesure de ces sensibilités présente à aujourd'hui des limites, notamment en termes de données, avec des impacts sur plusieurs choix méthodologiques : c'est le cas pour les mesures de sensibilité aux risques physiques des actifs (par exemple, localisation suffisamment granulaire pour être directement reliée à un aléa localisé), et plus encore pour celles des activités économiques (par exemple, localisation des chaînes d'approvisionnement pour en déterminer la perturbation). En conséquence, si l'approche retenue a permis de réaliser des mesures de certains aléas au niveau de chaque actif, elle repose sur l'utilisation de proxys à l'échelle des portefeuilles pour les mesures au niveau des activités économiques, et ne permet pas de distinguer les activités économiques affectées tant par des aléas chroniques que aigus (par conservatisme, le champ dédié à cette mesure a été complété en prenant la somme des deux mesures).

Des travaux sont menés au sein du Groupe Crédit Agricole sur les données extra financières et les méthodes de mesure des risques les exploitant, travaux qui participeront progressivement à intégrer des aléas de risque physique additionnels et à affiner l'évaluation de la sensibilité aux différents aléas.

**Modèle 5 : Portefeuille bancaire - Indicateurs du risque physique potentiellement lié au changement climatique : Expositions soumises à un risque physique – Périmètre France**

	Zone Géographique : France		Valeur comptable brute (en milliers d'euros)												
			dont expositions sensibles aux effets d'événements physiques liés au changement climatique												
			Ventilation par tranche d'échéance					dont expositions sensibles aux effets d'événements liés au changement climatique chroniques	dont expositions sensibles aux effets d'événements liés au changement climatique aigus	dont expositions sensibles aux effets d'événements liés au changement climatique tant chroniques qu'aigus	Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes	Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		
			<= 5 ans	> 5 ans <= 10 ans	> 10 ans <= 20 ans	> 20 ans	Échéance moyenne pondérée						Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes	
1	A - Agriculture, sylviculture et pêche	749 149	74 938	43 393	11 428	593	5,21	62 928	67 423	130 352	11 485	3 297	4 422	659	2 692
2	B - Industries extractives	3 218	143	61	-	2	3,70	93	113	206	2	18	22	-	18
3	C - Industrie manufacturière	593 451	22 326	9 227	6 025	502	5,58	17 260	20 820	38 080	2 475	1 285	1 926	284	1 124
4	D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	677 618	9 143	8 061	17 363	8 801	12,81	19 651	23 717	43 368	2 408	65	714	152	65
5	E - Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	50 978	1 889	779	317	277	6,29	1 478	1 784	3 263	34	30	63	-	30
6	F - Services de bâtiments et travaux publics	500 707	45 872	4 324	2 644	1 237	4,09	25 536	28 540	54 076	5 825	1 077	1 722	498	558
7	G - Commerce de gros et de détail; réparation d'automobiles et de motocycles	1 266 975	72 335	45 829	11 952	827	5,19	61 670	69 272	130 943	8 497	5 208	7 069	924	3 777
8	H - Transports et entreposage	131 396	3 974	1 829	2 549	57	7,36	3 810	4 599	8 409	330	125	215	8	55
9	L - Activités immobilières	1 286 491	51 040	31 765	40 488	15 648	10,02	65 611	73 330	138 941	9 843	1 565	3 127	879	1 083
10	Prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	13 554 969	21 303	59 306	243 298	298 273	18,25	97 656	524 523	533 058	41 657	5 913	5 207	1 547	3 279
11	Prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux	2 675 642	4 939	12 471	51 044	4 539	13,56	19 806	53 187	54 010	4 471	505	1 525	658	287
12	Sûretés saisies	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	Autres secteurs pertinents (ventilation ci-dessous, le cas échéant)	8 727 554	506 319	108 931	25 179	275 010	10,81	431 537	483 903	915 440	19 264	5 812	6 929	1 215	2 910

**Modèle 5 : Portefeuille bancaire - Indicateurs du risque physique potentiellement lié au changement climatique: Expositions soumises à un risque physique - Périmètre hors France**

	Zone géographique : Union Européenne (hors France)	Valeur comptable brute (en milliers d'euros)												
		dont expositions sensibles aux effets d'événements physiques liés au changement climatique												
		Ventilation par tranche d'échéance					dont expositions sensibles aux effets d'événements liés au changement climatique chroniques	dont expositions sensibles aux effets d'événements liés au changement climatique aigus	dont expositions sensibles aux effets d'événements liés au changement climatique tant chroniques qu'aigus	Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes	Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		
		<= 5 ans	> 5 ans <= 10 ans	> 10 ans <= 20 ans	> 20 ans	Échéance moyenne pondérée						Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes	
1	A - Agriculture, sylviculture et pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	B - Industries extractives	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3	C - Industrie manufacturière	15 350	2 001	-	-	3,08	928	1 073	2 001	-	-	1	-	-
4	D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	10 201	1 109	-	-	2,80	498	611	1 109	-	-	1	-	-
5	E - Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6	F - Services de bâtiments et travaux publics	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7	G - Commerce de gros et de détail; réparation d'automobiles et de motocycles	952	185	-	-	0,42	86	100	186	-	-	8	-	-
8	H - Transports et entreposage	6 119	-	392	-	5,52	177	214	392	-	-	1	-	-
9	L - Activités immobilières	25 992	1 632	1 282	229	4,80	1 476	1 667	3 143	1 512	-	217	216	-
10	Prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11	Prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12	Sûretés saisies	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	Autres secteurs pertinents (ventilation ci-dessous, le cas échéant)	121 457	19 191	987	2 195	365	4,74	10 185	12 552	22 737	-	-	33	-

**Modèle 5 : Portefeuille bancaire - Indicateurs du risque physique potentiellement lié au changement climatique: Expositions soumises à un risque physique - Périmètre hors Europe**

	Zone Géographique : Hors Union Européenne	Valeur comptable brute (en milliers d'euros)												
		dont expositions sensibles aux effets d'événements physiques liés au changement climatique												
		Ventilation par tranche d'échéance					dont expositions sensibles aux effets d'événements liés au changement climatique chroniques	dont expositions sensibles aux effets d'événements liés au changement climatique aigus	dont expositions sensibles aux effets d'événements liés au changement climatique tant chroniques qu'aigus	Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes	Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		
		<= 5 ans	> 5 ans <= 10 ans	> 10 ans <= 20 ans	> 20 ans	Échéance moyenne pondérée						Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes	
1	A - Agriculture, sylviculture et pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	B - Industries extractives	5 158	330	-	-	2,49	150	181	330	-	-	-	-	-
3	C - Industrie manufacturière	23 835	2 120	-	-	2,62	988	1 131	2 120	-	-	1	-	-
4	D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	5 181	332	-	-	2,29	150	181	332	-	-	-	-	-
5	E - Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6	F - Services de bâtiments et travaux publics	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7	G - Commerce de gros et de détail; réparation d'automobiles et de motocycles	5 817	681	-	-	2,47	320	360	681	-	-	4	-	-
8	H - Transports et entreposage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9	L - Activités immobilières	-	-	-	-	30,00	-	-	-	-	-	-	-	-
10	Prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11	Prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12	Sûretés saisies	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	Autres secteurs pertinents (ventilation ci-dessous, le cas échéant)	25 641	1 352	289	-	3,83	744	898	1 642	-	-	1	-	-

**Modèle 5 : Portefeuille bancaire - Indicateurs du risque physique potentiellement lié au changement climatique: Expositions soumises à un risque physique - Périmètre total**

	Zone géographique : périmètre total		Valeur comptable brute (en milliers d'euros)												
			dont expositions sensibles aux effets d'événements physiques liés au changement climatique												
			Ventilation par tranche d'échéance					dont expositions sensibles aux effets d'événements liés au changement climatique chroniques	dont expositions sensibles aux effets d'événements liés au changement climatique aigus	dont expositions sensibles aux effets d'événements liés au changement climatique tant chroniques qu'aigus	Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes	Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		
			<= 5 ans	> 5 ans <= 10 ans	> 10 ans <= 20 ans	> 20 ans	Échéance moyenne pondérée						Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes	Dont expositions de stade 2
1	A - Agriculture, sylviculture et pêche	749 149	74 938	43 393	11 428	593	5,21	62 928	67 423	130 352	11 485	3 297	4 422	659	2 692
2	B - Industries extractives	8 376	473	61	-	2	2,95	243	293	536	2	18	22	-	18
3	C - Industrie manufacturière	632 637	26 448	9 227	6 025	502	5,31	19 177	23 025	42 202	2 475	1 285	1 927	284	1 124
4	D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	693 001	10 583	8 061	17 363	8 801	12,48	20 299	24 509	44 808	2 408	65	715	152	65
5	E - Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	50 978	1 889	779	317	277	6,29	1 478	1 784	3 263	34	30	63	-	30
6	F - Services de bâtiments et travaux publics	500 707	45 872	4 324	2 644	1 237	4,09	25 536	28 540	54 076	5 825	1 077	1 722	498	558
7	G - Commerce de gros et de détail; réparation d'automobiles et de motocycles	1 273 745	73 201	45 829	11 952	827	5,17	62 076	69 733	131 809	8 497	5 208	7 080	924	3 777
8	H - Transports et entreposage	137 514	3 974	2 221	2 549	57	7,28	3 988	4 813	8 801	330	125	216	8	55
9	L - Activités immobilières	1 312 484	52 672	33 047	40 717	15 648	9,90	67 087	74 997	142 085	11 355	1 565	3 344	1 095	1 083
10	Prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	13 554 969	21 303	59 306	243 298	298 273	18,25	97 656	524 523	533 058	41 657	5 913	5 207	1 547	3 279
11	Prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux	2 675 642	4 939	12 471	51 044	4 539	13,56	19 806	53 187	54 010	4 471	505	1 525	658	287
12	Sûretés saisies	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	Autres secteurs pertinents (ventilation ci-dessous, le cas échéant)	8 874 652	526 862	110 207	27 374	275 376	10,65	442 466	497 353	939 819	19 264	5 812	6 963	1 215	2 910

## 9.6 Autres mesures d'atténuation du changement climatique non couvertes dans le règlement (UE) 2020/852 (Modèle 10)

Ce modèle couvre les autres mesures d'atténuation du changement climatique et inclut les expositions des établissements qui ne sont pas alignées sur la taxonomie au sens du règlement (UE) 2020/852, mais qui soutiennent néanmoins les contreparties dans le processus de transition et d'adaptation pour les objectifs d'atténuation du changement climatique et d'adaptation au changement climatique.

Le Groupe Crédit Agricole dispose d'un cadre de référence interne (« Framework ») qui encadre la définition des actifs « durables » et répond ainsi, aux choix stratégiques du Groupe Crédit Agricole en lien avec le Projet Sociétal. Il s'agit des actifs qui répondent à la norme de construction française en vigueur (Règlement Thermique 2012 des bâtiments) ou qui correspondent aux produits réglementés Éco-prêt à taux zéro et Prêt Economie d'Énergie sur les secteurs de l'immobilier et de la rénovation. Par ailleurs, pour ce premier exercice du 31/12/2022, le Groupe Crédit Agricole, inclut également les actifs qui pourraient répondre aux exigences des critères techniques de la Taxonomie, mais pour lesquels la vérification des critères n'a pas pu être réalisée dans son intégralité, il s'agit par exemple des prêts finançant les énergies renouvelables (solaire photovoltaïque, solaire thermique, éolien...). Le Groupe Crédit Agricole publie également les Green Bonds détenus à l'actif et identifiés selon le référentiel publié par Euronext et Bloomberg.

### Modèle 10 - Autres mesures d'atténuation du changement climatique non couvertes dans le règlement (UE) 2020/852

	Type d'instrument financier	Catégorie de contrepartie	Valeur comptable brute (en milliers d'euros)	Type de risque atténué (risque de transition lié au changement climatique)	Type de risque atténué (risque de physique lié au changement climatique)	Informations qualitatives sur la nature des mesures d'atténuation
1	Obligations (par ex. vertes, durables, liées à la durabilité en vertu de normes autres que les normes de l'UE)	Entreprises financières	116 929	Y	-	Obligations identifiées comme vertes selon les référentiels publiés par Euronext et Bloomberg
2		Entreprises non financières	18 007	Y	-	Obligations identifiées comme vertes selon les référentiels publiés par Euronext et Bloomberg
3		Dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux	-	-	-	Obligations identifiées comme vertes selon les référentiels publiés par Euronext et Bloomberg
4		Autres contreparties	340 337	Y	-	Obligations identifiées comme vertes selon les référentiels publiés par Euronext et Bloomberg
5	Prêts (par ex. vertes, durables, liés à la durabilité en vertu de normes autres que les normes de l'UE)	Entreprises financières	-	-	-	Energies renouvelables, transports durables (véhicules électriques ou à hydrogène, ferroviaires)
6		Entreprises non financières	175 979	Y	-	Energies renouvelables, transports durables (véhicules électriques ou à hydrogène, ferroviaires)
7		Dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux	11 450	Y	-	Biens immobiliers répondant aux normes de constructions nationales en vigueur et ceux disposant d'un DPE A,B ou C
8		Ménages	3 314 631	Y	-	Elements ci-dessous
9		Dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	3 086 341	Y	-	Biens immobiliers répondant aux normes de constructions nationales en vigueur et ceux disposant d'un DPE A,B ou C
10		Dont prêts à la rénovation de bâtiments	15 964	Y	-	Travaux de rénovation énergétique et Eco-Prêts à Taux Zéro
11		Autres contreparties	3 885	Y	-	cf Entreprises financières et non financières

## 10. ANNEXES

### COMPOSITION DES FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES (EU CC1)

31/12/2022

		Montants Phasés	Montants Non Phasés	Source basée sur les numéros/lettres de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
(en milliers d'euros)				
<b>Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1): instruments et réserves</b>				
1	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	1 544 181	1 544 181	a
	dont : Actions	-	-	
	dont : CCI/CCA des Caisses régionales	1 233 790	1 233 790	
	dont : Parts sociales des Caisses locales	310 391	310 391	
2	Résultats non distribués	-	-	
3	Autres éléments du résultat global accumulés (et autres réserves)	2 987 358	2 987 358	c
EU-3a	Fonds pour risques bancaires généraux	-	-	
4	Montant des éléments éligibles visés à l'Article 484, paragraphe 3, du CRR et comptes des primes d'émission y afférents soumis à exclusion progressive des CET1	-	-	
5	Intérêts minoritaires (montant autorisé en CET1 consolidés)	-	-	d
EU-5a	Bénéfices intermédiaires, nets de toute charge et de tout dividende prévisible, ayant fait l'objet d'un contrôle indépendant	183 568	183 568	b
6	<b>Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) avant ajustements réglementaires</b>	<b>4 715 107</b>	<b>4 715 107</b>	
<b>Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1): ajustements réglementaires</b>				
7	Corrections de valeur supplémentaires (montant négatif)	(20 971)	(20 971)	
8	Immobilisations incorporelles (nettes des passifs d'impôt associés) (montant négatif)	(24)	(24)	e
9	Sans objet	-	-	
10	Actifs d'impôt différé dépendant de bénéfices futurs à l'exclusion de ceux résultant de différences temporelles (nets des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'Article 38, paragraphe 3, du CRR sont réunies) (montant négatif)	-	-	f
11	Réserves en juste valeur relatives aux pertes et aux gains générés par la couverture des flux de trésorerie des instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur	5 536	5 536	g
12	Montants négatifs résultant du calcul des montants des pertes anticipées	(13 449)	(13 449)	

		Montants Phasés	Montants Non Phasés	Source basée sur les numéros/lettres de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
(en milliers d'euros)				
13	Toute augmentation de valeur des capitaux propres résultant d'actifs titrisés (montant négatif)	-	-	
14	Pertes ou gains sur passifs évalués à la juste valeur et qui sont liés à l'évolution de la qualité de crédit de l'établissement	-	-	
15	Actifs de fonds de pension à prestations définies (montant négatif)	(3 993)	(3 993)	h
16	Détentions directes, indirectes et synthétiques, par un établissement, de ses propres instruments CET1 (montant négatif)	(8 474)	(8 474)	
17	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments CET1 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)	-	-	
18	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	(1 630 272)	(1 630 272)	
19	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	-	
20	Sans objet	-	-	
EU-20a	Montant des expositions aux éléments suivants qui reçoivent une pondération de 1 250 %, lorsque l'établissement a opté pour la déduction	-	-	
EU-20b	dont: participations qualifiées hors du secteur financier (montant négatif)	-	-	
EU-20c	dont: positions de titrisation (montant négatif)	-	-	
EU-20d	dont: positions de négociation non dénouées (montant négatif)	-	-	
21	Actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'Article 38, paragraphe 3, du CRR sont réunies) (montant négatif)	-	-	i
22	Montant au-dessus du seuil de 17,65 % (montant négatif)	-	-	
23	dont: detentions directes, indirectes et synthétiques, par l'établissement, d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles il détient un investissement important	-	-	
24	Sans objet	-	-	
25	dont: actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles	-	-	

		Montants Phasés	Montants Non Phasés	Source basée sur les numéros/lettres de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
(en milliers d'euros)				
EU-25a	Pertes de l'exercice en cours (montant négatif)	-	-	
EU-25b	Charges d'impôt prévisibles relatives à des éléments CET1, sauf si l'établissement ajuste dûment le montant des éléments CET1 dans la mesure où ces impôts réduisent le montant à concurrence duquel ces éléments peuvent servir à couvrir les risques ou pertes (montant négatif)	-	-	
26	Sans objet	-	-	
27	Déductions AT1 admissibles dépassant les éléments AT1 de l'établissement (montant négatif)	(2 943)	(2 943)	
27a	Autres ajustements réglementaires	(34 762)	(34 762)	
28	<b>Total des ajustements réglementaires des fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)</b>	<b>(1 709 352)</b>	<b>(1 709 352)</b>	
29	<b>Fonds propres de catégorie 1</b>	<b>3 005 755</b>	<b>3 005 755</b>	
<b>Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1): instruments</b>				
30	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	-	-	
31	dont: classés en tant que capitaux propres selon le référentiel comptable applicable	-	-	j
32	dont: classés en tant que passifs selon le référentiel comptable applicable	-	-	
33	Montant des éléments éligibles visés à l'Article 484, paragraphe 4, du CRR et comptes des primes d'émission y afférents soumis à exclusion progressive des AT1	-	-	k
EU-33a	Montant des éléments éligibles visés à l'Article 494 bis, paragraphe 1, du CRR soumis à exclusion progressive des AT1	-	-	
EU-33b	Montant des éléments éligibles visés à l'Article 494 ter, paragraphe 1, du CRR soumis à exclusion progressive des AT1	-	-	l
34	Fonds propres de catégorie 1 éligibles inclus dans les fonds propres consolidés AT1 (y compris intérêts minoritaires non inclus dans la ligne 5) émis par des filiales et détenus par des tiers	-	-	
35	dont: instruments émis par des filiales soumis à exclusion progressive	-	-	
36	<b>Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) avant ajustements réglementaires</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
<b>Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1): ajustements réglementaires</b>				
37	Détentions directes, indirectes et synthétiques, par un établissement, de ses propres instruments AT1 (montant négatif)	-	-	

		Montants Phasés	Montants Non Phasés	Source basée sur les numéros/lettres de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
(en milliers d'euros)				
38	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments AT1 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)	-	-	
39	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	(2 943)	(2 943)	
40	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	-	
41	Sans objet	-	-	
42	Déductions T2 admissibles dépassant les éléments T2 de l'établissement (montant négatif)	-	-	
42a	Autres ajustements réglementaires des fonds propres AT1	-	-	
43	<b>Total des ajustements réglementaires des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)</b>	<b>(2 943)</b>	<b>(2 943)</b>	
44	<b>Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)</b>	-	-	
45	<b>Fonds propres de catégorie 1 (T1 = CET1 + AT1)</b>	<b>3 005 755</b>	<b>3 005 755</b>	
<b>Fonds propres de catégorie 2 (T2): instruments</b>				
46	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	-	-	m
47	Montant des éléments éligibles visés à l'Article 484, paragraphe 5, du CRR et des comptes des primes d'émission y afférents soumis à exclusion progressive des T2 conformément à l'Article 486, paragraphe 4, du CRR	-	-	n
EU-47a	Montant des éléments éligibles visés à l'Article 494 bis, paragraphe 2, du CRR soumis à exclusion progressive des T2	-	-	
EU-47b	Montant des éléments éligibles visés à l'Article 494 ter, paragraphe 2, du CRR soumis à exclusion progressive des T2	-	-	
48	Instruments de fonds propres éligibles inclus dans les fonds propres consolidés T2 (y compris intérêts minoritaires et instruments AT1 non inclus dans les lignes 5 ou 34) émis par des filiales et détenus par des tiers	-	-	
49	dont: instruments émis par des filiales soumis à exclusion progressive	-	-	
50	Ajustements pour risque de crédit	46 851	46 851	
51	<b>Fonds propres de catégorie 2 (T2) avant ajustements réglementaires</b>	<b>46 851</b>	<b>46 851</b>	
<b>Fonds propres de catégorie 2 (T2): ajustements réglementaires</b>				

		Montants Phasés	Montants Non Phasés	Source basée sur les numéros/lettres de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
(en milliers d'euros)				
52	Détentions directes, indirectes et synthétiques, par un établissement, de ses propres instruments et emprunts subordonnés T2 (montant négatif)	-	-	
53	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments et emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)	-	-	
54	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments et d'emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	(510)	(510)	
54a	Sans objet	-	-	
55	Détentions directes, indirectes et synthétiques, par l'établissement, d'instruments et d'emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	-	
56	Sans objet	-	-	
EU-56a	Déductions admissibles d'engagements éligibles dépassant les éléments d'engagements éligibles de l'établissement (montant négatif)	-	-	
EU-56b	Autres ajustements réglementaires des fonds propres T2	-	-	
57	<b>Total des ajustements réglementaires des fonds propres de catégorie 2 (T2)</b>	<b>(510)</b>	<b>(510)</b>	
58	<b>Fonds propres de catégorie 2 (T2)</b>	<b>46 341</b>	<b>46 341</b>	
59	<b>Total des fonds propres (TC = T1 + T2)</b>	<b>3 052 096</b>	<b>3 052 096</b>	
60	<b>Montant total d'exposition au risque</b>	<b>11 971 135</b>	<b>11 971 135</b>	
<b>Ratios et exigences de fonds propres, y compris les coussins</b>				
61	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	25,11%	25,11%	
62	Fonds propres de catégorie 1	25,11%	25,11%	
63	Total des fonds propres	25,50%	25,50%	
64	Exigences globales de fonds propres CET1 de l'établissement	7,03%	7,03%	
65	dont: exigence de coussin de conservation de fonds propres	2,50%	2,50%	
66	dont: exigence de coussin de fonds propres contracyclique	0,03%	0,03%	
67	dont: exigence de coussin pour le risque systémique	0,00%	0,00%	
EU-67a	dont: exigence de coussin pour établissement d'importance systémique mondiale (EISm) ou pour autre établissement d'importance systémique (autre EIS)	0,00%	0,00%	
EU-67b	dont: exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif	0,00%	0,00%	

		Montants Phasés	Montants Non Phasés	Source basée sur les numéros/lettres de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
(en milliers d'euros)				
68	Fonds propres de base de catégorie 1 (en pourcentage du montant d'exposition au risque) disponibles après le respect des exigences minimales de fonds propres	17,50%	17,50%	
<b>Minima nationaux (si différents de Bâle III)</b>				
69	Sans objet	-	-	
70	Sans objet	-	-	
71	Sans objet	-	-	
<b>Montants inférieurs aux seuils pour déduction (avant pondération)</b>				
72	Détentions directes et indirectes de fonds propres et d'engagements éligibles d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant en dessous du seuil de 10 %, net des positions courtes éligibles)	461 435	461 435	
73	Détentions directes et indirectes, par l'établissement, d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (montant en dessous du seuil de 17,65 %, net des positions courtes éligibles)	760	760	
74	Sans objet	-	-	
75	Actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles (montant en dessous du seuil de 17,65 %, net des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'Article 38, paragraphe 3, du CRR sont réunies)	106 212	106 212	o
<b>Plafonds applicables lors de l'inclusion de provisions dans les fonds propres de catégorie 2</b>				
76	Ajustements pour risque de crédit inclus dans les T2 eu égard aux expositions qui relèvent de l'approche standard (avant application du plafond)	-	-	
77	Plafond pour l'inclusion des ajustements pour risque de crédit dans les T2 selon l'approche standard	-	-	
78	Ajustements pour risque de crédit inclus dans les T2 eu égard aux expositions qui relèvent de l'approche fondée sur les notations internes (avant application du plafond)	267 914	267 914	
79	Plafond pour l'inclusion des ajustements pour risque de crédit dans les T2 selon l'approche fondée sur les notations internes	46 851	46 851	
<b>Instruments de fonds propres soumis à exclusion progressive (applicable entre le 1er janvier 2014 et le 1er janvier 2022 uniquement)</b>				
80	Plafond actuel applicable aux instruments CET1 soumis à exclusion progressive	-	-	
81	Montant exclu des CET1 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursements et échéances)	-	-	
82	Plafond actuel applicable aux instruments AT1 soumis à exclusion progressive	-	-	

31/12/2022

		Montants Phasés	Montants Non Phasés	Source basée sur les numéros/lettres de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
(en milliers d'euros)				
83	Montant exclu des AT1 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursements et échéances)	-	-	
84	Plafond actuel applicable aux instruments T2 soumis à exclusion progressive	-	-	
85	Montant exclu des T2 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursements et échéances)	-	-	

## RAPPROCHEMENT ENTRE LES FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES ET LE BILAN DANS LES ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS (EU CC2)

		Bilan dans les états financiers publiés	Selon le périmètre de consolidation réglementaire	Référence
		31/12/2022	31/12/2022	
<b>Actifs - Ventilation par catégorie d'actifs conformément au bilan figurant dans les états financiers publiés</b>				
1	Caisse, Banques centrales	152 262	152 262	
2	Actif financiers détenus à des fins de transaction	180 194	180 194	
3	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	237 690	237 690	
4	Instruments dérivés de couverture	1 290 032	1 290 032	
5	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	23 590	23 590	
6	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 130 888	2 130 888	
7	Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 167 855	4 167 855	
8	Prêts et créances sur la clientèle	26 588 764	26 588 764	
9	Titres de dettes	1 792 051	1 792 051	
10	Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(1 113 556)	(1 113 556)	
11	Actifs d'impôts courants et différés	118 602	118 602	
12	Dont impôts différés actifs provenant des reports déficitaires	-	-	f
13	Dont impôts différés actifs provenant des différences temporelles	105 910	105 910	i , o
14	Compte de régularisation et actifs divers	946 320	946 320	
15	Dont actifs de fonds de pension à prestations définies	3 993	3 993	h
16	Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	
17	Participation aux bénéfices différés	-	-	
18	Participation dans les entreprises mises en équivalence	-	-	

		Bilan dans les états financiers publiés	Selon le périmètre de consolidation réglementaire	Référence
		31/12/2022	31/12/2022	
19	Dont goodwill inclus dans l'évaluation des investissements importants	-	-	e
20	Immeubles de placement	28 668	28 668	
21	Immobilisations corporelles	87 865	87 865	
22	Immobilisation incorporelles	24	24	e
23	Ecart d'acquisition	-	-	e
24	<b>Total de l'actif</b>	<b>36 631 249</b>	<b>36 631 249</b>	
<b>Passifs - Ventilation par catégorie de passifs conformément au bilan figurant dans les états financiers publiés</b>				
1	Banques centrales	-	-	
2	Passifs financiers détenus à des fins de transaction	170 569	170 569	
3	Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	
4	Instruments dérivés de couverture	65 709	65 709	
5	Dettes envers les établissements de crédit	18 512 404	18 512 404	
6	Dettes envers la clientèle	10 394 315	10 394 315	
7	Dettes représentées par un titre	102 932	102 932	
8	Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(27 456)	(27 456)	
9	Passifs d'impôts courants et différés	10 646	10 646	
10	Dont impôts différés passifs provenant des reports déficitaires	-	-	f
11	Dont impôts différés passifs provenant des différences temporelles	-	-	i
12	Dont impôts différés passifs sur goodwill	-	-	e
13	Dont impôts différés passifs sur immobilisations incorporelles	-	-	e
14	Dont impôts différés passifs sur fonds de pension	-	-	h
15	Compte de régularisation et passifs divers	2 552 028	2 552 028	
16	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-	
17	Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-	
18	Provisions	101 400	101 400	
19	Dettes subordonnées	-	-	
20	Dont instruments AT1	-	-	k
21	Dont instruments éligibles en qualification Tier 2	-	-	m , n
22	<b>Total dettes</b>	<b>31 882 547</b>	<b>31 882 547</b>	
<b>Capitaux propres</b>				
1	Capitaux propres – part du Groupe	4 737 846	4 737 846	
2	Capital et réserves liées	1 541 355	1 541 355	
3	Dont instruments de fonds propres CET1 et primes d'émission associées	1 544 420	1 544 420	a
4	Dont instruments AT1	-	-	j , l
5	Réserves consolidées	2 532 120	2 532 120	
6	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	446 641	446 641	c

		Bilan dans les états financiers publiés	Selon le périmètre de consolidation réglementaire	Référence
		31/12/2022	31/12/2022	
7	Dont réserves en juste valeur relatives aux pertes et aux gains générés par la couverture des flux de trésorerie	(5 536)	(5 536)	g
8	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées	-	-	
9	Résultat de l'exercice	217 730	217 730	b
10	Participations ne donnant pas le contrôle	10 857	10 857	d
11	<b>Total des capitaux propres</b>	<b>4 748 702</b>	<b>4 748 702</b>	
12	<b>Total du passif</b>	<b>36 631 249</b>	<b>36 631 249</b>	

## PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES INSTRUMENTS DE FONDS PROPRES (EU CCA)

31/12/2022

(en milliers d'euros)

		Parts Sociales	CCI/CCA
1	Émetteur	Caisse Régionale Languedoc	Caisse Régionale Languedoc
2	Identifiant unique (par exemple identifiant CUSIP, ISIN ou Bloomberg pour placement privé).	-	-
2a	Placement public ou privé	Public	Public
3	Droit(s) régissant l'instrument	Français	Français
3a	Reconnaissance contractuelle des pouvoirs de dépréciation et de conversion des autorités de résolution	Sans objet	Sans objet
	Traitement réglementaire	-	-
4	Traitement actuel compte tenu, le cas échéant, des règles transitoires du CRR	CET1	CET1
5	Règles CRR après transition	Eligible	Eligible
6	Éligible au niveau individuel/(sous-) consolidé/individuel et (sous-)consolidé	(Sous) - consolidé	Individuel et (sous) - consolidé
7	Type d'instrument (à préciser pour chaque ressort territorial)	Part sociale	Certificat coopératif d'investissement (CCI) / Certificat coopératif d'associés (CCA)
8	Montant comptabilisé en fonds propres réglementaires ou en engagements éligibles (monnaie en milliers, à la dernière date de clôture)	310 152	1 225 555
9	Valeur nominale de l'instrument	-	-
EU-9a	Prix d'émission	-	-
EU-9b	Prix de rachat	-	-
10	Classification comptable	Capitaux propres	Capitaux propres
11	Date d'émission initiale	-	-
12	Perpétuel ou à durée déterminée	Perpétuel	Perpétuel
13	Échéance initiale	-	-

31/12/2022

(en milliers d'euros)

		Parts Sociales	CCI/CCA
14	Option de rachat de l'émetteur soumise à l'accord préalable de l'autorité de surveillance	-	-
15	Date facultative d'exercice de l'option de rachat, dates d'exercice des options de rachat conditionnelles et prix de rachat	-	-
16	Dates ultérieures d'exercice de l'option de rachat, s'il y a lieu	-	-
	<i>Coupons/dividendes</i>	-	-
17	Dividende/coupon fixe ou flottant	-	-
18	Taux du coupon et indice éventuel associé	-	-
19	Existence d'un mécanisme de suspension des versements de dividendes (dividend stopper)	-	-
EU-20a	Caractère entièrement ou partiellement discrétionnaire ou obligatoire des versements (en termes de calendrier)	-	-
EU-20b	Caractère entièrement ou partiellement discrétionnaire ou obligatoire des versements (en termes de montant)	Pleine discrétion	Pleine discrétion
21	Existence d'un mécanisme de hausse de la rémunération (step-up) ou d'une autre incitation au rachat	-	-
22	Cumulatif ou non cumulatif	Non cumulatif	Non cumulatif
23	Convertible ou non convertible	Non convertible	Non convertible
24	Si convertible, déclencheur(s) de la conversion	-	-
25	Si convertible, entièrement ou partiellement	-	-
26	Si convertible, taux de conversion	-	-
27	Si convertible, caractère obligatoire ou facultatif de la conversion	-	-
28	Si convertible, type d'instrument vers lequel a lieu la conversion	-	-
29	Si convertible, émetteur de l'instrument vers lequel a lieu la conversion	-	-
30	Caractéristiques en matière de réduction du capital	-	-
31	Si réduction du capital, déclencheur de la réduction	-	-

31/12/2022

(en milliers d'euros)

		Parts Sociales	CCI/CCA
32	Si réduction du capital, totale ou partielle	-	-
33	Si réduction du capital, définitive ou provisoire	-	-
34	Si réduction provisoire du capital, description du mécanisme de réaumentation du capital	-	-
34a	Type de subordination (uniquement pour les engagements éligibles)	Sans objet	Sans objet
EU-34b	Rang de l'instrument dans une procédure normale d'insolvabilité	CET1	CET1
35	Rang de l'instrument en cas de liquidation (indiquer le type d'instrument de rang immédiatement supérieur)	AT1	AT1
36	Caractéristiques non conformes pendant la période de transition	Non	Non
37	Dans l'affirmative, préciser les caractéristiques non conformes	Sans objet	Sans objet
37a	Lien vers les conditions contractuelles complètes de l'instrument (balisage)	-	-
(1) Indiquer «Sans objet» si la question n'est pas applicable.			

## AJUSTEMENTS D'ÉVALUATION PRUDENTE (EU PV1)

	AVA de catégorie	Catégorie de risque					AVA de catégorie — Incertitude d'évaluation		AVA de catégorie totale après diversification	Dont: Total approche principale dans le portefeuille de négociation	Dont: Total approche principale dans le portefeuille bancaire
		Actions	Taux d'intérêt	Change	Crédit	Matières premières	AVA relatives aux écarts de crédit constatés d'avance	AVA relatives aux coûts d'investissement et de financement			
1	Incertitude sur les prix du marché	2	-	-	148	-	-	-	75	-	75
2	Sans objet						-	-			
3	Coûts de liquidation	-	-	-	5	-	-	-	3	-	3
4	Positions concentrées	-	-	-	2	-	-	-	2	-	2
5	Résiliation anticipée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6	Risque lié au modèle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7	Risque opérationnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8	Sans objet										
9	Sans objet										
10	Frais administratifs futurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11	Sans objet										
12	<b>Total des corrections de valeur supplémentaires (AVA)</b>								<b>20 971</b>	<b>-</b>	<b>20 971</b>

Le montant total AVA inclut le montant d'AVA via l'approche alternative non ventilé dans les lignes 1 à 10 de ce tableau.